SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XXXV **1925** **NUMÉROS 1, 2 et 3**

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

No. 890. — Grande-Bretagne et Irak :

Traité d'alliance, avec Protocole, signés à Bagdad, les 10 octobre 1922 et 30 avril 1923 respectivement 13

No. 891. — Grande-Bretagne et Irak :

Accord concernant les fonctionnaires britanniques, conclu en exécution de l'article II du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924 35

No. 892. — Grande-Bretagne et Irak :

Accord militaire conclu en exécution de l'article VII du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924 103

No. 893. — Grande-Bretagne et Irak :

Accord judiciaire conclu en exécution de l'article IX du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924. 131

No. 894. — Grande-Bretagne et Irak :

Accord financier, conclu en exécution de l'article XV du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924... 145

No. 895. — Autriche et Grande-Bretagne :

Traité de commerce et de navigation, avec Déclaration y afférente, signé à Londres, le 22 mai 1924 et Echange de Notes relatif à l'accession de la Rhodésie méridionale. Vienne, les 8 et 18 juin 1925 175

No. 896. — Grande-Bretagne et Grand-Duché de Luxembourg :

Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Londres, le 28 juillet 1923 et à Luxembourg, le 8 septembre 1923 203

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XXXV **1925** **NUMBERS 1, 2 and 3**

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 890. — Great Britain and 'Iraq :

Treaty of Alliance with Protocol, signed respectively at Baghdad, October, 10, 1922 and April 30, 1923... 13

No. 891. — Great Britain and 'Iraq :

British Officials Agreement made under Article II of the Anglo-Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924 35

No. 892. — Great Britain and 'Iraq :

Military Agreement made under Article VII of the Anglo-Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924 103

No. 893. — Great Britain and 'Iraq :

Judicial Agreement made under Article IX of the Anglo-Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924 131

No. 894. — Great Britain and 'Iraq :

Financial Agreement made under Article XV of the Anglo-Iraq Traty, signed at Baghdad, March 25, 1924 145

No. 895. — Austria and Great Britain :

Treaty of Commerce and Navigation with accompanying Declaration, signed at London, May 22, 1924 and Exchange of Notes concerning the Accession of Southern Rhodesia. Vienna, June 8 and 18, 1925. 175

No. 896. — Great Britain and Grand Duchy of Luxemburg :

Agreement for the Exchange of Money-Orders, signed at London, July 28, 1923 and at Luxemburg, September 8, 1923 203

Pages

No. 897. — Grande-Bretagne et Mascate :

Traité prolongeant pour une année, à partir du 11 février 1925, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891, signé à Mascate, le 11 février 1925 233

No. 898. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Convention en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, signée à Prague, le 13 juillet 1923 237

No. 899. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Convention concernant le traitement réciproque des entreprises d'assurances privées, et le règlement financier des anciens contrats d'assurance sur la vie, conclus en anciennes couronnes hongroises et autrichiennes, en vertu de l'article 198 du Traité de Trianon, signée à Prague, le 13 juillet 1923 253

No. 900. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Protocole et Convention concernant la libération des dépôts et la manière du règlement des obligations résultant des titres et de leurs coupons, signés à Prague, le 13 juillet 1923 271

ANNEXE XI. — *Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.* 293

No. 13. — Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres, le 5 juillet 1912.

Accessions 295

Nos 15 et 16. — Convention de Berne revisée (9 septembre 1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin, le 13 novembre 1908, et Protocole additionnel, signé à Berne, le 20 mars 1914.

Adhésions 296

No. 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratification, adhésion 298

No. 202. — Convention portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.

Ratification 298

No. 222. — Convention internationale de l'opium, signée à la Haye, le 23 janvier 1912.

Signatures, ratification 298

Pages

No. 897. — Great Britain and Muscat :

Treaty prolonging for one year, from February 11, 1925, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891, signed at Muscat, February 11, 1925 233

No. 898. — Hungary and Czechoslovakia :

Convention with a view to regulating the Assessment of Internal and Foreign Taxation and in Particular to Prevent Double Taxation in the Field of Direct Taxes, signed at Prague, July 13, 1923... 237

No. 899. — Hungary and Czechoslovakia :

Convention regarding the Reciprocal Treatment of Private Insurance Undertakings and the Financial Adjustment of Former Life Insurance Contracts concluded in old Hungarian and Austrian Crowns, in virtue of Article 198 of the Treaty of Trianon, signed at Prague, July 13, 1923... 253

No. 900. — Hungary and Czechoslovakia :

Protocol and Convention concerning the Release of Deposits and the Settlement of Liabilities arising out of Securitas and Dividend Warrants, signed at Prague, July 13, 1923... 271

ANNEXE XI. — *Presentations for registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.* 293

No. 13. — International Radiotelegraph Convention, signed at London, July 5, 1912.

Accessions... 294

Nos. 15 and 16.— International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works (revising that signed at Berne, September 9, 1886), signed at Berlin, November 13, 1908, and Additional Protocol, signed at Berne, March 20, 1914.

Adhesions 297

No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit, Barcelona, April 20, 1921.

Ratification, adhesion 299

No. 202. — Convention revising the General Act of Berlin, February 26, 1885, and the General Act and Declaration of Brussels, July 2, 1890, signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919.

Ratification 299

No. 222. — International Opium Convention, signed at the Hague, January 23, 1912.

Signatures, Ratification 299

Pages

No. 269. — Convention internationale pour la répression de la Traite des Femmes et des Enfants. Genève, le 30 septembre 1921.

Accession, déclaration 300

No. 390. — Echange de notes entre les Gouvernements norvégien et suédois comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Christiania, les 25 mai 1921, 24 avril et 5 mai 1922.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège 300

No. 445. — Echange de Notes entre les Gouvernements autrichien et britannique, relatif à des exemptions réciproques de droits de douane pour certains échantillons de marchandises. Vienne, le 28 mars 1924.

Echange de Notes du 11 février et 23 avril 1925, concernant l'accession de certains Dominions, Colonies et Possessions britanniques et de l'Inde à cet Accord 303

No. 585. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et tchécoslovaque comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre leurs deux pays. Prague, le 31 janvier 1924.

Echange de notes du 18 avril 1925 comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre le Danemark et la Tchécoslovaquie 304

No. 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 21 juin 1922.

Echange de notes relatif à l'extension des dispositions de cette Convention à la Rhodésie du Sud 306

Echange de notes relatif à l'extension des dispositions de cette Convention à Terre Neuve et à la Palestine 310

No. 678. — Protocole relatif aux Clauses d'Arbitrage, signé à Genève, le 24 septembre 1923.

Signature, ratifications, accession... 314

No. 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Genève, le 12 septembre 1923.

Ratifications 314

No. 722. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne, signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.

Echange de notes relatif à l'extension des dispositions de ce Traité à la Palestine... ... 317

Echange de notes relatif à l'application des dispositions de ce Traité à certaines colonies, protectorats ou territoires sous mandat de Sa Majesté britannique ... ...

Pages

No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Geneva, September 30, 1921.

Accession déclaration, ... 301

No. 390. — Exchange of Notes between the Norwegian and Swedish Governments, constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Christiania, May 25, 1921, April 24 and May 5, 1922.

Presented for registration by the Norwegian Minister for Foreign Affairs 301

No. 445 — Exchange of Notes between the Austrian and British Governments respecting the Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples. Vienna March 28, 1924.

Notes exchanged on February 11 and April 23, 1925, respecting the Accession of certain British Dominions, Colonies, Possessions and India to this Agreement 302

No. 585. — Exchange of Notes between the Danish and Czechoslovak Governments constituting, a provisional arrangement with regard to Commerce and Navigation between their two Countries. Prague, January 31, 1924.

Exchange of Notes of April 18, 1925, constitutinga Provisional Agreement with regard to Commerce and Navigation between Denmark and Czechoslovakia 305

No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, June 21, 1922.

Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Convention to Southern Rhodesia 307

Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Convention to Newfoundland and Palestine... 311

No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses, signed at Geneva, September 24, 1923.

Signature, ratification, accession 315

No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Geneva, September 12, 1923.

Ratifications 315

No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between United Kingdom and the Poland, signed at Warsaw, November 26, 1923.

Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Treaty to Palestine 316

Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Treaty to certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories ... ...

Pages

No. 767. — Union Postale Pan-Américaine. — Convention Principale conclue entre les Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, le Guatémala, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela, signée à Buenos-Aires, le 15 septembre 1921.

Ratifications 324

No. 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et Protocole y relatif. Genève, le 3 novembre 1923.

Ratifications, adhésion 324

No. 818. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et chinois, dénonçant, à partir du 16 janvier 1925, la Convention anglo-chinoise signée à Pékin, le 23 mai 1905, concernant le raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes. Pékin, les 16 janvier et 26 novembre 1924.

Texte original de la Note du Ouai Tchiao Pu, du 26 novembre 1924 327

No. 844. — Traité de conciliation entre la Suède et la Suisse, signé à Stockholm, le 2 juin 1924.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Suède 328

No. 2 a. — Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, signée à Berne, le 26 septembre 1906.

Position de la Hongrie 328

No. 4 a. — Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris, le 20 mars 1883, revisée à Bruxelles. le 14 décembre 1900, et à Washington, le 2 juin 1911, avec son Protocole de clôture.

Adhésions 330

No. 5 a. — Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Madrid, le 14 avril 1891, revisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, et à Washington, le 2 juin 1911.

Adhésion 334

No. 8 a. — Convention relative à la répression de la Traite des Blanches, signée à Paris, le 4 mai 1910.

Adhésion 334

No. 23 a. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève, le 6 juillet 1906.

Adhésion 334

Pages

No. 767. — Pan-American Postal Union. — Principal Convention concluded between the United States of America, Argentine, Bolivia, Brazil, Chile, Columbia, Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay and Venezuela, signed at Buenos Aires, September 15, 1921.

Ratifications 325

No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Geneva, November 3, 1923.

Ratifications, adhesion 325

No. 818. — Exchange of Notes between the British and Chinese Governments, denouncing as from January 16, 1925, the Anglo-Chinese Convention signed at Peking, Mai 23, 1905, respecting the junction of the Chinese and Burmese Telegraph Lines. Peking, January 16 and November 26, 1924.

Original Text of the Wai Chiao Pu Note, of November 26, 1924[1] 327

No. 844. — Conciliation Treaty between Sweden and Switzerland, signed at Stockholm, June 2, 1924.

Presented for registration by the Swedish Minister for Foreign Affairs 329

No. 2 a. — International Convention respecting the Prohibition of Night-work for Women in Industry Employment, signed at Berne, September 26, 1906.

Position of Hungary 329

No. 4 a. — International Convention for the Protection of Industrial Property, signed at Paris, March 20, 1883, revised at Brussels, December 14, 1900, and at Washington June 2, 1911, together with the Final Protocol annexed thereto.

Adhesions 331

No. 5 a. — Agreement concerning International Registration of Trade Marks, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Brussels, December 14, 1900, and at Washington, June 2, 1911.

Adhesion 335

No. 8 a. — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris, May 4, 1910.

Adhesion 335

No. 23 a .— Convention fort he Amelioration of the Condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, signed at Geneva, July 6, 1906.

Adhesion 335

Pages

No. 35 a. — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, signé à Madrid, le 14 avril 1891, revisé à Washington, le 2 juin 1911.

Adhésions 336

No. 45 a. — Traité de commerce et de navigation conclu le 22 février 1843 entre la Grèce et les Pays-Bas et Convention additionnelle des 1830 juin 1851.

Echange de notes des 9, 12 et 18 décembre 1924 prorogeant le susdit Traité jusqu'au 28 février 1925 338

Echange de notes des 27 février et 9 mars 1925 prorogeant le Traité susmentionné jusqu'au 1er juin 1925 342

No. 46 a. — Convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris, le 11 octobre 1909.

Adhésion 344

No. 47 a. — Convention concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, signée à Bruxelles, le 31 décembre 1913.

Adhésion 344

ERRATA 347

Pages

No. 35 a. — Arrangement for the Prevention of False Indications of Origin on Goods, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Washington, June 2, 1911.

Adhesions ... 337

No. 45 a. — Treaty of Commerce and Navigation, concluded February 22, 1843, between Greece and the Netherlands, and Supplementary Convention of June 1830, 1851.

Exchange of Notes of December 9, 12, and 18, 1924, relating to the Prolongation of that Treaty until February 28, 1925 ... 339

Exchange of Notes of February 27 and March 9, 1925, relating to the Prolongation of that Treaty until June 1, 1925 ... 343

No. 46 a. — Convention with respect to the International Circulation of Motor Vehicles, signed at Paris, October 11, 1909.

Adhesion ... 345

No. 47 a. — Convention concerning the Establishment of International Commercial Statistics, signed at Brussels, December 31, 1913.

Adhesion ... 345

ERRATA ... 347

N° 890.

GRANDE-BRETAGNE ET IRAK

Traité d'alliance, avec protocole, signés à Bagdad, les 10 octobre 1922 et 30 avril 1923 respectivement.

GREAT BRITAIN AND 'IRAQ

Treaty of Alliance, with Protocol, signed respectively at Baghdad, October 10, 1922, and April 30, 1923.

No. 890. — TREATY [1] OF ALLIANCE BETWEEN GREAT BRITAIN AND 'IRAQ, WITH PROTOCOL, SIGNED RESPECTIVELY, AT BAGHDAD OCTOBER 10, 1922, AND APRIL 30, 1923.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place on June 15, 1925.

HIS BRITANNIC MAJESTY of the one part : and HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ of the other part :

Whereas His Britannic Majesty has recognised Faisal Ibn Hussein as constitutional King of 'Iraq : and

Whereas His Majesty the King of 'Iraq considers that it is to the interests of 'Iraq and will conduce to its rapid advancement that he should conclude a Treaty with His Britannic Majesty on the basis of alliance : and

Whereas His Britannic Majesty is satisfied that the relations between himself and His Majesty the King of 'Iraq can now be better defined by such a Treaty of Alliance than by any other means :

For this purpose the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Sir Percy Zachariah Cox, G.C.M.G., G.C.I.E., K.C.S.I., High Commissioner and Consul-General of His Britannic Majesty in 'Iraq :

HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ :

His Highness Sir Saiyid 'ABD-UR-RAHMAN, G.B.E., Prime Minister and Naqib-al-Ashraf Baghdad ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due order, have agreed a follows :—

Article I.

At the request of His Majesty the King of 'Iraq, His Britannic Majesty undertakes subject to the provisions of this Treaty to provide the State of 'Iraq with such advice and assistance as may be required during the period of the present Treaty, without prejudice to her national sovereignty. His Britannic Majesty shall be represented in 'Iraq by a High Commissioner and Consul-General assisted by the necessary staff.

Article II.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes that for the period of the present Treaty no gazetted official of other than 'Iraq nationality shall be appointed in 'Iraq without the concurrence of His

[1] The exchange of ratifications took place at Baghdad, December 19, 1924.

Britannic Majesty. A separate agreement shall regulate the numbers and conditions of employment of British officials so appointed in the 'Iraq Government.

Article III.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to frame an Organic Law for presentation to the Constituent Assembly of 'Iraq and to give effect to the said law ; which shall contain nothing contrary to the provisions of the present Treaty and shall take account of the rights, wishes and interests of all populations inhabiting 'Iraq. This Organic Law shall ensure to all complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, subject only to the maintenance of public order and morals. It shall provide that no discrimination of any kind shall be made between the inhabitants of 'Iraq on the ground of race, religion or language, and shall secure that the right of each community to maintain its own schools for the education of its own members in its own language, while conforming to such educational requirements of a general nature as the Government of 'Iraq may impose, shall not be denied or impaired. It shall prescribe the constitutional procedure, whether legislative or executive, by which decisions will be taken on all matters of importance, including those involving questions of fiscal and military policy.

Article IV.

Without prejudice to the provisions of Articles XVII and XVIII of this Treaty, His Majesty the King of 'Iraq agrees to be guided by the advice of His Britannic Majesty tendered through the High Commissioner on all important matters affecting the international and financial obligations and interests of His Britannic Majesty for the whole period of this Treaty. His Majesty the King of 'Iraq will fully consult the High Commissioner on what is conducive to a sound financial and fiscal policy and will ensure the stability and good organisation of the finances of the 'Iraq Government so long as that Government is under financial obligations to the Government of His Britannic Majesty.

Article V.

His Majesty the King of 'Iraq shall have the right of representation in London and in such other capitals and places as may be agreed upon by the High Contracting Parties. Where His Majesty the King of 'Iraq is not represented he agrees to entrust the protection of 'Iraq nationals to His Britannic Majesty. His Majesty the King of 'Iraq shall himself issue exequaturs to representatives of foreign Powers in 'Iraq after His Britannic Majesty has agreed to their appointment

Article VI.

His Britannic Majesty undertakes to use his good offices to secure the admission of 'Iraq to membership of the League of Nations as soon as possible.

Article VII.

His Britannic Majesty undertakes to provide such support and assistance to the armed forces of His Majesty the King of 'Iraq as may from time to time be agreed by the High Contracting Parties. A separate agreement regulating the extent and conditions of such support and assistance shall be concluded between the High Contracting Parties and communicated to the Council of the League of Nations.

Article VIII.

No territory in 'Iraq shall be ceded or leased or in any way placed under the control of any foreign Power ; this shall not prevent His Majesty the King of 'Iraq from making such arrangements as may be necessary for the accommodation of foreign representatives and for the fulfilment of the provisions of the preceding article.

Article IX.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes that he will accept and give effect to such reasonable provisions as His Britannic Majesty may consider necessary in judicial matters to safeguard the interests of foreigners in consequence of the non-application of the immunities and privileges enjoyed by them under capitulation or usage. These provisions shall be embodied in a separate agreement, which shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Article X.

The High Contracting Parties agree to conclude separate agreements to secure the execution of any treaties, agreements or undertakings which His Britannic Majesty is under obligation to see carried out in respect of 'Iraq. His Majesty the King of 'Iraq undertakes to bring in any legislation necessary to ensure the execution of these agreements. Such agreements shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Article XI.

There shall be no discrimination in 'Iraq against the nationals of any State Member of the League of Nations or of any State to which His Britannic Majesty has agreed by treaty that the same rights should be ensured as it would enjoy if it were a Member of the said League (including companies incorporated under the laws of such State), as compared with British nationals or those of any foreign State in matters concerning taxation, commerce or navigation, the exercise of industries or professions, or in the treatment of merchant vessels or civil aircraft. Nor shall there be any discrimination in 'Iraq against goods originating in or destined for any of the said States. There shall be freedom of transit under equitable conditions across 'Iraq territory.

Article XII.

No measure shall be taken in 'Iraq to obstruct or interfere with missionary enterprise or to discriminate against any missionary on the ground of his religious belief or nationality, provided that such enterprise is not prejudicial to public order and good government.

Article XIII.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to co-operate, in so far as social, religious and other conditions may permit, in the execution of any common policy adopted by the League of Nations for preventing and combating disease, including diseases of plants and animals.

Article XIV.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to secure the enactment, within twelve months of the coming into force of this Treaty, and to ensure the execution of a Law of Antiquities based on the rules annexed to Article 421 of the Treaty of Peace signed at Sèvres on the 10th August, 1920. This Law shall replace the former Ottoman Law of Antiquities, and shall ensure equality of treatment in the matter of archæological research to the nationals of all States Members of the League of Nations and of any State to which His Britannic Majesty has agreed by treaty that the same rights should be ensured as it would enjoy if it were a Member of the said League.

Article XV.

A separate agreement shall regulate the financial relations between the High Contracting Parties. It shall provide, on the one hand, for the transfer by His Britannic Majesty's Government to the Government of 'Iraq of such works of public utility as may be agreed upon and for the rendering by His Britannic Majesty's Government of such financial assistance as may from time to time be considered necessary for 'Iraq, and, on the other hand, for the progressive liquidation by the Government of 'Iraq of all liabilities thus incurred. Such agreement shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Article XVI.

So far as is consistent with his international obligations, His Britannic Majesty undertakes to place no obstacle in the way of the association of the State of 'Iraq for Customs or other purposes with such neighbouring Arab States as may desire it.

Article XVII.

Any difference that may arise between the High Contracting Parties as to the interpretation of the provisions of this Treaty shall be referred to the Permanent Court of International Justice[1] provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. In such case, should there be any discrepancy between the English and Arabic texts of this Treaty, the English shall be taken as the authoritative version.

Article XVIII.

This Treaty shall come into force as soon as it has been ratified by the High Contracting Parties after its acceptance by the Constituent Assembly, and shall remain in force for twenty years, at the end of which period the situation shall be examined, and if the High Contracting Parties are of opinion that the Treaty is no longer required it shall be terminated. Termination shall be subject to confirmation by the League of Nations unless before that date Article VI of this Treaty has come into effect, in which case notice of terminating shall be communicated to the Council of the League of Nations. Nothing shall prevent the High Contracting Parties from reviewing from time to time the provisions of this Treaty, and those of the separate Agreements arising out of Articles VII, X and XV, with a view to any revision which may seem desirable in the circumstances then existing, and any modification which may be agreed upon by the High Contracting Parties shall be communicated to the Council of the League of Nations.

The ratifications shall be exchanged at Baghdad.

The present Treaty has been drawn up in English and Arabic. One copy in each language will remain deposited in the archives of the 'Iraq Government, and one copy in each language in those of the Government of His Britannic Majesty.

[1] Vol. VI page 379; Vol. XI page 404; Vol. XV page 304; Vol. XXIV page 152 et vol. XXVII page 416 of this Series.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals. Done at Baghdad in duplicate this tenth day of October, one thousand nine hundred and twenty-two of the Christian Era, corresponding with the nineteenth Day of Sa'far, one thousand three hundred and forty Hijrah.

P. Z. COX,
His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

'ABD-UR-RAHMAN,
Naqib-al-Ashraf of Baghdad and Prime Minister of the 'Iraq Government.

We, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 30th day of April, 1923, corresponding to the 14th Ramazan 1341 in order to sign the following Protocol to the Treaty of Alliance concluded between their Majesties aforesaid on the 10th of October, 1922, corresponding to the 19th Sa'far 1340, Hijrah, subject to ratification.

PROTOCOL.

It is understood between the High Contracting Parties that, notwithstanding the provisions of Article 18, the present Treaty shall terminate upon 'Iraq becoming a Member of the League of Nations and in any case not later than four years from the ratification of peace with Turkey. Nothing in this Protocol shall prevent a fresh agreement from being concluded with a view to regulate the subsequent relations between the High Contracting Parties ; and negotiations for that object shall be entered into between them before the expiration of the above period.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures hereto. Done at Baghdad in duplicate this thirtieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-three of the Christian Era corresponding with the fourteenth day of Ramazan one thousand three hundred and forty-one Hijrah.

P. Z. COX.
His Britannic Majesty's High Commissioner for 'Iraq.

'ABDUL MUHSIN AL SA'ADUN.
Prime Minister of the 'Iraq Government.

« كتب في بغداد عن نسختين اثنتين في اليوم الثلاثين من شهر نيسان سنة ١٩٢٣ مسيحية
« الموافق لليوم الرابع عشر من شهر رمضان المبارك سنة ١٣٤١ هجرية . »

« (التوقيع) ب . ز . كوكس »

« المعتمد السامي لجلالة ملك بريطانية في العراق »

« (التوقيع) عبد المحسن السعدون »

« رئيس وزراء الحكومة العراقية »

مطابقه بالاصل
رئيس وزراء الحكومة العراقية
٢٩ نيسان سنة ١٩٢٥

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Iraq.
May 12th, 1925.

No. 890

« نحن الموقعان ادناه المفوضان احدنا من قبل صاحب الجلالة ملك بريطانية والآخر من قبل »
« صاحب الجلالة ملك العراق قد اجتمعنا في هذا اليوم الواقع في ثلاثين نيسان سنة ١٩٢٣ مسيحية »
« الموافق للبوم الرابع عشر من شهر رمضان المبارك سنة ١٣٤١ هجرية بعد ان فوضنا »
« بموجب الاصول لاجل التوقيع على البروتوكول الآتي الملحق بمعاهدة التحالف المعقودة »
« بين صاحبي الجلالة في اليوم العاشر من شهر تشرين الاول سنة ١٩٢٢ مسيحية الموافق »
« لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة ١٣٤١ هجرية . »

بروتوكول

« قد تم التفاهم بين الفريقين الساميين المتعاقدين على انه رغماً عن نصوص المادة (١٨) »
« يجب ان تنتهي المعاهدة الحالية عند صيرورة العراق عضواً في جمعية الامم وعلى كل حال »
« يجب ان لا يتأخر انتهاؤها عن اربع سنوات من تاريخ ابرام الصلح مع تركيا وليس في »
« هذا البروتوكول ما يمنع عقد اتفاقية جديدة لاجل تنظيم ما يكون بعد ذلك من العلاقات »
« بين الفريقين الساميين المتعاقدين ويجب الدخول في المفاوضات بينهما لاجل ذلك الغرض قبل »
« انتهاء المدة المذكورة في اعلاه . »

« وللبيان قد وقع المفوضان المختصان هذا البروتوكول . »

يجب ان تتبادل تواقيع التصديق في بغداد . قد وضعت هذه المعاهدة بالانكليزية والعربية وستبقى صورة منها بكل من اللغتين مودعة في خزانة سجلات الحكومة العراقية وكذلك صورة بكل من اللغتين في خزانة سجلات حكومة جلالة ملك بريطانية والبيان قد وقع الوكيلان المفوضان المختصان ان هذه المعاهدة واثبتا ختميهما عليها

عملت في بغداد من نسختين اثنتين في اليوم العاشر من شهر تشرين الاول سنة الف وتسعمائة واثنين وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة الف وثلثمائة واحدى واربعين هجرية

عبد الرحمن
نقيب اشراف بغداد
ورئيس وزراء الحكومة
العراقية

P.Z. Cox
المعتمد السامي
لجلالة ملك بريطانية
في العراق

مطابق للاصل

رئيس وزراء الحكومة العراقية

٢٩ ايار سنة ١٩٢٥

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Irak.
May 12th, 1925.

No. 890

المتكبدة في هذا السبيل وتبلغ هذه الاتفاقية الى مجلس جمعية الامم .

المادة ١٦ — يتعهد جلالة ملك بريطانية على قدر ماتسمح له تعهداته الدولية بان لا يضع عقبة مافي سبيل ارتباط دولة العراق لمقاصد كمركية اوغيرها مع من يرغب في ذلك من الدول العربية المجاورة .

المادة ١٧ — في حالة وقوع خلاف مابين الفريقين الساميين المتعاقدين فيما يتعلق بتفسير نصوص هذه المعاهدة يعرض الامر على محكمة العدل الدولي الدائمة المنصوص عليها في المادة ١٤ من عهد جمعية الامم . واذا وجد في حالة كهذه ان هنالك تناقضاً في المعاهدة بين النص الانكليزي والنص العربي يعتبر النص الانكليزي المعول عليه.

المادة ١٨ — تصبح هذه المعاهدة نافذة العمل حالما تصدق من قبل الفريقين الساميين المتعاقدين بعد قبولها من المجلس التأسيسي وتظل معمولا بها لمدة عشرين سنة . وعند انتهاء هذه المدة تفحص الحالة فاذا ارتأى الفريقان الساميان المتعاقد ان لم يبق من حاجة اليها يصير انهاؤها ويكون امر الانهاء عرضة للتثبيت من قبل جمعية الامم مالم تدخل المادة السادسة في حيز التنفيذ قبل ذلك التاريخ وفي الحالة الاخيرة يجب ان يبلغ اشعار الانهاء الى مجلس جمعية الامم. ولا مانع للفريقين الساميين المتعاقدين من اعادة النظر من وقت الى آخر في شروط هذه المعاهدة وشروط الاتفاقيات المنفردة الناشئة عن المواد ٧ و ١٠ و ١٥ بقصد ادخال مايتراءى مناسبته من التعديلات حسبما تقتضيه الظروف الراهنة آنئذ . وكل تعديل يتفق عليه الفريقان المتعاقدان الساميان يجب ان يبلغ الى مجلس جمعية الامم

[1] Vol. VI page 379 ; vol. XI page 404 ; vol. XV page 304 ; vol. XXIV page 152 et vol. XXVII page 416 de ce recueil.

مبشر ما الى غيره بسبب اعتقاده الديني او جنسيته على ان لا تخل تلك الاعمال بالنظام العام وحسن ادارة الحكومة .

المادة ١٣ — يتعهد جلالة ملك العراق بان يساعد بقدر ما تسمح له الاحوال الاجتماعية والدينية وغيرها على تنفيذ كل خطة عامة تتخذها جمعية الامم لمنع الامراض ومقاومتها ويدخل في ذلك امراض النبات والحيوان .

المادة ١٤ — يتعهد جلالة ملك العراق بان يتخذ الوسائل اللازمة لسن نظام للاثار القديمة في خلال اثني عشر شهراً من تاريخ العمل بهذه المعاهدة ويكفل تنفيذه ويكون هذا النظام مؤسساً على القواعد الملحقة بالمادة ٤٢١ من معاهدة الصلح الموقع عليها في سيفر في ١٠ اغسطس سنة ١٩٢٠ فيقوم مقام النظام العثماني السابق للاثار القديمة ويضمن المساواة في مسائل تحري الاثار القديمة بين رعايا جميع الدول من اعضاء جمعية الامم ورعايا اية دولة متعاقد وافق جلالة ملك بريطانية بموجب معاهدة على ان يضمن لها تلك الحقوق التي قد تتمتع بها فيما لو كانت من ضمن اعضاء الجمعية المذكورة .

المادة ١٥ — تعقد اتفاقية منفردة لتسوية العلاقات المالية بين الفريقين المتعاقدين السامين ينص فيها من جهة على تسليم حكومة جلالة ملك بريطانية الى حكومة العراق مايتفق عليه من المرافق العمومية وعلى تقديم حكومة جلالة ملك بريطانية مساعدة مالية حسبما تقتضيه الحاجة في العراق من وقت الى آخر وينص فيها من جهة اخرى على تصفية حكومة العراق تدريجياً جميع الديون

عدم تطبيق الامتيازات والصيانات التي كان يتمتع بها هؤلاء بموجب الامتيازات الاجنبية او العرف ويجب ان توضع نصوص هذه الخطة في اتفاقية منفردة وتبلغ الى مجلس جمعية الامم .

المادة ١٠ — يوافق الفريقان الساميان المتعاقدان على عقد اتفاقيات منفردة لتأمين تنفيذ المعاهدات او الاتفاقيات او التعهدات التي قد تعهد جلالة ملك بريطانية بان تكون نافذة في ما يتعلق بالعراق وجلالة ملك العراق متعهد بان يسن المواد التشريعية اللازمة لتنفيذها . وتبلغ هذه الاتفاقيات الى مجلس جمعية الامم.

المادة ١١ — يجب ان لا يكون ميزة ما في العراق للرعايا البريطانيين او لغيرهم من رعايا الدول الاجنبية الاخرى على رعايا اية دولة هي عضو في جمعية الامم او رعايا اية دولة مما قد وافق جلالة ملك بريطانية بموجب معاهدة على ان يضمن لها عين الحقوق التي قد تتمتع بها فيما لو كانت من ضمن اعضاء الجمعية المذكورة (وتشمل كلمة رعايا الدولة الشركات المؤلفة بموجب قوانين تلك الدولة) في الامور المتعلقة بالضرائب او التجارة او الملاحة او ممارسة الصنائع والمهن او معاملة السفن التجارية او السفن الهوائية الملكية وكذلك يجب ان لا تكون ميزة ما في العراق لدولة ما من الدول المذكورة على الاخرى فيما يتعلق بمعاملة البضائع الصادرة منها او المصدرة اليها . ويجب ان تطلق حرية مرور البضائع وسط اراضي العراق بموجب شروط عادلة.

المادة ١٢ — لا تتخذ وسيلة ما في العراق لمنع اعمال التبشير او للمداخلة فيها او لتمييز

المادة ٥ لجلالة ملك العراق حق التمثيل السياسي فى لندن وغيرها من العواصم والاماكن الاخرى مما يتم عليها الاتفاق بين الفريقين السامين المتعاقدين وفي الاماكن التي لا تمثل فيها جلالة ملك العراق يوافق جلالته على ان يعهد الى جلالة ملك بريطانية بحماية الرعايا العراقيين فيها وجلالة ملك العراق هو الذي يصدر التصديق على اوراق اعتماد ممثلي الدول الاجنبية فى العراق بعد موافقة جلالة ملك بريطانية على تعيينهم .

المادة ٦ — يتعهد جلالة ملك بريطانية بان يسعى بادخال العراق فى عضوية جمعية الامم فى اقرب ما يمكن .

المادة ٧ — يتعهد جلالة ملك بريطانية بان يقدم من الامداد والمساعدة لقوات جلالة ملك العراق المسلحة ما يتفق عليه من وقت الى آخر الفريقان المتعاقدان الساميان وتعقد بينهما اتفاقية منفردة لتعيين مقدار هذا الامداد وهذه المساعدة وشروطها وتبلغ هذه الاتفاقية الى مجلس جمعية الامم .

المادة ٨ — لايتنازل عن اراض ما فى العراق ولا تؤجر الى اية دولة اجنبية ولا توضع تحت سلطتها باى طريقة كانت . الا ان هذا لايمنع لجلالة ملك العراق من ان يتخذ ما يلزم من التدابير لاقامة الممثلين السياسيين الاجنبيين ولاجل القيام بمقتضيات المادة السابعة.

المادة ٩ — يتعهد جلالة ملك العراق بقبول الخطة الملائمة التي يشير بها جلالة ملك بريطانية ويكفل تنفيذها فى امور العدلية لتأمين مصالح الاجانب بسبب

البريطانيين وشروط استخدامهم على هذا الوجه في الحكومة العراقية .

المادة ٣ — يوافق جلالة ملك العراق على ان ينظم قانونا اساسيا ليعرض على المجلس التأسيسي العراقي ويكفل تنفيذ هذا القانون الذي يجب ان لا يحتوي على مايخالف نصوص هذه المعاهدة وان يأخذ بعين الاعتبار حقوق ورغائب ومصالح جميع السكان القاطنين في العراق ويكفل للجميع حرية الوجدان التامة وحرية ممارسة جميع اشكال العبادة بشرط ان لا تكون مخلة بالاداب والنظام العموميين وكذلك يكفل ان لا يكون ادنى تمييز بين سكان العراق بسبب قومية او دين او لغة ويؤمن لجميع الطوائف حدم نكران او مساس حقها بالاحتفاظ بمدارسها لتعليم اعضائها بلغاتها الخاصة على ان يكون ذلك موافقاً لمقتضات التعليم العامة التي تفرضها حكومة العراق . ويجب ان يعين هذا القانون الاساسي الاصول الدستورية تشريعية كانت او تنفيذية التي ستتبع في اتخاذ القرارات في جميع الشؤون المهمة بما فيها الشؤون المرتبطة بمسائل الخطط المالية والنقدية والعسكرية .

المادة ٤ — يوافق جلالة ملك العراق وذلك من غير مساس بنصوص المادتين ١٧ و١٨ من هذه المعاهدة على ان يستدل بما يقدمه جلالة ملك بريطانية من المشورة — بواسطة المعتمد السامي — في جميع الشؤون المهمة التي تمس بتعهدات وعالح جلالة ملك بريطانية الدولية والمالية وذلك طول مدة هذه المعاهدة .

ويستشير جلالة ملك العراق المعتمد السامي الاستشارة التامة فيما يؤدي الى سياسة مالية ونقدية سليمة ويؤمن ثبات وحسن نظام مالية حكومة العراق ما دامت تلك الحكومة مدينة لحكومة جلالة ملك بريطانية .

فبناء على ذلك قد عين المتعاقدان الساميان وكيلين لهما مفوضين لاجل القيام بهذا الغرض وهما :

من قبل جلالة ملك المملكة المتحدة بريطانية العظمى وايرلاندة والممتلكات البريطانية وراء البحار ، امبراطور الهند

السير برسي زكريا كوكس دجى . سي . ام . جي . جي . سي . آى . اى . كي . سى . اس آى . المعتمد السامي والقنصل جنرال لجلالة ملك بريطانية فى العراق .

ومن قبل جلالة ملك العراق

صاحب السماحة والفخامة السير السيد عبدالرحمن افندي جي. بى. اى. رئيس الوزارة ونقيب اشراف بغداد .

اللذان بعد ان تبلغ كل منهما اوراق اعتماد الاخر ووجدها طبقاً للاصول الصحيحة المرعية قد اتفقا على ما يأتي :

المادة ١ — بناء على طلب جلالة ملك العراق يتعهد جلالة ملك بريطانية بان يقدم فى اثناء مدة هذه المعاهدة مع التزام نصوصها مايقتضي لدولة العراق من المشورة والمساعدة بدون ان يمس ذلك بسيادتها الوطنية .

يمثل جلالة ملك بريطانية في العراق بمعتمد سام وقنصل جنرال تعاونه الحاشية الكافية .

المادة ٢ — يتعهد جلالة ملك العراق بان لا يعين مدة هذه المعاهدة موظفاً ما في العراق من تابعية غير عراقية في الوظائف التى تقتضي ارادة ملكية بدون موافقة جلالة ملك بريطانية . وستعقد اتفاقية منفردة لضبط عدد الموظفين

No. 890.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

العراق

المعاهدة

بين

صاحب الجلالة وصاحب الجلالة

البريطانية العراقية

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 15 *juin* 1925.

جلالة ملك بريطانية وجلالة ملك العراق

من الجهة الواحدة من الجهة الاخرى

بما ان جلالة ملك بريطانية قد اعترف بفيصل بن الحسين ملكاً دستورياً على العراق وبما ان جلالة ملك العراق يرى من مصلحة العراق ومما يؤول الى تأمين سرعة تقدمها ان يعقد مع جلالة ملك بريطانية معاهدة على اسس التحالف .

وبما ان جلالة ملك بريطانية قد اقتنع بان العلاقات بينه وبين جلالة ملك العراق يمكن تحديدها الان باحسن وجه وهو عقد معاهدة تحالفية كهذه تفضيلا لها على اية وسيلة اخرى

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 19 décembre 1924.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 890. — TRAITÉ D'ALLIANCE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK, AVEC PROTOCOLE, SIGNÉS, A BAGDAD LES 10 OCTOBRE 1922 ET 30 AVRIL 1923 RESPECTIVEMENT.

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, d'autre part :

Considérant que Sa Majesté Britannique a reconnu Fayçal Ibn Hussein comme Roi constitutionnel d'Irak ;

Considérant que Sa Majesté le Roi d'Irak estime qu'il est de l'intérêt de l'Irak de conclure avec Sa Majesté Britannique un traité sur la base d'une alliance et que la conclusion de ce traité amènera le développement rapide de son pays ;

Considérant que Sa Majesté Britannique est convaincue que les relations existant entre elle-même et Sa Majesté le Roi d'Irak peuvent être mieux définies par un traité d'alliance de ce genre que par tout autre moyen ;

A cette fin, en leur qualité de Hautes Parties contractantes, ont désigné comme Plénipotentiaires :

Pour SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES D'OUTRE-MER, EMPEREUR DES INDES :

Sir Percy Zachariah COX, G.C.M.G., G.C.I.E., K.C.S.I., Haut Commissaire et Consul général de Sa Majesté Britannique en Irak ;

Pour SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK :

Son Altesse Sir SAÏD ABD-UR-RAHMAN, G.B.E., Premier Ministre et Naqib-al-Ashraf, Bagdad ;

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant reconnus en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article I.

A la requête de Sa Majesté le Roi d'Irak, Sa Majesté Britannique s'engage, conformément aux dispositions du présent Traité, à fournir à l'Etat d'Irak les conseils et l'assistance dont ce dernier pourrait avoir besoin au cours de la durée du présent Traité, sans qu'il soit porté préjudice à sa souveraineté nationale. Sa Majesté Britannique sera représentée en Irak par un Haut Commissaire et Consul général secondé par le personnel nécessaire.

Article II.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage, pendant la durée du présent Traité, à ce qu'aucun fonctionnaire officiellement nommé et appartenant à une nationalité autre que celle de l'Irak ne soit désigné

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans ce pays sans l'assentiment de Sa Majesté Britannique. Un accord spécial réglera le nombre et les conditions d'emploi des fonctionnaires britanniques ainsi nommés dans le Gouvernement de l'Irak.

Article III.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à élaborer un Statut organique qui sera présenté à l'Assemblée Constituante de l'Irak, et à mettre en vigueur ledit Statut qui ne contiendra rien de contraire aux dispositions du présent Traité et tiendra compte des droits, intérêts et vœux de toutes les populations habitant le territoire. Ce Statut organique garantira à toute personne la plus complète liberté de conscience ainsi que le libre exercice de toutes les formes de culte compatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Il stipulera qu'aucune inégalité de traitement ne doit être établie entre les habitants de l'Irak, du fait des différences de race, de religion ou de langue et qu'il ne doit être porté aucune atteinte au droit des communautés de conserver leurs écoles en vue de l'instruction et de l'éducation de leurs membres dans leur propre langue, à condition de se conformer aux prescriptions générales sur l'instruction publique que pourrait édicter le Gouvernement de l'Irak. Il prescrira la procédure constitutionnelle d'ordre soit législatif, soit exécutif, conformément à laquelle seront prises les décisions relatives à toutes les questions importantes, y compris les questions affectant la politique fiscale, financière et militaire.

Article IV.

Sans préjudice des dispositions des articles 17 et 18 du présent Traité, Sa Majesté le Roi d'Irak convient d'être guidé par les avis de Sa Majesté Britannique, transmis par l'intermédiaire du Haut Commissaire, sur toutes les questions importantes concernant les obligations et les intérêts internationaux et financiers de Sa Majesté Britannique, pour toute la durée du présent Traité. Sa Majesté le Roi d'Irak, tant que subsisteront les obligations financières du Gouvernement de l'Irak envers le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, prendra pleinement l'avis du Haut Commissaire sur toutes les mesures qui tendent à une saine politique financière et fiscale, et qui assureront la stabilité et la bonne organisation des finances du Gouvernement de l'Irak.

Article V.

Sa Majesté le Roi d'Irak aura le droit de se faire représenter à Londres et dans telles autres capitales ou localités dont il pourra être convenu par les Hautes Parties contractantes. Sa Majesté le Roi d'Irak convient de confier, dans les endroits où elle ne sera pas représentée, la protection des nationaux de l'Irak à sa Majesté Britannique. Sa Majesté le Roi d'Irak délivrera elle-même l'exéquatur aux représentants des Puissances étrangères en Irak, après que Sa Majesté Britannique aura donné son assentiment à leur nomination.

Article VI.

Sa Majesté Britannique s'engage à user de ses bons offices pour obtenir aussitôt que possible l'admission de l'Irak dans la Société des Nations.

Article VII.

Sa Majesté Britannique s'engage à fournir aux forces armées de Sa Majesté le Roi d'Irak l'appui et l'assistance dont pourraient convenir, de temps en temps, les Hautes Parties contractantes. Un accord distinct réglant l'étendue et les conditions de cet appui et de cette assistance sera conclu entre les Hautes Parties contractantes et communiqué au Conseil de la Société des Nations.

Article VIII.

Aucune partie du territoire de l'Irak ne pourra être cédée ou prise à bail, ou placée d'une façon quelconque sous le contrôle d'une Puissance étrangère ; Sa Majesté le Roi d'Irak aura toutefois le droit de conclure tous arrangements qui pourraient être nécessaires pour les installations des représentants étrangers et en vue de l'application des dispositions de l'article précédent.

Article IX.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à accepter et à mettre en vigueur toutes mesures raisonnables que Sa Majesté Britannique pourrait juger nécessaire en matière juridique pour sauvegarder les intérêts des étrangers, à la suite de la non-application des privilèges et immunités dont ils jouissaient en vertu des capitulations et des usages. Ces mesures feront l'objet d'un accord distinct qui sera communiqué au Conseil de la Société des Nations.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de conclure des accords distincts pour assurer l'exécution de tous traités, accords ou engagements dont Sa Majesté Britannique est dans l'obligation d'assurer l'application, en ce qui concerne l'Irak. Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à prendre toutes les mesures législatives nécessaires pour assurer l'exécution de ces accords. Ces accords seront communiqués au Conseil de la Société des Nations.

Article XI.

Il ne sera établi, en Irak, aucun traitement différentiel entre les ressortissants d'un Etat quelconque Membre de la Société des Nations (y compris les sociétés constituées selon les lois de cet Etat) ou d'un Etat quelconque auquel Sa Majesté Britannique aura reconnu, par traité, les mêmes droits que ceux dont il jouirait s'il était Membre de ladite Société, et les ressortissants britanniques ou de tout autre Etat, ni en matière d'impôts, de commerce ou de navigation, ni dans l'exercice des industries ou professions, ni dans le traitement accordé aux navires de commerce ou aux aéronefs civils. De même, il ne sera établi en Irak aucun traitement différentiel entre les marchandises originaires ou à destination d'un quelconque desdits Etats. Il y aura liberté de transit, dans des conditions équitables, à travers le territoire de l'Irak.

Article XII.

Il ne sera pris, en Irak, aucune mesure qui mettrait obstacle à l'œuvre des missions, ou qui constituerait une intervention dans cette œuvre, et l'on ne pourra faire de distinction entre les missionnaires du fait de leur religion ou de leur nationalité, pourvu que leur activité ne soit pas préjudiciable à l'ordre public et à la bonne administration.

Article XIII.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à collaborer, autant que le permettront les conditions sociales, religieuses et autres, à l'application des mesures d'utilité commune qui seraient adoptées par la Société des Nations, pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des animaux et des plantes.

Article XIV.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à assurer l'établissement et l'application, dans un délai de douze mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'une loi sur les antiquités, fondée sur les règles énoncées en annexe à l'article 421 du Traité de Paix, signé à Sèvres, le 10 août 1920. Cette loi remplacera la loi ottomane sur les antiquités, antérieurement en vigueur, et assurera l'égalité de traitement, en matière de recherches archéologiques, aux ressortissants de tous les Etats Membres de la Société des Nations, et de tout Etat auquel Sa Majesté Britannique aura reconnu, par traité, les mêmes droits que ceux dont il jouirait, s'il était Membre de ladite Société.

Article XV.

Un accord distinct réglera les relations financières entre les Hautes Parties contractantes. Cet accord prévoira, d'une part, le transfert, par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, au Gouvernement de l'Irak, des travaux d'utilité publique qui pourraient être désignés d'un commun accord. Il prévoira également, de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'assistance financière qui pourrait être, de temps en temps, jugée nécessaire à l'Irak, et, d'autre part, la liquidation progressive par le Gouvernement de l'Irak de toutes les obligations ainsi encourues. Cet accord sera communiqué au Conseil de la Société des Nations.

Article XVI.

Dans la mesure compatible avec ses obligations internationales, Sa Majesté Britannique s'engage à ne pas empêcher l'Etat d'Irak de conclure des accords d'union douanière ou autres avec les Etats arabes limitrophes qui pourraient le désirer.

Article XVII.

Tout différend, qui viendrait à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes, relatif à l'interprétation des dispositions du présent Traité, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Dans ce cas, s'il existait une divergence quelconque entre les textes anglais et arabe du présent Traité, le texte anglais fera foi.

Article XVIII.

Le présent Traité entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par les Hautes Parties contractantes, après son acceptation par l'Assemblée Constituante ; il restera en vigueur pendant une période de vingt ans, au terme de laquelle la situation fera l'objet d'un examen et si les Hautes Parties contractantes estiment que le Traité n'est plus nécessaire, ce Traité prendra fin. L'expiration du Traité devra être soumise à la confirmation de la Société des Nations, à moins qu'avant cette date l'article VI du présent Traité n'ait été mis à exécution, auquel cas l'avis d'expiration devra être communiqué au Conseil de la Société des Nations. Rien n'empêchera les Hautes Parties contractantes d'examiner, de temps en temps, les dispositions du présent Traité et celles des accords distincts résultant de l'application des articles VII, X et XV, à l'effet d'y apporter toutes les revisions qui pourraient paraître opportunes dans les circonstances existant à ce moment ; toutes les modifications dont pourraient ainsi convenir les Hautes Parties contractantes devront être communiquées au Conseil de la Société des Nations.

Les ratifications seront échangées à Bagdad.

Le présent Traité a été rédigé en anglais et en arabe. Un exemplaire rédigé dans chaque langue sera déposé aux archives du Gouvernement de l'Irak et un exemplaire rédigé dans chaque langue sera déposé aux archives du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont, chacun pour leur part, signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Bagdad, le dix octobre mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne correspondant au dix-neuf du mois de safar mille trois cent quarante de l'Hégire.

P. Z. COX,
Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique en Irak.

'ABD-UR-RAHMAN,
Naqib-al-Ashraf de Bagdad
et Premier Ministre du Gouvernement de l'Irak.

Les soussignés, Plénipotentiaires de SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et de SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, respectivement, dûment autorisés, se sont réunis ce 30 avril 1923, correspondant au 14e jour de Ramadan 1341, pour signer le Protocole ci-dessous du Traité d'Alliance conclu entre Leurs Majestés précitées, le 10 octobre 1922, correspondant au 19e jour de Sa'far 1341 de l'hégire, sous réserve de ratification.

PROTOCOLE.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que, malgré les stipulations de l'article 18, le présent Traité prendra fin lorsque l'Irak deviendra Membre de la Société des Nations et en tout cas dans un délai qui ne sera pas supérieur à quatre ans à dater de la ratification de la paix avec la Turquie. Aucune disposition du présent Protocole n'empêchera la conclusion d'un nouvel accord en vue de régler les relations ultérieures entre les Hautes Parties contractantes ; et des négociations à cet effet seront engagées avant l'expiration de la période précitée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures. Fait à Bagdad, en double expédition, ce trente avril mil neuf cent vingt-trois de l'ère chrétienne, correspondant au quatorzième jour de Ramadan, mille trois cent quarante-et-un de l'Hégire.

Le Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique en Irak.
P. Z. COX.

Le Premier Ministre du Gouvernement de l'Irak.
'ABDUL MUHSIN AL SA'ADUN.

N° 891.

GRANDE-BRETAGNE ET IRAK

Accord concernant les fonctionnaires britanniques, conclu en exécution de l'article 11 du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924.

GREAT BRITAIN AND 'IRAQ

British Officials Agreement made under Article 11 of the Anglo-'Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924.

No. 891. — BRITISH OFFICIALS AGREEMENT[1] MADE UNDER ARTICLE II OF THE ANGLO-'IRAQ TREATY,[2] SIGNED AT BAGHDAD, MARCH 25, 1924.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 15, 1925.

We, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY the KING OF 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 25th day of March, 1924, corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, in order to sign the following Agreement subsidiary to Article II of the Treaty of Alliance concluded between Their Majesties aforesaid on the 10th day of October, 1922, corresponding to the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, subject to ratification.

THE AGREEMENT.

Whereas a Treaty of Alliance between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq was signed at Baghdad on the tenth day of October, 1922, corresponding with the nineteenth day of Sa'far, 1341, Hijrah, and a Protocol to the said Treaty was signed at Baghdad on the thirtieth day of April, 1923, corresponding with the fourteenth day of Ramazan, 1341, Hijrah ; and

Whereas by Article II of the said Treaty His Majesty the King of 'Iraq undertakes that for the period of the same Treaty no Gazetted Official of other than 'Iraq nationality shall be appointed in 'Iraq without the concurrence of His Britannic Majesty ; and

Whereas by the same article it is provided that a separate agreement regulating the numbers and conditions of employment of British Officials so appointed in the 'Iraq Government shall be concluded between the High Contracting Parties :

Now therefore it is agreed as follows :

Article I.

The 'Iraq Government agrees to appoint a British Official approved by the High Commissioner as and when it may be requested to do so to any of the posts enumerated in Schedule I, hereto annexed.

Article II.

The 'Iraq Government agrees that any British Official appointed to serve the 'Iraq Government in any of the posts reserved under Article I of this Agreement or in any of the posts enumerated in Schedule II shall be given a contract on the pay and grading prescribed for it in the said Schedule and embodying the terms and conditions of service set forth in Schedule III, save and except that British Officers seconded or appointed to serve under the Ministry of Defence of the 'Iraq Government shall be given contracts on the pay and grading prescribed in Schedule IV and embodying the terms and conditions of service prescribed in Schedule IV.

[1] The exchange of ratifications took place at Baghdad, December 19, 1924.
[2] Page 13 of this volume.

Article III.

Subject to the provisions of Article II of the Treaty of Alliance, nothing in this Agreement shall prevent the 'Iraq Government from engaging British technical or scientific experts or British clerical and subordinate staff on special contracts.

Article IV.

The 'Iraq Government undertakes that the obligations accepted by them under any contract of employment signed and issued in accordance with this Agreement prior to the termination of the Treaty of Alliance, including the payment of contributions to the Provident Fund as prescribed in Schedule III of this Agreement shall continue in force during the continuance of such contract and on its termination, notwithstanding the prior termination of the said Treaty of Alliance.

Article V.

For the purpose of contracts of employment entered into before the termination of the Treaty of Alliance but continuing in force after such termination as provided in Article IV of this Agreement, a revision of such clauses in Schedules III and IV of this Agreement as contain a reference to His Britannic Majesty's High Commissioner or to the Disciplinary Board constituted under Clause 17 of Schedule III shall be undertaken in connection with the negotiations for the conclusion of a fresh Agreement between the High Contracting Parties provided for in the Protocol of the Treaty of Alliance.

Article VI.

All British Officials appointed to posts in the 'Iraq Government under the terms of this Agreement shall be in the service of the 'Iraq Government and responsible to that Government and not to the High Commissioner.

SCHEDULE I.

Advisers to the Ministries of Interior, Finance, Justice, Defence and Communications and Works.

Directors or Inspectors General of Irrigation, Public Works, Agriculture, Tapu, Surveys and Veterinary Services.

Director or Assistant Director of Audit, Inspectors General of Police, Posts and Telegraphs, Health, Education, Customs and Excise.

President of Court of Appeal.

SCHEDULE II.

Grade I.

Advisers to Ministries of Interior, Finance and Justice.

Pay..... Rs. 2,500—100—3,500, provided that these rates may be exceeded if the 'Iraq Government is unable to obtain suitable officials except on a higher rate of pay.

Grade II.

(i) Adviser to the Ministry of Communications and Works.
President of the Court of Appeal.
Inspector General of Posts and Telegraphs.
Inspector General of Police.
Inspector General of Health.
Inspector General of Education.
Inspector General of Customs and Excise.
Director of Irrigation.
Director of Public Works.
Director of Audit.
Director of Agriculture.
Assistant Adviser to the Ministry of the Interior.
Assistant Adviser to the Ministry of Finance.
Revenue Secretary to the Ministry of Finance.

Pay.....Rs. 1,800—100—2,800.

NOTE. — *(i)* This post may be on special short-term contract ex-grade, or may be combined with the post of Director of Irrigation or Public Works, whichever of the two is senior. If so combined or on ordinary contract, the starting pay will be Rs. 2,200.

Grade III.

Senior Administrative Inspectors.
Senior Finance Inspectors.
Senior Police Inspectors.
Deputy Inspector General, C.I.D.
(i) Judges, Court of First Instance.
Secretary to the Ministry of Communications and Works.
Director of Tapu.
Director of Veterinary Services.
Superintending Engineers.
(ii) Health Specialists.
Directors of Hospitals and Institutes.
Chief Medical Officers in Mosul and Kirkuk.
Medical Officers of Health in Baghdad and Basrah.

Pay.....Rs. 1,500—75—1,800—100—2,300.

NOTE. — *(i)* If appointed without knowledge of Arabic and local legal experience, to start at Rs. 1,350 and be on probation for two years.
(ii) If allowed to take private practice, to start at Rs. 1,200 and, in the case of future appointments of Health Specialists, if they are allowed to take private practice, they may be placed in another Grade.

Grade IV (a).

Collectors of Customs.
Director of Surveys.
Chief Agricultural Research Officer.
Chief Agricultural Inspector.
Executive Engineers, P. W. D.
Electrical Specialist.

Government Architect.
Executive Engineers, Irrigation.
Inspector of Posts.
Senior Executive Engineer, Telegraphs.
Inspectors of Education.
Qualified Medical Officers not in Grade III.

Pay.....Rs. 1,200—75—1,800.

Grade IV (b).

(i) Junior Administrative Inspectors.
Junior Finance Inspectors.
Junior Police Inspectors (1st class).
Junior Executive Engineers, Telegraphs.
Agricultural Officers.

(ii) Deputy Collectors of Customs.
Assistant Director of Public Health (Personnel and Accounts Section).

Pay.....Rs. 900—50—1,200—75—1,800.

NOTE. — *(i)* Increments of Rs. 75 throughout.
(ii) Not to rise beyond Rs.1,500 in this grade unless they pass a departmental test qualifying them for post of Collector and no such post is vacant.

Grade V.

Assistant Collectors of Customs.
Assistant Irrigation Officers.
Assistant Engineers, P. W. D.
Junior Police Inspectors (2nd class).
Survey Officers.
Other Officials in Departments of Posts and Telegraphs.
Veterinary Officers.
Superintendent of Medical Stores.

Pay.....Rs. 800—50—1,300.

GENERAL NOTE. — *(i)* An official already in the service of the 'Iraq Government, who is appointed to any post mentioned in this Schedule and similar in grade to that in which he is serving at the time of such appointment, shall be placed in the grade prescribed for the post at such a point as will give him a total salary not less than the salary which he is drawing at the time of signing the new contract. In calculating such salary regard shall be had to the number of months which he has served towards the new increment due under his old contract.

(ii) Junior Administrative Inspectors shall be placed at such a point in Grade IV as shall give them the salary nearest (either above or below) to their present salary plus Rs. 200, their position as regards increments being taken into account as above.

(iii) In order to enable them to meet the extra expense which will be involved by the payment of rent, lighting and conservancy charges, married officers (other than Junior Administrative Inspectors) stationed in Baghdad, Basrah or Mosul and drawing pay at the rate of less than Rs. 1,500 per mensem, shall be granted a personal allowance, to be absorbed in future increments, of Rs. 150 or such portion of Rs. 150 as shall together with their salary amount to Rs. 1,500 per mensem in all.

SCHEDULE III.

Regulations relating to the Service of British Officials in 'Iraq.

Period of service.

1. (1) Every Official whom it is desired to employ in the 'Iraq Government will be required to enter into an agreement to serve the 'Iraq Government for a definite period, to be specified in his agreement, of five, ten or fifteen years.

(2) Such period of service will commence on the date on which he embarks to take up his appointment, or in the case of an official already serving in 'Iraq, on a date to be fixed in his contract, and shall not be considered to be interrupted by any local, sick or ordinary leave granted in accordance with these regulations.

(3) Except in the case of officials who before the commencement of such period of service have served not less than one year in the 'Iraq Government and whose retention in the posts in which they are specialised has been asked for by the 'Iraq Government, the first year (or, in the case of officials referred to in Note *(i)* under Grade III in Schedule II, the first two years) of such period of service shall be probationary and the official's contract may be terminated at the end of the first or second year, as the case may be, by three months' notice in writing, and when such notice is given the High Commissioner shall be given an opportunity to give his opinion regarding the official concerned. On such termination of his contract, the official shall be entitled to any leave or leave gratuity which he has earned and a free passage to England for himself. He shall receive from the Provident Fund only the amount of such contributions as he has made thereto.

Salary.

2. *(i)* The salary of an official, together with the increment to it, will be that provided for his office in Schedule II, provided that :

(a) In the case of officials already serving under the 'Iraq Government and *(b)* in the case of new appointments of officials with special experience or qualifications, the initial salary of an official may be fixed by his contract at a point in the grade of his office higher than the initial salary of the grade.

Half salary during voyage on appointment.

(ii) On being appointed an official will be entitled to half salary from the date of his embarkation to take up his new appointment to the date of his arrival in 'Iraq, and to full salary from the date of his arrival in 'Iraq.

(iii) For the purpose of this and the succeeding regulations the term " salary " means the salary attached to the office held by the official and does not include a personal allowance or other payment made to the official.

The term " emoluments " means and includes all payments made to an official including salary and allowances of every kind.

Currency of payment in 'Iraq.

3. (1) Subject to clause 16 of these regulations, emoluments paid in 'Iraq will be paid in rupees.

(2) An official, on giving three months' notice, shall have the option of drawing one-third of his salary in London at the fixed conversion rate of Rs. 15 to £1 or in the event of the currency being altered at the par rate of exchange.

An official who shall have availed himself of this option may, by giving three months' notice, cancel the arrangement and draw his salary in rupees in 'Iraq.

Passages of officials.

4. A. (1) An official will, on first appointment, be allowed a free first-class passage out to 'Iraq subject to his executing an agreement under which he will be bound to refund the cost thereof in the event of his relinquishing the appointment within three years from the date of his arrival in 'Iraq in order to take up other employment in 'Iraq, or within one year from the date of such arrival for any other reason than bodily or mental infirmity.

(2) He will also, on the termination of his service, be allowed a free passage to England : provided that if the Government terminate his contract under clause 18 of these regulations for misconduct or insubordination, or the official himself terminates it for any reason other than bodily or mental infirmity, the allowance of this passage shall be at the discretion of the Disciplinary Board constituted under clause 17.

(3) During the currency of his agreement an official will be further allowed a free passage from 'Iraq to England and back, once if his contract is for five years' service, twice if it is for ten years' service, and three times if it is for fifteen years' service.

(4) The Government may provide the passage allowed under this regulation on any ship of a recognised line which carries first-class passengers between England and 'Iraq. If the official elects to proceed by a different route, he shall receive the actual cost of the passage chosen by him or the value of the passage chosen by Government, whichever is less.

Wives British officials

B. (1) The wife of an official already married at the commencement of his contract shall be allowed two free first class single passages either way between England and 'Iraq when the contract of the official is for five years' service, three such passages when the contract is for ten years and four such passages when it is for fifteen years' service.

(2) When the official marries during the period of his contract, his wife shall be allowed two free single passages either way for the next five years remaining to be served by the official under his contract at the time of the marriage, and one free single passage either way for every subsequent five years remaining to be served. A period of less than five years shall not be taken into consideration in deciding to what free passage a wife may be entitled under these regulations.

(3) Passages allowed to wives shall be provided under the same conditions as those allowed to officials under 4 (A) of these regulations.

Quarter

5. In the case of an official occupying a house which is the property of the Government, an official who is occupying a house by himself shall pay rent at the rate of 8 per cent. of his salary, and an official who is sharing a house with another official shall pay rent at the rate of 4 per cent. of his salary provided that the payment made by the official or officials occupying the house shall in no case exceed a fair rent for the house calculated on the basis of the actual rents of privately owned houses in the locality. Rent will be paid on the same principle by officials occupying houses which are not the property of the Government, provided that the payment made by the official or officials occupying the house shall in no case exceed the actual rent of the house. Should such payment be less than the rent of the house, then, in order to assist the official in paying the balance of the rent, the Government shall give such officials an allowance in aid as follows :

In Basrah and Baghdad :

Married officials not exceeding 12 per cent. of their salary.
Unmarried officials not exceeding 6 per cent. of their salary.

In other stations :

Married officials not exceeding 8 per cent. of their salary.
Unmarried officials not exceeding 4 per cent. of their salary.

These allowances in aid shall be subject to revision every year in accordance with the actual fluctuations of rents.

For the purposes of this clause the term " salary " shall be deemed to include personal allowance, if any.

Equipm of Quarte

6. The Government shall, if possible, equip all Government houses occupied by officials with such electric lights, fans and water as may be recommended by the Directorate of Health Services.

Local leave.

7. An official may at the discretion of the Government be allowed local leave not exceeding 21 days in each calendar year. Such leave shall not be cumulative, and shall not be combined with ordinary leave.

Ordinar leave

8. *(i)* An official will earn ordinary leave at the rate of one day's leave for every five days of effective service. No leave other than local leave shall count as effective service.

(ii) Ordinary leave shall be cumulative.

(iii) Subject to the exigencies of the service, an official may be granted the ordinary leave due to him at any time he desires, and may claim the right to take the leave due to him, if under a fifteen years' contract three times ; if under a ten years' contract twice ; and if under a five years' contract once.

(iv) An official on the expiry of his service or on the termination of his contract by the Government for any reason other than insubordination or misconduct, shall receive a gratuity, in respect of ordinary leave which is due to him and which owing to the exigencies of the service he has been unable to take. This gratuity shall be calculated at the rate of one day's leave allowance for every day of leave due subject to maximum of nine months.

(v) When on ordinary leave an official shall be entitled to full salary.

Sick leave.

9. *(i)* Short periods of absence from duty owing to sickness not exceeding ten consecutive days will be allowed in 'Iraq on full salary. Any absence extending beyond that period will be counted as sick leave.

(ii) The aggregate amount of sick leave which an official may be allowed shall be as follows :

If he is on a five years' contract	1 year.
If he is on a ten years' contract	2 years.
If he is on a fifteen years' contract	3 years.

(iii) If these aggregate amounts are exceeded the Government shall have the option of terminating the contract without compensation.

(iv) On each occasion of taking sick leave an official shall receive full salary for a period up to six months and thereafter such leave as is due to him up to a further six months. If no leave or insufficient leave is due to him to cover the second six months he may complete the period by additional sick leave on half pay. At the end of this period of twelve months the Government shall have the right to terminate without compensation the service of an official who is on a five years' contract, and in other cases, *i.e.*, if the official is on more than five years' contract, a medical board shall assemble, and if it is considered that the official is unlikely to be fit to return to duty within the limits laid down in sub-clause (2) above, Government shall have the right to terminate the contract without compensation.

(v) Nothing in this clause shall in any way modify the obligations of the 'Iraq Government to pay an officer of the Imperial Forces or Indian Army on return from his employment until he is fit for duty in the Imperial or Indian establishment as the case may be, subject to the maximum period of sick leave with full pay of his substantive rank provided in the regulations of the service concerned.

Iedical atten- lance.

10. In 'Iraq an official will be entitled to free medical treatment, but this privilege shall not extend to his family.

ompen- sation case of rmina- ion by overn- ment.

11. In the case of an official whose services are terminated by Government other than for reasons stated in clauses 1, sub-clause (3), 9, 14 and 18, Government shall pay into the Provident Fund on his behalf, and he shall receive from that fund in addition to the sum already due to him therefrom, a sum equal to the combined contributions of Government and the official which would have fallen due in respect of the balance of his contract.

pecial ompen- sation r death, etc. lue to local distur- ances, etc.

12. Special compensation, which shall not be less favourable in the case of an officer of the Imperial Forces or Indian Army than that to which he would be entitled under the regulations of his parent service, under rules to be laid down hereafter will be granted in the case of death, injury or loss of property, etc., due to war or local disturbances or in the case of permanent disability certified by a Medical Board to have arisen out of the special circumstances of his employment. In the case of loss of property, no compensation will be paid unless it can be reasonably shown that it was impossible to insure such property or that insurance could only have been effected at an exorbitant premium. In any case compensation will be paid only in respect of articles considered necessary and indispensable and the Government will take no responsibility for the loss, theft or destruction of valuables, such as jewellery, works of art, etc.

rovident Fund.

13. A Provident Fund shall be instituted to which Government and the officials shall contribute as follows :—

(i) Every official shall contribute to the Provident Fund monthly by the deduction from his salary bill of one-twelfth of his pay.

(ii) The Government shall contribute monthly in respect of each official a sum equal to twice the official's contribution during the preceding month.

(iii) Sums deducted on this account from the salary bills of officials, together with the sums due from Government shall be transmitted monthly to such person or persons as may be appointed Treasurer of the Fund by His Britannic Majesty's Government and the Fund will be administered by Trustees approved, and in accordance with rules laid down by His Britannic Majesty's Government.

(iv) Every official except officials on whose behalf the Government has paid or accepted liability for pension contribution up to the date of commencement of service under the new conditions, shall contribute to the Fund in respect of service between 11th November, 1920, and the date on which these conditions of service become applicable to him a sum equal to one-twelfth of his aggregate pay during such period.

(v) Government shall contribute a like amount to that contributed by the official in respect of pre-contract service referred to in sub-clause *(iv)*.

(vi) In the case of officials who are lent or transferred to the 'Iraq Governement by other Governments and who continue to qualify for the pension payable by their parent service on condition that their pension contributions continue to be paid, such pension contributions (except in so far as they are payable by the official himself under the rules of his parent service) shall continue to be paid by the 'Iraq Government.

The first five sub-clauses of this clause shall not apply in the case of such officials.

Languages

14. An official will be required to comply with the provisions of such regulations relating to language examinations as may be drawn up by a Disciplinary Board constituted under clause 17 of this Schedule and approved by the High Commissioner. Such regulations may provide for the stoppage of promotion in the event of failure to pass an examination prescribed as compulsory, and may further provide for termination of the official's contract without compensation in the event of repeated failures.

Travelling Allowances: Acting Allowances: Currency

15. Travelling and transport allowances within 'Iraq and acting allowances shall be admissible in accordance with rules applicable to local officials.

16. In the event of the currency being altered, the rupee emoluments shall thereafter be payable in the new currency at the current rate of exchange except as provided in clause 3 (2) of this Schedule.

Discipline

17. Officials will, for the purpose of discipline, be under the supervision of a Board composed as follows : —

President :

The Prime Minister.

Members :

A representative of His Excellency the High Commissioner. Three Ministers and three Senior British officials nominated by His Majesty the King.

The findings of the Board shall be subject to the approval of His Majesty the King. Before such approval is given, His Excellency the High Commissioner shall be given an opportunity of expressing his opinion on such findings.

Termination for insubordination, etc.

18. The Government has the right, subject to the approval of the Disciplinary Board as constituted under clause 17, to terminate without compensation the services of an official who has been guilty of misconduct and insubordination, and to receive back from the Provident Fund the whole or part, as may be decided by the said Board, of the amount contributed by Government to his credit in the Provident Fund.

Termination of contract by official

19. An official will be entitled to terminate his contract during its currency by giving six months' notice in writing to the head of his Department, but should he do so it shall be put before the Disciplinary Board as constituted under clause 17 to decide in the circumstances whether he should receive his free passage home, any or all of the leave due to him, or more than half only of the amount standing to his credit in the Provident Fund at the time of his resignation.

20. In the case of any seconded officer of the Imperial Forces or Indian Army, if on the termination of his contract otherwise than under clauses 18 and 19 he cannot be absorbed within the

authorised establishment, the 'Iraq Government shall be liable for his pay and allowances at normal British rates for the period during which he is awaiting absorption.

Arbitration. 21. If any question arises under the agreement entered into by an official whether as regards its interpretation or in any other respect, it shall be referred to the Disciplinary Board, whose decision, after the approval of His Majesty the King as provided in clause 17, shall be final.

SCHEDULE IV.

Regulations relating to the service of British Officers employed under the Ministry of Defence of the 'Iraq Government.

Period of service. 1. (1) An officer will be required on appointment to enter into an agreement to serve the 'Iraq Government for a period of three years, extendable, if both parties agree and in the case of an officer of the Imperial Forces or Indian Army, subject to the approval of His Britannic Majesty's Government or the Government of India, as the case may be, to five, seven and ten years by successive renewals.

(2) Such period of service will commence on the date on which he embarks to take up his appointment, or in the case of an officer already serving in 'Iraq, on a date to be fixed in his contract and shall not be considered to be interrupted by any local, sick or ordinary leave granted in accordance with these regulations.

Salary. 2. (1) The salary of an officer together with the increment attached to it will be that provided for his office in the Table of Grades annexed to this Schedule.

Half salary during voyage on appointment. (2) An officer proceeding to 'Iraq to take up an appointment under the Government of 'Iraq will be entitled to the full pay of his 'Iraq appointment from the date of arrival in 'Iraq and for the period from the date of embarkation to the date of his arrival in 'Iraq, *(a)* if an officer of the Imperial Forces, to half pay of his 'Iraq appointment or to his British regimental pay (without allowances) of his substantive rank, whichever is the greater ; *(b)* if an officer of the Indian Army, to half the pay of his 'Iraq appointment or to the pay of his substantive rank without staff pay if proceeding from India to 'Iraq, or if not so proceeding to the British regimental pay of his substantive rank whichever is the greater ; *(c)* in all other cases to half the pay of his 'Iraq appointment.

Currency of payment in 'Iraq. 3. (1) Subject to clause 16 of these regulations, emoluments paid in 'Iraq will be paid in rupees.

(2) An officer, on giving three months' notice shall have the option of drawing one-third of his salary in London at the fixed conversion rate of Rs. 15 to £1, or in the event of the currency being altered at the par rate of exchange.

An officer who shall have availed himself of this option may, by giving three months' notice, cancel the arrangement and draw his salary in rupees in 'Iraq.

Passages of officers. 4. A. (1) An officer will on first appointment be allowed a free first-class passage out to 'Iraq subject to his executing an agreement under which he will be bound to refund the cost thereof in the event of his relinquishing the appointment within three years from the date of his arrival in 'Iraq in order to take up other employment in 'Iraq, or within one year from date of such arrival for any other reason except bodily or mental infirmity.

(2) He will also on the termination of his service be allowed a free first-class passage to England ; provided that, if the Government terminates his service under clause 18 of these regulations for misconduct or insubordination or if the officer terminates it for any other reason than bodily or mental infirmity, the allowance of this passage shall be at the discretion of the Government.

(3) During the currency of his agreement an officer will be further allowed a free return first-class passage from 'Iraq to England and back, once on a three or five years' contract and once again if the contract is extended beyond five years.

If an officer who has already taken the free return passage or passages to England granted under this sub-clause or who is not entitled to any such free return passage, is sent to England on the ground of ill-health, a similar free return passage to England and back shall be granted to him.

(4) The Government may provide the passage allowed under this regulation on any ship of a recognised line which carries first-class passengers between England and 'Iraq or on a British Government transport.

If the officer elects to proceed by a different route, line or class, or to a destination other than the United Kingdom, he shall receive the actual cost of the passage he takes or the value of the passage allowed under this regulation, whichever is the less.

Wives of officers

B. (1) The wife of an officer already married at the commencement of his contract shall be allowed two free first-class single passages either way between England and 'Iraq if the officer's contract is for three or five years' service and one further single passage if the officer's contract is extended beyond five years.

(2) When the officer marries during the period of his contract, the wife shall be allowed two free first-class single passages either way if and when the officer's contract is extended.

(3) Passages allowed to wives shall be provided under the same conditions as those allowed to officers under 4-A of these regulations.

Quarters

5. In the case of an officer occupying a house which is the property of the Government, rent will be charged on the following principle : —

An officer who is occupying a house by himself shall pay rent at the rate of 8 per cent. of his salary and an officer who is sharing a house with another officer shall pay rent at the rate of 4 per cent. of his salary, provided that the payment made by the officer or officers occupying the house shall in no case exceed a fair rent for the house calculated on the basis of the actual rents of privately owned houses in the locality. Rent will be paid on the same principle by officers occupying houses which are not the property of the Government, provided that the payment made by the officer or officers occupying the house shall in no case exceed the actual rent of the house. Should such payment be less than the rent of the house, then, in order to assist the officer in paying the balance of the rent, the Government shall give such officers an allowance in aid as follows :—

In Basrah and Baghdad :

Married officers not exceeding 12 per cent. of their salary.
Unmarried officers not exceeding 6 per cent. of their salary.

In other stations :

Married officers not exceeding 8 per cent. of their salary.
Unmarried officers not exceeding 4 per cent. of their salary.

These allowances in aid shall be subject to revision every year in accordance with the actual fluctuations of rents.

Equipment of quarters

6. The Government shall if possible equip all Government houses occupied by officers with such electric light, fans and water as may be recommended by the Directorate of Health Services.

Local leave.

7. An officer may at the discretion of the Government be allowed local leave not exceeding 21 days in each calendar year. Such leave shall not be cumulative and shall not be combined with ordinary leave. When on local leave an officer shall be entitled to full salary.

Ordinary leave.

8. (1) An officer shall earn one day's ordinary leave for each five days of effective service. No leave other than local leave shall count as effective service. The period spent on voyages other than on first appointment shall be reckoned as ordinary leave.

(2) Ordinary leave shall be cumulative.

(3) Subject to the exigencies of the service an officer may be granted ordinary leave at any time and may claim the right to take such leave as may be due to him :—

In a three years' contract—Once.
In a five years' contract—Once.
In a seven years' contract.—Twice.
In a ten years' contract—Twice.

(4) When on ordinary leave an officer shall be entitled to full salary.

(5) An officer on the expiry of his period of service or on the termination of his contract by the Government for any reason other than insubordination or misconduct, shall receive pay in lieu of any ordinary leave which is due to him and which owing to the exigencies of the service he has been unable to take. The amount so issued shall not in any case exceed nine months' salary.

9. (1) Short periods of absence from duty owing to sickness, not exceeding ten consecutive days, will be allowed in 'Iraq on full salary. Any such absence extending beyond that period will be counted as sick leave.

(2) The aggregate amount of sick leave which an officer may be allowed on a three years' contract shall be eight months.

(3) If this aggregate amount is exceeded the Government shall have the right of terminating the contract without further notice.

(4) On each occasion of taking sick leave an officer shall receive full salary for a period up to four months and, thereafter, such leave as is due to him up to a further four months. If no leave or insufficient leave is due to him to cover the secon four months he may complete the period by additional sick leave on half pay.

At the end of this period of eight months the Government shall have the right to terminate his contract without further notice or compensation.

(5) If his original contract or his contract as extended under clause 1 hereof exceeds three years, he shall come under the regulations as to sick leave laid down for Civilian Officials under clause 9 of Schedule III.

(6) Nothing in this clause shall in any way modify the obligations of the 'Iraq Government to pay an officer of the Imperial Forces or Indian Army on return from his employment until he is fit for duty in the Imperial or Indian establishment as the case may be, subject to the maximum period of sick leave with full pay of his substantive rank and allowances as ordinarily issuable as provided in the regulations of the service concerned.

Medical attendance.

10. In 'Irak an officer will be entitled to free medical treatment, but this privilege shall not extend to his family.

Termination of contract by Government.

11. In cases other than those provided for in clauses 9, 14 and 18, the Government shall have the right to terminate an officer's contract on giving him three months' notice in writing. Such notice shall only be given with the consent of the Senior British Officer attached to the Ministry of Defence.

11A. Where an officer of the Imperial Forces or Indian Army cannot be absorbed within the authorised establishment on termination of his service under the 'Iraq Government, that Government shall be liable for his pay and allowances under the regulations of the service concerned for the period during which he is awaiting absorption.

Special compensation for death, etc. due to local disturbances, etc.

12. Special compensation which shall not be less favourable in the case of an officer of the Imperial Forces or Indian Army than that to which he would be entitled under the regulations of his parent service will be granted under rules to be laid down hereafter by agreement between the High Contracting Parties in the case of death, injury and loss of property, etc., due to war or local disturbances, or in the case of permanent disability certified by a Medical Board to have arisen out of the circumstances of his employment. In the case of loss of property, no compensation will be paid unless it can be reasonably shown that it was impossible to insure such property, or that insurance could only have been effected at an exorbitant premium. In any case compensation will be paid only in respect of articles considered necessary and indispensable and the Government will take no responsibility for the loss, theft or destruction of valuables, such as jewellery, works of art, etc...

Gratuity

13. On the expiry or termination of his contract, except under clauses 14 and 18, an officer shall be entitled in addition to any sums payable under clause 8 (5) to a gratuity of one month's pay at the rate he is then drawing for every completed year of service, fractions of a year to be reckoned at the rate of one day's pay for twelve days' service.

In the case of officers who are lent or transferred to the 'Iraq Government by other Governments and who would continue to qualify for the pension payable by their parent service on condition that their pension contributions continue to be paid, such pension contributions (except

in so far as they are payable by the officer himself under the rules of his parent service) shall continue to be paid by the 'Iraq Government.

Such officers will not be eligible for payment of a gratuity under this clause.

Languages. 14. An officer will be required to comply with the provisions of such regulations relating to language examinations as may be drawn up by the Ministry of Defence and approved by the High Commissioner.

Such regulations may provide for the stoppage of promotion in the 'Iraq service in the event of failure to pass any examination prescribed as compulsory and may further provide for the termination of the officer's contract without compensation in the event of repeated failures.

Travelling allowances. 15. Travelling and transport allowances within 'Iraq and acting allowances shall be admissible in accordance with rules applicable to local officers.

Acting allowance. 16. In the event of the currency being altered the rupee emoluments shall thereafter be payable in the new currency at the current rate of exchange except as provided in clause 3 (2) of this Schedule.

Currency.

Discipline. 17. Officers will for the purpose of discipline be under the Senior British Officer employed under the Ministry of Defence who will himself for disciplinary purposes be under the High Commissioner.

Termination for insubordination etc. 18. The Government has the right, subject to the concurrence of the High Commissioner, to terminate without compensation the services of an officer who has been guilty of insubordination or misconduct.

Termination of contract by officer. 19. An officer will be entitled to terminate his contract on giving three months' notice in writing to the Minister of Defence, but in that case he will not be entitled to a free passage home unless he has completed at least eighteen months' service in the country since joining or since his last return from leave. He will be entitled to receive the gratuity due to him under clause 13, but not to any leave or gratuity in lieu of leave.

Arbitration. 20. If any question arises under the agreement entered into by an officer whether as regards its meaning or in any other respect, it shall be referred to the High Commissioner, whose decision shall be final.

GRADES.

Grade I.

Adviser or Under-Secretary of State to the Ministry of Defence.

	Rs.
Pay	2,500—100—3,500

Grade II.

Senior Officers, whether in Headquarters or Liaison Officers, with a rank not lower than that of Major, except in the case of officers already employed in such senior posts.

	Rs.
Pay	1,500— 75—1,800
	1,800—100—2,300

Grade III.

Junior (A'wan) Officers.

	Rs.
Pay	900—50—1,200
	1,200—75—1,800

Remarks.

If the officer under Grade III holds the rank of Captain, his salary shall commence at Rs. 1,200, and if he holds the rank of full Lieutenant or has more than seven years' service to his credit, his salary shall commence at Rs. 1,000.

General note.

(*i*) An officer already in the service of the 'Iraq Government who is appointed to any post mentioned in this Schedule and similar in grade to that in which he is serving at the time of such appointment shall be placed in the grade prescribed for the post at such a point as will give him a total salary not less than the salary which he is drawing at the time of signing the new contract. In calculating such salary, regard shall be had to the number of months which he has served towards the new increment due under his old contract.

(*ii*) In order to enable them to meet the extra expense which will be involved by payment of rent, lighting and conservancy charges, married officers stationed in Baghdad, Basrah or Mosul, and drawing pay at the rate of less than Rs. 1,500 per mensem shall be granted a personal allowance, to be absorbed in future increments, of Rs. 150 or such portion of Rs. 150 as shall bring their salary up to Rs. 1,500 per mensem.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures thereto. Done at Baghdad, in duplicate, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era, corresponding with the nineteenth day of Sha'ban one thousand three hundred and forty-two, Hijrah.

H. DOBBS,
His Britannic Majesty's High Commissioner for 'Iraq.

JA'FAR AL 'ASKARI,
Prime Minister of the 'Iraq Government.

وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية .

ه . دوبس

المعتمد السامي

لجلالة ملك بريطانية في العراق

جعفر العسكري

رئيس وزراء الحكومة العراقية

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Iraq.
May 12th, 1925.

ملاحظة عمومية (ا) ان من يعين من الضباط الذين هم الآن فى خدمة الحكومة العراقية الى اية وظيفة مذكورة فى هذا الجدول تعادل فى درجها درجة الوظيفة التي يكون شاغلها ذلك الضابط عند تعيينه على هذا الوجه يجب ان يعين فى مرتبة من الدرجة المعينة لتلك الوظيفة تنيله راتباً لا يقل مقداراً عن الراتب الذي كان يتناوله عند امضاء المقاولة الجديدة وعند تعيين مقدار راتبه هذا يجب مراعاة عدد الاشهر التي خدمها توطئة لنيل الزيادة الجديدة بموجب مقاولته القديمة .

(٢) مساعدة على تدارك المصاريف الاضافية الناشئة عن تأدية ايجار المنازل و نفقات التنوير والصيانة ينبغي ان يمنح الضباط المتزوجون الذين مقراتهم فى بغداد او البصرة او الموصل ويتناولون راتباً يقل عن (١٥٠٠) روبية مخصصات شخصية تدمج فى الزيادات المستقبلة قدرها ١٥٠ روبية او كسور ذلك مما يفي لايصال راتبهم الشهرى الى (١٥٠٠) روبية .

وللبيان قد وقع المفوضان المختصان بامضائيهما هذه الاتفاقية .

كتب فى بغداد عن سختين في اليوم الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف

الدرجـــات

الدرجة الاولى — مستشار او وكيل وزارة الدفاع .

الراتب ٢٥٠٠ — ١٠٠ — ٣٥٠٠ روبية .

الدرجة الثانية — الضباط الاقدمون ممن لا تقل رتبتهم عن رتبة ميجر سواء كانوا في المقر او ضباط ارتباط باستثناء الضباط السابق استخدامهم في مثل هذه الوظائف العالية .

الراتب ١٥٠٠ — ٧٥ — ١٨٠٠ روبية .

١٨٠٠ — ١٠٠ — ٢٣٠٠ روبية .

الدرجة الثالثة — الضابط الاعوان .

الراتب ٩٠٠ — ٥٠ — ١٢٠٠ روبية .

١٢٠٠ — ٧٥ — ١٨٠٠ روبية.

ملاحظة — اذا كان الضابط في الدرجة الثالثة من رتبة رئيس (كابتين) فيبدأ راتبه ب ١٢٠٠ روبية واذا كان من رتبة ملازم اول او تتجاوز مدة خدمته السبع سنوات فيبدأ راتبه ب ١٠٠٠ روبية .

الاكبر الموظف فى وزارة الدفاع وهذا ذاته يكون فيما يخص حفظ تحت مراقبة المعتمد السامي .

انهاء المقاولة بسبب عدم الاطاعة وغير ذلك ١٨

للحكومة الحق فى ان تنهي خدمة اي ضابط بدون اعطاء تعويضات لسوء سلوكه او عدم اطاعته على ان يوافق على ذلك المعتمد السامي .

انهاء المقاولة من قبل الموظف ١٩

يحق للضابط ان ينهي مقاولة استخدامه قبل انقضائها بان يبلغ وزير الدفاع بذلك كتابة قبل ثلاثة اشهر الا انه اذا فعل الضابط ذلك فانه لا يستحق ان يعطي السفر مجاناً الى وطنه الا اذا كان قد خدم مدة ١٨ شهراً على الاقل فى البلاد وذلك اما ان يكون ابتداء من التحاقه بالخدمة او من تاريخ رجوعه من الرخصة لاخر مرة وسيكون له الحق في تناول الاكرامية المستحقة له بمقتضى الشرط ١٣ ولكنه ليس له الحق فى اي رخصة او اكرامية بدلا عن تلك الرخصة .

التحكيم ٢٠

اذا ظهر اي التباس فى فهم معنى مقاولة الاستخدام الموقع عليها من قبل الضابط او غير ذلك من المسائل من اي جهة اخرى تحال المسئلة الى المعتمد السامي الذي يجب ان يكون قراره نهائياً .

وفى حالة الضباط المعارين او المحولين الى الحكومة العراقية من قبل الحكومات الاخرى والذين لا يزالون قائمين بما يلزم لاجل استحقاق التقاعد من حكوماتهم الاصلية على شرط الاستمرار فى دفع تأديات تقاعدهم يجب ان يستمر دفع هذه التأديات عنهم من قبل الحكومة العراقية الا ما كان من ذلك مستوجباً تأديته من قبل الموظف ذاته بموجب قوانين حكومته الاصلية . ومثل هؤلاء الضباط لا يستحق لهم اكرامية ما بموجب هذه الفقرة .

اللغات ١٤ يطلب من الضابط ان يتبع احكام ما قد تضعه وزارة الدفاع و يوافق عليه المعتمد السامي من النظامات المتعلقة بامتحان اللغات و يجوز ان تنص هذه النظامات على توقيف الترفيع فى خدمة العراق فى حالة فشل الضابط فى احد الامتحانات المعتبرة اجبارية و يجوز كذلك ان تنص على انهاء خدمة الضابط بدون تعويضات اذا تكرر فشله فى الامتحانات .

مخصصات السفر ومخصصات الوكالة ١٥ يسمح بمخصصات السفر والانتقال داخل العراق وكذلك بمخصصات للوكالة بموجب القواعد الموضوعة للضباط المحليين .

العملة النقدية ١٦ اذا تبدلت العملة الموجودة تدفع الرواتب والمخصصات بعد تبدلها بالعملة الجديدة على حساب سعر التحويل الجاري ما عدا ما نص عليه فى الفقرة (١) من الشرط ٣ من هذا الجدول .

حفظ النظام ١٧ لاجل حفظ النظام سيكون الضابط تحت مراقبة الضابط البريطاني

التعويضات الخاصة التي تعطى عند الوفاة او غير ذلك بسبب القلاقل المحلية ١٢

تعطى بموجب قواعد ستوضع فيما بعد بالاتفاق بين الفريقين السامين المتعاقدين تعويضات خاصة (لا يجوز فيما يخص احد ضباط القوات البريطانية او الجيش الهندي ان تكون اقل مناسبة من تلك التي يستحقها بموجب نظامات مصلحته الاصلية (في حالة الوفاة او الضرر او ضياع الممتلكات او غير ذلك الناتجة من حرب او قلاقل محلية او في حالة اصابة الضابط بعاهة دائمة تقرر لجنة طبية انها نشأت عن الظروف الخاصة المحيطة بوظيفته وفى حالة ضياع الممتلكات لا تعطى تعويضات الا اذا تبين بصورة معقولة انه لم يمكن تأمينها او انه لم يكن بالامكان تأمينها الا لقاء رسم تأمين باهظ وعلى كل حال لا تعطى التعويضات الا على الامتعة التي تعتبر ضرورية ولازمة والحكومة لا تتعهد بالمسؤولية عن ضياع المجوهرات والاعمال الصناعية او غير ذلك ولا عن سرقتها او تلفها .

الاكرامية ١٣

عند انقضاء او انهاء مقاولة الخدمة عدا مايكون من ذلك بموجب الفقرتين ١٤ و ١٨ يكون للضابط الحق بان يتناول علاوة على مايكون مستحقاً له من المبالغ بموجب الفقرة ٨(٥) اكرامية راتب شهر واحد — على معدل مقدار الراتب الذي يتناوله حينئذ — عن كل سنة كاملة من خدمته وتحسب كسور السنة باعتبار معدل راتب يوم واحد عن كل خدمة ١٢ يوماً .

العراقية بان تدفع لكل من ضباط القوات الامبراطورية او الجيش الهندي عند عودته من الخدمة (فى العراق) الى ان يصبح صالحا للقيام بواجباته فى المصلحة الامبراطورية او الهندية حسبما يقتضي الامر على ان لا يتجاوز الدفع مدة ستة اشهر من الاجازة المرضية بالمعاش الكامل الذي يعطى اياه على جاري العادة المخصص لرتبة ذلك الضابط الدائمة في قوانين المصلحة ذات الشأن

المعالجة الطبية ١٠ للضابط الحق في ان يعالج فى اثناء مرضه مجاناً فى العراق غير ان هذا الامتياز لا يشمل عائلته .

انهاء الخدمة من قبل الحكومة ١١ في غير الاحوال المذكورة فى الشروط ٩ و ١٤ و ١٨ للحكومة الحق فى ان تنهي خدمة الضابط باعطائه اخطاراً كتابياً قبل ذلك بثلاثة اشهر ولا يعطى ذلك الاخطار الا بموافقة الضابط البريطاني الاكبر الملحق بوزارة الدفاع .

١١ . أ عند انتهاء مدة خدمة احد ضباط القوات البريطانية او الجيش الهندي في الحكومة العراقية اذا لم يمكن دمجه ضمن الملاك القانوني المعين تكون الحكومة العراقية مسؤولة براتبه ومخصصاته بموجب نظامات الخدمة التابع لها عن المدة التي ينتظر فى خلالها لان يدمج .

مرض اصابه على ان لاتزيد كل مدة على (١٠) ايام متوالية وان يتقاضى في خلالها راتبه بتمامه وكل غيبوبة من هذا القبيل تزيد على عشرة ايام تعتبر رخصة مرض .

(٢) ان مجموع مدد رخصة المرض التي يسمح بها لمن كانت مدة مقاولته ثلاث سنوات هي ثمانية اشهر .

(٣) اذا زاد مجموع مدد رخصة المرض على ثمانية اشهر فللحكومة الحق في ان تنهي الخدمة بدون اخطار آخر .

(٤) عند اخذ كل رخصة مرض للضابط الحق في ان يتقاضى راتبه بتمامه الى غاية اربعة اشهر ثم الى غاية اربعة اشهر اخرى مما يكون مستحقاً له من الرخصة اما اذا كان لا يستحق رخصة ما او ان الرخصة التي يستحقها لا تكفي لاتمام الاربعة اشهر الاخرى فيمكن ان يتم المدة برخصة مرض اضافية على ان يتقاضى في خلالها نصف راتبه وفي نهاية الثمانية اشهر سيكون للحكومة الحق في ان تنهي خدمة هذا الضابط بدون اخطار آخر او دفع تعويضات .

(٥) اما اذا كانت مقاولته الاصلية او الممددة بموجب الشرط ١ من هذا الجدول تزيد على ثلاث سنوات فيعامل بموجب النظام المتعلق برخصة المرض كما جاء في شروط الموظفين الملكيين بمقتضى الشرط ٩ من الجدول ثالث .

(٦) ليس في هذه الفقرة ما يقيد بوجه من الوجوه تعهدات الحكومة

الرخصة الاعتيادية ٨ (١) يستحق لكل ضابط يوم واحد من الرخصة الاعتيادية عن كل خمسة ايام من الخدمة العملية ولا تعداية رخصة خدمة عملية الا الرخصة المحلية فقط والوقت الذي يقضي في السفر ماعدا سفرة الموظف عند اول تعيينه يعتبر رخصة اعتيادية .

(٢) من الممكن ان تتراكم الرخصة الاعتيادية .

(٣) يمنح كل ضابط الرخصة الاعتيادية المستحقة له في اي وقت شاء على ان لا يسبب ذلك خللاً في وظيفته وله ان يطالب بحقه بأخذ الاجازة الاعتيادية على الوجه الآتي . —

اذا كانت مقاولته لمدة ٣ سنوات مرة

» » ٥ » » » »

» » » ٧ سنوات مرتين

» » » ١٠ » » »

(٤) وللضابط الحق ان يتقاضى راتبه تماماً في اثناء الرخصة الاعتيادية

(٥) يجوز للضابط الذي انقضت مدة خدمته او انهتها الحكومة لسبب غير عدم الاطاعة او سوء السلوك ان يتقاضى راتبا عوضا عن الرخصة الاعتيادية المستحقة له والتي لم يستطع ان يتمتع بها في حينه خشية ان تخل باعمال وظيفته على انه لا يجوز ان يتجاوز المبلغ المدفوع على هذا الوجه راتب تسعة اشهر .

رخصة المرض ٩ (١) يسمح للضابط بالغيبوبة داخل العراق مدداً قصيرة بناء على

الوجه (من قبل ضابط واحد او اكثر) هو اقل من بدل ايجار الدار فمساعدة للضباط على دفع الرصيد الباقي من ايجار الدار تمنح الحكومة الضباط المخصصات الآتية من قبيل الاعانة :ـ

في البصرة وبغداد :

للضباط المتزوجين مالا يزيد على ١٢ فى المائة من رواتبهم

« غير « مالا « ٦ « « «

في باقي المراكز : —

الضباط المتزوجون مالا يزيد على ٨ بالمائة من رواتبهم

« غير المتزوجين مالا « « ٤ « « «

وستكون هذه المخصصات عرضة للتعديل كل سنة تبعاً لتبدل اسعار اجور الدور .

تجهيز المساكن ٦ على الحكومة — اذا امكن ذلك — ان تجهز جميع دور الحكومة المشغولة من قبل الضباط بالادوات المقتضية للانوار الكهربائية والمراوح والماء على النحو الذي توصي به مديرية مصلحة الصحة .

الرخصة المحلية ٧ يمكن منح الضابط رخصة محلية لاتتجاوز (٢١) يوماً فى كل سنة تقويمية اذا كانت الحكومة توافق على ذلك . غير انه يجب ان لاتتراكم هذه الرخصة وان لاتدمج فى الرخصة الاعتيادية . وفي اثناء الرخصة المحلية يتقاضى الضابط راتباً كاملاً .

بالسفر ثلاث مرات اذا مددت مقاولته لمدة اكثر من خمس سنوات

(٢) اذا تزوج الضابط في اثناء الخدمة يسمح لزوجته بالسفر مجاناً مرتين (بين العراق وانكلترا) وذلك في حالة ما اذا مددت مقاولة استخدامه .

(٣) ان الاسفار المسموح بها للزوجات ينبغي ان تكون تابعة لنفس الشروط المتعلقة بالموظفين بموجب الشرط (٤) من هذا النظام .

المسكن ٥

اذا اشغل احد الضباط داراً من دور الحكومة وحده يدفع ايجاراً عن تلك الدار بمعدل ٨ بالمائة من راتبه واذا شاطره السكنى في تلك الدار ضابط آخر يدفع اربعة بالمائة من راتبه لقاء بدل الايجار على ان لايجوز في حالة من الاحوال ان يتعدى مايدفعه من يشغل تلك الدار من ضابط او اكثر بدل ايجار معتدلاً لتلك الدار محسوباً ذلك بالقياس على بدلات الايجار الحقيقية للدور التي من الاملاك الخاصة والواقعة في عين المحلة .

وعلى نفس هذه القاعدة يدفع الضباط ايجار مايشغلون من الدور التي ليست من املاك الحكومة على ان لايجوز في حالة من الاحوال ان يتعدى مايدفعه من يشغل احدى تلك الدور من ضابط او اكثر بدل الايجار الحقيقي لتلك الدار واذا وجد ان مايدفع على هذا

سنوات ومرة اخرى اذا مددت مقاولته الى اكثر من خمس سنوات . اذا كان الضابط الذي سافر مرة او عدة مرات مجاناً عائداً الى انكلترا اي انه استوفى حقه الممنوح اياه بموجبه هذه الفقرة او الذي لم يستحق السفر المجاني للعودة الى انكلترا قد ارسل الى انكلترا بناءً على اعتلال صحته يجب ان يمنح سفراً مجانياً آخر الى انكلترا ذهاباً وايابا .

(٤) للحكومة ان تعد السفر المسموح به في هذا النظام في اية سفينة كانت تابعة لشركة معلومة من شركات الملاحة والتي تحمل ركابا من الدرجة الاولى بين العراق وانكلترا او في احدى نقالات الحكومة البريطانية .

واذا اختار الضابط السفر بغير الطريق او بغير راكب الشركة او بغير الدرجة التي اختارتها له الحكومة او الى غير المملكة المتحدة . (بلاد الانكليز) فله ان يتقاضى مصاريف السفر الذى يختاره او مصاريف السفر المسموح به بموجب هذا النظام على شرط ان يعطى الاقل منهما .

زوجات الموظفين (ب) (١) يسمح لزوجة الضابط المتزوج قبل ابتداء مقاولته بالسفر في الدرجة الاولى مجاناً مرتين بين العراق وانكلترا اذا كانت خدمة الضابط لمدة ثلاث سنوات او خمس سنوات ويسمح لها

(٢) للضابط الخيار على شرط ان يخبر الحكومة بذلك قبل ثلاثة اشهر بأن يتقاضى ثلث راتبه في لندن بموجب السعر الثابت اى (١٥) روبية لكل ليرة انكليزية او بموجب سعر التحويل الحقيقي في حالة تبدل نظام النقود ويستطيع الضابط الذي يتقاضى ثلث راتبه في لندن ان يبطل هذا الترتيب ويتقاضى كل راتبه في العراق بالروبيات اذا اخبر الحكومة بذلك قبل ثلاثة اشهر .

سفر الموظفين ٤ (١) يسمح للضابط فى اول تعيينه بالسفر مجاناً الى العراق في الدرجة الاولى على شرط ان يمضي مقاولة يتعهد فيها بان يعيد مصاريف سفره اذا ترك وظيفته في خلال ثلاث سنوات لاجل ان يتسلم شغلا آخر فى العراق او اذا ترك وظيفته في خلال سنة واحدة لاى سبب كان سوى العاهات البدنية او العقلية.

(٢) ويسمح له ايضاً بعد انتهاء وظيفته بالسفر الى انكلترا مجاناً اما اذا كانت الحكومة قد انهت خدمته بموجب الشرط (١٨) من هذا النظام لسوء سلوكه او عدم اطاعته او ان الضابط نفسه قد ترك الخدمة لاي سبب كان غير العاهات البدنية او العقلية فيرجع امر السماح له بالسفر المجاني الى رأي الحكومة.

(٣) يسمح للضابط ايضاً في اثناء خدمته بالسفر مجاناً الى انكلترا ذهاباً واياباً مرة واحدة اذا كانت مدة خدمته ثلاث او خمس

او الاعتيادية او الرخصة التي تعطى بداعي المرض والممنوحة وفقا لهذا النظام انفصالا عن الوظيفة .

(١) يكون راتب الضابط وكذلك مقدار الزيادة السنوية كما هو مبين لوظيفته في لائحة الدرجات الملحقة بهذا الجدول .

(٢) لدى توجه احد الضباط الى العراق لاجل تقلد احدى الوظائف في الحكومة العراقية يستحق له المعاش الكامل لوظيفته في العراق من تاريخ وصوله العراق اما فيما يخص المدة من تاريخ ركوبه الباخرة الى تاريخ وصوله العراق فكذا :- (أ) اذا كان الضابط تابعاً للقوات الامبراطورية يستحق له نصف معاش وظيفته في العراق او كامل معاش رتبته الدائمة في بريطانية من غير مخصصات على ان يأخذ اكثرهما مقدارا . (ب) واذا كان من ضباط الجيش الهندي فيستحق له نصف معاش وظيفته في العراق او معاش رتبته الدائمة من غير مخصصات الاركان هذا اذا كان متوجهاً من الهند الى العراق اما اذا لم يكن متوجهاً من الهند الى العراق فمعاش رتبته الدائمة في بريطانيا على ان يعطى الراتب الاكبر منهما (ج) وفي جميع الاحوال الاخرى يتقاضى نصف معاش وظيفته في العراق .

نصف الراتب في اثناء سفر الضابط الى محل وظيفته (ب)

(١) الرواتب والمخصصات التي تدفع في العراق تدفع بعملة الروبية على ان تراعى احكام الشرط (١٦) من هذا النظام .

نوع النقود التي تدفع في العراق ٣

التحكيم ٢١ اذا ظهر اي التباس في فهم معنى مقاولة الاستخدام الموقع عليها من قبل الموظف او غير ذلك من المسائل التي توجب الجدال تحال المسألة الى هيئة النظام التي يجب ان يكون قرارها في الامر بعد تصديقه من قبل جلالة الملك حسب نص المادة ١٧ نهائياً .

الجدول الرابع

نظام متعلق باستخدام الضباط البريطانيين الملحقين بالجيش العراقي

مدة الخدمة ١ (١) يطلب من كل ضابط يراد استخدامه ان يمضي مقاولة يتعهد فيها بان يخدم الحكومة العراقية لمدة ثلاث سنوات قابلة للتمديد بموافقة الطرفين لخمس سنوات ثم (٧) سنوات ثم (١٠) سنوات بتجديد المقاولة دفعة دفعة . وفي حالة الضباط التابعين للقوات الامبراطورية او للجيش الهندي يشترط عند التجديد موافقة حكومة صاحب الجلالة البريطانية او حكومة الهند حسبما تقتضي الحال .

(٢) تبدأ مدة هذه الخدمة من تاريخ سفر الضابط ليتقلد وظيفته واذا كان الموظف مستخدماً في العراق من قبل يعين التاريخ في المقاولة التي يوقع عليها ويجب ان لا تعتبر الرخصة المحلية

انهاء الخدمة بسبب عدم الاطاعة اوغير ذلك ١٨

للحكومة الحق بشرط موافقة هيئة النظام المؤسسة وفقاً للشرط ١٧ على ذلك بان تنهي خدمة اي موظف لسوء سلوكه او عدم اطاعته بدون ان يعطى تعويضات وان تسترجع من صندوق التقاعد المبلغ الذى تكون قد اذخرته لحسابه في الصندوق المذكور كله او بعضه حسب ماتقرر هيئة النظام المذكورة .

انهاء الخدمه من قبل الموظف نفسه ١٩

يحق للموظف ان ينهى مدة خدمته قبل انقضائها وذلك بان يخبر رئيس دائرته بذلك كتابة قبل ستة اشهر الا انه اذا فعل الموظف ذلك يعرض على هيئة النظام المؤلفة بموجب المادة ١٧ امر القرار في ما اذا كان في تلك الحال يستحق ذلك الموظف ان يعطى السفر المجاني الى وطنه او كل الاجازة المستحقة له او بعضها او اكثر من نصف المبلغ المدخر لحسابه في صندوق التقاعد عند استعفائه .

(٢٠) فيما يخص ضباط القوات الامبراطورية او الجيش الهندي الملحقين بخدمة الحكومة العراقية اذا عند انهاء مقاولة احدهم على غير مقتضى المادتين ١٨ و ١٩ لم يمكن دمجه في الملاك القانوني المعين تكون الحكومة العراقية مسئولة براتبه ومخصصاته بموجب الفئات البريطانية الاعتيادية اثناء مدة انتظاره للاندماج .

عليه المعتمد السامي من النظامات المتعلقة بامتحان اللغات ويجوز ان تنص هذه النظامات على توقيف الترفيع في حالة فشل الموظف فى احد الامتحانات المعتبرة اجبارية ويجوز كذلك ان تنص على انهاء خدمة الموظف بدون تعويضات اذا تكرر فشله فى الامتحانات .

مخصصات السفر ومخصصات الوكالة ١٥

تعطى مخصصات السفر والانتقال داخل العراق وكذلك مخصصات الوكالة بموجب القواعد الموضوعة للموظفين المحليين

العملة النقدية ١٦

اذا تبدلت العملة الموجودة تدفع الرواتب والمخصصات بعد تبدلها بالعملة الجديدة على حساب سعر التحويل الجاري ما عدا ما نص عليه فى الفقرة (٢) من المادة ٣ من هذا الجدول.

حفظ النظام ١٧

لاجل حفظ النظام سيكون الموظفون تحت مراقبة هيئة مؤلفة كما يأتى : —

الرئيس — رئيس الوزراء

الاعضاء — ممثل من قبل فخامة المعتمد السامي وثلاثة وزراء وثلاثة من كبار الموظفين البريطانيين يعينهم صاحب الجلالة الملك وتكون قرارات هذه الهيئة عرضة للتصديق من قبل صاحب الجلالة الملك . وقبل ان تنال هذه المقررات تصديق صاحب الجلالة ينبغي ان يعطى لفخامة المعتمد السامي فرصة لابداء رأيه فيها .

العراقية او تعهدت بان تدفع بالنيابة عنهم تأديات التقاعد الى حين تاريخ ابتداء الخدمة بموجب الشروط الجديدة ـ ان يؤدي الى صندوق التقاعد عن مدة خدمته من يوم ١١ تشرين ثاني سنة ١٩٢٠ الى التاريخ الذي يبدأ فيه تطبيق هذه الشروط عليه مبالغاً يساوي ١/١٢ من مجموع معاشه عن المدة المذكورة .

(٥) على الحكومة ان تؤدي عين المبلغ الذي يؤديه الموظف عما يخص الخدمة السابقة للمقاولة المشار اليها في الفقرة الرابعة من هذه المادة .

(٦) في حالة الموظفين المعارين او المحولين الى الحكومة العراقية من قبل الحكومات الاخرى والذين لا يزالون قائمين بما يلزم لاستحقاق التقاعد من حكوماتهم الاصلية على شرط الاستمرار في دفع تأديات تقاعدهم يجب ان يستمر دفع هذه التأديات عنهم من قبل الحكومة العراقية الا ما كان من ذلك مستوجباً تأديته من قبل الموظف ذاته بموجب قوانين حكومته الاصلية ولا تسري الفقرات الخمس الاولى من هذه المادة على هؤلاء الموظفين .

١٤ اللغات

يطلب من الموظف ان يتبع احكام ما ستضعه فيما بعد هيئة النظام المشكلة بموجب المادة ١٧ من هذا الجدول ويصادق

عن الظروف الخاصة المحيطة بوظيفته وفي حالة ضياع الممتلكات لا يعطى تعويضات الا اذا تبين بصورة معقولة انه لم يمكن تأمينها او انه لم يمكن بالامكان تأمينها الالقاء رسم باهظ للتأمين . وعلى كل حال لا تعطى التعويضات الا على الامتعة التي تعتبر ضرورية ولازمة والحكومة لا تتعهد بالمسؤلية عن ضياع المجوهرات والاعمال الصناعية او غير ذلك ولا عن سرقتها او تلفها .

صندوق التقاعد ١٣ على الحكومة ان تؤسس صندوق تقاعد يقوم كل من الحكومة والموظف بالتأديات الآتية اليه : --

(١) على كل موظف ان يؤدي شهرياً الى صندوق التقاعد $\frac{١}{١٢}$ من معاشه ويكون ذلك بالخصم من راتبه .

(٢) على الحكومة ان تؤدي شهرياً عن كل موظف مبلغاً يساوي ضعفي ما اداه ذلك الموظف عن الشهر السابق .

(٣) ان المبالغ التي تخصم من راتب الموظف على حساب صندوق التقاعد مع المبالغ المستحقة من الحكومة ينبغي ان تحول شهراً بشهر الى من تعينه حكومة صاحب الجلالة البريطانية من شخص او اكثر اميناً لصندوق التقاعد الآنف الذكر وتدار شؤون هذا الصندوق من قبل امناء يصدق عليهم وبموجب قواعد تضعها حكومة صاحب الجلالة البريطانية .

(٤) على كل موظف — ما عدا الموظفين الذين دفعت الحكومة

والجيش الهندي عند عودته من خدمة (فى العراق) الى ان يصبح صالحاً للقيام بواجباته فى المصلحة الامبراطورية او الهندية حسبما يقتضي الامر على ان لا يتجاوز الدفع مدة ستة اشهر من الاجازة المرضية بالمعاش الكامل المختص لرتبة ذلك الضابط الدائمة فى قوانين المصلحة ذات الشأن .

المعالجة الطبية ١٠

للموظف الحق فى ان يعالج فى اثناء مرضه مجاناً في العراق غير ان هذا الامتياز لا يشمل عائلته .

التعويضات التي تعطى اذا انهت الحكومة خدمة الموظف ١١

اذا انهت الحكومة خدمة موظف بسبب غير الاسباب المذكورة فى الشروط ١ (الفقرة ٣) و٩ و١٤ و١٨ فعلى الحكومة ان تدفع عنه الى صندوق التقاعد وله ان يتسلم من ذلك الصندوق علاوة على المبلغ المستحق له منه مبلغاً مساوياً لما كان قد يستحق دفعه من قبله ومن قبل الحكومة معاً من التأديات الى صندوق التقاعد عن باقى مدة خدمته بموجب المقاولة .

التعويضات الخاصة التى تعطى عند الوفاة او غير ذلك بسبب الفلاقل المحلية ١٢

تعطى بموجب قواعد ستوضع فيما بعد تعويضات خاصة (لا يجوز فيما يخص احد ضباط القوات البريطانية او الجيش الهندي ان تكون اقل مناسبة من تلك التي يستحقها بموجب نظامات مصلحته الاصلية) فى حالة الوفاة او الضرر او ضياع الممتلكات او غير ذلك الناتجة من حرب او فلاقل محلية او فى حالة اصابة الموظف بعاهة دائمة تقرر لجنة طبية انها نشأت

اذا كانت خدمته لمدة ٥ سنين . . . . سنة واحدة

« « « « ١٠ « . . . . سنتان

« « « « ١٥ « . . . . ثلاث سنين

(٣) اذا زاد مجموع مدد رخصة المرض على المدة المبينة اعلاه فللحكومة الخيار فى ان تنهي الخدمة بدون اعطاء تعويضات

(٤) عند اخذ كل رخصة مرض للموظف الحق فى ان يتقاضى راتبه بتمامه الى نهاية ستة اشهر ثم الى ستة اشهر اخرى اذا كان ذلك لا يزيد على المدة المستحقة له اما اذا كان لا يستحق رخصة ما او ان الرخصة التي يستحقها لا تكفي لاتمام الستة اشهر الاخرى فيمكنه ان يتم المدة برخصة اضافية على ان يتقاضى فى خلالها نصف راتبه . ففي نهاية الاثني عشر شهراً سيكون للحكومة الحق فى ان تنهي خدمة هذا الموظف بدون تعويضات اذا كانت خدمته لمدة خمس سنين فقط . وفى الاحوال الاخرى اى اذا كانت خدمة الموظف لمدة اكثر من خمس سنين فتعين حينئذ لجنة طبية لفحصه واذا تبين ان شفاءه ورجوعه الى وظيفته غير محتمل وفقاً للشروط المدرجة فى (٢) اعلاه سيكون للحكومة الحق في ان تنهي خدمته بدون تعويضات .

(٥) ليس فى هذه الفقرة مايقيد بوجه من الوجوه تعهدات الحكومه العراقية بان تدفع لكل من ضباط القوات الامبراطورية

بناء على ان لا يسبب ذلك خللاً في وظيفته وله ان يطالب بحقه باخذ الاجازة الاعتيادية على الوجه الآتي .

اذا كانت مقاولته لمدة (١٥) سنة ثلاث مرات واذا كانت خدمته لمدة (١٠) سنين ومرتين واذا كانت خدمته (٥) سنين ومرة واحدة .

(٤) يجور للموظف الذي انقصت وظيفته او الغيت الحكومة لسبب غير عدم الاطاعة او سوء السلوك ان يتقاضى اكرامية عن الرخصة الاعتيادية المستحقة له والتي لم يستطع ان يتمتع بها في حينه حسبة ان تحل باعمال وظيفته وتحسب هذه الاكرامية باعتبار مخصصات يوم واحد من الرخصة مساو لكل يوم من الرخصة المستحقة على ان لا يتجاوز ذلك مدة تسعة اشهر .

(٥) للموظف الحق ان يتقاضى راتبه تماماً في اثناء الرخصة الاعتيادية

رخصة المرض ٩ (١) يسمح للموظف بالغيبوبة داخل العراق مدة قصيرة بناء على مرض اصابه على ان لا تزيد كل مدة على (١٠) ايام متوالية وان يتقاضى في خلالها راتبه بتمامه وكل غيبوبة من هذا القبيل تزيد على عشرة ايام تعتبر رخصة مرض .

(٢) ان مجموع مدد رخصة المرض التي يسمح بها للموظف هي كما يأتي :

الموظفون المتزوجون ما لا يزيد على ثمانية بالمائة من رواتبهم
« غير المتزوجون « « « « اربعة بالمائة « «

وستكون هذه المخصصات عرضة للتعديل كل سنة وفقاً للهبوط والصعود الفعلي في ايجارات الايجار .

فيما يخص الغرض المقصود من هذه الفقرة ان عبارة « راتب » تعتبر انها شاملة للمخصصات الشخصية اذا كان هنالك شيء منها.

تجهيز المساكن ٦ على الحكومة — اذا أمكن ذلك — ان تجهز جميع دور الحكومة المشغولة من قبل الموظفين بالادوات المقتضية للانوار الكهربائية والمراوح والماء على النحو الذي توصي به مديرية الصحة العامة على ان يؤدي الموظف نفقات الكهرباء والماء

رخصة المحلية ٧ يمكن منح الموظف رخصة محلية لا تتجاوز (٢١) يوماً في كل سنة تقويمية اذا كانت الحكومة توافق على ذلك . غير انه يجب ان لا تتراكم هذه الرخصة وان لا تندمج في الرخصة الاعتيادية.

رخصة الاعتيادية ٨ (١) يستحق لكل موظف يوم واحد من الرخصة الاعتيادية عن كل خمسة ايام من الخدمة العملية ولا تعد اية رخصة خدمة عملية الا الرخصة المحلية فقط .

(٢) من الممكن ان تتراكم الرخصة الاعتيادية .

(٣) يمنح كل موظف الرخصة الاعتيادية المستحقة له في اي وقت

السكنى في تلك الدار موظف آخر يدفع اربعة بالمائة من راتبه لقاء بدل الايجار على ان لا يجوز في حالة ما من الاحوال ان يتعدى ما يدفعه من يشغل تلك الدار من ضابط او اكثر بدل ايجار معتدل لتلك الدار ويعين هذا البدل بالقياس على بدلات الايجار الحقيقية للدور التي من الاملاك الخاصة والواقعة في عين المحلة وعلى نفس هذه القاعدة يدفع الموظفون ايجار ما يشغلون من الدور التي ليس من املاك الحكومة على ان لا يجوز في حالة من الاحوال ان يتعدى ما يدفعه من يشغل احد تلك الدور من موظف او اكثر بدل الايجار الحقيقي لتلك الدار .

واذا وجد ان ما يدفع على هذا الوجه (من قبل موظف واحد او اكثر) هو اقل من بدل ايجار الدار فمساعدة للموظف على دفع الرصيد الباقي من ايجار الدار تمنح الحكومة الموظفين المخصصات الاتية من قبل الاعانة : —

في البصرة وبغداد .

الموظفون المتزوجون ما لا يزيد على ١٢ بالمائة من رواتبهم

« غير المتزوجون ما لا يزيد « ٦ « « «

في باقي المراكز

تحمل ركاباً من الدرجة الاولى بين العراق وانكلترا .
اذا رغب الموظف في السفر بغير الطريق التي اختارتها له الحكومة فله ان يتقاضى مصاريف السفر الذي يختاره او مصاريف السفر الذي تختاره الحكومة على شرط ان يعطي الاقل منهما .

روجات الموظفين ب

يسمح لزوجة الموظف — المتزوج قبلا — بالسفر في الدرجة الاولى مجاناً مرتين بين العراق وانكلترا اذا كانت خدمة الموظف لمدة (٥) سنين ويسمح لها بالسفر ثلاث مرات اذا كانت خدمة الموظف لمدة (١٠) سنين واربع مرات اذا كانت خدمة الموظف (١٥) سنة .

(٢) اذا تزوج الموظف في اثناء الخدمة يسمح لزوجته بالسفر مجاناً مرتين بين العراق وانكلترا في خلال الخمسة سنين التي تلي تاريخ ازدواجه وبالسفر مرة واحدة في كل خمسة سنين اخرى تبقى من خدمته اما المدة التي تقل عن خمسة سنين فلا يمنح فيها للزوجة سفر مجاني بموجب هذا النظام .

(٣) ان الاسفار المسموح بها للزوجات يجب ان تكون تابعة لعين الشروط المتعلقة بالموظفين بموجب الشرط (٤) (أ) من هذا النظام .

المسكن ٥

اذا اشغل احد الموظفين داراً من دور الحكومة وحده يدفع ايجاراً عن تلك الدار بمعدل ٨ بالمائة من راتبه واذا شاطره

كل راتبه في العراق بالروبيات اذا اخبر الحكومة بذلك قبل ثلاثة اشهر .

سفر الموظفين ٤ (أ) (١) يسمح للموظف في ازل تعيينه بالسفر مجاناً الى العراق في الدرجة الاولى على شرط ان يمضي مقاولة يتعهد فيها بان يعيد مصاريف سفره اذا ترك وظيفته في خلال سنة واحدة ابتداء من تاريخ وصوله العراق لاي سبب آخر سوى العاهات البدنية والعقليه وفي خلال ثلاث سنوات اذا اتخذ اي مهنة في العراق او ما جاورها .

(٢) ويسمح له ايضاً بعد انتهاء وظيفته بالسفر الى انكلترا مجاناً اما اذا كانت الحكومة قد انهت خدمته بموجب الشرط (١٨) من هذا النظام لسوء سلوكه او عدم لياقته او ان الموظف نفسه قد ترك الخدمة لاي سبب كان غير العاهات البدنية او العقلية فيرجع امر السماح له بالسفر المجاني الى رأي هيئة النظام المؤلفة بموجب الفقرة ١٧ من هذا النظام .

(٣) يسمح للموظف ايضاً في اثناء خدمته بالسفر مجاناً الى انكلترا ذهاباً وايباباً مرة واحدة اذا كانت مدة خدمته (٥) سنين ومرتين اذا كانت مدة خدمته (١٠) سنين وثلاث مرات اذا كانت مدة خدمته (١٥) سنة .

(٤) للحكومة ان تعد السفر المسموح به في هذا النظام في اية سفينة كانت تابعة لشركة معلومة من شركات الملاحة والتي

(ب) فى حالة من يعين جديداً من الموظفين ذوي الاختبار الخاص او المؤهلات الخاصة يجوز ان يعين للموظف فى مقاولته راتباً مبدئياً ضمن درجته اعلى من الراتب المبدئي لتلك الدرجة.

نصف راتب في اثناء سفر الموظف الى محل وظيفته

(٢) للموظف الحق في ان يتقاضى نصف راتب من تاريخ سفر ليتقلد الوظيفة الى تاريخ وصوله العراق وان يتقاضى راتبه تاماً من تاريخ وصوله العراق .

(ج) فيما يخص الغرض المقصود من هذه المادة وما يليها ان لفظة « راتب » تعني الراتب المعين للوظيفة التي يشغلها الموظف ولا تشمل المخصصات الشخصية او غير ذلك مما يدفع له . اما عبارة « الراتب والمخصصات » فتعني وتشمل جميع ما يدفع للموظف مما فيه الراتب والمخصصات على اختلاف انواعها .

نوع النقود التي تدفع في العراق ٣

(١) الرواتب والمخصصات التي تدفع في العراق تدفع بعملة الروبية على ان تراعى احكام الشرط (١٦) من هذا النظام .

(٢) للموظف الخيار على شرط ان يخبر الحكومة بذلك قبل ثلاثة اشهر بان يتقاضى ثلث راتبه في لندن بموجب السعر الثابت اى (١٥ روبية لكل ليرة انكليزية او بموجب سعر التحويل الحقيقي في حالة تبدل نظام النقود ويستطيع الموظف الذي يتقاضى ثلث راتبه في لندن ان يبطل هذا الترتيب ويتقاضى

(٣) يجب ان تكون خدمة السنة الاولى من مدة الاستخدام او السنتين الاوليين منها فيما يخص الموظفين المشار اليهم فى الملاحظة (١) تحت الدرجة الثالثة فى الجدول الثانى تحت التجربة ويجوز الغاء المقاولة فى نهاية السنة الاولى او الثانية طبقاً للحال بشرط ان يخبر الموظف بذلك كتابة قبل ثلاثة اشهر وعند تبليغ الاخبار تعطى للمعتمد السامي الفرصة لابداء رأيه بخصوص الموظف المذكور وعند الغاء المقاولة على هذه الصورة سيكون للموظف الحق فى الحصول على رخصة او اكرامية عوضاً عن الرخصة التي استحقها فى اثناء خدمته وكذلك على سفر مجاني الى انكلتره ويجب ان يتقاضى من التقاعد فقط ماقطع من راتبه لهذا الغرض .

ويستثنى من جميع هذه الترتيبات الموظفون الذين خدموا الحكومة العراقية مدة لا تقل عن سنة قبل دخولهم فى هذه الخدمة الجديدة اذا طلبت الحكومة العراقية بقائهم فى الوظائف التي هم مختصون فيها .

الراتب ٢ (١) يكون راتب الموظف الذي يدخل فى خدمة الحكومة العراقية وكذلك مقدار الزيادة السنوية كما هو معين لوظيفته فى الجدول الثاني الا انه يشترط فى ذلك ما يأتى :-

(أ) فى حالة الموظفين الذين هم الآن في خدمة الحكومة العراقية .

تنيلهم الراتب الذى يكون اقرب مقداراً من راتبهم الحالي (اعلى او ادنى منه) مضافاً اليه ٢٠٠ روبية على ان يتدارك امرهم فيما يتعلق بالزيادة على الوجه المبين فى اعلاه .

(٣) مساعدة على تدارك المصاريف الاضافية الناشئة عن تأدية ايجار المنازل و نفقات التنوير والتنظيفات ينبغي ان يمنح الضباط المتزوجون (من غير صغار المفتشين الاداريين) الذين مقراتهم فى بغداد او البصرة او الموصل ويتناولون راتباً يقل عن ١٥٠٠ روبية مخصصات شخصية تدمج فى الزيادات المستقبلة قدرها ١٥٠ روبية او كسور ذلك مما يفى لايصال راتبهم الشهري الى ١٥٠٠ روبية .

الجدول الثالث

نظام متعلق باستخدام الموظفين البريطانيين فى العراق

مدة الخدمة ١ (١) يطلب من كل موظف يراد استخدامه فى الحكومة العراقية ان يمضي مقاولة يتعهد فيها بان يخدم الحكومة العراقية لمدة معينة على ان يذكر ذلك فى المقاولة التي يمضيها والمدة تختلف من (٥) سنين الى (١٠) سنين او (١٥) سنة .

(٢) تبدأ مدة الخدمة من تاريخ سفر الموظف ليتقلد وظيفته واذا كان الموظف مستخدماً فى العراق من قبل يعين التاريخ في المقاولة التي يوقع عليها ويجب ان لا تعتبر الرخصة المحلية او الاعتيادية او الرخصة التي تعطى بداعي المرض والممنوحة وفقاً لهذا النظام انفصالاً عن الوظيفة .

ينجح الموظف فى امتحان تعده الدائرة يؤهله لتولي مركز جابٍ وليس هنالك وظيفة جابٍ خالية .

— الدرجة الخامسة —

مفتشو الشرطة صنف ثاني

مساعدو مدير الكمارك

ساعدو ضباط الري

مساعدو المهندسين فى دائرة الاشغال العمومية

المهندسون فى دائرة المساحة

باقي موظفي دائرة البريد والبرق

ضباط البيطرة

مأمور المخزن الطبي

الراتب ٨٠٠ — ٥٠ — ١٣٠٠ روبية :

ملاحظة عمومية - (١) ان من يعين من الموظفين الذين هم الآن فى خدمة الحكومه العراقية الى أية وظيفة مذكورة فى هذا الجدول تعادل فى درجتها درجة الوظيفة التي يكون شاغلها ذلك الموظف عند تعيينه على هذا الوجه يجب ان يعين فى منزلة من الدرجة المعينة لتلك الوظيفة تنيله راتباً لا يقل مقداراً عن الراتب الذي كان يتناوله عند امضاء المقاولة الجديدة وعنه تعيين مقدار راتبه هذا يجب مراعاة عدد الاشهر التي خدمها توطئة لنيل الزيادة الجديدة بموجب مقاولته القديمة .

(٢) ان المفتشين الاداريين من الصنف الثاني ينبغي تعيينهم فى منزلة من الدرجة الرابعة

اختصاصي فى الاعمال الكهربائية

معماري الحكومة

المهندسون الاجرائيون للري

مفتش البريد

رئيس المهندسين الاجرائيين فى دائرة البرق

مفتشو المعارف

الاطباء المأذونون غير الداخليين فى الدرجة الثالثة

الراتب ١٢٠٠ — ٧٥ — ١٨٠٠ روبيه .

الدرجة الرابعة (ب)

(١)— المفتشون الاداريون صنف ثانى

« الماليون « «

مفتشو الشرطة « اول

المهندسون الاجرائيون فى دائرة البرق صنف ثاني

ضباط الزراعة.

(٢)— وكلاء جبات (تحصيلدارية) الكمارك

معاون مدير الصحة العامة (قسم الموظفين والحسابات)

الراتب ٩٠٠ — ٥٠ — ١٢٠٠ — ٧٥ — ١٨٠٠ روبية .

ملاحظة (١) تكون الزيادة بمعدل واحد وهو ٧٥ روبية .

« (٢) لا يجوز ان يتعدى الراتب فى هذه الدرجة ١٥٠٠ روبية ما لم

رؤساء المهندسين

(٢) — الاختصاصيون
مدراء المستشفيات والمعاهد الطبية
رؤساء الاطباء فى الموصل وكركوك
مفتشا الصحة فى بغداد والبصرة

الراتب — ١٥٠٠ — ٧٥ — ١٨٠٠ — ١٠٠ — ٢٣٠٠ روبية .

ملاحظة (١) من يعين من هؤلاء ولا المام له باللغة العربية وخبرة خاصة في القوانين المحلية يجب ان يبتدي براتب ١٣٥٠ روبيه ويكون تحت التجربة لمدة سنتين .

ملاحظة (٢) اذا سمح لمن يشغل احدى هذه الوظائف بالتطبيب الخصوصي يكون الراتب الابتدائي ١٢٠٠ روبية .

وفى حالة من يستخدم فى المستقبل من الاطباء الاختصاصيين يجوز وضعهم في غير الدرجة الثالثة اذا سمح لهم بالتطبيب الخصوصي .

الدرجة الرابعة (قسم أ)

مديرو الكمارك

مدير المساحة

رئيس مأموري الابحاث الزراعية

رئيس مفتشي الزراعة

المهندسون الاجرائيون فى دائرة الاشغال العمومية

» الزارعة

مساعد مستشار وزارة الداخلية

» » » المالية

سكرتير الايرادات فى وزارة المالية

الراتب ١٨٠٠ — ١٠٠ — ٢٨٠٠ روبية

ملاحظة — (١) يجوز ان تكون هذه الوظيفة بموجب مقاولة خاصة قصيرة الاجل خارج الدرجة او ان تدمج بوظيفة مدير الري او مدير الاشغال العمومية وذلك باختيار ايلاهما رتبة هذا او ذاك . فاذا ادمجت هذه الوظيفة على هذا الوجه او اشغلت بموجب مقاولة اعتيادية يكون راتبها المبدئي ٢٢٠٠ روبية .

— الدرجة الثالثة —

كبار المفتشين الاداريين

» » الماليين

رئيس دائرة التحقيق الجنائي

كبار مفتشي الشرطة

(١) قضاة محاكم البداءة

سكرتير وزارة الاشغال والمواصلات

مدير الطابو

مدير مصلحة البيطرة

الجدول الثانى

— الدرجه الاولى —

مستشارو وزارات الداخلية والمالية والعدلية .

الراتب ٢٥٠٠ — ١٠٠ — ٣٥٠٠ روبية

على انه يجوز تعدي هذا المعدل اذا لم تتمكن الحكومة العراقية من الحصول على موظفين من الصنف اللائق الا برواتب اعلى .

— الدرجة الثانية —

(١) — مستشار وزارة الاشغال والمواصلات

رئيس محكمة الاستئناف

مفتش عام البريد والبرق

» » الشرطة

» » الصحة

» » المعارف

» » الكمارك والمكوس

مدير الري

» الاشغال العمومية

» مراجعة الحسابات

المادة ٥ —

انه فيما يخص الغرض المقصود من مقاولات الاستخدام المعقودة قبل انتهاء معاهدة التحالف ولكنها مستمرة النفوذ بعد ذلك الانتهاء حسب نص المادة الرابعة من هذه الاتفاقية ينبغي ان يعاد النظر في مافي الجدولين الثالث والرابع الملحقين بهذه الاتفاقية من الفقرات الوارد فيها اشارة الى المعتمد السامي لجلالة ملك بريطانيا او الى هيئة النظام المشكلة بموجب الفقرة ١٧ من الجدول الثالث وذلك بمناسبة المفاوضات المنصوص عليها في البروتوكول الملحق بمعاهدة التحالف لاجل عقد اتفاقية جديدة بين الفريقين الساميين المتعاقدين .

المادة ٦ —

ان جميع الموظفين البريطانيين المعينين في خدمة الحكومة العراقيه بموجب شروط هذه الاتفاقية ينبغي ان يكونوا عمال الحكومة المذكورة ومسؤلين امامها وليس امام المعتمد السامي .

الجدول الاول

الوظائف المحفوظة للبريطانيين

مستشارو وزارات الداخلية والمالية والعدلية والدفاع والاشغال والمواصلات .

المدرآء او المفتشون العامون للرى والاشغال والزراعة والطابو والمساحة والبيطرة .

المفتشون العامون للبري والبريد والشرطة والصحة والمعارف والكمرك .

مدير مراجعة الحسابات اومساعده . رئيس محكمة الاستئناف .

توافق الحكومة العراقية على ان يعطى لكل موظف بريطاني يعين للخدمة في الحكومة العراقية فى اية من الوظائف المحفوظة بمقتضى المادة ١ في هذه الاتفاقية اوفى اية من الوظائف الاخرى المبينة في الجدول الثاني مقاولة استخدام بالراتب والدرجة المعينين لهذه الوظائف في الجدول المذكور تتضمن شروط الاستخدام المبينة في الجدول الثالث ما خلا وعدا الضباط البريطانيين المعينين للخدمة فى وزارة الدفاع فى الحكومة العراقية او الملحقين بها للخدمة ولهم وظيفة دائمية في حكومة اخرى فهؤلاء يعطون مقاولات بالراتب والدرجة المعينين في الجدول الرابع تتضمن شروط الاستخدام المبينة في الجدول الرابع .

المادة ٣ —

على شرط مراعاة نصوص المادة ٢ من معاهدة التحالف ليس في هذه الاتفاقية مايمنع الحكومة العراقية من ان تستخدم بموجب مقاولات خاصة اخصائيين بريطانيين فنيين اوعلميين او موظفين بريطانيين من صنف الكتبة وصغار المستخدمين .

المادة ٤ —

تتعهد الحكومة العراقية بان تبقي التعهدات التي تكون قد قبلت بها بموجب اي مقاولة استخدام امضيت واعطيت بموجب هذه الاتفاقية قبل انتهاء معاهدة التحالف بما فيه دفع تأديات الى صندوق التقاعد على ماهو منصوص عليه في الجدول الثالث في هذه الاتفاقية نافذه العمل في اثناء استمرار تلك المقاولة وعند انتهائها ايضاً وذلك رغماً عن انتهاء معاهدة التحالف المذكورة قبل ذلك .

الاتفاقية

حيث انه قد وقع في بغداد في اليوم العاشر من تشرين الاول سنة ١٩٢٢ ميلادية الموافق لليوم التاسع عشر من صفر سنة ١٣٤١ هجرية معاهدة تحالف بين جلالة ملك بريطانية وجلالة ملك العراق وكذلك وقع في بغداد في اليوم الثلاثين من نيسان سنة ١٩٢٣ ميلادية الموافق لليوم الرابع عشر من رمضان سنة ١٣٤١ هجرية ملحق بنفس هذه المعاهدة . وحيث انه بموجب المادة ٢ من المعاهدة المذكورة يتعهد جلالة ملك العراق بان لايعين مدة هذه المعاهدة موظفاً مافي العراق من تابعية غير عراقية في الوظائف التي تقتضي ارادة ملكية بدون موافقة جلالة ملك بريطانيا .

وحيث انه قد نص في هذه المادة نفسها على عقد اتفاقية منفردة بين الفريقين الساميين المتعاقدين لضبط عدد الموظفين البريطانيين وشروط استخدامهم على هذا الوجه في الحكومة العراقية .

فبناءً عليه قد تم الاتفاق الآن على مايأتي : —

المادة ١ —

توافق الحكومة العراقية على ان تعين كلما وعندما يطلب اليها ذلك موظفاً بريطانياً ينال موافقة المعتمد السامي في اية من الوظائف المبينة في الجدول الاول الملحق بهذه الاتفاقية .

المادة ٢ —

No. 891.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الاتفاقية الخاصة بالموظفين البريطانيين [1] المعقودة طبقا للمادة ٢ من المعاهدة العراقية الانكليزية [2]

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 15 *juin* 1925.

نحن الموقعان ادناه المفوضان احدنا من قبل صاحب الجلالة ملك بريطانية والآخر من قبل صاحب الجلالة ملك العراق قد اجتمعنا فى هذا اليوم الواقع في الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية بعد ان فوضنا لاجل التوقيع على الاتفاقية الاتية الملحقة بالمادة ٢ من معاهدة التحالف المعقودة بين صاحبي الجلالة المذكورين فى اليوم العاشر من تشرين اول سنة الف وتسعمائة واثنين وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة الف وثلاثمائة وواحد واربعين هجرية .

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 19 décembre 1924.
[2] Page 13 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 891, — ACCORD CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES BRITANNIQUES, CONCLU EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE II DU TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK, SIGNÉ A BAGDAD, LE 25 MARS 1924.

Les soussignés, Plénipotentiaires de SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et de SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, respectivement dûment autorisés, se sont réunis ce 25 mars 1924, correspondant au 19me jour de Sha'ban 1342, pour signer l'Accord ci-dessous qui complète l'article II du Traité d'Alliance, conclu entre Leurs Majestés précitées, le 10 octobre 1922, correspondant au 19me jour de Sa'far 1341 de l'hégire, sous réserve de ratification.

ACCORD

Considérant qu'un Traité d'Alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi d'Irak a été signé à Bagdad, le dix octobre 1922, correspondant au dix-neuvième jour de Sa'far 1341 de l'hégire, et qu'un Protocole dudit Traité a été signé à Bagdad, le trente avril 1923, correspondant au quatorzième jour de Ramadan 1341 de l'hégire ;

Considérant qu'en vertu de l'article II dudit Traité, Sa Majesté le Roi d'Irak convient que, pendant la durée du présent Traité, aucun fontionnaire officiellement nommé et appartenant à une nationalité autre que celle de l'Irak ne sera désigné dans ce pays sans l'assentiment de Sa Majesté Britannique ;

Considérant qu'il est prévu dans le même article qu'un accord particulier réglant le nombre et les conditions d'emploi des fonctionnaires britanniques ainsi nommés au service du Gouvernement de l'Irak sera conclu entre les Hautes Parties contractantes :

Il est convenu ce qui suit :

Article I.

Le Gouvernement de l'Irak convient de nommer dans tous les cas où il pourra y être invité un fonctionnaire britannique agréé par le Haut Commissaire à tous les postes énumérés dans l'annexe I ci-jointe.

Article II.

Le Gouvernement de l'Irak convient que tout fonctionnaire britannique nommé à son service dans l'un quelconque des postes réservés aux termes de l'article I du présent Accord, ou dans l'un quelconque des postes énumérés à l'Annexe II, recevra un contrat spécifiant le traitement et la classification assignés à ce poste dans ladite Annexe, et indiquant les termes et conditions d'engagement, énoncés à l'Annexe III, exception faite des officiers britanniques détachés temporairement ou nommés à un emploi au Ministère de la Défense nationale du Gouvernement de l'Irak qui recevront des contrats spécifiant le traitement et la classification prescrits à l'Annexe IV et indiquant les termes et conditions d'engagement prévus à l'Annexe IV.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article III.

Sous réserve des dispositions de l'article II du Traité d'Alliance, aucune disposition du présent Accord n'empêchera le Gouvernement de l'Irak d'engager en vertu de contrats spéciaux des experts techniques ou scientifiques, des employés et du personnel subalterne de nationalité britannique.

Article IV.

Le Gouvernement de l'Irak convient que les obligations qu'il aura acceptées aux termes de tout contrat d'emploi signé et délivré conformément au présent Accord, antérieurement à l'expiration du Traité d'Alliance, y compris le paiement des cotisations au Fonds de prévoyance prévus à l'Annexe III du présent Accord, demeureront en vigueur pendant la durée d'un contrat de ce genre et jusqu'à son expiration, nonobstant l'expiration antérieure dudit Traité d'Alliance.

Article V.

En ce qui concerne les contrats d'emploi, conclus avant l'expiration du Traité d'Alliance, mais demeurant en vigueur après cette expiration, ainsi qu'il est prévu à l'article IV du présent Accord, les clauses des Annexes III et IV du présent Accord, qui mentionnent le Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique ou le Conseil de Discipline institué aux termes de l'art. 17 de l'Annexe III, seront soumises à révision à l'occasion des négociations engagées en vue de la conclusion du nouvel Accord entre les Hautes Parties contractantes, prévu au Protocole du Traité d'Alliance.

Article VI.

Tous les fonctionnaires britanniques nommés à des postes du Gouvernement de l'Irak, aux termes du présent Accord, seront au service du Gouvernement de l'Irak et responsables vis-à-vis de ce Gouvernement, et non pas vis-à-vis du Haut Commissaire.

ANNEXE I

Conseillers aux Ministères de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, de la Défense nationale, des Communications et Travaux publics.

Directeurs ou Inspecteurs généraux de l'Irrigation, des Travaux publics, de l'Agriculture, du « Tapu », du Cadastre et des Services vétérinaires.

Directeur ou Directeur-Adjoint du Service des Comptes, Inspecteurs généraux de la Police, des Postes et Télégraphes, de l'Hygiène, de l'Instruction publique, des Douanes et Accises.

Président de la Cour d'Appel.

ANNEXE II.

CLASSE I.

Conseillers aux Ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Justice.

Traitement ..... Roupies 2,500—100—3,500, à la condition que ces chiffres puissent être dépassés si le Gouvernement de l'Irak ne peut recruter de fonctionnaires compétents que moyennant un traitement plus élevé.

CLASSE II.

(*a*) Conseiller au Ministère des Communications et Travaux publics.
Président de la Cour d'Appel.
Inspecteur Général des Postes et Télégraphes.
Inspecteur général de la Police.
Inspecteur général de l'Hygiène publique.
Inspecteur général de l'Instruction publique.
Inspecteur général des Douanes et Accises.
Directeur de l'Irrigation.
Directeur des Travaux publics.
Directeur du Service des Comptes.
Directeur de l'Agriculture.
Conseiller adjoint au Ministère de l'Intérieur.
Conseiller adjoint au Ministère des Finances.
Secrétaire du Service des Recettes au Ministère des Finances.
Traitement ..... Roupies 1,800—100—2,800.

NOTE. — *(a)* Ce poste peut être pourvu hors classe par contrat spécial à court terme ou attribué par rang d'ancienneté, soit au Directeur de l'Irrigation soit au Directeur des Travaux publics. Si ce poste fait l'objet d'une fusion de ce genre ou s'il est pourvu par contrat ordinaire, le traitement de début sera de 2,200 roupies.

CLASSE III.

Inspecteurs principaux d'Administrations.
Inspecteurs principaux des Finances.
Inspecteurs principaux de la Police.
Inspecteur général adjoint, C.I.D.
(i) Juges au Tribunal de Première Instance.
Secrétaire au Ministère des Communications et Travaux publics.
Directeur du « Tapu ».
Directeur des Services vétérinaires.
Ingénieurs principaux.
Hygiénistes.
(ii) Directeurs d'hôpitaux et d'instituts.
Médecins principaux à Mossoul et Kerkouk.
Médecins préposés au Service d'Hygiène à Bagdad et à Bassora.
Traitement ..... Roupies 1,500—75—1,800—100—2,300.

NOTE. — *i)* Si le fonctionnaire nommé ignore l'arabe, ni n'a la pratique du droit local, son traitement de début sera de 1350 roupies et il sera tenu d'accomplir un stage de deux années.
ii) Si le fonctionnaire est autorisé à avoir une clientèle privée, il débutera à 1200 roupies. Pour toutes nominations futures, les hygiénistes autorisés à avoir une clientèle privée, pourront être classés dans une autre catégorie.

CLASSE IV a).

Receveurs des Douanes.
Directeur du Cadastre.
Agronome en chef, chargé des recherches.
Inspecteur-Agronome en chef.
Ingénieurs, P. W. D.
Ingénieur-Electricien spécialiste.

Architecte de l'Etat.
Ingénieurs du service de l'Irrigation.
Inspecteur des postes.
Ingénieur principal des Télégraphes.
Inspecteurs de l'Instruction publique.
Médecins qualifiés non prévus à la Classe III.
Traitement ..... Roupies 1,200—75—1,800.

CLASSE IV b).

a) Inspecteurs d'Administration.
Inspecteurs des Finances.
Inspecteurs de Police (1re classe).
Ingénieurs des Télégraphes.
Ingénieurs-Agronomes.
b) Receveurs adjoints des Douanes.
Directeur adjoint de l'Hygiène publique (Service du personnel et de la comptabilité).
Traitement..... Roupies 900—50—1,200—75—1,800.

NOTE. — *a)* Augmentation de 75 roupies.
b) Le traitement de ces fonctionnaires ne dépassera pas 1500 roupies danc cette classe, à moins qu'ils ne passent un examen pour le poste de receveur et qu'il n'existe pas de poste vacant dans cette catégorie.

CLASSE V.

Receveurs adjoints des Douanes.
Chefs adjoints du Service de l'Irrigation.
Ingénieurs adjoints, P. W. D.
Inspecteurs de Police (2me classe).
Fonctionnaires du Cadastre.
Autres fonctionnaires du Ministère des Postes et Télégraphes.
Vétérinaires.
Contrôleur du Matériel et des Approvisionnements médicaux.
Traitement..... Roupies 800—50—1,300.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES. — *a)* Un fonctionnaire déjà au service du Gouvernement de l'Irak, nommé à l'un quelconque des postes mentionnés à la présente Annexe n'entraînant pas un changement de classe sera placé dans la classe assignée au poste à un échelon qui lui assurera un traitement total au moins égal à celui qu'il recevait au moment de signer le nouveau contrat. Dans le calcul de ce traitement, il sera tenu compte du nombre des mois de service lui donnant droit à la prochaine augmentation aux termes de son ancien contrat.

b) Les inspecteurs d'administration seront placés dans la classe IV à un échelon qui leur assurera le traitement le plus proche (supérieur ou inférieur) de leur présent traitement plus 200 roupies ; il sera tenu compte de leur situation en ce qui concerne les augmentations ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

c) En vue de leur permettre de faire face aux dépenses supplémentaires qu'entraînera le paiement du loyer, de l'éclairage et des frais d'entretien, il sera accordé aux fonctionnaires mariés (autres que les inspecteurs d'Administration) résidant à Bagdad, à Bassora ou à Mossoul et recevant un traitement de moins de 1500 roupies par mois, une indemnité personnelle de 150 roupis ou d'une fraction de 150 roupies, qui sera réduite au fur et à mesure des augmentations ultérieures, de manière que leur traitement atteigne un total de 1500 roupies par mois.

ANNEXE III.

RÈGLEMENT RELATIF AU SERVICE DES FONCTIONNAIRES BRITANNIQUES EN IRAK.

Durée de l'engagement.

1. 1) Tout fonctionnaire qu'il semblera désirable d'employer au service du Gouvernement de l'Irak, sera tenu de prendre l'engagement de rester au service du Gouvernement de l'Irak pendant une période déterminée de 5, 10 ou 15 ans, qui sera spécifiée dans son engagement.

2) L'engagement commencera à la date à laquelle le fonctionnaire s'embarque pour rejoindre son poste ou dans le cas d'un fonctionnaire déjà au service de l'Irak, à une date qui sera fixée dans son contrat ; et cet engagement ne sera pas considéré comme interrompu par les congés à l'intérieur du pays, les congés de maladie ou les congés ordinaires, accordés conformément au présent règlement.

3) Sauf dans le cas de fonctionnaires qui, avant le début de cet engagement auront été au service du Gouvernement de l'Irak durant une année au moins et dont le maintien dans les fonctions pour lesquelles ils se sont spécialisés aura été demandé par le Gouvernement de l'Irak, la première année (ou dans le cas des fonctionnaires mentionnés à la note *i)* dans la classe III de l'Annexe II, les deux premières années) de cet engagement seront considérées comme années de stage et le contrat du fonctionnaire pourra être résilié à la fin de la première ou de la deuxième année, selon le cas, sous réserve d'un préavis écrit de 3 mois ; dans ce cas, le Haut Commissaire sera appelé à donner son opinion sur le fonctionnaire intéressé. Lorsque son contrat sera ainsi résilié, le fonctionnaire aura droit au congé ou aux gratifications de congé qui lui sont dûs et à son rapatriement personnel gratuit. Il ne recevra du Fonds de Prévoyance que le montant des versements qu'il y aura effectués.

Traitement.

2. *i)* Le traitement d'un fonctionnaire, y compris les augmentations y afférentes, sera celui qui est prévu pour sa fonction à l'Annexe II, sous les réserves suivantes :

(a) dans le cas de fonctionnaires déjà au service du Gouvernement de l'Irak et *(b)* dans le cas de nominations de nouveaux fonctionnaires possédant une expérience ou des compétences spéciales, le traitement de début d'un fonctionnaire de cette catégorie pourra être fixé par son contrat à un échelon de la classe à laquelle appartient son poste, supérieur au traitement de début de la classe en question.

Demi-traitement pendant le voyage d'un fonctionnaire pour rejoindre son poste.

(ii) Un fonctionnaire nommé aura droit à son demi-traitement depuis la date à laquelle il s'embarque pour rejoindre son nouveau poste jusqu'à la date de son arrivée en Irak, et au traitement entier à partir de la date de son arrivée en Irak.

(iii) Au sens du présent règlement et des règlements ultérieurs le terme « traitement » signifie le traitement afférent à la fonction remplie par le fonctionnaire et ne comporte ni l'indemnité personnelle, ni aucun versement effectué au fonctionnaire.

Le terme « émoluments » signifie et comprend tous les paiements effectués au fonctionnaire y compris le traitement et les indemnités de toute nature.

Monnaie de paiement en Irak.

3. *(a)* Sous réserve de l'article 16 du présent règlement, les émoluments payés en Irak seront versés en roupies.

(b) Tout fonctionnaire, donnant un préavis de 3 mois, aura la faculté de toucher un tiers de son traitement à Londres au taux fixé de conversion de 15 roupies par livre sterling, ou, si le système monétaire est changé, au taux du pair du change.

Tout fonctionnaire qui aura fait usage de cette faculté pourra, moyennent un préavis de 3 mois, annuler l'arrangement pris et toucher son traitement en roupies en Irak.

Voyages des fonctionnaires.

4. A. 1. Tout fonctionnaire, lors de sa première nomination, aura droit au voyage gratuit en Ire classe jusqu'en Irak, pourvu qu'il signe l'engagement de rembourser ses frais de voyage au cas où il cesserait ses fonctions dans un délai de 3 ans à partir de la date de son arrivée en Irak pour accepter un autre emploi en Irak, ou dans un délai d'un an à partir de la date de son arrivée, pour toute autre raison qu'incapacité physique ou mentale.

2. A l'expiration de son engagement, il aura droit également au retour gratuit en Angleterre; néanmoins, si le Gouvernement résilie son contrat aux termes de l'article 18 du présent règlement pour cause d'inconduite ou d'insubordination, ou si le fonctionnaire lui-même le résilie pour toute autre raison qu'incapacité physique ou mentale, le Conseil de discipline, institué aux termes de l'article 17, jugera sans appel s'il y a lieu d'accorder le retour gratuit.

3. Pendant la durée de son contrat, tout fonctionnaire aura droit en outre à un voyage gratuit aller et retour de l'Irak en Angleterre si son contrat est de 5 ans, à deux voyages si son contrat est de 10 ans et à trois voyages si son contrat est de 15 ans.

4. Le Gouvernement peut accorder le voyage prévu par le présent règlement sur tout bateau d'une compagnie reconnue transportant des passagers de Ire classe entre l'Angleterre et l'Irak. Si le fonctionnaire choisit un autre itinéraire il recevra soit le prix effectif du voyage choisi par lui, soit le prix du voyage choisi par le Gouvernement, le montant le moins élevé lui étant versé.

Femmes de fonctionnaires britanniques.

B. 1. La femme d'un fonctionnaire déjà marié, lors de l'entrée en vigueur de son contrat, aura droit à 2 voyages simples gratuits en Ire classe entre l'Angleterre et l'Irak ou l'Irak et l'Angleterre si le contrat du fonctionnaire est de 5 ans, à trois voyages, si le contrat est de 10 ans à quatre, si le contrat est de 15 ans.

2. Si le fonctionnaire se marie au cours de son contrat, sa femme aura droit à 2 voyages simples gratuits dans l'une ou l'autre direction pendant la première période de 5 ans restant à courir, aux termes du contrat du fonctionnaire, à partir de la date de son mariage, et à un voyage simple dans l'une ou l'autre direction pour toute période suivante de 5 ans restant à courir. Toute période de moins de 5 ans ne sera pas prise en considération dans le calcul du nombre de voyages gratuits auxquels la femme d'un fonctionnaire pourra avoir droit aux termes du présent règlement.

3. L'octroi de voyages gratuits aux femmes de fonctionnaires sera réglé par les mêmes dispositions que celui des voyages accordés aux fonctionnaires, aux termes de l'alinéa 4 A du présent règlement.

Logements.

5. Au cas où un fonctionnaire occupe une maison qui est la propriété du Gouvernement, s'il occupe la maison à lui seul, il paiera un loyer à raison de 8 % de son traitement ; s'il partage une maison avec un de ses collègues, il paiera un loyer à raison de 4 %, de son traitement sous réserve que le paiement effectué par le ou les fonctionnaires occupant la maison ne dépassera en aucun cas un loyer raisonnable calculé en prenant comme base les loyers effectifs des maisons appartenant à des propriétaires particuliers de la localité. Le loyer sera payé selon le même principe par les fonctionnaires occupant des maisons qui ne sont pas la propriété du Gouvernement sous réserve que le paiement effectué par le ou les fonctionnaires occupant la maison ne dépassera, en aucun cas, le loyer effectif de ladite maison. Si ce paiement était inférieur au loyer de la maison, le Gouvernement, afin d'aider le fonctionnaire à en payer le solde, lui accordera une indemnité de secours fixée comme suit :

A *Bassora* et à *Bagdad :*

pour les fonctionnaires mariés, une somme ne dépassant pas 12 % de leur traitement ;
pour les fonctionnaires célibataires une somme ne dépassant pas 6 % de leur traitement ;

dans les autres résidences :

pour les fonctionnaires mariés, une somme ne dépassant pas 8 % de leur traitement ;
pour les fonctionnaires célibataires, une somme ne dépassant pas 4 % de leur traitement.

Ces allocations seront soumises à revision chaque année selon les fluctuations effectives des loyers.

Aux fins du présent article, le terme « traitement » sera considéré comme comprenant, le cas échéant, l'indemnité personnelle.

Installation des logements.

6. Le Gouvernement effectuera, si possible, dans toutes les maisons qui lui appartiennent, et qui sont occupées par des fonctionnaires, les installations d'éclairage électrique, de ventilation et d'alimentation d'eau qui pourront être recommandées par la Direction des services d'hygiène.

Congé à l'intérieur du pays.

7. Le Gouvernement peut accorder à son gré à un fonctionnaire, un congé à l'intérieur du pays ne dépassant pas 21 jours par année civile. Ces congés ne pourront être cumulés, ni ajoutés au congé régulier.

Congé régulier.

8. *a)* Tout fonctionnaire aura droit à un congé régulier à raison d'un jour de congé par 5 jours de service effectif. Aucun congé, sauf le congé à l'intérieur du pays, ne sera compté comme service effectif.

b) Les congés réguliers pourront être cumulés.

c) Sous réserve des nécessités du service, un fonctionnaire pourra prendre le congé régulier qui lui est dû, à l'époque qu'il désire et pourra revendiquer le droit de prendre ce congé, trois fois s'il a un contrat de 15 ans, deux fois s'il a un contrat de 10 ans et une fois s'il a un contrat de 5 ans.

d) Tout fonctionnaire, à l'expiration de son engagement ou à la résiliation de son contrat par le Gouvernement pour tout autre motif que l'insubordination ou l'inconduite, recevra une indemnité pour le congé régulier qui lui est dû et que, par suite des nécessités du service, il n'aura pu prendre. Cette indemnité sera calculée à raison d'un jour d'indemnité par jour de congé qui lui sera dû, jusqu'à concurrence d'un maximum de 9 mois.

e) Pendant la durée d'un congé régulier, tout fonctionnaire a droit à son traitement entier.

Congé de maladie.

8. *a)* De courtes absences pour cause de maladie, ne dépassant pas 10 jours consécutifs seront payées en Irak à traitement entier. Toute absence dépassant cette période sera comptée comme congé de maladie.

b) Le total des congés de maladie qui peut être accordé à un fonctionnaire est fixé comme suit :

s'il a un contrat de 5 ans	1 an
s'il a un contrat de 10 ans	2 ans
s'il a un contrat de 15 ans	3 ans

c) Si ces totaux sont dépassés, le Gouvernement aura la faculté de résilier le contrat sans indemnité.

d) Toutes les fois qu'un fonctionnaire prendra un congé de maladie, il recevra son traitement entier pour une période allant jusqu'à six mois, puis il lui sera accordé le congé auquel il a droit jusqu'à concurrence d'une nouvelle période de six mois. S'il n'a pas droit à un congé ou si le congé auquel il a droit est insuffisant pour couvrir la seconde période de six mois, il pourra compléter cette période par un congé de maladie supplémentaire à demi-traitement. A la fin de cette période de 12 mois, le Gouvernement aura le droit de résilier sans indemnité le contrat d'un fonctionnaire engagé pour 5 ans et, dans les autres cas, c'est-à-dire si le fonctionnaire a un engagement de plus de cinq ans, une Commission médicale se réunira, et s'il est reconnu que le fonctionnaire ne sera pas capable de reprendre ses fonctions dans les délais fixés à l'alinéa 2 ci-dessus, le Gouvernement aura le droit de résilier le contrat sans indemnité.

e) Aucune disposition du présent article ne modifiera, en aucune manière, les obligations contractées par le Gouvernement de l'Irak de payer sa solde à un officier des Forces Impériales ou de l'Armée des Indes lorsqu'il rentre à son corps d'origine jusqu'à ce qu'il soit apte à reprendre son service dans les cadres impériaux ou indiens, suivant le cas, pendant une période qui ne dépassera pas la période maxima du congé de maladie à solde entière de son grade effectif prévue par les règlements du service intéressé.

Assistance médicale.

10. Un fonctionnaire aura droit en Irak au traitement médical gratuit, mais ce privilège ne s'étendra pas à sa famille.

Indemnité en cas de résiliation du contrat par le Gouvernement.

11. Si le Gouvernement résilie le contrat d'un fonctionnaire pour d'autres raisons que celles qui sont prévues à l'article 1, alinéa 3, et aux articles 9, 14 et 18, il versera à la Caisse de prévoyance, au crédit de ce fonctionnaire, et celui-ci recevra de cette Caisse, — outre la somme qui lui est déjà due, — une somme égale au total des versements que le Gouvernement et le fonctionnaire auraient effectués jusqu'à l'expiration normale du contrat.

Indemnité spéciale en cas de décès, etc... causé par des émeutes locales, etc.

12. Une indemnité spéciale qui, dans le cas d'un officier des Forces impériales ou de l'Armée indienne, ne sera pas moins élevée que celle à laquelle il aurait droit aux termes du règlement de son service d'origine, sera accordée conformément à un règlement qui sera établi par la suite, en cas de mort, de blessures, de pertes ou dommages matériels, etc., causés par la guerre ou des émeutes locales, ou dans le cas d'invalidité permanente qu'une commission médicale aura reconnue comme résultant des conditions spéciales afférentes au service du fonctionnaire. En cas de pertes ou dommages matériels, aucune indemnité ne sera versée, à moins qu'il ne puisse être raisonnablement établi qu'il était impossible d'assurer les biens en question, ou que cette assurance n'aurait pu être contractée que moyennant une prime exagérée.

En tout cas, l'indemnité ne sera versée que pour les objets considérés comme nécessaires et indispensables, et le Gouvernement n'encourra aucune responsabilité pour la perte, le vol ou la destruction d'objets précieux, tels que bijoux, œuvres d'art, etc.

Caisse de prévoyance.

13. Il sera constitué une Caisse de prévoyance, à la formation de laquelle le Gouvernement et les fonctionnaires participeront comme suit :

a) Chaque fonctionnaire effectuera à la Caisse de prévoyance un versement mensuel équivalent à un douzième de son traitement, ce versement étant opéré par voie de retenue sur son traitement.

b) Le Gouvernement versera mensuellement, pour chaque fonctionnaire, une somme égale au double de la somme versée par ce dernier pendant le mois précédent.

c) Les retenues ainsi opérées sur le traitement des fonctionnaires, ainsi que les versements effectués par le Gouvernement, seront transmis mensuellement à la personne ou aux personnes

qui pourront être nommées trésoriers de la Caisse par le Gouvernement de S. M. Britannique; la Caisse sera administrée par des commissaires fiduciaires «trustees» approuvés, et conformément aux règlements établis par le Gouvernement de S. M. Britannique.

d) Tout fonctionnaire, sauf ceux au bénéfice desquels le Gouvernement a payé, — ou s'est engagé à payer, — une quote-part de pension jusqu'à la date du commencement de l'engagement aux nouvelles conditions, versera à la Caisse pour la période d'engagement allant du 11 novembre 1920 jusqu'à la date où ces conditions d'engagement lui deviennent applicables, — une somme égale à un douzième du total de son traitement pendant cette période.

e) Le Gouvernemnet versera un montant égal aux sommes payées par le fonctionnaire pendant la période d'engagement antérieure au contrat, mentionnée à l'alinéa (d).

f) Dans le cas où des fonctionnaires détachés temporairement ou transférés au Gouvernement de l'Irak par d'autres Gouvernements, conservent leur droit à pension dans leur service d'origine à condition de continuer leurs versements pour cette pension, les versements en question (à moins qu'ils ne soient payables par le fonctionnaire lui-même aux termes du règlement de son service d'origine), continueront à être effectués par le Gouvernement de l'Irak.

Les cinq premiers alinéas du présent article ne s'appliqueront pas au cas de ces fonctionnaires.

Langues.

14. Tout fonctionnaire sera tenu de remplir les conditions du règlement relatives aux examens de langues, qui pourront être établies par un Conseil de Discipline constitué aux termes de l'article 17 de la présente Annexe, et approuvé par le Haut Commissaire. Ce règlement pourra prévoir une suspension de promotion au cas où le fonctionnaire échouerait à un examen prescrit comme obligatoire, et pourra prévoir en outre la résiliation du contrat du fonctionnaire, sans indemnité, dans le cas d'insuccès répétés.

Indemnités de voyage : Allocations dans l'exercice de fonctions.

15. Des indemnités de voyage et de transport à l'intérieur de l'Irak, et des allocations de fonctions, seront admises, conformément au règlement applicable aux fonctionnaires locaux.

Monnaie.

16. En cas de modification du système monétaire, les émoluments en roupies seront par la suite payables en nouvelle monnaie, au cours du change, exception faite du cas prévu à l'article 3 (2) de la présente Annexe.

Discipline.

17. Au point de vue disciplinaire, les fonctionnaires seront placés sous le contrôle d'un Conseil composé comme suit :

Président :

Le Premier Ministre.

Membres :

Un représentant de S. E. le Haut Commissaire, trois Ministres et trois fonctionnaires supérieurs britanniques nommés par S. M. le Roi.

Les décisions du Conseil seront soumises à l'approbation de S. M. le Roi. Avant que cette approbation ne soit accordée, S.E. le Haut Commissaire sera appelé à exprimer son opinion sur ces décisions.

Résiliation pour cause d'insubordination, etc..

18. Le Gouvernement a le droit, sous réserve de l'approbation du Conseil de discipline constitué aux termes de l'article 17, de résilier sans indemnité le contrat d'un fonctionnaire qui se sera

rendu coupable d'inconduite et d'insubordination, et de recouvrer sur la Caisse de prévoyance, en totalité ou en partie, selon la décision dudit Conseil, le montant versé à cette Caisse par le Gouvernement au crédit du fonctionnaire.

Résiliation du contrat par le fonctionnaire.

19. Tout fonctionnaire aura le droit de résilier son contrat en cours moyennant un préavis écrit de six mois adressé à son chef de service. Mais dans ce cas, le Conseil de discipline constitué aux termes de l'article 17, sera appelé à décider si, dans ces conditions le fonctionnaire doit recevoir la gratuité de son voyage de retour, ou une partie ou la totalité des congés qui lui sont dus, ou plus de la moitié du montant porté à son crédit à la Caisse de prévoyance au moment de sa démission.

20. Dans le cas où un officier détaché des Forces impériales ou de l'Armée indienne ne peut, à la résiliation de son contrat survenue pour des raisons ne tombant pas sous l'application des articles 18 et 19, être réintégré dans les cadres réguliers, le Gouvernement de l'Irak devra assurer le paiement de sa solde et de ses indemnités selon le barème britannique normal, durant la période pendant laquelle il attendra sa réintégration.

Arbitrage.

21. S'il s'élève quelque litige au sujet du contrat conclu par un fonctionnaire, soit en ce qui concerne l'interprétation dudit contrat soit à tout autre égard, ce litige sera porté au Conseil de discipline, dont la décision, après l'approbation de S. M. le Roi telle qu'elle est prévue à l'article 17, sera sans appel.

ANNEXE IV.

RÈGLEMENT RELATIF A L'ENGAGEMENT DES OFFICIERS BRITANNIQUES EMPLOYÉS AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DU GOUVERNEMENT DE L'IRAK.

Durée de l'engagement.

1. *a)* Tout officier sera tenu, lors de sa nomination, de prendre l'engagement de servir le Gouvernement de l'Irak pendant une période de trois ans, qui pourra, moyennant accord des deux parties et dans le cas d'un officier des Forces impériales ou de l'Armée indienne sous réserve de l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ou du Gouvernement de l'Inde, selon le cas, être portée à 5, 7 et 10 ans par renouvellements successifs.

b) La période d'engagement commencera à la date à laquelle l'officier s'embarque pour rejoindre son nouveau poste, ou dans le cas d'un officier déjà au service de l'Irak, à une date qui sera fixée dans son contrat ; cette période ne sera pas considérée comme interrompue par tout congé à l'intérieur du pays, congé de maladie ou congé régulier, accordés conformément au présent règlement.

Traitement.

2. *a)* Le traitement d'un officier, y compris les augmentations y afférentes, sera le traitement prévu pour ses fonctions au tableau joint à la présente Annexe.

Demi-traitement de l'officier pendant le voyage pour rejoindre son poste.

b) Tout officier se rendant en Irak pour rejoindre un poste du Gouvernement de l'Irak aura droit au traitement entier afférent à son poste en Irak depuis la date de son arrivée dans ce pays pour la période allant de la date de son embarquement jusqu'à la date de son arrivée en Irak ; il aura droit : *a)* s'il s'agit d'un officier des Forces impériales, au demi-traitement de son poste en Irak ou à la solde britannique afférente à son grade effectif (sans les indemnités), en choisissant la somme la plus élevée ; *b)* s'il s'agit d'un officier de l'Armée indienne, à la moitié du traitement de son poste

en Irak, ou à la solde de son grade effectif sans les indemnités d'Etat-Major, s'il se rend de l'Inde en Irak ou, s'il n'en est pas ainsi, à la solde britannique de son grade effectif en choisissant la somme la plus élevée, *c)* dans tous les autres cas, au demi-traitement de son poste en Irak.

Monnaie de paiement en Irak.

3. *a)* Sous réserve de l'article 16 du présent règlement, les émoluments payés en Irak seront versés en roupies.

b) Tout officier, moyennant un préavis de trois mois, pourra, à son choix, recevoir un tiers de son traitement à Londres au taux fixe de conversion de 15 roupies à la livre ou, si le système monétaire est modifié, au taux du pair du change.

Tout officier qui aura fait usage de cette faculté pourra, moyennant un préavis de trois mois, annuler l'arrangement pris et recevoir son traitement en roupies en Irak.

Voyages des Officiers.

4. *a)* Tout officier, lors de sa première nomination, aura droit à un voyage gratuit, en première classe, jusqu'en Irak pourvu qu'il prenne l'engagement de rembourser ses frais de voyage au cas où il cesserait ses fonctions dans un délai de trois ans à partir de la date de son arrivée en Irak pour prendre d'autres fonctions en Irak, ou dans un délai d'un an à partir de la date de son arrivée, pour toute autre raison qu'incapacité physique ou mentale.

b) A l'expiration de son engagement, il aura droit également au retour gratuit en Angleterre ; néanmoins, si le Gouvernement résilie son contrat aux termes de l'article 18 du présent règlement pour inconduite ou insubordination, ou si l'officier le résilie pour toute autre raison qu'incapacité physique ou mentale, le Gouvernement décidera s'il y a lieu d'accorder la gratuité du voyage.

c) Pendant la durée de son contrat, tout officier aura droit en outre à un voyage gratuit d'aller et retour en première classe, entre l'Irak et l'Angleterre si son contrat est de trois ou cinq ans, et à un second voyage, si son contrat est prolongé au-delà de 5 ans.

Si un officier qui a déjà bénéficié du ou des voyages de retour en Angleterre accordés aux termes du présent alinéa, ou qui n'a plus droit à ce retour gratuit, est envoyé en Angleterre pour raisons de santé, le voyage gratuit en Angleterre, aller et retour, lui sera accordé.

d) Le Gouvernement peut accorder le voyage prévu par le présent règlement, sur tout bateau d'une Compagnie reconnue transportant des passagers de première classe entre l'Angleterre et l'Irak, ou sur un bâtiment de transport britannique.

Si l'officier préfère suivre un itinéraire différent, voyager sur un navire d'une autre compagnie ou dans une classe différente, ou se rendre à une destination autre que le Royaume-Uni, il recevra le montant réel du voyage qu'il effectue, ou celui du voyage accordé aux termes du présent règlement en choisissant le montant le moins élevé.

Femmes d'officiers.

B. *a)* La femme d'un officier, déjà marié à l'entrée en vigueur du contrat, aura droit à deux voyages simples gratuits, en première classe d'Angleterre en Irak, ou vice versa si le contrat de l'officier est de 3 ou 5 ans, et à un autre voyage simple, si le contrat de l'officier est prolongé au delà de 5 ans.

b) Si l'officier se marie au cours de son contrat, sa femme aura droit à deux voyages gratuits simples dans l'une ou l'autre direction si le contrat de l'officier est prolongé.

c) Les voyages accordés aux femmes d'officiers seront prévus aux mêmes conditions que ceux qui sont accordés aux officiers aux termes du N° 4 A du présent règlement.

Logements.

5. Au cas où un officier occupe une maison qui est la propriété du Gouvernement, le loyer sera calculé selon le principe suivant :

Tout officier occupant une maison à lui seul paiera un loyer à raison de 8 % de sa solde, et tout officier qui partage la maison avec un de ses collègues paiera un loyer à raison de 4 % de sa solde, sous réserve que le paiement effectué par le ou les officiers occupant la maison ne dépassera en aucun cas le loyer raisonnable de la maison, calculé en prenant comme base, les loyers effectifs des maisons appartenant à des propriétaires particuliers de la localité. Le loyer sera payé selon le même principe par les officiers occupant des maisons qui ne sont pas la propriété du Gouvernement, sous réserve que le paiement effectué par le ou les officiers occupant la maison ne dépassera en aucun cas le loyer effectif de ladite maison. Si ce paiement était inférieur au loyer de la maison, le Gouvernement, afin d'aider l'officier à en payer le solde, lui accordera une indemnité de secours fixée comme suit :

A Bassora et à Bagdad :

Pour les officiers mariés, une somme ne dépassant pas 12 % de leur solde.
Pour les officiers célibataires, une somme ne dépassant pas 6 % de leur solde.

Dans les autres résidences :

Pour les officiers mariés, une somme ne dépassant pas 8 % de leur solde ;
Pour les officiers célibataires, une somme ne dépassant pas 4 % de leur solde.

Ces indemnités supplémentaires seront soumises à revision chaque année suivant les fluctuations effectives des loyers.

Installations des logements.

6. Le Gouvernement fera, si possible, dans toutes les maisons qui lui appartiennent et qui sont occupées par des officiers, les installations d'éclairage électrique, de ventilation et d'alimentation d'eau qui pourront être recommandées par la Direction des Services d'Hygiène.

Congés à l'intérieur du pays.

7. Le Gouvernement peut accorder à son gré à tout officier, un congé à l'intérieur du pays ne dépassant pas 21 jours par année civile. Ces congés ne peuvent être cumulés et ne seront pas ajoutés au congé régulier. Tout officier bénéficiant d'un congé de cette sorte aura droit à sa solde entière.

Congés réguliers.

8. *a)* Tout officier aura droit à un jour de congé régulier par 5 jours de service effectif. Aucun congé sauf le congé à l'intérieur du pays ne sera compté comme service effectif. La durée des voyages, sauf celle du voyage d'arrivée, lors de la première nomination, sera comptée comme congé régulier.

b) Les congés réguliers pourront être cumulés.

c) Sous réserve des nécessités du service, tout officier pourra prendre son congé régulier à tout moment et pourra revendiquer le droit de prendre le congé qui lui est dû :

Pour un contrat de 3 ans :	1 fois.
Pour un contrat de 5 ans :	1 fois.
Pour un contrat de 7 ans :	2 fois.
Pour un contrat de 10 ans :	2 fois.

d) Tout officier en congé régulier aura droit à sa solde entière.

e) Tout officier, à l'expiration de sa période d'engagement, ou à la résiliation de son contrat par le Gouvernement, pour toute autre raison que l'insubordination ou l'inconduite, recevra une indemnité égale à sa solde pour tout congé régulier qui lui est dû et que, par suite des nécessités du service, il n'a pu prendre. Le montant ainsi accordé ne dépassera en aucun cas 9 mois de solde.

Congés de maladie.

9. *a)* De courtes absences pour cause de maladie, ne dépassant pas 10 jours consécutifs, seront payées en Irak, à solde entière. Toute absence dépassant cette période sera comptée comme congé de maladie.

b) Le total des congés de maladie auquel un officier peut avoir droit pour un contrat de 3 ans, sera de 8 mois.

c) Si ce total est dépassé, le Gouvernement aura le droit de résilier le contrat sans autre préavis.

d) Toutes les fois qu'un officier prendra un congé de maladie, il touchera sa solde entière pendant une période allant jusqu'à 4 mois, puis il lui sera accordé le congé auquel il a droit jusqu'à concurrence d'une nouvelle période de 4 mois. S'il n'a pas droit à un congé, ou si le congé auquel il a droit est insuffisant pour couvrir la seconde période de 4 mois, il pourra compléter cette période par un congé de maladie supplémentaire à demi-solde.

A la fin de cette période de 8 mois, le Gouvernement aura le droit de résilier son contrat sans autre préavis ni indemnité.

e) Si son contrat primitif ou son contrat prolongé aux termes de l'article 1 de la présente Annexe, a une durée supérieure à 3 ans, l'officier sera soumis au règlement relatif aux congés de maladie, établi pour les Fonctionnaires Civils aux termes de l'article 9 de l'Annexe III.

f) Aucune disposition du présent article ne modifiera en aucune façon les obligations contractées par le Gouvernement de l'Irak de payer sa solde à un officier des Forces impériales ou de l'Armée indienne lorsqu'il rentre à son corps d'origine jusqu'à ce qu'il soit apte à reprendre son service dans les cadres impériaux ou indiens, selon le cas, pendant une période qui ne dépassera pas la période maximum de congé de maladie, prévue au règlement du service intéressé, durant laquelle il a droit à la solde entière de son grade effectif et aux indemnités généralement accordées.

Assistance médicale.

10. Un officier aura droit, en Irak, au traitement gratuit; toutefois ce privilège ne s'étendra pas à sa famille.

Résiliation du contrat par le Gouvernement.

11. Dans les cas autres que ceux qui sont prévus aux articles 9, 14 et 18, le Gouvernement aura le droit de résilier le contrat d'un officier en lui donnant un préavis écrit de trois mois. Ce préavis ne sera notifié qu'avec le consentement de l'officier supérieur britannique attaché au Ministère de la Défense Nationale.

11 A. Lorsque un officier des Forces impériales ou de l'Armée indienne ne peut être réintégré dans les cadres normaux au moment de la résiliation de son engagement avec le Gouvernement de l'Irak, ce dernier devra assurer le paiement de sa solde et de ses indemnités aux termes du règlement du service intéressé pendant la période durant laquelle l'officier attend sa réintégration.

Indemnité spéciale en cas de décès, etc., causé par des émeutes locales, etc.

12. Une indemnité spéciale qui dans le cas d'un officier des Forces impériales ou de l'Armée indienne ne sera pas moins élevée que celle à laquelle il aurait droit aux termes du règlement de son service d'origine sera accordée conformément à un règlement qu'établira par la suite un accord entre les Hautes Parties contractantes, en cas de décès, de blessures, ou dommages et pertes matériels, etc. dûs à la guerre ou à des émeutes locales, ou en cas d'invalidité permanente qu'une Commission Médicale aura reconnue comme résultant des conditions spéciales de son service. En cas de pertes ou dommages matériels, aucune indemnité ne sera versée à moins qu'il ne puisse être raisonnablement établi qu'il était impossible d'assurer les biens en question, ou que cette assurance n'aurait pu être contractée que moyennant une prime exagérée. En tout cas l'indemnité ne sera versée que pour les objets considérés comme nécessaires et indispensables, et le Gouvernement

n'encourra aucune responsabilité pour la perte, le vol ou la destruction d'objets précieux tels que bijoux, œuvres d'art, etc.

Gratifications.

13. A l'expiration ou à la résiliation de son contrat pour des motifs autres que ceux qui sont prévus aux articles 14 et 18, un officier aura droit, outre les sommes payables aux termes de l'article 8 (5), à une gratification égale à un mois de la solde qu'il reçoit à ce moment par année entière de service, les fractions d'année devant entrer en ligne de compte à raison d'un jour de solde par douze jours de service.

Dans le cas où des officiers détachés temporairement ou transférés au Gouvernement de l'Irak par d'autres Gouvernements, conservent leur droit à pension dans leur service d'origine à condition de continuer leurs versements pour cette pension, les versements en question (à moins qu'ils ne soient payables par l'officier lui-même aux termes du règlement de son service d'origine) continueront à être effectués par le Gouvernement de l'Irak.

Ces officiers ne seront pas admis à bénéficier d'une gratification aux termes du présent article.

Langues.

14. Tout officier sera tenu de remplir les conditions du règlement relatives aux examens de langues qui pourront être établies par le Ministère de la Défense Nationale et approuvées par le Haut Commissaire.

Ce règlement pourra prévoir une suspension de promotion dans les services de l'Irak, au cas où l'officier échouerait à un examen prescrit comme obligatoire ; il pourra, en outre, prévoir la résiliation du contrat de l'officier sans indemnité dans le cas d'insuccès répétés.

Indemnités de voyage, allocations de fonctions.

15. Des indemnités de voyage et de transport à l'intérieur de l'Irak et des allocations de fonctions pourront être accordées conformément au règlement applicable aux officiers indigènes.

Monnaie.

16. En cas de modification du système monétaire, les émoluments en roupies seront par la suite payables en nouvelle monnaie au cours du change, exception faite des dispositions de l'article 3 (2) de la présente Annexe.

Discipline.

17. Les officiers seront placés, au point de vue disciplinaire, sous les ordres de l'officier supérieur britannique attaché au Ministère de la Défense Nationale, qui sera lui-même, en ce qui concerne la discipline, sous les ordres du Haut Commissaire.

Résiliation pour cause d'insubordination, etc.

18. Le Gouvernement a le droit, sous réserve du consentement du Haut Commissaire, de résilier sans indemnité le contrat d'un officier qui s'est rendu coupable d'insubordination ou d'inconduite.

Résiliation du contrat par l'officier.

19. Un officier aura le droit de résilier son contrat en donnant un préavis écrit de trois mois au Ministre de la Défense Nationale, mais en ce cas, il n'aura droit au retour gratuit en ses foyers que

s'il a accompli au moins dix-huit mois de service dans le pays depuis qu'il a été nommé, ou depuis qu'il est rentré de son dernier congé. Il aura droit à recevoir la gratification qui lui est due aux termes de l'article 13, mais n'aura droit à aucun congé ou gratification tenant lieu de congé.

Arbitrage.

20. S'il s'élève quelque litige au sujet d'un contrat conclu par un officier, soit en ce qui concerne sa portée, soit à tout autre égard, ce litige sera porté devant le Haut Commissaire dont la décision sera sans appel.

CLASSES.

Classe I.

Conseiller ou Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Défense Nationale.

	Roupies.
Traitement	2.500—100—3.500

Classe II.

Officiers supérieurs soit au Quartier Général, ou officiers de liaison ayant au moins le grade de Commandant, sauf dans le cas d'officiers occupant déjà des postes supérieurs de ce genre :

	Roupies.
Solde	1.500— 75—1.800
	1.800—100—2.300

Classe III.

Officiers subalternes (A'wan).

	Roupies.
Solde	900—50—1.200
	1.200—75—1.800

REMARQUES.

Si l'officier de la classe III a le grade de capitaine, sa solde de début sera de 1.200 roupies et s'il a le grade de lieutenant, ou s'il a plus de sept ans de service, sa solde de début sera de 1.000 roupies.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

a) Un officier déjà au service du Gouvernement de l'Irak nommé à l'un quelconque des postes mentionnés à la présente Annexe n'entraînant pas un changement de classe se trouve placé dans la classe assignée au poste à un échelon, qui lui assurera un traitement total au moins égal à celui qu'il recevait au moment de signer le nouveau contrat. Dans le calcul de ce traitement, il sera tenu compte du nombre des mois de service lui donnant droit à la prochaine augmentation aux termes de son ancien contrat.

b) En vue de leur permettre de faire face aux dépenses supplémentaires qu'entraînera le paiement du loyer, de l'éclairage et des frais d'entretien, il sera accordé aux officiers mariés résidant à Bagdad, à Bassora ou à Mossoul et recevant un traitement de moins de 1.500 roupies par mois, une indemnité personnelle de 150 roupies ou d'une fraction de 150 roupies qui sera réduite au fur

et à mesure des augmentations ultérieures de manière que leur traitement atteigne 1,500 roupies par mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures. Fait à Bagdad, en double expédition, le vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban mille trois cent quarante-deux de l'Hégire.

Le Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique pour l'Irak,
H. DOBBS.

Le premier Ministre du Gouvernement de l'Irak,
JA'FAR AL 'ASKARI.

N° 892.

GRANDE-BRETAGNE ET IRAK

Accord militaire conclu en exécution de l'article VII du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924.

GREAT BRITAIN AND 'IRAQ

Military Agreement made under Article VII of the Anglo-'Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924.

No. 892. — MILITARY AGREEMENT[1] MADE UNDER ARTICLE VII OF THE ANGLO-'IRAQ TREATY[2], SIGNED AT BAGHDAD, MARCH 25, 1924.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 15, 1925.

WE, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY the KING OF 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 25th day of March, 1924, corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, in order to sign the following Agreement subsidiary to Article VII of the Treaty of Alliance concluded between Their Majesties aforesaid on the 10th day of October, 1922, corresponding to the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, subject to ratification.

THE AGREEMENT.

Whereas a Treaty of Alliance between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq was signed at Baghdad on the 10th day of October, 1922, corresponding with the 19th day of Sa'far, 1341 Hijrah, and a Protocol to the same Treaty was signed at Baghdad on the 30th day of April, 1923, corresponding with the 14th day of Ramazan, 1341 Hijrah ; and

Whereas by Article VII of the said Treaty His Britannic Majesty undertakes to provide such support and assistance to the armed forces of His Majesty the King of 'Iraq as may from time to time be agreed by the High Contracting Parties ; and

Whereas by the same article it is provided that a separate agreement regulating the extent and conditions of such support and assistance shall be concluded between the High Contracting Parties and communicated to the Council of the League of Nations ; and

Whereas by Article XVIII of the same Treaty it is provided that nothing shall prevent the High Contracting Parties from reviewing from time to time the provisions of the separate agreement referred to above with a view to any revision which may seem desirable in the circumstances then existing, any modifications which may be agreed upon by the High Contracting Parties being communicated to the Council of the League of Nations :

Now therefore it is agreed as follows :

Article I.

The two Governments hereby recognise the principle that the Government of 'Iraq shall at the earliest possible date, provided it shall not be later than four years from the date of the conclusion of this Agreement, accept full responsibility both for the maintenance of internal order and for the defence of 'Iraq from external aggression. With this end in view, it is agreed that the material support and assistance now being rendered by His Britannic Majesty's Government to the Government of 'Iraq shall be progressively reduced with all possible expedition.

[1] The exchange of ratifications took place at Baghdad, December 19, 1924.
[2] Page 13 of this Volume.

Article II.

Such support and assistance as may for a time be provided by the Government of His Britannic Majesty shall take the form of the presence in 'Iraq either of an Imperial garrison or of local forces maintained by His Britannic Majesty's Government and of the granting of facilities in the following matters, the cost of which will be met by the 'Iraq Government :—

1. Military and aeronautical instruction of 'Iraq officers in the United Kingdom so far as this may be possible.
2. The provision in sufficient quantities of arms, ammunition, equipment and aeroplanes of the latest available pattern for the 'Iraq Army.
3. The provision of British officials whenever they may be required by the 'Iraq Government within the period of the Treaty.

Such support and assistance shall in no case take the form of a contribution by His Britannic Majesty's Government to the cost of the 'Iraq Army or other local forces maintained and controlled by the Government of 'Iraq and similarly the Government of 'Iraq shall not contribute to the cost of the Imperial garrison of forces maintained and controlled by His Britannic Majesty's Government.

Article III.

So long as the presence of an Imperial garrison or the maintenance of local forces under the control of His Britannic Majesty's Government is necessary in order to assist the Government of 'Iraq in attaining the full responsibility accepted in principle under Article I of this Agreement, the following provisions shall regulate the military relations to be maintained between the two Governments in 'Iraq.

Article IV.

The 'Iraq Government undertake to devote not less than 25 per cent. of the annual revenue of 'Iraq as defined in Article IV of the separate Agreement regulating the financial relations between the two Governments, to the maintenance of the regular army and other local forces controlled by them, and in so far as their financial capacity permits, progressively to increase the strength of their permanent regular army of various arms in accordance with the programme prescribed in the schedule hereto annexed and to form a reserve army. The British Government shall equip the units of these forces, as and when they are completed, in accordance with the provisions of Article II of this Agreement.

Article V.

The strength and composition of the Imperial garrison and of the local forces under the control of His Britannic Majesty's Government shall be reviewed each year with a view to the progressive reduction provided for in Article III of the Financial Agreement referred to in the preceding Article.

Article VI.

The 'Iraq Army shall, subject to the provisions of the 'Iraq Constitutional Law, be commanded by His Majesty the King of 'Iraq. The Officer Commanding the British Forces in 'Iraq shall not intervene in matters relating to the 'Iraq Army except as provided in Articles VII and IX of this Agreement.

Article VII.

The 'Iraq Government undertake to grant the Officer Commanding the British Forces in 'Iraq authority to carry out such inspections of the 'Iraq Army and other local forces as he may consider necessary in order that he may test their efficiency and to submit to His Majesty the King of 'Iraq, through the High Commissioner, his recommendations as to such steps as he considers necessary for their improvement, and they agree to give full consideration to the wishes of the High Commissioner regarding the movements and disposition of the 'Iraq Army, and to provide such protection for aerodromes and landing grounds as the High Commissioner, at the instance of the Air Officer Commanding, may require. The 'Iraq Government shall not be entitled to assistance from His Britannic Majesty's Government as contemplated in Article VIII should they fail to give effect to any recommendation of the High Commissioner regarding the movements and dispositions of the 'Iraq Army given in virtue of this article.

Article VIII.

The 'Iraq Army shall only be employed in the interests of 'Iraq and the two Governments hereby agree that neither Government shall undertake any military operations for the maintenance of internal order or for the defence of 'Iraq from external aggression without previous consultation and agreement with the other Government. The 'Iraq Government shall not be entitled to the assistance of any forces maintained or controlled by His Britannic Majesty's Government against or for the suppression of any external aggression or any civil disturbance or armed rising, which shall, in the opinion of the High Commissioner, have been provoked or occasioned by action taken or policy pursued by the 'Iraq Government contrary to the advice or express wishes of His Britannic Majesty's Government.

Article IX.

In the event of operations being undertaken in which forces maintained or controlled by His Britannic Majesty's Government are to take part, the command of the combined forces shall, subject to any special arrangement which may be accepted by both Parties, be vested in a British military commander selected for the purpose.

Article X.

The 'Iraq Government undertake to recognise and, if necessary, to secure by legislation or otherwise, the following powers and immunities for any armed forces maintained or controlled by His Britannic Majesty's Government in 'Iraq, such armed forces to be regarded as including civilian officials and Indian public followers attached to and inhabitants of 'Iraq serving with the Air and Military Forces :—

(a) The right to require from the 'Iraq Government such action according to law as may be necessary in the detection and arrest of persons accused of offences committed against such armed forces or any members thereof and to secure the trial of persons so accused. It is understood that the right to secure the trial of such accused persons shall include the right to secure their trial by a British Judge of the 'Iraq Courts or by a Special Court composed of two British Judges of the 'Iraq Courts and one 'Iraqi Judge. Appeals either from the Ordinary Courts or from the Special Court shall lie to the 'Iraq Court of Appeal, which shall in such cases have a majority of British Judges. Trial before the Special Court shall only take place in circumstances which are certified in writing by the High Commissioner and the Air Officer Commanding to be of such exceptional urgency or importance as to render trial by the Ordinary Courts undesirable. Such certificate may specify the date and place of assembly of the Court, in which event members of the Court shall proceed

if necessary by air with such despatch as is needful for the Court to assemble at such date and place.

(b) The right to exercise over all members of the said forces the control and jurisdiction provided by the British, Indian or other Military Law, to which the members of such forces are subject.

(c) The right voluntarily to enlist inhabitants of 'Iraq under the Army and Air Force Acts or otherwise, it being understood that the 'Iraq Government undertakes for its part, when called upon by the Air Officer Commanding or any person authorised by him in that behalf, to give all the assistance necessary to effect such enlistment and to remove as far as possible causes tending to prevent such enlistment.

(d) Immunity from arrest, search, imprisonment or trial by the Civil Power in 'Iraq in respect of criminal offences for all enrolled and enlisted members of the said forces ; provided that inhabitants of 'Iraq being members of such forces shall be ordinarily subject to the jurisdiction of the 'Iraq Courts and shall only enjoy such immunity in respect of acts certified by the High Commissioner or the Air Officer Commanding to be done in the performance of military or other official duties. Nothing in this sub-clause shall prevent the forcible detention by the Civil Power of any member of the said forces who has just committed, or is in the act of committing, an offence which involves danger to life. If the member so arrested is not an inhabitant of 'Iraq, he shall be forthwith handed over to the Air Force or Military authorities.

(e) Immunity from civil process in respect of any act done or omission or default made in good faith by any member of such forces when acting in performance of his military or official duties ; the certificate of the High Commissioner or Air Officer Commanding that an act or omission or default was done or made in good faith in performance of such duties to be conclusive. The immunity provided by this sub-clause shall not debar persons who have incurred material damage on account of the said acts or omissions or defaults from claiming compensation otherwise than by civil process.

(f) All such immunities and privileges in respect of civil process as are granted by the Air Force Act, the Army Act, and the Indian Army Act to persons subject to such Acts, and immunity from imprisonment on the order of a Civil Court in respect of any civil action tried by such court.

Article XI.

The 'Iraq Government undertake to introduce legislation providing for the arrest and punishment of any person who is acting or conspiring in such a way as to endanger or obstruct the said armed forces or attempting or conspiring to cause mutiny or disaffection among the said forces, or to bring the said forces into hatred or contempt, and to take action according to law against any person who is certified by the High Commissioner to be to the best of his belief so acting, attempting or conspiring, and in the case of persons of other than 'Iraq nationality so acting, attempting, or conspiring or being likely so to act, attempt or conspire, to take such preventive steps according to law as the High Commissioner may consider desirable and practicable.

Article XII.

The 'Iraq Government agree that, in the event of the said forces undertaking military operations in 'Iraq for the purpose of assisting the 'Iraq Government to repel external aggression or to suppress civil commotion, the King of 'Iraq will, on the request of the High Commissioner, proclaim martial law in all such parts of 'Iraq as may be affected by such aggression or commotion, and entrust

its administration to the Air Officer Commanding or such other officer or officers as the Air Officer Commanding may appoint, and will further secure the passing of the necessary measure of indemnification for all acts done by the armed forces under martial law upon the subsequent re-establishment of civil government.

Article XIII.

The 'Iraq Government undertake to provide every facility for the movement of His Britannic Majesty's Forces (including the use of wireless telegraph and land line telegraphic and telephonic services and the right to lay land lines), and for the carriage and storage of fuel and supplies for such forces on the roads, railways and waterways and in the ports of 'Iraq.

Article XIV.

The 'Iraq Government undertake to recognise and to secure by licence or legislation the right of His Britannic Majesty's Forces to establish and work at the expense of His Britannic Majesty's Government a system of wireless telegraphs for the transmission and reception of external and internal messages on British Government service.

No payment either by way of charge or compensation for loss of traffic shall be made to the 'Iraq Government in respect of such messages.

His Britannic Majesty's Government undertake that no messages other than on British Government service shall be transmitted by the said system except by agreement with the 'Iraq Government, which agreement shall provide for compensation for loss of such traffic by the 'Iraq Government's Department of Posts and Telegraphs unless such messages are transmitted at the request of the 'Iraq Government, in which case His Britannic Majesty's Government shall be entitled to payment for the transmission of such messages.

Any compensation which may be due to the 'Iraq Government shall be in the form of a reduction of the debt due by the 'Iraq Government in respect of the telegraph system transferred to it by His Britannic Majesty's Government.

Article XV.

The 'Iraq Government undertake at all times on the request of the High Commissioner so to restrict the working and method of transmission of the wireless telegraph station at Basrah and so to define its wave-length as to obviate interference with British Government Stations, and further undertake, in the event of an emergency arising, to hand over the said station on the request of the High Commissioner to His Britannic Majesty's Forces for the transmission of messages on the service of His Britannic Majesty's Government, subject to the payment of compensation for the loss of other traffic.

Furthermore, the 'Iraq Government agree that the above undertakings shall hold good notwithstanding the disposal of the Wireless Telegraph Station at Basrah by sale or otherwise and that, in the event of their deciding to discontinue the use of the station, three months' notice of such intention shall be given to His Britannic Majesty's Government, who shall be given an opportunity of taking over the station before dismantlement, and of operating it for the remainder of the period of the Treaty.

The terms of this article shall apply equally to any other permanent wireless telegraph installation which may be established by the 'Iraq Government during the period of this Agreement.

SCHEDULE.

PROGRAMME OF EXPANSION.

1924–25.—1 Pack Battery.
2 Battalions Infantry.
1 Company Engineers.
First Line Transport for all existing units.
Expansion of Baghdad Training Centre including initiation of a Cadets' College.

1925–26.—Air Unit to be initiated as recommended by Air Headquarters, subject to satisfactory progress being made in the strength and efficiency of the local ground forces in 'Iraq.
2 Pack Batteries.
1 Cavalry Regiment.
3 Infantry Battalions.
2 Transport Companies.
1 Field Ambulance.
Ammunition column.
Formation of Infantry Training Depots.
Formation of Artillery and Cavalry Depots.

1926–27.—2 Field Batteries.
3 Infantry Battalions.
1 Company Engineers.
1 Skeleton Company Engineers.
1 Signal Company.
1 Field Ambulance.

1927–28.—1 Field Battery.
1 Pack Battery.
3 Infantry Battalions.
2 Transport Companies.
1 Field Ambulance.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures thereto. Done at Baghdad, in duplicate, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and twentyfour of the Christian Era, corresponding with the nineteenth day of Sha'ban, one thousand three hundred and forty-two, Hijrah.

H. DOBBS,
His Britannic Majesty's High Commissioner for 'Iraq.

JA'FAR AL 'ASKARI,
Prime Minister of the 'Iraq Government.

سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية .

ه دوبس

المعتمد السامى

لجلالة ملك بريطانية في العراق

جعفر العسكرى

رئيس وزراء الحكومة العراقية

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Iraq.
May 12th, 1925.

١٩٢٦ _ ١٩٢٧	٢ بطاريتا ميدان
	٣ ثلاث كتائب مشاة
	١ رهط مهندسين
	١ نواة رهط مهندسين
	١ رهط للمخابرة بالاشارات
	١ سيارة لنقل الجرحى في الميدان
١٩٢٧ _ ١٩٢٨	١ بطارية ميدان
	١ بطارية مدا بنقل على ظهور الدواب
	٣ كتائب مشاة
	٢ رهطان للنقليات
	١ سيارة لنقل الجرحى في الميدان

وللبيان قدوقع المفوضان المختصان امضائيهما هذه الاتفاقية .

كتب في بغداد عن نسختين في اليوم الخامس والعشرين من شهر آذار

المنهاج المقترح لاجل توسيع الجيش

١٩٢٤ ـ ١٩٢٥	١ بطارية مما ينقل على ظهور الدواب
	٢ كتيبتان من المشاة
	١ رهط مهندسين
	نقليات الخط الاول لجميع الوحدات الموجودة
	توسيع مركز التدريب في بغداد بما فيه تأسيس كلية للضباط الاحداث
١٩٢٥ ـ ١٩٢٦	تؤسس وحدة جوية على نحو ما توصي به رياسة اركان الحرب الجوية
	على ان يحصل تقدم مرضٍ في قوة وكفاية القوات البرية المحلية
	في العراق
	٢ بطاريتان مما ينقل على ظهور الدواب
	١ فوج من الفرسان
	٣ ثلاث كتائب من المشاة
	٢ رهطان من النقليات
	١ سيارة لنقل الجرحى فى الميدان
	وحدة لنقل العتاد
	انشاء مراكز لتدريب المشاة
	انشاء مراكز للمدفعية والفرسان

على طلب الحكومة مرقية وفي هذه الحالة يحق لحكومة صاحب الجلالة البريطانية تقاضي الاجور على ارسال هذه الرسائل .

ومهما يستحق للحكومة العراقية من التعويض يكون في شكل تخفيض من مبلغ الدين المستحق من الحكومة العراقية من جهة نظام البرق الذى انتقل اليها من الحكومة البريطانية .

المادة الخامسة عشرة —

تتعهد الحكومة العراقية بان تقوم في جميع الاوقات — لدى طلب المعتمد السامي — بتقييد اعمال مركز البرق اللاسلكي في البصرة واسلوب اصدار الرسائل بواسطته و بتحديد طول موجاته على وجه يدفع التعارض مع مراكز الحكومة البريطانية . وكذلك تتعهد فى حالة حدوث امر مفاجيء بان تسلم المركز المذكور — لدى طلب المعتمد السامي — الى قوات صاحب الجلالة البريطانية لاجل اصدار الرسائل العائدة الى خدمة مصالح حكومة صاحب الجلالة البريطانية على ان يدفع تعويض عن فقدان الاشغال الاخرى .

وعلاوة على ما مر توافق الحكومة العراقية على ان يبقى التعهد الآنف الذكر معتبراً رغماً عما قد يحصل من التصرف بمركز البرق اللاسلكي فى البصرة بالبيع او بطريقة اخرى. وفى حالة عزم الحكومة العراقية على الكف عن استعمال هذا المركز توافق على انذار حكومة صاحب الجلالة البريطانية بعزمها على ذلك قبل ثلاثة اشهر ويجب عندئذ اعطاء الحكومة البريطانية فرصة لاجل تسلم هذا المركز قبل نزع اجهزته ولاجل تشغيله اثناء ما بقى من مدة المعاهدة .

تطبق نصوص هذه المادة بنفس الصورة على كل جهاز دائم للبرق اللاسلكي مما قد تقيمه الحكومة العراقية فى اثناء مدة هذه الاتفاقية .

الجوية او الى من قد يعينه القائد المذكور من ضابط او اكثر وان يستصدر عند اقرار الاحكام المدنية ثانياً قرار التضمين اللازم بشأن كل ما قامت به القوات المسلحة من الاعمال بموجب الحكم العرفي .

المادة الثالثة عشرة —

تتعهد الحكومة العراقية بان تقدم جميع التسهيلات لاجل تحريك قوات صاحب الجلالة البريطانية — بما في ذلك استعمال البرق اللاسلكي وخطوط البرق والتلفون البرية — ولاجل نقل وخزن مواد الحريق اللازمة لهذه القوات على طرق العراق وسككه الحديدية وطرقه المائية وفي موانئه .

المادة الرابعة عشرة

تتعهد الحكومة العراقية بان تعترف بحق قوات صاحب الجلالة البريطانية بانشاء وتشغيل نظام برق لاسلكي على نفقة حكومة صاحب الجلالة البريطانية لاجل اصدار وتلقي الرسائل الداخلية والخارجية العائدة لخدمة مصالح الحكومة البريطانية وبان تؤمن هذا الحق بموجب رخصة او بالتشريع القانوني .

لا يدفع للحكومة العراقية شيء ما عن هذه الرسائل لا على سبيل الاجور ولا على سبيل التعويض عن فقدان الاشغال .

وتتعهد حكومة صاحب الجلالة البريطانية بان لا يرسل بواسطة هذا النظام من الرسائل غير تلك العائدة الى خدمة مصالح الحكومة البريطانية الا باتفاق مع الحكومة العراقية ويجب ان ينص هذا الاتفاق على تأدية تعويض للحكومة العراقية عما يصيب دائرتي البرق والبريد العراقيتين من فقدان الاشغال الا اللهم اذا ارسلت هذه الرسائل بناء

والممنوحة بموجب قانون القوة الجوية وقانون الجيش (البريطانيين) وقانون الجيش الهندي الاشخاص التابعين للقوانين المذكورة وكذلك الصيانة من الحبس بناء على قرار محكمة مدنية بشأن أية قضية مدنية نظرت فيها محكمة كهذه .

المادة الحادية عشرة —

تتعهد الحكومة العراقية بان تصدر مواد قانونية تقضي بتوقيف ومعاقبة كل شخص يعمل او يتآمر بكيفية من شأنها ان تعرض للخطر القوات المسلحة المذكورة او تعرقل اعمالها او يحاول اثارة العصيان او الفتنة بين هذه القوات او تعريضها للبغضاء او التحقير او يتآمر بشيء من ذلك. وبان تتخذ الاجراآت القانونية بحق كل شخص يشهد المعتمد السامي بانه حسب اعتقاده حق الاعتقاد يعمل او يحاول او يتآمر على النحو الآنف الذكر . وفي حالة الاشخاص الذين ليسوا من التبعة العراقية ويعملون او يحاولون او يتآمرون على النحو المذكور او يرجح ان يعملوا او يحاولوا او يتآمروا على ذلك النحو تتعهد الحكومة العراقية باتخاذ ما يراه المعتمد السامي مناسباً وممكناً من الاجراآت المنعية بموجب القانون .

المادة الثانية عشرة—

في حالة قيام القوات المذكورة باعمال عسكرية فى العراق لاجل مساعدة الحكومة العراقية على رد اعتداء خارجي او قمع هياج اهلي توافق حكومة العراق على ان يعلن ملك العراق لدى طلب المعتمد السامي الاحكام العرفية فى جميع جهات العراق التى يتناولها هذا التعدي الخارجي او الهياج الاهلي وان يعهد بادارة هذه الاحكام الى قائد القوات

تفتيشهم او سجنهم او محاكمتهم من قبل السلطات المدنية فى العراق من اجل جرائم جنائيـة .

على انه يشترط في ذلك ان يكون الاهالي العراقيون الذين من افراد هذه القوات تابعين عادة لقضاء المحاكم العراقية وان يقتصر تمتعهم بهذه الصيانة على ما يخص الافعال التي يشهد المعتمد السامي او قائد القوات الجوية بانها اوتيت فى تأدية الواجبات العسكرية او غيرها من الواجبات الرسمية .

وليس فى هذه الفقرة ما يمنع السلطة المدنية من ان توقف عنوة اي شخص من اعضاء هذه القوات على اثر اقترافه جريمة فيها خطر على الحياة فى الحال او عندما يكون آخذاً في اقتراف جريمة مثل هذه . واذا لم يكن العضو الملقى عليه القبض على هذا الوجه من اهالي العراق ينبغي تسليمه فى الحال الى رجال السلطة العسكرية او الجوية .

(هـ) الصيانة من التعقيبات القانونية المدنية فيما يتعلق باي فعل يؤتى او اهمال او قصور يحصل مع حسن النية من قبل اى فرد من افراد القوات المذكورة عند قيامه بتأدية واجباته العسكرية او الرسمية وتعتبر شهادة المعتمد السامي او قائد القوات الجوية بكون العمل او الاهمال او القصور قد حصل مع حسن النية فى تأدية الواجبات الآنفة الذكر شهادة قاطعة .

ان الصيانة المنصوص عليها فى هذه الفقرة يجب ان لا تحول دون قيام الاشخاص الذين يتكبدون ضرراً مادياً من جراء فعل او اهمال او قصور مثل هذا بالمطالبة بالتعويض بغير واسطة التعقيبات القانونية المدنية .

(و) كافة ما هنالك من الصيانات والامتيازات المتعلقة بالتعقيبات القانونية المدنية

عضوين بريطانيين اثنين من قضاة المحاكم العراقية وعضو عراقي واحد اما استئناف الدعاوي المحسومة امام المحاكم الاعتيادية او المحكمة الخصوصية فيكون لدى محكمة الاستئناف العراقية التي يجب في مثل هذه القضايا ان تكون اكثرية اعضائها من القضاة البريطانيين . ولا تجرى المحاكمة امام هذه المحكمة الخصوصية الا في الاحوال التي يشهد كل من المعتمد السامي وقائد القوات الجوية كتابة انها على درجة استثنائية من الخطورة والضرورة المستعجلة بحيث تجعل المحاكمة امام المحاكم الاعتيادية غير مرغوب فيها . والشهادة التي من هذا القبيل يجوز ان يعين فيها تاريخ ومكان انعقاد المحكمة وفي تلك الحال يجب اذا اقتضى الامر ان يسافر اعضاء المحكمة جواً بالسرعة اللازمة لاجل اجتماع المحكمة في المكان والتاريخ المعينين في الشهادة .

(ب) الحق بان يطبق على كافة افراد القوات المذكورة اصول الضبط والقضاء المنصوص عليها في القانون العسكري البريطاني او القانون العسكري الهندي او اي قانون عسكري آخر يكون افراد هذه القوات تابعين له .

(ج) حق تجنيد اهالي العراق تجنيداً اختيارياً بموجب قوانين الجيش (البريطاني) والقوة الهوائية او غيرها على ان يكون من المفهوم ان الحكومة العراقية تتعهد فيما يخصها بان تقدم عندما يطلب اليها ذلك قائد القوات الجوية او اي شخص مفوض من قبله بهذا الخصوص — كل ما ينبغي من المساعدة للقيام بهذا التجنيد وبان تزيل ما امكن الاسباب التي من شأنها ان تحول دونه .

(د) صيانة جميع افراد هذه القوات المسجلين او المجندين من القاء القبض عليهم او

لمنهاجها سياسة ما خلافا لمشورة حكومة جلالة ملك بريطانية اورغائبها الصريحة .

المادة التاسعة —

فى حالة القيام باعمال عسكرية مما ينوى ان تشترك فيها قوات تقوم باعبائها او تتولى امرها حكومة صاحب الجلالة البريطانية يجب ان يعهد بقيادة القوات المشتركة — مع مراعاة ما قد يوافق عليه كلا الفريقين من التدابير الخصوصية — الى قائد عسكري بريطاني ينتخب لاجل ذلك الغرض .

المادة العاشرة —

تتعهد الحكومة العراقية بان تعترف بالحقوق والصيانات الاتية الذكر لاية قوات مسلحة في العراق تقوم باعبائها او تتولى امرها حكومة صاحب الجلالة البريطانية وبان تضمن هذه الحقوق والصيانات اذا اقتضت الضرورة بواسطة التشريع او بغير ذلك من الوسائط ويجب ان تعتبر القوات المذكورة شاملة للموظفين الملكيين والاتباع الرسميين من الهنود الملحقين بالقوات الجوية والعسكرية وكذلك لاهالي العراق الذين فى خدمة القوات المذكورة . اما هذه الحقوق والصيانات فهي : —

(أ) الحق بمطالبة الحكومة العراقية بالقيام بما يلزم من الاجراءآت بموجب القانون فى تعقيب الاشخاص الذين يتهمون بجريمة مرتكبة ضد القوات المذكورة أو ضد احد افرادها وفى القاء القبض على هكذا اشخاص وكذلك حق التشبث بمحاكمتهم . ومن المفهوم ان حق التشبث بمحاكمة الاشخاص المتهمين على هذا الوجه يجب ان يشمل حق التشبث بمحاكمتهم امام قاض بريطاني من قضاة المحاكم العراقية او امام محكمة خصوصية تشكل من

المادة السابعة —

تتعهد الحكومة العراقية بان تخول قائد القوات البريطانية في العراق الحق بتفتيش الجيش العراقي والقوات الاخرى المحلية كما تراى له ضرورة ذلك لاجل فحص مقدرة

هذا الجيش وهذه القوات و بتقديم تقرير الى جلالة ملك العراق بواسطة المعتمد السامي مبيناً فيه اقتراحاته بشأن مايراه ضرورياً من الاجراآت لاجل تحسين حالة الجيش والقوات المذكورة وتوافق على ان تأخذ بعين الاعتبار التام رغائب المعتمد السامي فيما يتعلق بحركات وتوزيع الجيش العراقي وعلى ان تقدم من اسباب المحافظة على مستودعات الطيارات ومحطات الطيران مايتطلبه المعتمد السامي بناءً على مايشير به قائد القوات الجوية . ولا يكون للحكومة العراقية حق بالمساعدة من قبل حكومة صاحب الجلالة البريطانية على نحو ماهو منوي في المادة الثامنة في حالة ما اذا تأخرت عن القيام باي اقتراح مايقدمه المعتمد السامي بموجب هذه المادة فيما يتعلق بحركات وتوزيع الجيش العراقي .

المادة الثامنة —

لايستخدم الجيش العراقي الا في مصلحة العراق وتوافق الحكومتان على ان لاتقوم واحدة منهما باعمال عسكرية لحفظ النظام الداخلي او الدفاع عن العراق ضد تجاوز خارجي بدون استشارة الحكومة الاخرى والاتفاق معها مقدما . ولا يكون للحكومة العراقية حق بالمساعدة من قبل اية من القوات التي تقوم باعبائها او تتولى امرها حكومة جلالة ملك بريطانية على صد اى تجاوز خارجي او اخماد اي اضطراب اهلي او قومة مسلحة مما يكون في رأي المعتمد السامي قد اثاره او سببه قيام الحكومة العراقية بعمل ما او

قبلت مبدئياً بالمادة الاولى من هـذا الاتفاق تنظم الصلات العسـكرية فى العراق بين الحكومتين بموجب الشروط الآتية :—

المادة الرابعة —

تتعهد الحكومة العراقيـة بان تخصص ما لا يقل عن ٢٥ بالمئة من ايرادات العراق السنوية كما هي محددة فى المادة ٤ من الاتفاقية المنفردة المنظمة للعلاقات المالية بين الفريقين لاجل القيام باعباء الجيش النظامي والقوات المحلية الاخرى التي تتولى امرها وبان تقوم تدريجياً و بقدر طاقتها المالية بزيادة قوام جيشها النظامي الدائم المركب من الاسلحة المختلفة وذلك وفقاً للبرنامج المعين فى اللائحة الملحقة بهذه الاتفاقية و بان تشكل جيشاً احتياطياً . وعلى الحكومة البريطانية ان تقوم لدى اتمام تشـكيل كل من وحدات هذه القوات بتجهيزها وفقاً لنصوص المادة الثانية من هذه الاتفاقية .

المادة الخامسة —

يجب ان يفحص في كل سنة قوام وكيفية تشكيـل الحامية الامبراطورية والقوات المحلية التى تتولى امرها حكومة صاحب الجلالة البريطانية لاجل القيام بالتخفيض المتوالي المنصوص عليه في المادة الثالثة من الاتفاقية المالية المشار اليها فى المادة السابقة .

المادة السادسة —

ان الجيش العراقي يكون بقيادة جلالة ملك العراق مـع مراعاة نصوص القانون الاساسي العراقي وليس لقائد القوات البريطانيه فى العراق ان يتدخل فى المسائل التي تخص الجيش العراقي الا بحسب ما هو منصوص عليه في المادتين السابعة والتاسـعة من هذه الاتفاقيه .

هذه الغاية قد وقع الاتفاق على ان المعاضدة والمساعدة المادية اللتين تقدمهما الان حكومة صاحب الجلالة ملك بريطانيا الى حكومة العراق يجب ان تتناقصا شيئاً فشيئاً باسرع مايمكن .

المادة الثانية —

ان ماستؤديه حكومة صاحب الجلالة البريطانية الى حين من الامداد والمساعدة يجب ان يكون في شكل وجود حامية من الجنود الامبراطورية في العراق او وجود قوات محلية فيه تقوم باعبائها حكومة صاحب الجلالة البريطانية ومنح التسهيلات فى الامور الاتية التى يكون الاتفاق عليها من قبل الحكومة العراقية : —

(١) تثقيف الضباط العراقيين العلوم العسكرية وفن الطيران فى المملكة البريطانية بقدر ما يكون ذلك مستطاعاً .

(٢) تجهيز الجيش العراقى بكميات وافية من الاسلحة والذخائر والمعدات والطيارات من احدث طراز موجود .

(٣) تجهيز الحكومة العراقية في خلال مدة المعاهدة بموظفين بريطانيين حينما تطلبهم .

وهاتان المعاضدة والمساعدة لا تكونان قط بشكل مساعدة مالية من قبل الحكومة البريطانية على الاتفاق على الجيش العراقي او قوات محلية اخرى تقوم باعبائها وتتولى امرها حكومة العراق وكذلك لاتساعد الحكومة العراقية على الاتفاق على الحامية الامبراطورية او القوات التي تقوم باعبائها وتتولى امرها الحكومة البريطانية .

المادة الثالثة —

مادام وجود حامية امبراطورية او قوات محلية تتولى امرها وتقوم باعبائها حكومة جلالة ملك بريطانية ضرورياً لاعانة حكومة العراق على ادراك المسئولية التامة التى

بريطانية وجلالة ملك العراق وكذلك وقع في بغداد في اليوم الثلاثين من نيسان سنة ١٩٢٣ ميلادية الموافق لليوم الرابع عشر من رمضان المبارك سنة ١٣٤١ هجرية ملحقا بنفس هذه المعاهدة .

وحيث انه بموجب المادة ٧ من المعاهدة المذكورة يتعهد جلالة ملك بريطانية بان يقدم من الامداد والمساعدة لقوات جلالة ملك العراق المسلحة ما يتفق عليه من وقت الى آخر الفريقان المتعاقدان الساميان .

وحيث انه قد نص فى المادة المذكورة على ان يعقد اتفاقية منفردة بين الفريقين المتعاقدين ساميين لتعيين مقدار هذا الامداد وهذه المساعدة وشروطها وتبلغ هذه الاتفاقية الى مجلس جمعية الامم .

وحيث انه قد نص في المادة ١٨ من المعاهدة المذكورة على ان لا مانع للفريقين المتعاقدين الساميين من اعادة النظر من وقت الى آخر في شروط الاتفاقية المنفردة المشار اليها فى اعلاه بقصد ادخال مايرى مناسبته من التعديلات حسبما تقتضيه الظروف الراهنة آنئذٍ على ان كل تعديل يتفق عليه الفريقان المتعاقدان الساميان يجب ان يبلغ الى مجلس جمعية الامم

فبناءً عليه قد تم الاتفاق الان على مايأتى : —

المادة الاولى —

الحكومتان تعترفان بالمبدأ انه ينتهي لحكومة العراق فى اقرب وقت ممكن بشرط ان لا يتجاوز اربع سنوات من تاريخ عقد هذه الاتفاقية ان تقبل بالمسئولية التامة عن تأييد الانتظام الداخلى وعن الدفاع عن العراق ضد التعدي الخارجي ولاجل ادراك

No. 892.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الاتفاقية العسكرية المعقودة طبقا للمادة ٧ [1] من المعاهدة العراقية الانكليزية [2]

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 15 *juin* 1925.

نحن الموقعان ادناه المفوضان احدنا من قبل صاحب الجلالة ملك بريطانية والاخر من قبل صاحب الجلالة ملك العراق قد اجتمعنا في هذا اليوم الواقع في الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية بعد ان فوضنا لأجل التوقيع على الاتفاقية الملحقة بالمادة الـ ٧ من معاهدة التحالف المعقودة بين صاحبي الجلالة المذكورين في اليوم العاشر من شهر تشرين اول سنة الف وتسعمائة واثنين وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة الف وثلاثمائة وواحد واربعين هجرية .

ـ الاتفاقية ـ

حيث انه قد وقع في بغداد في اليوم العاشر من تشرين اول سنة ١٩٢٢ ميلادية الموافق لليوم التاسع عشر من صفر سنة ١٣٤١ هجرية معاهدة تحالف بين جلالة ملك

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 19 décembre 1924.
[2] Page 13 de ce volume.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 892. — ACCORD MILITAIRE CONCLU EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE VII DU TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK, SIGNÉ A BAGDAD, LE 25 MARS 1924.

Les soussignés, Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté le Roi d'Irak respectivement, dûment autorisés à cet effet, se sont rencontrés ce 25e jour de mars 1924, correspondant au 19e jour de Sha'ban 1342, pour signer la Convention ci-après, qui complète l'article VII du Traité d'alliance conclu entre Leurs Majestés sus-dénommées, le 10e jour d'octobre 1922, correspondant au 19e jour de Sa'far 1341 de l'Hégire, sous réserve de ratification.

ACCORD.

Considérant qu'un Traité d'alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi d'Irak a été signé à Bagdad, le 10e jour d'octobre 1922, correspondant au 19e jour de Sa'far 1341 de l'Hégire, et qu'un Protocole dudit Traité a été signé à Bagdad, le 30me jour d'avril 1923, correspondant au 14e jour de Ramadan 1341 de l'Hégire,

Considérant qu'aux termes de l'article VII dudit Traité, Sa Majesté Britannique s'engage à fournir aux forces armées de Sa Majesté le Roi d'Irak l'aide et l'assistance dont les Hautes Parties contractantes pourront de temps à autre convenir,

Considérant qu'aux termes du même article, il est prévu qu'un accord particulier, destiné à déterminer dans quelle mesure et dans quelles conditions seront fournies cette aide et cette assistance, devra être conclu entre les Hautes Parties contractantes et communiqué au Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que l'article XVIII du même Traité prévoit que rien n'empêchera les Hautes Parties contractantes d'examiner de temps à autre les dispositions de l'accord spécial particulier mentionné ci-dessus afin que toute revision qui pourrait sembler opportune vu les circonstances et toute modification dont il pourrait être convenu par les Hautes Parties contractantes soient communiquées au Conseil de la Société des Nations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article I.

Les deux Gouvernements reconnaissent en principe, par le présent Accord, que le Gouvernement de l'Irak devra, dans le plus bref délai, et au plus tard quatre ans après la date de la conclusion du présent Accord, prendre la pleine responsabilité du maintien de l'ordre intérieur et de la défense de l'Irak contre toute agression étrangère. A cet effet, il est convenu que l'aide matérielle et l'assistance que rend actuellement le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Gouvernement de l'Irak, feront l'objet d'une réduction progressive aussi prompte que possible.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article II.

L'aide et l'assistance que pourra, à titre temporaire, fournir le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, seront constituées par la présence en Irak, soit d'une garnison impériale, soit de forces locales entretenues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et, par l'octroi des facilités suivantes dont les frais seront supportés par le Gouvernement de l'Irak :

(1) Instruction militaire et aéronautique d'officiers de l'Irak dans le Royaume-Uni, autant qu'il sera possible.

(2) Approvisionnement suffisant de l'armée de l'Irak en armes, munitions, matériel et aéroplanes du modèle le plus récent.

(3) Des fonctionnaires britanniques seront détachés auprès du Gouvernement de l'Irak, selon les besoins de ce Gouvernement, dans les limites de la période à laquelle s'applique le Traité.

En aucun cas, l'aide et l'assistance sus-mentionnées ne devront prendre la forme d'une contribution du Gouvernement de Sa Majesté Britannique aux dépenses de l'armée de l'Irak ou d'autres forces locales entretenues et commandées par ce Gouvernement ; vice-versa le Gouvernement de l'Irak ne sera pas astreint à contribuer aux frais de la garnison ou des Forces impériales entretenues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et dépendant de ce dernier.

Article III.

Tant que la présence d'une garnison impériale ou que le maintien de forces locales sous les ordres de Sa Majesté Britannique seront requis en vue d'aider le Gouvernement de l'Irak à assumer pleinement les responsabilités reconnues en principe à l'article I du présent Accord, les rapports d'ordre militaire qui devront être maintenus en Irak entre les deux Gouvernements seront régis par les dispositions suivantes :

Article IV.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à affecter 25 % au moins des recettes annuelles de l'Irak définies à l'article IV de l'Accord particulier régissant les rapports financiers entre les deux Gouvernements, à l'entretien de l'armée régulière et des autres forces locales placées sous ses ordres ; et, dans la mesure où le lui permettront ses ressources financières, à augmenter progressivement l'effectif de l'armée régulière et permanente de toutes armes, conformément au programme figurant au tableau annexé au présent Accord et à constituer une armée de réserve. Le Gouvernement britannique équipera les diverses unités de ces forces, au fur et à mesure qu'elles seront définitivement constituées, conformément aux dispositions de l'article II du présent Accord.

Article V.

L'effectif et la composition de la garnison impériale et des forces locales placées sous les ordres du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, fera chaque année l'objet d'un examen en vue de la réduction progressive prévue à l'article III de l'Accord financier mentionné à l'article précédent.

Article VI.

L'armée de l'Irak sera, sous réserve des dispositions de la loi constitutionnelle de l'Irak, commandée par Sa Majesté le Roi d'Irak. L'officier commandant en chef les forces britanniques en Irak n'aura pas le droit d'intervenir dans le domaine des questions relatives à l'armée de l'Irak, sauf en ce qui est prévu aux articles VII et IX du présent Accord.

Article VII.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à accorder à l'officier commandant en chef les forces britanniques en Irak tout pouvoir de procéder aux inspections de l'armée de l'Irak et des autres forces locales, qui lui paraîtront opportunes afin d'en éprouver la valeur et de présenter à Sa Majesté le Roi d'Irak, par l'intermédiaire du Haut-Commissaire, les propositions qui lui sembleront nécessaires en vue d'en améliorer les services ; ledit Gouvernement s'engage à tenir pleinement compte des vœux exprimés par le Haut-Commissaire concernant les mouvements et la répartition de l'armée de l'Irak et à fournir, pour les aérodromes et terrains d'atterrissage, les moyens de protection que pourra demander le Haut-Commissaire, sur les indications de l'officier chargé du service aéronautique. Au cas où le Gouvernement de l'Irak manquerait à donner effet à une recommandation quelconque du Haut-Commissaire concernant les mouvements et la répartition de l'armée de l'Irak, formulée en vertu du présent article, ce Gouvernement n'aura aucun droit à l'assistance du Gouvernement de Sa Majesté Britannique prévue à l'article VIII.

Article VIII.

L'armée de l'Irak ne sera utilisée que dans l'intérêt de l'Irak ; chaque Gouvernement s'engage, par le présent Accord, à n'entreprendre aucune opération militaire en vue du maintien de l'ordre intérieur ou de la défense de l'Irak contre toute agression étrangère, sans consulter auparavant l'autre Gouvernement et s'être mis d'accord avec lui. Le Gouvernement de l'Irak n'aura pas droit à l'assistance de forces quelconques entretenues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ou placées sous les ordres de ce dernier soit pour se défendre, soit pour repousser toute agression étangère, ou réprimer tout trouble civil et tout soulèvement armé qui, de l'avis du Haut-Commissaire, seraient provoqués ou causés par des actes ou par une politique du Gouvernement de l'Irak allant à l'encontre des avis formulés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ou de ses désirs formels.

Article IX.

En cas d'opérations auxquelles devront prendre part les forces entretenues par le Gouvernement britannique ou placées sous ses ordres, le commandement des forces mixtes reviendra, sous réserve de tout accord particulier qui pourra être conclu entre les deux Parties, au commandant des forces britanniques nommé à cet effet.

Article X.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à reconnaître et, le cas échéant, à assurer par la voie législative ou autrement, les pouvoirs et immunités suivants à toutes les forces armées entretenues en Irak par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ou placées sous les ordres de ce dernier ; lesdites forces armées étant considérées comme comprenant les fonctionnaires civils, les auxiliaires officiels indiens détachés et les habitants de l'Irak servant dans les forces aériennes et militaires :

a) le droit d'exiger que le Gouvernement de l'Irak intervienne, le cas échéant, conformément à la loi, pour rechercher et arrêter les personnes inculpées de délits perpétrés contre les dites forces armées ou contre un membre quelconque de ces forces, et poursuivre lesdits inculpés devant les tribunaux. Il est entendu que le droit de mettre en jugement lesdits inculpés comprendra celui de porter la cause devant un juge britannique des tribunaux de l'Irak, ou devant un tribunal spécial composé de deux juges britanniques relevant des tribunaux de l'Irak et d'un juge Irakien. Les appels, soit des tribunaux ordinaires, soit du tribunal spécial, relèveront de la Cour d'appel de l'Irak qui, dans ce cas, devra comprendre une majorité de juges britanniques. Les procès intentés par-devant le tribunal spécial n'auront lieu que dans

les circonstances que le Haut-Commissaire et l'officier en chef de l'aéronautique auront reconnues par écrit comme présentant un caractère d'urgence ou d'importance tellement exceptionnel qu'elles ne sauraient être soumises à la juridiction des tribunaux ordinaires. L'attestation en question pourra mentionner la date et le lieu de réunion du tribunal, auquel cas les membres du tribunal pourront emprunter la voie aérienne pour se rendre, avec toute la diligence nécessaire, dans ladite localité, à la date convenue.

b) Le droit d'exercer, à l'égard de tous les membres desdites forces, l'autorité et la juridiction prévues par les codes militaires britannique, indien ou autres applicables aux membres desdites forces ;

c) Le droit d'enrôler comme volontaires les habitants de l'Irak, conformément aux lois relatives aux forces militaires, aériennes ou autres, étant entendu que le Gouvernement de l'Irak s'engage pour sa part, lorsqu'il en est requis par l'officier commandant en chef les services aéronautiques ou par toute personne autorisée à cet effet par ce dernier, à fournir toute l'assistance nécessaire, en vue des enrôlements en question, et à lever, dans la mesure du possible, toutes les difficultés qui pourraient s'y opposer.

d) L'immunité en vertu de laquelle tous les membres réguliers ou volontaires desdites forces ne peuvent être arrêtés, soumis à perquisition, emprisonnés ou jugés par les autorités civiles de l'Irak en matière criminelle ; toutefois, les habitants de l'Irak qui sont membres desdites forces seront en principe soumis à la juridiction des tribunaux de l'Irak et ne bénéficieront de l'immunité que lorsqu'un certificat du Haut-Commissaire ou de l'officier commandant le Service Aéronautique aura attesté que les actes en question ont été accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions militaires ou officielles. Rien dans le présent paragraphe n'empêchera les autorités civiles d'appréhender tout membre desdites forces qui vient de commettre ou est en train de commettre un délit impliquant un danger de mort pour autrui. Si la personne ainsi arrêtée n'est pas un habitant de l'Irak, elle sera immédiatement livrée aux autorités des Forces aériennes ou militaires.

e) L'immunité, en vertu de laquelle est exempté de toute poursuite civile un membre quelconque desdites forces qui, dans l'exercice de ses fonctions militaires ou civiles commet de bonne foi un délit par acte, omission ou défaut ; l'attestation du Haut-Commissaire ou de l'officier, commandant en chef le Service aéronautique portant que l'acte, l'omission ou le défaut a été accompli de bonne foi par l'intéressé dans l'exercice desdites fonctions, fera foi. L'immunité prévue par ce paragraphe ne privera pas ceux qui auront été lésés, en raison desdits actes, omissions ou défauts, du droit de présenter des demandes en indemnité autrement que par la voie civile.

f) Toutes les immunités et tous les privilèges en matière de poursuite civile qui sont accordés par la loi sur les forces aériennes, la loi sur l'armée et la loi sur l'armée indienne, aux personnes visées par lesdites lois et l'immunité en vertu de laquelle elles ne peuvent être emprisonnées sur ordre d'un tribunal civil en matière d'action civile déférée audit tribunal.

Article XI.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à promulguer des lois en vue d'arrêter et de punir quiconque agit seul ou de concert avec d'autres, de façon à mettre en danger lesdites forces armées, ou à leur susciter des obstacles ; quiconque essaie, seul ou de concert avec d'autres, de provoquer la rébellion ou des dissensions parmi les membres desdites forces ou suscite la haine ou le mépris des dites forces ; il s'engage à poursuivre, conformément à la loi, tous ceux que le Haut-Commissaire, en son âme et conscience, certifie coupables d'actes, de tentatives ou de complots de ce genre ; il s'engage en outre, lorsqu'il s'agit de personnes d'une nationalité autre que celle de l'Irak, coupables d'actes, de tentatives ou de complots, ou de personnes que l'on considère comme capables desdits actes, tentatives ou complots, à prendre les mesures préventives légales que le Haut-Commissaire jugera opportunes et applicables.

Article XII.

Le Gouvernement de l'Irak convient qu'au cas où les dites forces entreprendraient des opérations militaires en Irak en vue d'aider le Gouvernement de l'Irak à repousser une agression étrangère ou à réprimer des soulèvements à l'intérieur, le Roi d'Irak, à la demande du Haut-Commissaire, sera tenu de proclamer la loi martiale dans les régions de l'Irak affectées par ladite agression ou par le soulèvement et en confiera l'administration soit à l'officier commandant en chef le service aéronautique, soit à l'officier ou aux officiers que ce fonctionnaire pourra désigner à cet effet, il prendra en outre les dispositions nécessaires en vue de dédommager qui de droit pour tous actes accomplis par les forces armées en vertu de la loi martiale, aussitôt le rétablissement de l'administration civile.

Article XIII.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à fournir toutes facilités pour le mouvement des forces de Sa Majesté Britannique (y compris l'usage des services du T. S. F., des services de télégraphe et de téléphone terrestres et le droit d'établir des lignes télégraphiques terrestres), ainsi que pour le transport et l'emmagasinage des combustibles et des approvisionnements destinés à ces forces sur les routes, voies ferrées, voies fluviales et dans les ports de l'Irak.

Article XIV.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à reconnaître et à assurer par voie de licence ou par voie législative le droit pour les forces de Sa Majesté Britannique d'établir et d'exploiter, aux frais du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, un réseau de télégraphie sans fil, destiné à transmettre et à recevoir des messages extérieurs et intérieurs, pour le service du Gouvernement britannique.

La transmission de ces messages n'impliquera aucun versement au Gouvernement de l'Irak à titre de redevance ou d'indemnité de compensation.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à ne transmettre de messages par ce réseau que pour son propre service sauf en cas d'accord avec le Gouvernement de l'Irak, ledit Accord prévoyant une indemnité compensant les pertes que pourrait subir de ce chef le Service des Postes et Télégraphes du Gouvernement de l'Irak ; toutefois, si un message est transmis à la demande du Gouvernement de l'Irak, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aura droit à un paiement pour la transmission dudit message.

Toute indemnité payable au Gouvernement de l'Irak prendra la forme d'une réduction de la dette due par le Gouvernement de l'Irak en raison du transfert à ce Gouvernement du réseau télégraphique par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article XV.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à restreindre en tout temps, à la demande du Haut-Commissaire, l'exploitation et le mode de transmission de la station de télégraphie sans fil de Bassora et d'en déterminer la longueur d'onde, de façon à éviter toute interférence avec les stations du Gouvernement britannique ; il s'engage, en outre, dans les cas d'urgence, à céder ledit poste, sur demande du Haut-Commissaire, aux forces de Sa Majesté Britannique en vue de la transmission de messages pour le service du Gouvernement de Sa Majesté Britannique contre versement d'une indemnité à titre de compensation pour la perte de tout autre trafic.

En outre, le Gouvernement de l'Irak convient que les engagements ci-dessus demeureront en vigueur quelles que soient les mesures qui pourraient être prises au sujet de la station de télégraphie sans fil de Bassora (vente ou autre affectation) ; d'autre part, si le Gouvernement de l'Irak décide de cesser l'exploitation de la station, il devra donner un préavis de trois mois à cet effet au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, qui aura la faculté de prendre à sa charge ladite station avant démontage et de l'exploiter pendant le reste de la durée du Traité.

Les dispositions du présent article s'appliqueront également à toute autre installation permanente de télégraphie sans fil que pourrait établir le Gouvernement de l'Irak pendant la durée de validité du présent Accord.

ANNEXE.

PROGRAMME D'EXTENSION.

1924–25.	Une batterie de montagne.
	Deux bataillons d'infanterie.
	Une compagnie de génie.
	Transport de première ligne pour toutes les unités existantes.
	Extension de l'établissement d'instruction militaire de Bagdad, y compris la création d'une école de cadets.
1925–26.	Début de constitution d'une unité aérienne selon les recommandations de l'Etat-major des forces aériennes, à condition que les effectifs et l'entraînement des forces terrestres indigènes de l'Irak soient satisfaisantes.
	2 batteries montées.
	1 régiment de cavalerie.
	3 bataillons d'infanterie.
	2 compagnies du train.
	1 ambulance de campagne.
	1 colonne de munitions.
	Création de dépôts d'entraînement pour l'infanterie.
	Création de dépôts de cavalerie et d'artillerie
1926–27.	2 batteries d'artillerie.
	3 bataillons d'infanterie.
	1 compagnie de génie.
	Cadre d'une compagnie de génie.
	1 compagnie de signaleurs.
	1 ambulance de campagne.
1927–28.	1 batterie d'artillerie de campagne.
	1 batterie d'artillerie montée.
	3 bataillons d'infanterie.
	2 compagnies du train.
	1 ambulance de campagne.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures. Fait en double expédition, à Bagdad, le vingt-cinquième jour de mars mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban mille trois cent quarante-deux de l'Hégire.

H. DOBBS,
Haut-Commissaire
de Sa Majesté Britannique pour l'Irak.

JA'FAR AL ' ASKARI,
Premier Ministre
du Gouvernement de l'Inde.

N° 893.

GRANDE-BRETAGNE ET IRAK

Accord judiciaire conclu en exécution de l'article IX du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924.

GREAT BRITAIN AND 'IRAQ

Judicial Agreement made under Article IX of the Anglo-'Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924.

No. 893. — JUDICIAL AGREEMENT [1] MADE UNDER ARTICLE IX OF THE ANGLO-'IRAQ TREATY [2], SIGNED AT BAGHDAD, MARCH 25, 1924.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 15, 1925.

WE, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY the KING OF 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 25th day of March, 1924, corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, in order to sign the following Agreement subsidiary to Article IX of the Treaty of Alliance concluded between Their Majesties aforesaid on the 10th day of October, 1922, corresponding to the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, subject to ratification.

THE AGREEMENT.

Whereas a Treaty of Alliance between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq was signed at Baghdad on the 10th of October, 1922, corresponding with the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, and a Protocol to the same Treaty was signed at Baghdad on the 30th day of April, 1923, corresponding with the 14th day of Ramazan, 1341, Hijrah ; and

Whereas by Article IX of the said Treaty, His Majesty the King of 'Iraq undertakes that he will accept and give effect to such reasonable provisions as His Britannic Majesty may consider necessary in judicial matters to safeguard the interests of foreigners in consequence of the non-application of the immunities and privileges enjoyed by them under capitulation or usage, and that such provisions shall be embodied in a separate agreement which shall be communicated to the Council of the League of Nations.

Now therefore it is agreed as follows :

Article I.

The expression " foreigners " means the nationals of any European or American State which formerly benefited by Capitulations in Turkey and did not renounce the same by an agreement signed before the 24th July, 1923, and of any Asiatic State which is now permanently represented on the Council of the League of Nations, and includes corporations constituted under the laws of such States and religious or charitable bodies or institutions wholly or mainly composed of nationals of such States.

Nothing in this article shall prevent the conclusion by His Majesty the King of 'Iraq in agreement with His Britannic Majesty of a special convention with any State providing for the extension of the benefits of this Agreement to nationals and persons enjoying the protection of that State or for the non-application of this Agreement to nationals of that State.

[1] The exchange of ratifications took place at Baghdad, December 19, 1924.
[2] Page 13 of this Volume.

Article II.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to employ British legal experts in the Courts and to grant them judicial powers under the laws of 'Iraq and that the procedure now observed in the Courts in regard to the investigation of offences and the trial of cases and other matters in which foreigners are concerned shall continue and be put into force by law, that is to say :

(a) That foreigners accused of an offence (other than a contravention) which is within the jurisdiction of a Magistrate may claim to be tried by a British Magistrate.

(b) That foreigners accused of an offence which is beyond the jurisdiction of a Magistrate may claim that the interrogation during the preliminary investigation shall be undertaken and that the orders as to their release on bail and as to their committal for trial shall be made by a British Magistrate.

(c) That foreigners committed for trial may claim that their trial shall be held before a Court which includes at least one British Judge, who shall preside.

(d) That in civil actions over seven hundred and fifty rupees in value, foreigners who are parties to the cause may claim that the final judgment in a Court of First Instance shall be given, and that appeals or applications for revisions shall be heard by a Court presided over by a British Judge and composed so as to include one British Judge in a Court of three or less than three, two British Judges in a Court of four or five, and three British Judges in a Court of more than five.

(e) That in criminal cases foreigners may claim that their appeal or application for revision shall be heard by a Court presided over by a British Judge and composed as prescribed by the preceding paragraph or, if all the parties joining in such appeal or application are foreigners and agree to that course, by a British Judge sitting alone.

(f) A foreigner who is a party to the proceedings and has not sufficient knowledge of Arabic to understand them may claim that all proceedings shall be translated in English and the Magistrate shall so order if he considers the claim to be well grounded.

(g) That in the towns of Baghdad and Basrah and their environs and in all other places where a British Judge or Magistrate having jurisdiction for that purpose is available the house of a foreigner shall not be entered by any judicial or administrative authority except on a warrant issued by a British Judge or Magistrate.

Where no British Judge or Magistrate is available as above and in all cases where the police are by law allowed to enter houses without search warrant, the house of a foreigner shall not be entered without a report of such entry being immediately made to the nearest British Judge or Magistrate.

Article III.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes that every law affecting the jurisdiction, constitution or procedure of Courts or the appointment and discharge of Judges shall, before being presented to the legislature, be submitted in draft to the High Commissioner for his views and advice on such of its provisions as concern the interests of foreigners.

Article IV.

In matters relating to the personal status of foreigners or in other matters of a civil and commercial nature in which it is customary by international usage to apply the law of another country, such law shall be applied in manner to be prescribed by law. Without prejudice to the provisions of any law relating to the jurisdiction of religious courts, or to such powers of Consuls in regard to the administration of estates of their nationals as may be recognised under agreements concluded by the Government of 'Iraq, cases relating to the personal status of foreigners will be dealt with

by the Civil Court, subject to the conditions of this Agreement. In questions of marriage, divorce, maintenance, dowry, guardianship of infants and succession of movable property, the President of the Court hearing the case, or, in case of appeal or revision, the President of the Court of Appeal and Revision, hearing the case may invite the Consul or representative of the Consulate of the foreigner concerned to sit as an expert for the purpose of advising upon the personal law concerned.

Article V.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to submit beforehand to the High Commissioner for his concurrence the appointment of all British Presidents and members of Courts of Appeal and Revision as well as the termination of the appointment of any British Judge or Magistrate.

Article VI.

The provisions of this Agreement shall remain in force for the period of the Treaty and shall cease to have effect after the expiration of that period.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures thereto. Done at Baghdad, in duplicate, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era, corresponding with the nineteenth day of Sha'ban one thousand three hundred and fourty-two, Hijrah.

H. DOBBS,
His Britannic Majesty's High Commissioner for 'Iraq.

JA'FAR AL 'ASKARI,
Prime Minister of the 'Iraq Government.

كتب في بغداد عن نسختين في اليوم الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلثمائة واثنين واربعين هجرية .

ه . دوبس

المعتمد السامي

لجلالة ملك بريطانيا في العراق

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Iraq.
May 12th, 1925.

التي تعين قانونا والدعاوي المتعلقة باحوال الاجانب الشخصية تنظر فيها المحاكم المدنية مع مراعاة شروط هذا الاتفاق على ان لايخل ذلك باحكام اي قانون من القوانين المتعلقة باختصاص المحاكم الدينية او بما يكون للقناصل من السلطة بشأن ادارة تركات رعاياهم بموجب الاتفاقات التي تعقدها الحكومة العراقية وفي دعاوي النكاح والطلاق والنفقة والمهر والولاية على القصر وميراث المنقول يجوز لرئيس المحكمة التي تنظر في الدعوى او لرئيس محكمة الاستئناف والتمييز في دعاوي الاستئناف والتمييز ان يدعوا قنصل الاجنبي الذي يخصه الامر او ممثلا من قنصليته ليجلس بصفة خبير ويبدي المشورة بشأن القانون الشخصي الذي يتعلق به ذلك الامر .

المادة الخامسة —

يوافق صاحب الجلالة ملك العراق على ان يحيل مقدما الى المعتمد السامي لاجل موافقة الاخير امر تعيين جميع رؤساء واعضاء محاكم الاستئناف والتمييز البريطانيين وكذلك امر انهاء وظيفة اي حاكم بريطاني .

المادة السادسة —

تعتبر احكام هذه الاتفاقية خلال مدة المعاهدة فقط ولا تسري الى بعد ذلك .

وللبيان قد وقع المفوضان المختصان بامضائهما هذه الاتفاقية .

(٦) اذا كان في قضية خصم اجنبي ليس له على العربيـة الوقوف الذي يمكنه من فهم المعاملة فله ان يطلب ان تترجم له جميع المعاملات بالانكليزية واذا رأى الرئيس او الحاكم ذلك الطلب محقاً فعليه ان يأمر بذلك .

(٧) وفي بغداد والبصرة وضواحيها وفي جميع الاماكن الاخرى التي فيها حاكم بريطاني مختص في هذا الشأن لايجوز لمأمورى الادارة او القضاء الدخول الى دار الاجنبي بدون امر صادر من حاكم بريطاني .

وفي الاماكن التى ليس فيها حاكم بريطاني كما تقدم وفي الاحوال التي يسوغ للشرطة فيها قانوناً الدخول الى المنزل بدون امر بالتفتيش ينبغي عند الدخول الى دار الاجنبي ان يرسل خبر ذلك فوراً الى اقرب حاكم بريطاني .

المادة الثالثة —

يتعهد صاحب الجلالة ملك العراق ان تعرض كل لائحة قانونية تتعلق باختصاص المحاكم وتشكيلها او اصول المرافعة فيها او تعيين الحكام وعزلهم على المعتمد السامي قبل عرضها على السلطة التشريعية ليبين ارائه ومشورته فيما له مساس بمصالح الاجانب.

المادة الرابعة —

فى الامور المتعلقة باحوال الاجانب الشخصية وفى غيرها من الامور المدنية والتجارية التي جرت فيها العادة الدولية على تطبيق قانون بلاد اخرى يطبق ذلك القانون بالكيفية

يتعهد صاحب الجلالة ملك العراق ان يستخدم في المحاكم اختصاصيين حقوقيين من البريطانيين وان يمنح لهم سلطة قضائية وفقاً لاحكام القوانين العراقية . وان تبقى الاصول المتبعة الآن في المحاكم في تحقيق الجرائم والمحاكمات وغير ذلك من الامور التي تمس الاجانب مرعية بمقتضى قانون يوضع لهذه الغاية وينص على : —

(١) ان الاجانب المتهمين بجريمة (من غير المخالفات) من الجرائم التي هي ضمن اختصاص حاكم واحد لهم ان يطلبوا ان يتولى محاكمتهم حاكم بريطاني .

(٢) ان الاجانب المتهمين بجريمة مما ليس من اختصاص حاكم واحد لهم ان يطلبوا ان يباشر التحقيقات الابتدائية وان يصدق امر توقيفهم واخلاء سبيلهم بالكفالة واحالتهم على المحاكمة حاكم بريطاني .

(٣) ان الاجانب المحالين على المحاكمة لهم ان يطلبوا ان تتولى محاكمتهم محكمة فيها حاكم بريطاني واحد على الاقل وهو رأس المحكمة .

(٤) ان الاجانب الذين هم خصوم في الدعاوي المدنية التي تتجاوز قيمتها سبعمائة وخمسين روبية لهم ان يطلبوا ان تصدر القرارات القطعية البدائية والاستئنافية والتمييزية من محاكم مؤلفة بكيفية تجعل حاكما بريطانيا واحدا في المحكمة المؤلفة من ثلاثة حكام فاضل وحاكمين من البريطانيين في المحكمة المؤلفة من اربعة او خمسة حكام وثلاثة حكام من البريطانيين في المحكمة المؤلفة من اكثر من خمسة حكام ويرأس الحكام البريطانيون تلك المحاكم .

(٥) للاجانب ان يطلبوا في الدعوى الجزائية ان تنظر في استئنافهم او تمييزهم محكمة مؤلفة على الوجه المبين في الفقرة السابقة واذا كان الخصوم جميعهم من الاجانب فلهم ان يتفقوا على ان ينظر في ذلك حاكم بريطاني واحد .

تم وقع في بغداد بتاريخ ٣٠ نيسان سنة ١٩٢٣ الموافق ١٤ رمضان سنة ١٣٤١ هجرية على ملحق الى تلك المعاهدة .

وحيث ان صاحب الجلالة ملك العراق قد تعهد بالمادة التاسعة من المعاهدة المذكورة بقبول الخطة الملائمة التي يشير بها جلالة ملك بريطانية ويكفل تنفيذها في الامور العدلية لتأمين مصالح الاجانب بسبب عدم تطبيق الصيانات والامتيازات التي كان يتمتع بها هؤلاء الاجانب بموجب الامتيازات الاجنبية او العرف وبوجوب وضع نصوص هذه الخطة في اتفاقية منفردة وتبلغ تلك الاتفاقية الى مجلس جمعية الامم .

فعليه قد حصل الاتفاق على يأتي : —

المادة الاولى —

تطلق لفظة (الاجنبي) على رعايا الدول الاوربية والاميركية التي كانت تستفيد من احكام الامتيازات فى تركيا سابقا والتي لم تتنازل عن تلك الامتيازات بموجب اتفاق موقع قبل تاريخ ٢٤ تموز سنة ١٩٢٣ والدول الاسيوية التي لها الآن ممثل دائمي في مجلس عصبة الامم وتشمل الاشخاص الحكمية القائمة بموجب قوانين تلك الدول والهيئات والمؤسسات الدينية او الخيرية المؤلفة من اشخاص كلهم او اكثرهم من رعايا الدول المذكورة وليس في هذه المادة مايمنع عقد العهود الخاصة بين صاحب الجلالة ملك العراق بموافقة صاحب الجلالة البريطانية وبين اية كانت من الدول لجعل فوائد هذا الاتفاق تشمل رعايا تلك الدولة والاشخاص المشمولين بحمايتها او لعدم تطبيق هذا الاتفاق على رعاياها .

المادة الثانية —

No. 893.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الاتفاقية العدلية المعقودة طبقا للمادة ٩ [1] من المعاهدة العراقية الانكليزية

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 15 *juin* 1925.

نحن الموقعان ادناه المفوضان احدنا من قبل صاحب الجلالة ملك بريطانية والاخر من قبل صاحب الجلالة ملك العراق قد اجتمعنا في هذا اليوم الواقع في الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلثمائة واثنين واربعين هجرية بعد ان فوضنا لاجل التوقيع على الاتفاقية الاتية الملحقة بالمادة ٩ من معاهدة التحالف المعقودة بين صاحبي الجلالة المذكورين في اليوم العاشر من شهر تشرين اول سنة الف وتسعمائة واثنين وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة الف وثلثمائة وواحد واربعين هجرية .

الاتفاقية

لما كان قد وقع في بغداد بتاريخ ١٠ تشرين الاول سنة ١٩٢٢ الموافق ١٩ صفر سنة ١٣٤١ على معاهدة تحالف بين صاحب الجلالة البريطانية وصاحب الجلالة ملك العراق

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 19 décembre 1924.
[2] Page 13 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 893. — ACCORD JUDICIAIRE CONCLU EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE IX DU TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK, SIGNÉ A BAGDAD, LE 25 MARS 1924.

Les soussignés, Plénipotentiaires de SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et de SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, respectivement, dûment autorisés, se sont rencontrés ce 25 mars 1924, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban 1342, pour signer l'Accord ci-après, qui complète l'Article IX du Traité d'Alliance conclu entre Leurs Majestés précitées, le 10 octobre 1922, correspondant au dix-neuvième jour de Sa'far 1341 de l'Hégire, sous réserve de ratification.

ACCORD.

Considérant qu'un Traité d'Alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi d'Irak a été signé à Bagdad, le 10 octobre 1922, correspondant aux dix-neuvième jour de Sa'far 1341 de l'Hégire, et qu'un Protocole dudit Traité a été signé à Bagdad, le 30 avril 1923, correspondant au quatorzième jour de Ramadan 1341 de l'Hégire ;

Considérant qu'aux termes de l'Article IX dudit Traité, Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à accepter et à rendre effective toute disposition raisonnable que Sa Majesté Britannique pourra juger nécessaire de prendre dans les questions d'ordre juridique, en vue de sauvegarder les intérêts des étrangers, par suite de la non-application des immunités et privilèges dont ils jouissaient, en vertu des capitulations ou de l'usage, et que Sa Majesté le Roi d'Irak, convient également que ces stipulations feront l'objet d'un Accord particulier qui sera communiqué au Conseil de la Société des Nations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article I.

Le terme « étrangers » désigne les ressortissants de tout Etat d'Europe ou d'Amérique qui bénéficiait précédemment du régime des capitulations en Turquie et n'y a pas renoncé, en vertu d'un accord antérieur au 24 juillet 1923, et les ressortissants de tout Etat d'Asie, qui est, à présent, représenté de façon permanente au Conseil de la Société des Nations ; ce terme comprend aussi les sociétés constituées conformément aux lois des Etats en question et les institutions et organismes religieux ou charitables, composés exclusivement ou en majorité de ressortissants desdits Etats.

Aucune disposition du présent article n'empêchera Sa Majesté le Roi d'Irak de conclure, avec l'assentiment de Sa Majesté Britannique, un accord particulier avec un Etat quelconque, prévoyant l'extension des avantages du présent Accord aux ressortissants et aux personnes placées sous la protection dudit Etat, ou prévoyant la non-application du présent Accord aux ressortissants de l'Etat en question.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article II.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à employer des experts juridiques britanniques auprès des Tribunaux et à leur accorder des pouvoirs judiciaires, conformément aux lois de l'Irak ; il convient en outre que la procédure actuellement suivie par les Tribunaux, concernant l'instruction des délits, le jugement des causes et autres affaires intéressant des étrangers, continuera à être suivie et sera sanctionnée par une loi, à savoir :

a) Les étrangers accusés d'un délit (sauf une contravention) qui est de la compétence d'un Magistrat, pourront réclamer le droit d'être jugés par un Magistrat britannique ;

b) Les étrangers accusés d'un délit hors de la compétence d'un Magistrat, pourront demander que l'interrogatoire, au cours de l'instruction préliminaire, soit conduit et que les ordres concernant leur mise en liberté sous caution et leur renvoi devant un tribunal soient donnés par un Magistrat britannique ;

c) Les étrangers renvoyés devant un Tribunal, pourront demander que leur cause soit jugée par un Tribunal comprenant au moins un Juge britannique, président de droit ;

d) En matière civile, quand une valeur supérieure à sept cent cinquante roupies est en litige, les étrangers parties à la cause pourront demander que le jugement définitif du Tribunal de première instance soit rendu, et que les appels ou les demandes en revision soient examinés par un Tribunal présidé par un Juge britannique et composé de manière à comprendre un Juge britannique dans un Tribunal de trois membres ou moins, de deux Juges britanniques dans un Tribunal de quatre ou cinq membres et de trois Juges britanniques dans un Tribunal de plus de cinq membres ;

e) En matière criminelle, les étrangers pourront demander que leur appel ou leur demande en revision soit examiné par un Tribunal présidé par un Juge britannique et composé comme il est stipulé au paragraphe précédent, ou par un Juge britannique siégeant seul, si toutes les Parties participant à cet appel ou à cette demande de revision sont des étrangers et acceptent cette procédure ;

f) Tout étranger qui est Partie à un procès et n'a pas une connaissance suffisante de l'arabe pour comprendre les débats de la cause pourra demander que ceux-ci soient traduits en anglais et le Magistrat fera droit à cette demande s'il la juge fondée.

g) Dans les villes de Bagdad et de Bassora et leurs environs et dans toutes les autres localités où se trouve un Juge ou un Magistrat britannique compétent à cet effet, aucune autorité judiciaire ou administrative ne pourra pénétrer dans la maison d'un étranger sans un ordre signé d'un Juge ou d'un Magistrat britannique.

Dans les localités où ne se trouvent ni Juge ni Magistrat britannique, comme il est dit ci-dessus, et dans tous les cas où la police est autorisée par la loi à pénétrer dans les maisons sans ordre de perquisition, elle ne pénétrera pas dans la maison d'un étranger sans faire immédiatement rapport de cette perquisition au Juge ou au Magistrat britannique le plus proche.

Article III.

Sa Majesté le Roi d'Irak prend l'engagement que toute loi concernant la juridiction, la constitution ou la procédure des Tribunaux, ou la nomination et la révocation des Juges soit, avant sa présentation au Parlement, soumise sous forme de projet au Haut-Commissaire, afin que celui-ci donne son opinion et son avis au sujet des stipulations qui concernent les intérêts des étrangers.

Article IV.

Dans les affaires concernant le statut personnel des étrangers ou dans les autres affaires civiles et commerciales auxquelles l'on a coutume, en vertu de l'usage international, d'appliquer

la législation d'un autre pays, cette législation sera appliquée de la manière que prescrira une loi ultérieure. Sans toutefois porter atteinte aux dispositions des lois relatives à la juridiction des Tribunaux religieux ou des pouvoirs des Consuls concernant l'administration des biens de leurs ressortissants qui pourront être reconnus, en vertu d'accords conclus par le Gouvernement de l'Irak, les affaires relatives au statut personnel des étrangers seront examinées par le Tribunal civil, sous réserve des stipulations du présent Accord. Dans les questions de mariage, de divorce, de pension alimentaire, de dot, de tutelle de mineurs et de transmission de biens meubles, le Président du Tribunal examinant la cause ou, en cas d'appel ou de revision, le Président de la Cour d'Appel et de Révision, examinant la cause, pourra inviter le Consul ou un représentant du Consulat de l'étranger intéressé à siéger en qualité d'expert aux fins de donner son avis sur le statut personnel en question.

Article V.

Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à soumettre à l'assentiment préalable du Haut-Commissaire la nomination de tous les Présidents et Membres britanniques des Cours d'Appel et de Revision, ainsi que la résiliation du contrat de tout Juge ou Magistrat britannique.

Article VI.

Les stipulations du présent Accord demeureront en vigueur pendant la durée du Traité et cesseront d'être opérantes à l'expiration de cette durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures. Fait à Bagdad, en double expédition, ce vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne, correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban mille trois cent quarante-deux de l'Hégire.

Le Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique, pour l'Irak,
H. DOBBS.

Le Premier Ministre du Gouvernement de l'Irak,
JA'FAR AL 'ASKARI.

N° 894.

GRANDE-BRETAGNE ET IRAK

Accord financier, conclu en exécution de l'article XV du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, signé à Bagdad, le 25 mars 1924.

GREAT BRITAIN AND 'IRAQ

Financial Agreement made under Article XV of the Anglo-'Iraq Treaty, signed at Baghdad, March 25, 1924.

No. 894. — FINANCIAL AGREEMENT[1] MADE UNDER ARTICLE XV OF THE ANGLO-'IRAQ TREATY[2], SIGNED AT BAGHDAD, MARCH 25, 1924.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 15, 1925.

We, the undersigned Plenipotentiaries of HIS BRITANNIC MAJESTY and of HIS MAJESTY the KING OF 'IRAQ respectively, having been duly authorised, met together this 25th day of March, 1924, corresponding to the 19th day of Sha'ban, 1342, in order to sign the following Agreement, subsidiary to Article XV of the Treaty of Alliance concluded between Their Majesties aforesaid on the 10th day of October, 1922, corresponding to the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, subject to ratification.

THE AGREEMENT.

Whereas a Treaty of Alliance between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq was signed at Baghdad on the 10th day of October, 1922, corresponding with the 19th day of Sa'far, 1341, Hijrah, and a Protocol to the same Treaty was signed at Baghdad on the 30th day of April, 1923, corresponding with the 14th day of Ramadhan, 1341, Hijrah ; and

Whereas by Article XV of the said Treaty it is provided that a separate agreement shall regulate the financial relations between the High Contracting Parties, which shall provide, on the one hand, for the transfer by His Britannic Majesty's Government to the Government of 'Iraq of such works of public utility as may be agreed upon, and for the rendering by His Britannic Majesty's Government of such financial assistance as may from time to time be considered necessary for 'Iraq, and, on the other hand, for the progressive liquidation by the Government of 'Iraq of all liabilities thus incurred, and that such agreement shall be communicated to the Council of the League of Nations ; and

Whereas by Article IV of the same Treaty His Majesty the King of 'Iraq undertakes that he will fully consult the High Commissioner on what is conducive to a sound financial and fiscal policy, and will ensure the stability and good organisation of the finances of the 'Iraq Government so long as that Government is under financial obligations to the Government of His Britannic Majesty ; and

Whereas by Article XVIII of the same Treaty it is provided that nothing shall prevent the High Contracting Parties from reviewing from time to time the provisions of the separate agreement referred to above with a view to any revision which may seem desirable in the circumstances then existing, any modifications which may be agreed upon by the High Contracting Parties being communicated to the Council of the League of Nations :

Now therefore it is agreed as follows :

Article I.

The two Governments hereby recognise the principle that the entire cost of the Civil Administration of 'Iraq shall be borne on 'Iraq revenues, and that the Government of 'Iraq shall, at

[1] The exchange of ratifications took place at Baghdad, December 19, 1924.

[2] Page 13 of this Volume.

the earliest possible date, accept full financial responsibility for the maintenance of internal order, and for the defence of 'Iraq from external aggression.

Article II.

Such financial assistance as may for a time be provided by the Government of His Britannic Majesty shall take the form of the maintenance in 'Iraq, at the expense of His Britannic Majesty's Government, of an Imperial Garrison or of local forces controlled by His Britannic Majesty's Government, but shall in no case take the form of a contribution by His Britannic Majesty's Government to the cost of the 'Iraq army or local forces maintained and controlled by the Government of 'Iraq.

Article III.

The financial assistance to be provided for the aforesaid purposes shall be progressively reduced as His Britannic Majesty's Government may determine in each financial year, and shall in any case terminate within a period not exceeding four years from the date of the ratification of peace with Turkey.

Article IV.

The Government of 'Iraq undertake to devote not less than 25 per cent. of the revenues of 'Iraq towards the cost of the defence and security of 'Iraq.

For the purpose of this article the revenue of 'Iraq shall be regarded as the gross receipts in all cases under each head of revenue service with the exception of the commercial services, other than Posts, Telegraphs and Telephones, of which the net revenues shall be included.

Article V.

His Britannic Majesty's Government agree to the transfer to the Government of 'Iraq and, the Government of 'Iraq agree to accept the transfer, of the undermentioned works of public utility at the valuation shown against each of the works specified : –

	Rs.
Irrigation	62,12,040
Roads	3,20,000
Bridges	11,17,500
Posts, Telegraphs and Telephones	17,60,000
Total	94,09,540

Article VI.

The Government of 'Iraq accept the liability to repay to His Britannic Majesty's Government the full value of the works specified in the preceding article representing a total sum of Rs. 94,09,540.

Article VII.

The sum of Rs. 94,09,540 shall constitute a debt to be repaid by means of a terminable annuity, calculated so as to repay the capital sum, with interest at 5 per cent. per annum, within twenty years from the conclusion of this Agreement.

The Government of 'Iraq further agree that, if from any cause the whole or part of the annuity payable in any year shall remain unpaid at the close of that year, the amount so outstanding shall

be added to the total debt and converted into an annuity terminable within twenty years from the conclusion of this Agreement, with interest at 5 per cent. per annum. The annuity payments required under this article shall be a first charge on the general revenues of 'Iraq and no prior charge shall be set up without the consent of His Britannic Majesty's Government.

Article VIII.

His Britannic Majesty's Government hereby transfer to the Government of 'Iraq as from the 1st day of April, 1923, and for a period not exceeding four years from the ratification of the Treaty of Alliance, the management and administration of the 'Iraq railway system, which shall remain the property of His Britannic Majesty's Government, and the Government of 'Iraq hereby accept the responsibility for administering and managing the said system. So long as the railways are administered and managed by the 'Iraq Government, all receipts of the 'Iraq railways will be kept separate from the general revenues of 'Iraq and will be used solely for meeting *(a)* current expenditure of the railways and *(b)* in so far as there may be any surplus of receipts over such current expenditure, the cost of further capital works undertaken with the approval of the High Commissioner or the payment of interest on money borrowed for the purpose of such capital works. So long as the railways are administered or managed by the Government of 'Iraq, His Britannic Majesty's Government will do everything in their power to obtain for that Government any advice or assistance which they may require, the cost of such advice or assistance being charged as a part of the current expenses of the railways. His Britannic Majesty's Government will not sell the railways to any private purchaser within the period of four years from the ratification of the Treaty except with the concurrence of the 'Iraq Government, which shall not be unreasonably withheld, and the 'Iraq Government shall not within the same period lease the railways to any private lessee without the concurrence of His Britannic Majesty's Government. In the event of the Government of 'Iraq desiring within the said period to acquire the ownership of the railways whether for the purpose of selling or leasing them to any private purchaser or lessee or otherwise, His Britannic Majesty's Government shall state the terms upon which they will be prepared to transfer such ownership ; and the transfer shall be made upon terms to be mutually agreed. In default of agreement as to such terms the matter shall be referred to three arbitrators of whom one shall be appointed by His Britannic Majesty's Government and one by the Government of 'Iraq. The third arbitrator shall be chosen by the other two arbitrators by agreement, or, failing such agreement, by the President of the Permanent Court of International Justice. The arbitrators shall take into consideration the expenses incurred by His Britannic Majesty's Government in the construction, equipment and maintenance of the railways and the past, actual and prospective value of the railways to the Government and people of 'Iraq and shall decide what payment ought to be made by the Government of 'Iraq to His Britannic Majesty's Government for the transfer of ownership and in what manner and at what dates, having regard to the general financial resources and liabilities of 'Iraq, such payment ought to be made. His Britannic Majesty's Government and the Government of 'Iraq undertake to accept and to give effect to the decision of the arbitrators.

His Britannic Majesty's Government and the Government of 'Iraq agree that on the expiry of the period of four years from the ratification of the Treaty of Alliance the ownership of the railway system shall in default of prior sale or transfer be forthwith transferred to the 'Iraq Government on terms to be mutually agreed, or, failing such agreement, to be decided by arbitration as hereinbefore provided.

Article IX.

The Government of 'Iraq agree not to dispose by sale or in any other manner of any of the works specified in Articles V, VI, VII and VIII without the prior consent of His Britannic Majesty's Government, until such time as repayment of the value of all the said works has been completed. Should any of the said works be so disposed of with the concurrence of His Britannic Majesty's Government, the outstanding debt to His Britannic Majesty's Government in respect of the work or works so disposed of shall simultaneously be liquidated by the 'Iraq Government. The

negotiations for such disposal shall be conducted by the High Commissioner and shall be subject to the approval of His Britannic Majesty's Government.

Article X.

His Britannic Majesty's Government and the Government of 'Iraq agree that the Port of Basrah shall be transferred to a Port Trust, and that the conditions of this transfer shall be dealt with separately and shall include the following : —

(1) Port receipts and expenditure shall be excluded from 'Iraq General Accounts, and a Port Trust shall be set up with the authority of the 'Iraq Government, and subject to the approval of His Britannic Majesty's Government, to administer the Port.

(2) The valuation of 72,19,000 rupees shall be treated as a debt of the Port Trust to His Britannic Majesty's Government. The terms and conditions on which the Port Trust shall operate shall be subject to the approval of His Britannic Majesty's Government, and shall be dealt with by separate arrangement in consultation with the Government of 'Iraq, who hereby agree to facilitate the negotiations for the establishment of the Port Trust, and to secure the position in 'Iraq of the said Port Trust by such legislation as may be necessary.

Article XI.

(1) The Government of 'Iraq agree that all lands and buildings, the property of the 'Iraq Government now in the occupation of His Britannic Majesty's Government for military and other purposes, shall remain in the undisturbed occupation of His Britannic Majesty's Government until such time as they are no longer required : provided that after the termination of the Anglo-'Iraq Treaty and subject to the provisions of any further Treaty or Agreement which may be concluded in pursuance of the Protocol to the said Treaty, His Britannic Majesty's Government shall not retain such land or buildings for a period longer than may be reasonably necessary for the sale or disposal of any buildings or works, the property of His Britannic Majesty's Government, situate thereon.

(2) The 'Iraq Government agree to transfer to His Britannic Majesty's Government, free of charge, waste Government land required for military and other purposes by His Britannic Majesty's Government, and such land as well as the buildings thereon, or to be erected thereon, shall remain the property of His Britannic Majesty's Government for so long as such land and buildings are required by His Britannic Majesty's Government : provided that after the termination of the Anglo-'Iraq Treaty and subject to the provisions of any further Treaty or Agreement which may be concluded in pursuance of the Protocol to the said Treaty, His Britannic Majesty's Government shall not require the transfer of any further waste Government land for military purposes and shall not retain any such land already so transferred for military purposes for a period longer than may be reasonably necessary for the disposal of such land and the buildings thereon as provided in sub-clause 5 of this article.

(3) Privately owned land or buildings required at any time before the termination of the Anglo-'Iraq Treaty by His Britannic Majesty's Government for military and other purposes shall at the request of His Britannic Majesty's Government be acquired or leased by the 'Iraq Government under such Expropriation Law as may from time to time be in force, and the 'Iraq Government shall receive the purchase price or rental from His Britannic Majesty's Government. The 'Iraq Government agree to promulgate such legislation as may be necessary for the compulsory acquisition or leasing of any privately owned land or buildings required by His Britannic Majesty's Government for military and other purposes and any such legislation shall, in the case of land compulsorily leased on behalf of His Britannic Majesty's Government, empower His Britannic Majesty's Government on or before the expiration of such lease to remove any works or buildings erected on such land by His Britannic Majesty's Government and shall further provide that where

the land or building is to be acquired or leased on behalf of His Britannic Majesty's Government, a representative of His Britannic Majesty's Government to be selected by the High Commissioner shall serve in any Assessment Board constituted under such laws. As regards privately owned land of which ownership is acquired under this sub-clause by His Britannic Majesty's Government for military purposes, the 'Iraq Government shall have the right, at the termination of the Treaty, to purchase by agreement or arbitration the land and the buildings thereon. As regards privately owned land of which the leasehold is obtained under this sub-clause by His Britannic Majesty's Government for military purposes, the period of the lease shall be for the period of the Treaty, but shall be extended after the termination of the Treaty at the request of His Britannic Majesty's Government for such time as may be reasonably necessary to enable His Britannic Majesty's Government to dispose of the buildings thereon.

(4) The 'Iraq Government shall place no obstacle in the way of His Britannic Majesty's Government purchasing by agreement privately owned land or buildings.

(5) His Britannic Majesty's Government shall have full power to sell land acquired by them prior to the conclusion of this Agreement, and to be acquired under paragraphs 3 and 4 of this article, together with the buildings thereon, and to appropriate for their own use the proceeds of such sale, if at any time such land is no longer required by His Britannic Majesty's Government. His Britannic Majesty's Government shall have full power to dispose of land, together with the buildings thereon, transferred to them under paragraph 2 of this article, subject to payment to the Government of 'Iraq of the sale or rental value of the site, such value to be determined, where possible, by reference to the market value of similar land in the neighbourhood or by agreement between the two Governments.

Article XII.

The 'Iraq Government undertake that, notwithstanding the termination of the Treaty of Alliance, the financial obligations accepted by them in Articles V—XI of this Agreement shall continue in force until repayment of all sums due by them to His Britannic Majesty's Government under this Agreement has been completed, and shall be faithfully fulfilled. They further agree that until the completion of such repayment no prior charge on the general revenues of 'Iraq shall be created in order to secure a loan or for any similar purpose without the prior consent of His Britannic Majesty's Government. Such consent shall not be withheld if His Britannic Majesty's Government are satisfied that the object for which such prior charge is to be created is one which will tend to secure the sound financial development of 'Iraq, and will not impair the capacity of the 'Iraq Government to discharge their liabilities to His Britannic Majesty's Government.

Article XIII.

The ordinary expenses of civil government and administration and the salaries and expenses of the High Commissioner and his staff will be borne entirely by the Government of 'Iraq. His Britannic Majesty's Government will invite Parliament to make a contribution amounting to half of the expenditure approved by the Secretary of State upon salaries and other expenses of the High Commissioner and his staff. The Government of 'Iraq will provide quarters for the accommodation of members of the staff of the High Commissioner subject to the payment of reasonable rent by the officers concerned.

Article XIV.

(1) The Government of 'Iraq agree that the following articles shall be exempt from Customs duties on import or export : —

(a) All articles for the personal use of the High Commissioner.

(b) All articles for the official use of the High Commissioner and his staff and of the Imperial and other forces or services maintained in 'Iraq at the expense of His Britannic Majesty's Government, all articles imported by or consigned to the Navy, Army and Air Force Institute or any other official canteen for His Britannic Majesty's Forces, and all personal effects introduced on arrival in 'Iraq by members

of the High Commissioner's staff and of such forces or services, provided that if any articles imported or introduced under this exemption are disposed of to other parties than those entitled to this exemption, the Customs duty then in force shall be paid by the person, service, force or institute making such disposal.

(c) All imported articles addressed to individual members or recognised messes of His Britannic Majesty's forces on production of a certificate that they are for the use of the individual or mess concerned.

(d) All articles exported by members of His Britannic Majesty's forces on production of a certificate that they are not exported for sale.

(2) Duty shall be paid on all articles not imported directly by the authorities, forces and services detailed above, but the 'Iraq Government agree to grant a rebate of the duty so paid on production of a certificate from a competent authority that the articles on which duty has been paid have been delivered to and received for the official use of the High Commissioner and his staff and of the Imperial and other forces maintained in 'Iraq at the expense of His Britannic Majesty's Government.

Article XV.

The Government of 'Iraq agree not to levy any tax on the forces or services of His Britannic Majesty's Government in respect of offices, buildings, land or premises occupied by such forces or services for official purposes.

Article XVI.

The Government of 'Iraq undertake to provide for the due payment of all sums which may be payable to officials of British nationality in the employment of the 'Iraq Government in accordance with the provisions of the terms of the contracts of those officials, and this undertaking shall continue in force during the continuance and on the termination of such contracts.

Article XVII.

The Government of 'Iraq recognise their liability to meet as they fall due all sums or charges in respect of the Ottoman Public Debt which may be assigned to the Government of 'Iraq under the Treaty of Peace with Turkey.

Article XVIII.

The forces and services of His Britannic Majesty's Government, including the Navy, Army and Air Force Institute or any other official canteen of His Britannic Majesty's Forces, shall pay at most-favoured rates for all services rendered by Departments of the 'Iraq Government.

Article XIX.

His Britannic Majesty's Government agree to contribute towards the cost of upkeep and maintenance of roads and bridges used for traffic by His Britannic Majesty's Forces. The expenses incurred by His Britannic Majesty's Government on public roads and bridges shall be taken into account in assessing such contribution.

In witness of which the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures thereto. Done at Baghdad, in duplicate, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era, corresponding with the nineteenth day of Sha'ban, one thousand three hundred and forty-two, Hijrah.

H. DOBBS,
His Britannic Majesty's High Commissioner for 'Iraq.

JA'FAR AL 'ASKARI,
Prime Minister of the 'Iraq Government.

وللبيان قد وقع المفوضان المختصان بامضائهما هذه الاتفاقية .

كتب في بغداد عن نسختين في اليوم الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية .

ه . دوبس

المعتمد السامي

لجلالة ملك بريطانية في العراق

جعفر العسكري

رئيس وزراء الحكومة العراقية

مطابقة للاصل

رئيس وزراء الحكومة العراقية

٢٩ نيسان سنة ١٩٢٥

Certified authentic copy.
H. DOBBS,
High Commissioner for 'Iraq.
May 12th, 1925.

دفعها للموظفين البريطانيين الذين في خدمة حكومة العراق وفقاً لمقتضى شروط مقاولات استخدام هؤلاء الموظفين ويجب ان يظل هذا التعهد نافذاً اثناء استمرار هذه المقاولات وعند انتهاء اجلها كذلك .

المادة ١٧ —

تعترف حكومة العراق بانها مكلفة بان تسدد لدى الاستحقاق كل ما قد يفرض عليها بموجب معاهدة الصلح مع تركية من المبالغ او التكاليف من جهة الديون العمومية العثمانية .

الماده ١٨ —

ان ما تدفعه قوات ومصالح حكومة جلالة ملك بريطانية بما فيه معهد الجيش والبحرية والقوات الجوية او اي مخزن عسكري (كانتين) آخر عائد لقوات جلالة ملك بريطانية لقاء كل ما قد يؤدى لها من الخدمات من قبل دوائر حكومة العراق يجب ان يكون بموجب اكثر الاسعار مهاودة .

المادة ١٩ —

توافق حكومة جلاله ملك بريطانية على الاشتراك في سد نفقات تعهد وصيانة الطرقات والجسور التي تستعملها قوات جلالة ملك بريطانية للنقليات وعند تقدير مقدار ما ينبغي دفعه على حساب الاشتراك في سد هذه النفقات ينبغي ان يحسب حساب المصاريف المتكبدة على الطرقات العمومية والجسور من قبل حكومة جلالة ملك بريطانية .

المعمول به اذ ذاك من قبل صرف من تلك المواد على ذلك الوجه من شخص او قوة او مصلحة او معهد .

(ج) جميع المواد المستوردة المعنونة باسم افراد قوات جلالة ملك بريطانية او باسم المطاعم الخصوصية المعترف بها العائدة الى القوات المذكورة وذلك لدى ابراز شهادة بان تلك المواد هي لاستعمال الفرد او المطعم صاحب الشأن .

(د) جميع المواد المصدرة الى الخارج من قبل افراد قوات جلالة ملك بريطانيه وذلك لدى ابراز شهادة بان تلك المواد ليست مصدرة لأجل البيع .

(٢) يجب تأدية الرسوم الكمركية عن جميع المواد التي لم يجر استيرادها رأساً عن يد من ذكر في اعلاه من السلطات والقوات والمصالح الا ان حكومة العراق توافق على منح خصم على الرسوم المدفوعة على هذا الوجه لدى ابراز شهادة من سلطة ذات صلاحية بان المواد التي قد دفعت عليها الرسوم الكمركية قد سلمت وتسلمت لأجل الاستعمال الرسمي من قبل المعتمد السامي وحاشيته والقوات الامبراطورية وغيرها المقامة في العراق على نفقة حكومة جلالة ملك بريطانية .

الماده ١٥ —

توافق حكومة العراق على ان لا تتقاضى رسماً ما من قوات او مصالح حكومة جلالة ملك بريطانية عن الدوائر او الاراضي او العقارات التي تشغلها هذه القوات او المصالح لمقاصد رسمية .

المادة ١٦ —

تتعهد حكومة العراق باجراء ما يجب لكي تدفع فى حينها جميع المبالغ التي يستحق

المعتمد السامي وحاشيته يجب ان تتحملها بكليتها الحكومة العراقية . وستطلب الحكومة البريطانية من البرلمان البريطاني القيام بتأدية قسم من نفقات المعتمد السامي وحاشيته يبلغ نصف النفقات التي يصادق عليها وزير المستعمرات لاجل مرتبات المعتمد السامي وحاشيته ومصاريفهما الاخرى . وستقدم الحكومة العراقية مساكن لسكنى افراد حاشية المعتمد السامي على ان يدفع الضباط الذين يخصهم الامر بدل ايجار معقولاً .

المادة ١٤ —

(١) توافق حكومة العراق على اعفاء المواد الآتية الذكر من الرسوم الكمركية على الواردات او الصادرات : —

(أ) جميع المواد العائدة الى المعتمد السامي لاجل استعماله الخاص .

(ب) جميع اللوازم الرسمية العائدة الى المعتمد السامي وحاشيته والقوات او المصالح الامبراطورية وغير الامبراطورية المقامة في العراق على نفقة حكومة جلالة ملك بريطانية وجميع المواد المستوردة من قبل «معهد الحرية والجيش والقوة الهوائية» او اى حانوت (كانتين) رسمي آخر عائد الى قوات جلالة ملك بريطانية او الواردة برسم المعهد المذكور او احد الحوانيت المذكورة وجميع اللوازم الشخصية التي يأتي بها افراد حاشية المعتمد السامي او افراد القوات او المصالح الآنفة الذكر عند وصولهم الى العراق على شرط انه اذا صرف شيء من المواد المستوردة او المؤتى بها بموجب هذا الاعفاء الى غير من يشملهم الاعفاء المذكور يجب اداء الرسم الكمركي

ايجار الارض وهذا البدل يعين عند الاستطاعة بالنظر الى السعر الرائج في السوق للاراضي المماثلة والمجاورة والا فبالاتفاق بين الحكومتين .

المادة ١٢ —

تتعهد حكومة العراق بان يبقى التعهد المالي الذى قبلت به فى المواد ٥ الى ١١ من هذه الاتفاقية معمولاً به رغماً عن انتهاء معاهدة التحالف الى ان يتم تسديد جميع المبالغ التي لحكومة جلالة ملك بريطانية بذمتها بموجب هذه الاتفاقية وبان يجري تنفيذه بكل امانة وكذلك توافق على عدم احداث طلب ما بقصد الحصول على قرض او ما اشبه من المقاصد يقدم تسديده خصما من ايرادات العراق العمومية على تسديد اى مبلغ آخر من غير موافقة حكومة جلالة ملك بريطانية على ذلك مقدما وذلك الى ان يتم تسديد المبالغ الآنفة الذكر . ولا يجوز الامساك عن هذه الموافقة اذا اقتنعت حكومة جلالة ملك بريطانية من ان الغرض الذي لاجله يراد احداث هكذا طلب هو من الاغراض التي من شأنها ان تضمن تقدم العراق تقدما ماليا سليماً لا تضعف مقدرة حكومة العراق على ايفاء ديونها الحكومة جلالة ملك بريطانية .

المادة ١٣ —

ان المصاريف الاعتيادية الخاصة بالحكومة المدنية والادارة ومرتبات ومصاريف

يختاره المعتمد السامي . اما فيما يتعلق بالاراضي التي من الاملاك الخاصة والتي تستملكها حكومة جلالة ملك بريطانية لاغراض عسكرية بموجب هذه الفقرة فلحكومة العراق الحق عند انتهاء المعاهدة بان تشتري بالاتفاق او بالتحكيم تلك الاراضي وما عليها من المباني . واما فيما يتعلق بالاراضي التي من الاملاك الخاصة والتي تستأجرها حكومة جلاله ملك بريطانية لاغراض عسكرية بموجب هذه الفقرة فينبغي ان تكون مدة ايجارها لغاية مدة المعاهدة على ان تمدد بعد انتهاء المعاهدة بناءً على طلب حكومة جلالة ملك بريطانية وذلك بقدر ما يكون ضرورياً عقلاً لتمكين حكومة جلالة ملك بريطانية من بيع المباني التي على تلك الاراضي .

٤ — على حكومة العراق ان لا تضع عراقيل ما في سبيل شراء حكومة جلالة ملك بريطانية اراض او املاك خاصة بالاتفاق مع اصحابها .

٥ — لحكومة جلالة ملك بريطانية السلطة التامة لبيع ما اشترته من الاراضي قبل عقد هذه الاتفاقية وما تشتريه من ذلك بموجب الفقرتين ٣ و ٤ من هذه المادة مع ما على تلك الاراضي من الابنية والتصرف لمنفعتها الخاصة بالثمن الحاصل من هذا البيع وذلك في اي وقت كان عند مالا تبقى لحكومة جلالة ملك بريطانية من حاجة الى تلك الاراضي وكذلك لحكومة جلالة ملك بريطانية السلطة التامة للتصرف بملكية الاراضي التي تحول اليها بموجب الفقرة (٢) من هذه المادة وما عليها من الابنية على ان يدفع الى حكومة العراق بدل مبيع او بدل

من هذه الاراضي والمباني التي عليها كما نص عليه في الفقرة ٥ من هذه المادة ..

- ان الاراضي او الابنية التي تكون من الاملاك الخاصة وتحتاج اليها حكومة جلالة ملك بريطانية في اي وقت كان قبل انتهاء المعاهدة العراقية الانكليزية لاجل الاغراض العسكريه وغيرها يجب ان يجرى استملاكها (اى نزع ملكيتها) او استئجارها من قبل حكومة العراق بناءً على طلب حكومة جلالة ملك بريطانية بموجب قانون الاستملاك الذي يكون معمولا به من وقت الى آخر . اما ثمن الاستملاك او بدل الايجار فيجب ان تتسلمه حكومة العراق من حكومة جلالة ملك بريطانية .

توافق حكومة العراق على اصدار مايقتضي من التشريع لاجل الاستملاك او الاستئجار الجبري لاى من الاراضي او الابنية التي من الاملاك الخاصة والتي قد تحتاج اليها حكومة جلالة ملك بريطانيا لاغراض عسكرية وغيرها وكل تشريع من هذا القبيل فيما يخص الاراضي المستأجرة اجبارياً بالنيابة عن حكومة جلالة ملك بريطانية ينبغي ان يخول حكومة جلالة ملك بريطانية الحق بان تنقل عند انتهاء مدة الايجار او قبل ذلك اية اشغال او ابنية مما قد تكون شيدتها الحكومة المذكورة على تلك الارض .

وينبغي كذلك ان ينص ذلك التشريع على انه عند ما يقتضي استملاك او استئجار ارض او بناء ما بالنيابة عن حكومة جلالة ملك بريطانية يجب ان يشترك في كل هيئة تخمين تشكل بموجب ذلك التشريع مندوب عن حكومة جلالة ملك بريطانية

تشغلها الآن حكومة جلالة ملك بريطانية لاغراض عسكرية وغيرها مشغلة من قبل الحكومة الاخيرة اشغالا لايشو به تعرض ماالى ان لايبقى لحكومة جلالة ملك بريطانية من حاجة اليها على انه بعد انتهاء المعاهدة العراقية الانكليزية وبشرط ان تراعى احكام اية معاهدة اخرى او اتفاقية تعقد وفقاً للبروتوكول الملحق بالمعاهدة المذكورة ينبغي على حكومة صاحب الجلالة البريطانية ان لاتحتفظ بالاراضى او المباني المذكورة لمدة اطول مما يعتبر ضرورياً عقلا لبيع ماقد يكون على تلك الاراضي من المباني او الاشغال التي هي ملك لحكومة صاحب الجلالة البريطانية .

٢ — توافق حكومة العراق على ان تنقل الى حكومة جلالة ملك بريطانية مجاناً من غير مقابل ملكية ماتحتاج اليه الحكومة الاخيرة من الاراضي الاميرية المهملة لاجل الاغراض العسكرية وغيرها والاراضي التي تحول ملكيتها على هذا الوجه مع ما عليها او ما قد ينشاد عليها من الابنية تظل ملكاً لحكومة جلالة ملك بريطانيا ماظلت الحكومة المذكورة فى حاجة لتلك الاراضي والابنية على انه بعد انتهاء المعاهدة العراقية الانكليزية وبشرط ان تراعى احكام اية معاهدة اخرى او اتفاقية قد تعقد وفقاً للبروتوكول الملحق بالمعاهدة المذكورة ينبغي على حكومة صاحب الجلالة البريطانية ان لاتتطلب افراغ اى شي آخر من الاراضي الاميرية المهملة باسمها لاجل الاغراض العسكرية وان لاتحتفظ باي من الاراضي السابق افراغها على هذا الوجه للاغراض العسكرية لمدة اطول مما يعتبر ضرورياً عقلا لبيع اي

من اصل ثمن المرفق او المرافق التي قد تصرفت به او بها على هذا الوجه . ان المفاوضات بشأن التصرف بملكية هذه المرافق يتولى امرها المعتمد السامي على ان توافق عليها حكومة جلالة ملك بريطانية .

المادة ١٠ —

توافق حكومة جلالة ملك بريطانية وحكومة العراق على تسليم ميناء البصرة الى شركة تديرها بالامانة (تدعى امانة الميناء) وعلى ان ينظر في شروط هذا التسليم على حدة وان تشتمل تلك الشروط على مايأتي : —

١ — تفصل ايرادات الميناء ومصروفاتها عن حسابات العراق العمومية وتقام لاجل ادارة شؤون الميناء امانة ميناء بامر حكومة العراق على ان توافق حكومة جلالة ملك بريطانية على ذلك .

٢ — يعتبر الثمن المقدر البالغ ٧٢١٩٠٠٠ روبية ديناً على امانة الميناء لذمة حكومة جلالة ملك بريطانية ويشترط موافقة حكومة جلالة ملك بريطانية على الشروط التي بموجبها تقوم امانة الميناء باعمالها وينظر في امر هذه الشروط بترتيب منفرد يجري باستشارة حكومة العراق التي توافق بموجب هذا على تسهيل المفاوضات لاجل تأسيس امانة الميناء وعلى تأمين مركز امانة الميناء هذه بما يقتضي من التشريع .

المادة ١١ -

١ — توافق حكومة العراق على بقاء جميع الاراضي والابنية التي هي ملكها والتي

العراق . اما الحكم الثالث فيجب ان يختاره الحكمان الاثنان بالاتفاق و فى حالة عدم اتفاقهما فيعين من قبل رئيس محكمة العدل الدولية الدائمة وعلى المحكمين ان يأخذوا بعين الاعتبار المصروفات المتكبدة من قبل حكومة جلالة ملك بريطانية فى انشاء وتجهيز مهمات والقيام بلوازم السكة الحديدية وتقدير القيمة الحقيقية والمنتظرة (في المستقبل) للسكة الحديدية لصالح حكومة واهالي العراق . ويقرر المحكمون مقدار المبلغ الذى يجب دفعه من قبل حكومة العراق الى حكومة جلالة ملك بريطانية نظير انتقال الملكية وكذلك طريقة الدفع وتاريخه مراعين فى ذلك موارد العراق المالية العمومية وما عليها من الديون . وتتعهد كل من حكومة جلالة ملك بريطانية وحكومة العراق بقبول قرار المحكمين المذكورين وتنفيذه . وتوافق كل من حكومة جلالة ملك بريطانية وحكومة العراق على وجوب انتقال ملكية نظام السكك الحديدية الى حكومه العراق على اثر انتهاء مدة الاربع سنوات من تاريخ ابرام معاهدة التحالف فى الحال هذا اذا لم يكن قدسبق بيع هذا النظام او انتقال ملكيته . وذلك بموجب الشروط التي يتفق عليها الفريقان او تلك التى تقرر بواسطه التحكيم على نحو ما نص عليه آنفا في حالة عدم التوصل الى اتفاق .

المادة ٩ —

توافق حكومة العراق على ان لاتتصرف - اما بالبيع او باي طريقة اخرى — بملكية المرافق العمومية المعينة في المواد ٥ و ٦ و ٧ و ٨ من غير موافقة حكومة جلالة ملك بريطانية مقدما وذلك الى ان يتم تسديد قيمة جميع المرافق المذكورة . وفي حالة التصرف بملكية شيء من هذه المرافق بموافقة حكومة جلالة ملك بريطانية على حكومة العراق ان تسدد فى عين الوقت رصيد الدين الباقي لحكومة جلالة ملك بريطانية

(أ) المصروفات الاعتيادية للسكة الحديدية و

(ب) وبقدر ما يزيد عن الواردات بعد سد المصروفات الاعتيادية لتكاليف الاعمال الرئيسية الاخرى التي يقام بها بموافقة المعتمد السامي او لدفع الفائدة المستحقة على الاموال المستقرضة لغرض القيام بتلك الاعمال الرئيسية . وستقوم حكومة جلالة ملك بريطانيا ما دامت حكومة العراق متولية مباشرة وادارة السكة الحديدية بكل ما في وسعها لتحصل لاجل تلك الحكومة على ما تحتاجه من المشورة او المساعدة على ان تحسب قيمة تلك المشورة او المساعدة من ضمن النفقات الاعتيادية للسكة الحديدية . وتتعهد حكومة جلالة ملك بريطانية بان لا تبيع السكة الحديدية الى اي مشتر خاص من فرد او شركة في خلال مدة الاربع سنوات اعتبارا من ابرا معاهدة التحالف الا اللهم بموافقة الحكومة العراقية على ان لا تمتنع هذه عن ابداء موافقتها بدون سبب معقول وينبغي على الحكومة العراقية ان لا تعطي السكة الحديدية بالايجار في خلال المدة المذكورة الى اي مستأجر خاص من فرد او شركة بدون موافقة حكومة جلالة ملك بريطانية . وفي حالة ما اذا رغبت حكومة العراق في خلال المدة المذكورة في امتلاك السكة الحديدية اما بقصد بيعها لمشتر خاص من فرد او شركة او ايجارها لمستأجر خاص من فرد او شركة او لغير ذلك من المقاصد فان حكومة جلالة ملك بريطانية تبين اذ ذاك الشروط التي بموجبها تكون مستعدة لنقل تلك الملكية ويجري الانتقال بموجب الشروط التي يتفق عليها الطرفان . وفي حالة عدم التوصل الى الاتفاق على تلك الشروط يعرض الامر على ثلاثة محكمين يعين واحد منهم من قبل حكومة جلالة ملك بريطانية وواحد من قبل حكومة

ان مبلغ ال٩٤٠٩٥٤٠ روبية هذا يجب ان يشكل ديناً يقتضي تسديده باقساط سنوية في خلال مدة معينة ويعين مقدار هذه الاقساط على وجه يضمن دفع المبلغ الاصلي مع فائدة سنوية قدرها ٥ بالمئة في خلال عشرين سنة من تاريخ عقد هذه الاتفاقية .

كذلك توافق حكومة العراق — في حالة بقاء احد الاقساط السنوية كله او بعضه غير مدفوع لاي سبب من الاسباب حتى ختام السنة التي يستحق فيها — على ان يضم المبلغ غير المدفوع على هذا الوجه الى مجموع الدين ويحول الى اقساط سنوية موزعة على مدة معينة بحيث يتم دفعه مع فائدة سنوية قدرها ٥ بالمئة في اثناء العشرين سنة التي تتلو تاريخ عقد هذه الاتفاقية

ان الاقساط السنوية التي يقتضي دفعها بموجب هذه المادة يجب ان تكون من الطلبات التي يقدم تسديدها خصما من ايرادات العراق العمومية على تسديد كل طلب اخر ولا يجوز احداث طلب يقدم تسديده على تسديد هذه الاقساط من غير موافقة حكومة جلالة ملك بريطانيا .

المادة ٨ —

توافق حكومة جلالة ملك بريطانيا على انتقال مباشرة وادارة نظام السكة الحديدية العراقية — التي ستظل ملكا لحكومة جلالة ملك بريطانيا — الى حكومة العراق وذلك من اول نيسان سنة ١٩٢٣ ولمدة لا تزيد عن اربع سنوات اعتباراً من تاريخ ابرام معاهدة التحالف وتوافق حكومة العراق على قبول المسئولية بادارة ومباشرة النظام المذكور . وينبغي ان تحفظ جميع واردات السكة الحديدية العراقية بمعزل عن واردات العراق العمومية ما دامت مباشرة وادارة السكة الحديدية بيد الحكومة العراقية ولا تستعمل الا لتسديد النفقات الاتية فقط : —

الاحوال تحت كل باب من ابواب الأيرادات ما عدا المصالح التجارية خلا البريد والبرق والتلفون حيث تعتبر صوافي الايرادات فقط .

المادة ٥ —

توافق حكومة جلالة ملك بريطانيا على نقل ملكية المرافق العمومية الآتية الذكر الى حكومة العراق وتوافق حكومة العراق على قبول هذا النقل وذلك بالثمن المقدر المبين فيما يلى امام كل من هذه المرافق المعينة .

الري	٦٢١٢٠٤٠	روبية
الطرق	٣٢٠٠٠٠	»
الجسور	١١١٧٥٠٠	»
البرق والبريد والتلفون	١٧٦٠٠٠٠	»
	٩٤٠٩٥٤٠	روبيه

المادة ٦ —

تقبل حكومة العراق على عاتقها مسئولية القيام بتسديد كامل قيمة المرافق المعينة في المادة السابقة لحكومة جلالة ملك بريطانيا والبالغ مجموع قيمتها ٩٤٠٩٥٤٠ روبيه .

المادة ٧ —

تعترف الحكومتان بمقتضى هذا بمداء وجوب سد جميع نفقات ادارة العراق المدنيـة من ايرادات العراق وقبول حكومة العراق في اقرب ما يمكن من الوقت المسئولية المالية التامة فيما يتعلق بالمحافظة على النظام الداخلي والدفاع عن العراق ضد التعدي الخارجي.

المادة ٢ —

انما تقدمه حكومة جلالة ملك بريطانية الى حين من المساعدة المالية يجب ان يكون في شكل الاحتفاظ في العراق على نفقة حكومة جلالة ملك بريطانية بحامية امبراطورية او قوات محلية تتولى امرها الحكومة المذكورة ولـكن لا يجوز في حالة من الاحوال ان تتخـذ هـذه المساعدة المالية شكل اشتراك حكومة جلالة ملك بريطانية في سـد نفقات الجيش العراقي او نفقات قوات محلية تقوم باعبائها وتتولى امرها حكومة العراق .

المادة ٣ —

ان المساعدة المالية المنوي تقديمها لاجل الاغراض المبينة في اعلاه يجب ان تخفض تخفيضاً متوالياً على نحو ما تقرره حكومة جلالة ملك بريطانيا في كل سنة مالية ويجب على كل حال ان تنقطع في خلال مدة لا تتجاوز الاربع سنوات من تاريخ ابرام الصلح مع تركيا .

المادة ٤ —

تتعهد حكومة العراق بان تخصص ما لا يقل عن ٢٥ بالمئة من ايرادات العراق لسد نفقات الدفاع عن العراق والمحافظة على الامن فيه .

وبالنظر الى ما ترمي اليه هذه المادة تعتبر ايرادات العراق مجمل ما يدخل في جميـع

وجلالة ملك العراق وكذلك وقع في بغداد في اليوم الثلاثين من نيسان سنة ١٩٢٣ ميلادية الموافق اليوم الرابع عشر من رمضان سنة ١٣٤١ هجرية ملحق بنفس هذه المعاهدة .

وحيث ان المادة ١٥ من المعاهدة المذكورة قد نصت على عقد اتفاقية منفردة لتسوية العلاقات المالية بين الفريقين المتعاقدين السامين ينص فيها من جهة على تسليم حكومة جلالة ملك بريطانية الى حكومة العراق ما يتفق عليه من المرافق العمومية وعلى تقديم حكومة جلالة ملك بريطانية مساعدة مالية حسبما تقتضيه الحاجة في العراق من وقت الى آخر وينص فيها من جهة اخرى على تصفية حكومة العراق تدريجياً جميع الديون المتكبدة في هذا السبيل وتبلغ هذه الاتفاقية الى مجلس جمعية الامم .

وحيث انه بموجب المادة ٤ من نفس هذه المعاهدة يتعهد جلالة ملك العراق بان يستشير المعتمد السامي الاستشارة التامة في ما يؤدي الى سياسة مالية ونقدية سليمة ويؤمن ثبات وحسن نظام مالية حكومة العراق ما دامت تلك الحكومة مديونة لحكومة جلالة ملك بريطانية .

وحيث انه قد نص في المادة ١٨ من نفس المعاهدة على ان لا مانع للفريقين المتعاقدين السامين من اعادة النظر من وقت الى آخر في شروط الاتفاقية المنفردة المشار اليها في اعلاه بقصد ادخال ما يرأى مناسبته من التعديلات حسبما تقتضيه الظروف الراهنة آنئذ على ان كل تعديل يتفق عليه الفريقان المتعاقدان السامیان يجب ان يبلغ الى مجلس جمعية الامم .

فبناءً عليه قد تم الاتفاق الآن على ما يأتي: —

المادة ١ —

No. 894.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الاتفاقية المالية المعقودة طبقا للمادة ١٥ [1] من المعاهدة العراقية الانكليزية [2]

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 15 *juin* 1925.

نحن الموقعان ادناه المفوضان احدنا من قبل صاحب الجلالة ملك بريطانية والآخر من قبل صاحب الجلالة ملك العراق قد اجتمعنا في هذا اليوم الواقع في الخامس والعشرين من شهر آذار سنة الف وتسعمائة واربعة وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر شعبان سنة الف وثلاثمائة واثنين واربعين هجرية بعد ان فوضنا لاجل التوقيع على الاتفاقية الآتية الملحقة بالمادة ١٥ من معاهدة التحالف المعقودة بين صاحبي الجلالة المذكورين في اليوم العاشر من شهر تشرين اول سنة الف وتسعمائة واثنين وعشرين مسيحية الموافق لليوم التاسع عشر من شهر صفر سنة الف وثلاثمائة وواحد واربعين هجريه.

ـ الاتفاقية ـ

حيث ان قد وقع في بغداد في اليوم العاشر من تشرين اول سنه ١٩٢٢ ميلادية الموافق لليوم التاسع عشر من صفر سنة ١٣٤١ هجرية معاهدة تحالف بين جلالة ملك بريطانية

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 19 décembre 1924.
[2] Page 13 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 894. — ACCORD FINANCIER CONCLU EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE XV DU TRAITÉ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRAK, SIGNÉ A BAGDAD, LE 25 MARS 1924.

Les soussignés, Plénipotentiaires de SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et de SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK, respectivement, dûment autorisés, se sont rencontrés ce 25 mars 1924, correspondant au 19e jour de Sha'ban 1342, pour signer l'Accord ci-après, qui complète l'article XV du Traité d'Alliance conclu entre Leurs Majestés précitées le 10 octobre 1922, correspondant au 19e jour de Sa'far 1341 de l'Hégire, sous réserve de ratification.

ACCORD.

Considérant qu'un Traité d'alliance entre Sa Majesté Britannique et Sa Majesté le Roi d'Irak a été signé à Bagdad, le 10 octobre 1922, correspondant au 19me jour de Sa'far 1341 de l'Hégire et qu'un Protocole dudit Traité a été signé à Bagdad, le 30 avril 1923 correspondant au 14me jour de Ramadan 1341 de l'Hégire ;

Considérant qu'aux termes de l'article XV dudit Traité, il est prévu qu'un Accord particulier réglera les relations financières entre les Hautes Parties contractantes et stipulera, d'une part la session par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique au Gouvernement de l'Irak des travaux d'utilité publique, qu'on aura désignés d'un commun accord et l'octroi, par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de l'aide financière qui pourra, de temps à autre, être jugée nécessaire à l'Irak et d'autre part la liquidation progressive, par le Gouvernement de l'Irak, de toutes les obligations qu'il aura ainsi encourues ; le dit accord devant être communiqué au Conseil de la Société des Nations ;

Considérant qu'aux termes de l'article IV dudit Traité, Sa Majesté le Roi d'Irak s'engage à prendre entièrement conseil du Haut-Commissaire, en ce qui concerne les méthodes à suivre pour réaliser une saine politique financière et fiscale et s'engage en outre à assurer la stabilité et la bonne organisation des finances du Gouvernement de l'Irak, aussi longtemps que le dit Gouvernement aura des obligations financières envers le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ;

Considérant que l'article XVIII dudit Traité prévoit que rien n'empêchera les Hautes Parties contractantes de reviser de temps à autre les dispositions de l'Accord particulier mentionné ci-dessus, afin que toute revision qui pourrait sembler opportune, vu les circonstances, et toute mofication dont il pourrait être convenu par les Hautes Parties contractantes, soient communiquées au Conseil de la Société des Nations :

Il est convenu ce qui suit :

Article I.

Les deux Gouvernements reconnaissent en principe, par le présent Accord, que la totalité des frais de l'administration civile de l'Irak sera supportée par les recettes de l'Irak et que le Gou-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vernement de l'Irak devra, aussitôt que possible, assumer la pleine responsabilité financière du maintien de l'ordre intérieur et de la défense de l'Irak contre une agression étrangère.

Article II.

L'aide financière qui pourra être fournie temporairement par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, consistera dans l'entretien, en Irak, aux frais du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'une garnison impériale ou de troupes locales, sous les ordres du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, mais ne sera accordée, en aucun cas, sous forme d'une contribution du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux dépenses de l'armée de l'Irak ou de troupes locales entretenues par le Gouvernement de l'Irak et sous ses ordres.

Article III.

L'aide financière qui sera fournie aux fins ci-dessus mentionnées, sera réduite progressivement dans une proportion que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pourra déterminer au cours de chaque exercice financier, et prendra fin, en tout cas, dans un délai maximum de quatre ans à partir de la date de la ratification de la paix avec la Turquie.

Article IV.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à affecter au moins 25 % des revenus de l'Irak aux dépenses exigées par la défense et la sécurité du pays.

Aux fins du présent article, seront considérées, dans tous les cas, comme revenus de l'Irak les recettes brutes de chaque service de l'Etat, et par exception les recettes nettes des services commerciaux autres que les Postes, Télégraphes et Téléphones.

Article V.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de céder au Gouvernement de l'Irak et le Gouvernement de l'Irak convient d'accepter la cession des travaux d'utilité publique, mentionnés ci-dessous, aux chiffres d'estimation indiqués en regard de chacun des travaux mentionnés:

	Roupies
Irrigation	62.12.040
Routes	3.20.000
Ponts	11.17.500
Postes, télégraphes et téléphones	17.60.000
Total	94.09.540

Article VI.

Le Gouvernement de l'Irak prend l'engagement de rembourser au Gouvernement de Sa Majesté Britannique la valeur intégrale des travaux spécifiés à l'article précédent et représentant une somme totale de 94,09,540 roupies.

Article VII.

La somme de 94,09,540 Roupies constituera une dette qui devra être remboursée au moyen d'une annuité limitée, calculée de manière à rembourser le principal avec les intérêts à 5 % par an dans un délai de 20 ans, à partir de la conclusion du présent Accord.

Le Gouvernement de l'Irak convient, en outre, que, si pour une raison quelconque la totalité ou une partie de l'annuité payable au cours d'une année reste impayée à la fin de l'année en question, le montant ainsi dû sera ajouté à la dette totale et converti en une annuité remboursable en 20 ans, à partir de la conclusion du présent Accord, et portant intérêt à 5 % par an. Les paiements de l'annuité exigés aux termes du présent article, constitueront un privilège de premier rang sur les revenus généraux de l'Irak et, aucun autre privilège ayant priorité ne sera accordé sans le consentement du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article VIII.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique transfère par le présent Accord au Gouvernement de l'Irak, à partir du 1er avril 1923 et pour une période maximum de 4 années à partir de la ratification du Traité d'Alliance, la direction et l'administration du réseau des chemins de fer de l'Irak qui demeurera la propriété du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ; le Gouvernement de l'Irak accepte, par le présent Accord, la responsabilité de l'administration et de la direction dudit réseau. Aussi longtemps que les chemins de fer seront administrés et dirigés par le Gouvernement de l'Irak, toutes les recettes des chemins de fer de l'Irak seront séparées des recettes générales du pays et ne seront utilisées que pour faire face (*a*) aux dépenses courantes des chemins de fer et (*b*) s'il y a un excédent des recettes sur les dépenses courantes, aux dépenses de capital occasionnées par de nouveaux travaux entrepris avec l'approbation du Haut-Commissaire, ou au paiement de l'intérêt des fonds enpruntés en vue desdits travaux. Aussi longtemps que les chemins de fer seront administrés ou dirigés par le Gouvernement de l'Irak, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aidera de tout son pouvoir le Gouvernement de l'Irak à obtenir tous conseils ou assistance qui pourront lui être nécessaires, les frais occasionnés par ces conseils ou cette assistance devant être portés au compte des dépenses courantes des chemins de fer. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne vendra pas les chemins de fer à aucun acheteur privé pendant un délai de 4 ans à partir de la ratification du Traité, sans l'assentiment du Gouvernement de l'Irak que celui-ci ne lui refusera pas sans raison, et le Gouvernement de l'Irak ne donnera pas en location durant ce délai, les chemins de fer à un concessionnaire particulier sans l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Si le Gouvernement de l'Irak désire, au cours de ladite période, acquérir la propriété des chemins de fer, soit pour les vendre ou les louer, ou pour toute autre raison, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique fixera les conditions auxquelles il serait disposé à en céder la propriété, et la cession sera effectuée à des conditions sur lesquelles il y aura lieu de se mettre mutuellement d'accord. Si l'on ne peut arriver à un accord au sujet de ces conditions, l'affaire sera portée devant trois arbitres, dont un sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et un par le Gouvernement de l'Irak. Le troisième arbitre sera choisi de concert par les deux premiers, ou s'ils ne peuvent se mettre d'accord, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale. Les arbitres tiendront compte des dépenses encourues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour la construction, l'outillage et l'entretien des chemins de fer, et de la valeur passée, actuelle et future que les chemins de fer représentent pour le Gouvernement et la population de l'Irak ; ils fixeront le montant du paiement qui devra être effectué par le Gouvernement de l'Irak au Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour la cession et décideront quand et comment devra s'effectuer ce paiement, en tenant compte des ressources financières générales et des engagements de l'Irak. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de l'Irak s'engagent à accepter et à rendre effective la décision des arbitres.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de l'Irak conviennent qu'à l'expiration de la période de 4 ans à partir de la ratification du Traité d'Alliance, la propriété du réseau de chemins de fer, sauf vente ou cession antérieure, sera immédiatement cédée au Gouvernement de l'Irak à des conditions sur lesquelles il y aura lieu de se mettre d'accord ou qui, à défaut d'accord seront déterminées par voie d'arbitrage comme il est prévu ci-dessus.

Article IX.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à ne pas aliéner, soit par vente ou de toute autre manière, aucun des travaux spécifiés aux articles V, VI, VII et VIII, sans le consentement préalable du

Gouvernement de Sa Majesté Britannique, jusqu'au moment où le remboursement de la valeur de tous lesdits travaux aura été complètement effectué. Si l'un de ces travaux est ainsi aliéné avec l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le solde de la dette revenant au Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour le travail ou les travaux ainsi aliénés, sera immédiatement liquidé par le Gouvernement de l'Irak. Les négociations relatives à cette aliénation seront conduites par le Haut-Commissaire et soumises à l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article X.

Le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement de l'Irak conviennent que l'administration du port de Bassora sera concédée à un « Trust » du Port, et que les conditions de cette cession feront l'objet d'un accord particulier qui contiendra les stipulations suivantes :

1. Les recettes et les dépenses du port ne figureront pas dans les comptes généraux de l'Irak, et un « Trust » du Port sera constitué avec l'autorisation du Gouvernement de l'Irak, pour administrer le port, et sous réserve de l'approbation du Gouvernement de S. M. Britannique.

2. Le chiffre d'estimation de 72,19,000 roupies sera considéré comme une dette du « Trust » du Port envers le Gouvernement de S. M. Britannique. Les termes et conditions dans lesquels le « Trust » du Port exercera son activité seront soumis à l'approbation du Gouvernement de S. M. Britannique et feront l'objet d'un accord particulier après entente avec le Gouvernement de l'Irak, qui s'engage par les présentes à faciliter les négociations tendant à l'établissement du « Trust » du Port, et à assurer en Irak la situation dudit « Trust » du Port en prenant les mesures législatives nécessaires.

Article XI.

1. Le Gouvernement de l'Irak convient que tous les terrains et bâtiments de l'Etat qui sont actuellement occupés par le Gouvernement de S. M. Britannique pour des fins militaires ou autres, demeureront à la libre disposition du Gouvernement de S. M. Britannique jusqu'à ce que leur occupation ne lui soit plus nécessaire : cependant, à l'expiration du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak et sous réserve des stipulations de tout traité ou accord ultérieur qui pourra être conclu conformément au Protocole dudit Traité, le Gouvernement de S. M. Britannique ne gardera pas ces terrains ou ces bâtiments plus longtemps qu'il ne faudra raisonnablement pour vendre ou se défaire autrement des bâtiments ou ouvrages, appartenant au Gouvernement de S. M. Britannique qui s'y trouveraient.

2. Le Gouvernement de l'Irak convient de céder gratuitement au Gouvernement de S. M. Britannique les terrains incultes appartenant à l'Etat dont le Gouvernement de S. M. Britannique a besoin pour des raisons militaires ou autres, et ces terrains, ainsi que les bâtiments qui s'y trouvent ou qui y seront élevés, demeureront la propriété du Gouvernement de S. M. Britannique aussi longtemps que ces terrains et bâtiments lui seront nécessaires : néanmoins, à l'expiration du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak, et sous réserve des dispositions de tout traité ou accord ultérieur qui pourra être conclu conformément au Protocole dudit Traité, le Gouvernement de S. M. Britannique ne demandera pas la cession, pour des fins militaires, d'autres terrains incultes appartenant à l'Etat, et ne gardera pas les terrains déjà cédés pour des fins militaires, plus longtemps qu'il pourra être raisonnablement nécessaire pour se défaire de ces terrains et des bâtiments qui s'y trouvent ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5 du présent article.

3. Les terrains ou bâtiments appartenant à des particuliers dont le Gouvernement de S. M. Britannique aura besoin à n'importe quel moment avant l'expiration du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Irak pour des fins militaires ou autres, seront, à la requête du Gouvernement de S. M. Britannique, achetés ou pris à bail par le Gouvernement de l'Irak conformément à une loi d'expropriation qui pourra de temps à autre être mise en vigueur, le Gouvernement de l'Irak recevra du Gouvernement de S. M. Britannique le prix d'achat ou le montant du loyer. Le Gouver-

nement de l'Irak convient de promulguer les lois qui pourront être nécessaires pour autoriser l'achat ou la prise à bail obligatoire de tout terrain ou bâtiment appartenant à des particuliers dont le Gouvernement de S. M. Britannique aura besoin pour des fins militaires ou autres, et les lois en question, dans le cas de terrains pris à bail de cette manière pour le compte du Gouvernement de S. M. britannique, autoriseront ce dernier à l'expiration du bail, ou même avant, à enlever les ouvrages ou bâtiments qu'il aura élevés sur ces terrains ; elles stipuleront en outre que, lorsqu'un terrain ou bâtiment doit être acheté ou pris à bail pour le compte du Gouvernement de S. M. Britannique, un représentant de celui-ci, qui sera choisi par le Haut-Commissaire, siégera dans tout comité d'évaluation constitué aux termes des lois en question. En ce qui concerne les terrains appartenant à des particuliers dont la propriété est acquise aux termes du présent paragraphe par le Gouvernement de S. M. Britannique pour des fins militaires, le Gouvernement de l'Irak aura le droit, à l'expiration du Traité, d'acheter à l'amiable ou par voie d'arbitrage, les terrains et les bâtiments qui s'y trouvent. En ce qui concerne les terrains appartenant à des particuliers, dont la prise à bail a été obtenue aux termes du présent paragraphe par le Gouvernement de S. M. Britannique pour des fins militaires, la durée du bail sera celle du Traité, mais sera prolongée lors de l'expiration de celui-ci, à la requête du Gouvernement de S. M. Britannique, pendant la période qui sera raisonnablement nécessaire pour permettre au Gouvernement de S. M. Britannique de se défaire des bâtiments qui s'y trouvent.

4. Le Gouvernement de l'Irak ne fera pas obstacle à ce que le Gouvernement de S. M. Britannique achète à l'amiable des terrains ou des bâtiments appartenant à des particuliers.

5. Le Gouvernement de S. M. Britannique aura toute liberté de vendre les terrains acquis par lui antérieurement à la conclusion du présent Accord, et ceux qu'il pourra acquérir aux termes des paragraphes 3 et 4 du présent article, y compris les bâtiments qui s'y trouvent, et d'affecter à son propre usage le produit de cette vente s'il arrive qu'à un moment quelconque, ces terrains ne lui soient plus nécessaires. Le Gouvernement de S. M. Britannique aura toute liberté de se défaire des terrains, ainsi que des bâtiments qui s'y trouvent, qui lui ont été cédés aux termes du paragraphe 2 du présent article, pourvu qu'il rembourse au Gouvernement de l'Irak le prix de la vente ou le montant du loyer de la propriété, — ce prix devant être déterminé autant que possible en se rapportant à la valeur courante de terrains analogues dans le voisinage ou en concluant un accord entre les deux Gouvernements.

Article XII.

Le Gouvernement de l'Irak convient que même après l'expiration du Traité d'Alliance, il continuera de reconnaître les obligations financières qu'il a acceptées dans les articles V à XI du présent Accord, jusqu'à remboursement intégral de toutes les sommes dont il est redevable au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux termes du présent Accord, et qu'il s'acquittera fidèlement des dites obligations. Il convient, en outre, de n'accorder jusqu'à ce que ce remboursement soit effectué, aucun privilège ayant droit de priorité sur les recettes générales de l'Irak en vue d'obtenir un emprunt ou dans tout autre objet analogue, sans le consentement préalable du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Ce consentement ne sera pas refusé si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'est convaincu que l'objet pour lequel ledit privilège doit être accordé est de nature à contribuer au développement sain des finances de l'Irak et ne saurait diminuer les ressources dont dispose le Gouvernement de l'Irak pour s'acquitter de ses engagements envers le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article XIII.

Les dépenses ordinaires du Gouvernement et de l'Administration civils, ainsi que les traitements et dépenses du Haut-Commissaire et de son personnel, seront supportés entièrement par le Gouvernement de l'Irak. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique invitera le Parlement à accorder une contribution s'élevant à la moitié des dépenses approuvées par le Secrétaire d'Etat, afférentes aux traitements et autres frais du Haut-Commissaire et de son personnel. Le Gouverne-

ment de l'Irak fournira des logements aux membres du personnel du Haut-Commissaire, sous réserve de paiement par les fonctionnaires en question d'un loyer raisonnable.

Article XIV.

1. Le Gouvernement de l'Irak convient que les articles suivants ne seront pas assujettis aux droits de douane, soit à l'importation, soit à l'exportation :

a) tous les objets destinés à l'usage personnel du Haut-Commissaire.

b) tous les objets destinés à l'usage officiel du Haut-Commissaire et de son personnel et des troupes impériales et autres ou des services entretenus en Irak aux frais du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, tous les articles importés ou expédiés à l'usage de la marine, de l'armée, des forces aériennes ou de toute autre cantine officielle à l'usage des troupes de Sa Majesté Britannique et tous les effets personnels introduits, à leur arrivée en Irak, par les membres du personnel du Haut-Commissaire et des troupes ou services ci-dessus mentionnés ; néanmoins, si les articles importés ou introduits, aux termes de la présente dérogation, sont cédés à des personnes autres que celles qui ont droit à la dite dérogation, les droits de douane en vigueur à ce moment seront payés par la personne, le service, la troupe ou l'administration effectuant cette cession,

c) tous les objets importés à l'adresse de membres individuels ou de « mess » reconnus des troupes de Sa Majesté Britannique, sur le vu d'un certificat constatant qu'ils sont destinés à l'usage de la personne ou du « mess » en question.

d) tous les objets exportés par les membres des troupes de Sa Majesté Britannique, sur le vu d'un certificat constatant qu'ils ne sont pas exportés à titre onéreux.

2. Les droits de douane seront acquittés sur tous les articles qui ne sont pas importés directement par les autorités, la troupe et les services énumérés ci-dessus, mais le Gouvernement de l'Irak consent à accorder une réduction des droits acquittés, sur le vu d'un certificat émanant d'une autorité compétente et déclarant que les articles sur lesquels les droits ont été acquittés, ont été livrés et reçus pour l'usage officiel du Haut-Commissaire et de son personnel, des troupes impériales et autres entretenues en Irak aux frais du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Article XV.

Le Gouvernement de l'Irak convient de ne percevoir des troupes ou services du Gouvernement de Sa Majesté Britannique aucun impôt pour les bureaux, bâtiments, terrains ou locaux occupés officiellement par lesdits troupes ou services.

Article XVI.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à veiller au paiement régulier de toutes les sommes qui pourront être dues à des fonctionnaires de nationalité britannique au service du Gouvernement de l'Irak, conformément aux stipulations des contrats de ces fonctionnaires, cet engagement demeurant en vigueur pendant la durée et jusqu'à l'expiration desdits contrats.

Article XVII.

Le Gouvernement de l'Irak prend l'engagement de payer à leur échéance toutes les sommes ou frais afférents à la Dette Publique Ottomane qui pourront être mis à sa charge aux termes du Traité de Paix avec la Turquie.

Article XVIII.

Les troupes et services du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, y compris la marine, l'armée, l'organisation des forces aériennes ou toute autre cantine officielle des troupes de Sa Majesté Britannique, paieront aux tarifs les plus favorables tous les services que leur rendront les diverses sections administratives du Gouvernement de l'Irak.

Article XIX.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de participer aux frais d'établissement et d'entretien des routes et des ponts utilisés par les troupes de Sa Majesté Britannique. Les dépenses encourues par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour le compte des routes et ponts publics seront prises en considération lorsqu'on fixera le montant de cette participation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures. Fait à Bagdad, en double expédition, ce vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne correspondant au dix-neuvième jour de Sha'ban mille trois cent quarante-deux de l'Hégire.

Le Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique pour l'Irak :
H. DOBBS.

Le Premier Ministre du Gouvernement de l'Irak :
JA'FAR AL 'ASKARI.

N° 895.

AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE

Traité de commerce et de navigation, avec Déclaration y afférente, signé à Londres, le 22 mai 1924, et Echange de notes relatif à l'accession de la Rhodésie méridionale. Vienne, les 8 et 18 juin 1925.

AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN

Treaty of Commerce and Navigation, with Accompanying Declaration, signed at London, May 22, 1924, and Exchange of Notes concerning the Accession of Southern Rhodesia. Vienna, June 8 and 18, 1925.

No. 895. — TREATY[1] OF COMMERCE AND NAVIGATION, BETWEEN AUSTRIA AND GREAT BRITAIN, WITH ACCOMPANYING DECLARATION, SIGNED AT LONDON, MAY 22, 1924.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 15 juin 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, AND THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation with this object, and have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable James Ramsay MACDONALD, M.P., His Majesty's Prime Minister and Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Herr Georg FRANCKENSTEIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic in London ;

Who, after having communicated to each other their respective powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

There shall be between the territories of the Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects and citizens of each of the Contracting Parties shall have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other to which subjects or citizens of that Contracting Party are or may be permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are or may be enjoyed by subjects or citizens of that Contracting Party.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the laws, decrees and special regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each Party and generally applicable to all foreigners.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 11 février 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 895. — HANDELS[1] UND SCHIFFAHRTSVERTRAG MIT BEGLEITENDER ERKLÄRUNG ZWISCHEN ÖSTERREICH UND GROSSBRITANNIEN, GEZEICHNET IN LONDON, DEN 22. MAI 1924.

German and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place June 15, 1925.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LANDE, KAISER VON INDIEN, von dem Wunsche geleitet, die zwischen ihren beiden Ländern bereits bestehenden Handelsbeziehungen weiter zu erleichtern und auszudehnen, haben beschlossen, zu diesem Zweck einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

den Herrn Georg FRANCKENSTEIN, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Österreich zu London ; und

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LANDE, KAISER VON INDIEN :

den sehr ehrenwerten James Ramsay MACDONALD, M. P., Allerhöchst ihren Ministerpräsidenten und Hauptstaatssekretär der Auswärtigen Angelegenheiten ;

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Zwischen den Gebieten der vertragsschliessenden Teile wird gegenseitig Handels- und Schiffahrtsfreiheit bestehen.

Die Untertanen und Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden volle Freiheit haben, mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Orten und Häfen in den Gebieten des anderen Teiles zu kommen, in welchen Untertanen oder Staatsangehörige dieses Teiles zugelassen sind oder zugelassen werden sollten, und werden die gleichen Rechte, Vorrechte, Freiheiten, Begünstigungen, Befreiungen und Ausnahmen in Bezug auf Handel und Schiffahrt geniessen, die die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses Teiles geniessen oder geniessen sollten.

Es besteht jedoch Einverständnis, dass die vorstehenden Bestimmungen in keiner Weise die Gesetze, Verordnungen und besonderen Vorschriften betreffend Handel, Industrie und Polizei berühren, die in den Gebieten jedes der beiden Teile in Geltung stehen und auf alle Fremden allgemein Anwendung finden.

[1] The exchange of ratifications took place at London, February 11, 1925.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other Party shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations, of any kind whatever, other or greater than those which are or may be imposed upon subjects or citizens of the other or subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 2.

The Contracting Parties agree that, in all matters relating to commerce, navigation and industry, any privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted or may hereafter grant to the ships and subjects or citizens of any other foreign State shall be extended simultaneously and unconditionally without request and without compensation to the ships and subjects or citizens of the other, it being their intention that the commerce, navigation and industry of each Contracting Party shall be placed in all respects on the footing of the most-favoured nation.

Article 3.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or acquire the same by inheritance under the same conditions which are or shall be established with regard to subjects or citizens of the other Contracting Party. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are or shall be applicable to subjects or citizens of the other Contracting Party.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of such Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects or citizens of either of the Contracting Parties in the territories of the other may, provided they conform to the laws in force in those territories, carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall have free access to the Courts of Justice for the prosecution and defence of their rights without other conditions, restrictions or taxes beyond those imposed on native subjects, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the territories in question.

Article 5.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, national

Die Untertanen oder Staatsangehörigen eines der beiden vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen Teiles bezüglich ihrer Person oder ihres Eigentums oder bezüglich ihres Handels oder Gewerbes welcher Art immer keinerlei anderen oder höheren allgemeinen oder örtlichen Abgaben, Auflagen oder Verpflichtungen unterliegen, als jenen, die den Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles oder den Untertanen oder Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes auferlegt werden oder auferlegt werden sollten.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, dass in allen Fragen, betreffend Handel, Schiffahrt und Industrie alle Vorrechte, Begünstigungen oder Befreiungen, die einer der vertragschliessenden Teile den Schiffen und Untertanen oder Staatsangehörigen eines anderen fremden Staates gegenwärtig zugestanden hat oder in Zukunft zugestehen sollte, gleichzeitig und bedingungslos, ohne besonderes Verlangen und ohne Gegenleistung, auf die Schiffe und Untertanen oder Staatsangehörigen des anderen Teiles ansgedehnt werden, da es ihre Absicht ist, dass Handel, Schiffahrt und Industrie jedes der beiden vertragschliessenden Teile in jeder Hinsicht der meistbegünstigten Behandlung teilhaftig werden.

Artikel 3.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden im Gebiete des anderen Teiles volle Freiheit haben, jegliche Art beweglichen und unbeweglichen Vermögens zu erwerben und zu besitzen, deren Erwerb und Besitz durch Untertanen oder Staatsangehörige irgend eines anderen Landes nach den Gesetzen dieses anderen Teiles zugelassen ist oder zugelassen werden sollte. Sie können hierüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Heirat, letzten Willen oder in jeder anderen Weise verfügen und solches Eigentum durch Erbschaft erwerben, u. zw. unter denselben Bedingungen, die hinsichtlich der Untertanen oder Staatsangehörigen dieses anderen Teiles gelten oder gelten sollten. Sie werden in keinem der oberwähnten Fälle anderen oder höheren Abgaben, Auflagen oder Lasten irgendwelcher Art unterworfen werden, als jenen, die für die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses anderen Teiles gelten oder gelten werden.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden Teile werden auch das Recht haben, unter Befolgung der Gesetze des anderen Teiles den Verkaufserlös ihres Eigentums und ihre Güter im allgemeinen frei auszuführen, ohne als Ausländer anderen oder höheren Abgaben unterworfen zu sein, als jenen, zu deren Entrichtung die Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles unter gleichen Umständen verpflichtet wären.

Artikel 4.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile können in den Gebieten des anderen unter Beobachtung der dort geltenden Gesetze ihr Gewerbe persönlich oder durch Vertreter ihrer Wahl ausüben.

Die Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile sollen in den Gebieten des anderen freien Zutritt zu den Gerichten haben, um ihre Rechte zu vertreten und sich zu verteidigen, ohne anderen Bedingungen, Beschränkungen oder Abgaben als jenen unterworfen zu sein, die den einheimischen Staatsangehörigen auferlegt werden, und sollen wie diese das Recht haben, in allen Rechtsfällen ihre Advokaten, Anwälte oder Vertreter aus der Zahl der gemäss der Landesgesetze zur Ausübung dieser Berufe zugelassenen Personen zu verwenden.

Artikel 5.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen von jeder Art zwangsweisen Militärdienstes in der Armee, Marine, National-

guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative and municipal functions whatever, other than those imposed by the laws relating to juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and, finally, from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all subjects or citizens of the other Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is or may be accorded to subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the Contracting Parties imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the Contracting Parties, into the territories of the other from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or of cattle, or of plants useful to agriculture, and of the measures applicable in the territories of either of the Contracting Parties to articles enjoying a bounty in the territories of the other Contracting Party.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the Contracting Parties exported to the territories of the other shall not be subjected to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 8.

No internal duties shall be levied within the territories of either of the Contracting Parties for the benefit of the State, local authorities or corporations on goods the produce or manufacture of the territories of the other Party which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin or of any other foreign origin.

Article 9.

The Contracting Parties agree to adopt and apply all practicable measures to reduce prohibitions on the importation and exportation of goods as soon as possible to the smallest number. In the event of licences being issued in derogation of such prohibitions, the conditions under which licences can be obtained shall be publicly announced and clearly stated in such a manner as to enable traders interested to become acquainted with them ; the licensing system shall be as

garde oder Miliz befreit sein. In gleicher Weise werden sie von allen gerichtlichen, Verwaltungs- und Gemeindefunktionen, ausser den durch die Gesetze über die Geschworenengerichte vorgeschriebenen, und auch von allen an Stelle der persönlichen Dienstleistung tretenden Geld- oder Naturalkontributionen und endlich von jeder Art militärischer Zwangsleistung oder Requisition befreit sein. Die mit dem auf welchem Besitztitel immer beruhenden Besitze von Grundeigentum verbundenen Lasten sind jedoch ausgenommen, desgleichen zwangsweise Einquartierung und andere besondere militärische Zwangsleistungen und Requisitionen, zu denen alle Untertanen oder Staatsangehörigen des betreffenden Teiles als Eigentümer oder Bewoher von Baulichkeiten oder Grundeigentum verpflichtet sind.

In obigen Hinsichten werden die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden Teile in den Gebieten des anderen nicht weniger günstig behandelt werden als die Untertanen oder Staatsangehörigen des meistbegünstigten Landes.

Artikel 6.

Die Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile, die von welchem Platze immer in die Gebiete des anderen Teiles eingeführt werden, werden keinen anderen oder höheren Zöllen oder Lasten unterliegen, als für die gleichen Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgend eines anderen fremden Landes entrichtet werden. Bei der Einfuhr irgend welcher Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile von welchem Platze immer nach den Gebieten des anderen Teiles wird auch keinerlei Verbot oder Beschränkung aufrecht erhalten oder auferlegt werden, die nicht gleichmässig auf die gleichen Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgend eines anderen fremden Landes Anwendung finden.

Von dieser allgemeinen Regel sollen Ausnahmen stattfinden nur im Falle von gesundheitspolizeilichen oder anderen Verboten, die zum Schutze der Sicherheit von Personen, Vieh oder landwirtschaftlich nützlichen Pflanzen notwendig werden, und für jene Massnahmen in den Gebieten eines der beiden vertragschliessenden Teile, die auf Waren Anwendung finden, die in den Gebieten des anderen eine Prämie geniessen.

Artikel 7.

Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse eines der beiden vertragschliessenden Teile werden bei der Ausfuhr nach den Gebieten des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Abgaben unterliegen, als für die gleichen Waren bei der Ausfuhr nach irgend einem anderen fremden Lande entrichtet werden. Für die Ausfuhr irgend einer Ware von den Gebieten eines der beiden Vertragsschliessenden Teilen nach den Gebieten des anderen wird keinerlei Verbot oder Beschränkung auferlegt werden, die nicht in gleicher Weise für die Ausfuhr der gleichen Waren nach irgend einem anderen fremden Lande gelten.

Artikel 8.

In den Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden von den Waren, Natur oder Gewerbserzeugnissen der Gebiete des anderen Teiles keine anderen oder höheren inneren Abgaben für Rechnung des Staates, der Lokalbehörden oder Körperschaften erhoben werden, als sie unter gleichen Umständen von denselben Waren einheimischer oder irgend einer anderen fremden Herkunft erhoben werden.

Artikel 9.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, alle möglichen Massnahmen zu treffen und anzuwenden, um die Zahl der Ein- und Ausfuhrverbote so rasch als möglich tunlichst zu vermindern. Falls Bewilligungen als Ausnahmen von solchen Verboten erteilt werden, werden die Bedingungen, unter denen Bewilligungen erhalten werden können, öffentlich bekanntgemacht und derart klar angegeben werden, dass die Interessenten sich darüber unterrichten können ; das System der

simple and unvarying as possible, and applications for licences shall be dealt with as speedily as possible.

The conditions under which licences are given for goods produced or manufactured in the territories of one of the Contracting Parties imported into or exported to the territories of the other shall be as favourable as the conditions under which licences are given in the case of any other foreign country.

Article 10.

The Austrian Government undertake that any temporary system of exchange control, which it may be found necessary to maintain owing to the exceptional conditions affecting the Republic of Austria, shall be so devised and worked as to cause the least possible inconvenience to British trade. The conditions under which foreign currency shall be made available to pay for imports of goods, the produce or manufacture of His Britannic Majesty's territories, shall not be less favourable in any respect than those applicable to imports the produce or manufacture of any other oreign country.

Article 11.

The Contracting Parties agree to take the most appropriate measures by their national legislation and administration both to prevent the arbitrary or unjust application of their laws and regulations with regard to Customs and other similar matters and to ensure redress for those who have been prejudiced by such abuses.

Article 12.

Nothing in this Treaty shall be held to prohibit the imposition in His Britannic Majesty's territories of special rates of Customs duty on specified articles of Austrian origin other or higher than those levied on similar articles, the produce or manufacture of any other foreign country, in cases where such special rates of Customs duty are levied in pursuance of legislation of general application enabling the imposition of such duties on articles the produce or manufacture of any country where such articles are being sold or offered for sale in the part of His Britannic Majesty's territories concerned at prices which, by reason of depreciation in the value in relation to sterling of the currency of the country in which the articles are produced or manufactured, are below the prices at which similar articles can be profitably produced or manufactured in the part of His Britannic Majesty's territories concerned, and that by reason thereof employment in that part of His Britannic Majesty's territories is being or is likely to be seriously affected.

Nevertheless, no special rates of Customs duty shall be imposed on goods manufactured in Austria until the expiration of three months from the date on which the Austrian Government have been notified of the intention of the Government of the part of His Britannic Majesty's territories concerned to impose such duty. In the event of such notice being given, this Treaty shall, notwithstanding the provisions of Article 26, at the request of the Austrian Government, cease to have effect as between Austria and such part of His Britannic Majesty's territories, from the date on which the Austrian goods in question become liable to the special duty referred to.

Article 13.

The stipulations of the present Treaty with regard to the mutual accord of the treatment of the most-favoured nation apply unconditionally to the treatment of commercial travellers and their

Bewilligungen wird möglichst einfach sein und möglichst selten verändert werden ; Ansuchen um Bewilligungen werden so rasch als möglich behandelt werden.

Die Bedingungen, unter denen Bewilligungen für die Ein- oder Ausfuhr von Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnissen des einen der beiden vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen erteilt werden, werden nicht ungünstiger sein, als jene, unter denen Bewilligungen im Falle eines anderen fremden Landes erteilt werden.

Artikel 10.

Die österreichische Bundesregierung verpflichtet sich, dass eine vorläufige Regelung zur Überwachung des Devisen- und Valutenhandels, die angesichts der aussergewönhlichen Lage der Republik Österreich notwending erscheinen sollte, derart abgefasst und gehandhabt werden wird, dass sie den britischen Handel möglichst wenig beeinträchtigt. Die Bedingungungen, unter denen fremde Währungen für die Zahlung von eingeführten Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnissen der Gebiete Seiner Britischen Majestät zur Verfügung gestellt werden, werden in keiner Weise ungünstiger sein, als jene, die für die Einfuhr vion Natur- oder Gewerbserzeugnissen irgend eines anderen fremden Landes gelten.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, durch ihre heimische Gesetzgebung und Verwaltung die geeigneten Massnahmen zu treffen, um eine willkürliche oder ungerechte Anwendung ihrer Gesetze und Verordnungen bezüglich der Zoll- und ähnlicher Fragen zu verhindern und um den durch solche Missbräuche Benachteiligten Schadenersatz zu gewährleisten.

Artikel 12.

Keine Bestimmung dieses Vertrages soll als Verbot ausgelegt werden, in den Gebieten Seiner britischen Majestät von bestimmten Waren österreichischer Herkunft besondere Zollsätze einzuheben die anders oder höher sind als diejenigen, die von ähnlichen Waren, die Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgend eines anderen fremden Landes sind, eingehoben werden, im Falle dass solche besondere Zollsätze auf Grund einer allgemeinen anwendbaren Vorschrift eingehoben werden, die die Auferlegung solcher Zölle auf Waren gestattet, die das Natur- oder Gewerbserzeugnis irgend eines Landes sind, wo solche Waren nach dem betreffenden Teil der Gebiete Seiner britischen Majestät zu Preisen verkauft oder zum Verkaufe ausgeboten werden, die infolge der gegenüber dem Pfund Sterling eingetretenen Entwertung der Währung des Landes, dessen Natur- oder Gewerbserzeugnisse diese Waren sind, niedriger als die Preise sind, zu denen ähnliche Waren in dem betreffenden Teile der Gebiete Seiner britischen Majestät vorteilhaft erzeugt oder hergestellt werden können, und dass infolgedessen die Arbeitsverhältnisse in diesem Teile der Gebiete Seiner britischen Majestät ernstlich berührt werden oder vermutlich ernstlich berührt werden könnten.

Nichtsdestoweniger werden von in Österreich hergestellten Waren keine besonderen Zollsätze bis zum Ablauf von drei Monaten von dem Tage eingehoben werden, an dem die österreichische Regierung von der Absicht der Regierung des betreffenden Teiles der Gebiete Seiner britischen Majestät, einen solchen Zoll aufzuerlegen, in Kenntnis gesetzt worden ist. Falls eine solche Benkanntgabe stattfindet, soll der vorliegende Vertrag, ungeachtet der Bestimmungen des Artikels 26, auf Verlangen der österreichischen Regierung zwischen Österreich und dem betreffenden Teile der Gebiete Seiner britischen Majestät von dem Tage an seine Wirksamkeit verlieren, an dem die in Rede stehenden österreichischen Waren dem erwähnten besonderen Zolle unterworfen werden.

Artikel 13.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages bezüglich der gegenseitigen Gewährung der meistbegünstigten Behandlung finden bedingungslos auf die Behandlung der Handlungsreisenden

samples. The certificates for commercial travellers shall be issued in the territories of His Britannic Majesty by the Chambers of Commerce or such trade associations and other recognised commercial associations as may be authorised in this behalf. In Austria these certificates shall be issued by the Police Direction in Vienna, and by the Political Authority of first instance in other places.

Articles imported by commercial travellers as samples shall, in the territories of each of the Contracting Parties, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation.

Article 14.

No charge shall be imposed and no conditions prescribed by either of the Contracting Parties in respect of transactions with the subjects or citizens of the other Contracting Party carrying on business in its territories other or more burdensome than the charges or conditions in respect of transactions with native subjects or citizens.

Article 15.

Limited liability and other companies and associations already or here after to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Furthermore, each of the Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies and associations which may desire to carry on in its territories, subject to the laws in force in those territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies and associations or subjects or citizens of any other foreign country are or may be permitted to carry on.

In no case shall the treatment accorded by either Contracting Party to companies and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies and associations of the most-favoured foreign country.

Article 16.

The measures taken by the Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

und ihrer Muster Anwendung. Die Bescheingungen für Handlungsreisende werden in den Gebieten Seiner Britischen Majestät von den Handelskammern oder durch Handelsvereinigungen und andere anerkannte wirtschaftliche Vereinigungen ausgestellt, die hiezu ermächtigt werden. In Österreich werden diese Bescheinigungen in Wien durch die Polizeidirektion, an anderen Orten durch die politische Behörde I. Instanz ausgestellt.

Von Handlungsreisenden als Muster mitgeführte Waren werden in den Gebieten jedes der beiden vertragschliessenden Teile zeitweise zollfrei zugelassen, wenn die Zollvorschriften und Formalitäten beobachtet werden,die zur Sicherung der Wiederausfuhr oder der Zahlung der vorgeschriebenen Zölle gelten, falls die Wiederausfuhr nicht innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Frist stattfindet. Die vorerwähnte Begünstigung erstreckt sich jedoch nicht auf Waren, die mit Rücksicht auf ihre Menge oder ihren Wert nicht als Muster betrachtet werden können, oder die mit Rücksicht auf ihre Art bei der Wiederaufsuhr nicht identifiziert werden könnten.

Artikel 14.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird für Abschlüsse mit den Untertanen oder Staatsangehörigen des anderen Teiles, die in seinen Gebieten Handel und Gewerbe treiben, andere oder drückendere Lasten auferlegen oder Bedingungen vorschreiben, als jene, die für Abschlüsse mit den eigenen Untertanen oder Staatsangehörigen gelten.

Artikel 15.

Aktiengesellschaften und andere Gesellschaften und Genossenschaften, die gemäss den Gesetzen eines der beiden vertragschliessenden Teile errichtet wurden oder errichtet werde sollten sind berechtigt, in den Gebieten des anderen Teiles gemäss den Gesetzen dieses Teiles ihre Rechte, auszuüben und vor Gericht als Kläger oder Beklagte zu erscheinen.

Weiters verpflichtet sich jeder der beiden vertragschliessenden Teile, solchen Gesellschaften und Genossenschaften kein Hindernis zu bereiten, die auf seinem Gebiete durch Zweiganstalten oder sonstwie unter Beobachtung der in diesen Gebieten geltenden Vorschriften irgend eine Art von Erwerbstätigkeit ausüben wollen, die die Gesellschaften und Genossenschaften oder Untertanen oder Staatsangehörigen irgend eines anderen fremden Landes jetzt oder in Zukunft ausüben dürfen.

In keinem Falle wird die Behandlung der Gesellschaften und Genossenschaften eines der beiden Teile durch den anderen Teil in irgend einer Hinsicht ungünstiger sein, als die der Gesellschaften und Genossenschaften des meistbegünstigten fremden Landes.

Artikel 16.

Die von den vertragschliessenden Teilen getroffenen Massnahmen zur Regelung und Durchführung der Transporte durch ihre Gebiete sollen den freien Durchgansverkehr auf den in Betrieb befindlichen und für den internationalen Durchgangsverkehr geeigneten Eisenbahnen und Wasserwegen erleichtern. Es wird dabei kein Unterschied gemacht, weder auf Grund der Staatsangehörigkeit der Personnen, der Flagge, des Ursprungs-, Herkunfts-, Eintritts-, Austritts-, oder Bestimmungsortes noch auf Grund irgend welcher Umstände, die mit dem Eigentume an Gütern, See- und Binnenschiffen, Personen- und Güterwagen oder anderen Beförderungsmitteln zusammen hängen.

Um die Anwendung der vorhergehenden Bestimmungen sicherzustellen, gestatten die vertragschliessenden Teile den Durchgangsverkehr durch ihre Territorialgewässer nach Massgabe der üblichen Bedingungen und Vorbehalte.

Die Durchgangstransporte werden keinen besonderen Gebühren und Abgaben auf Grund ihrer Durchfuhr (Eintritt und Austritt inbegriffen), unterworfen. Jedoch könnten diese Durchgangstransporte mit solchen Gebühren oder Abgaben belegt werden, die lediglich zur Deckung der durch ihre Durchfuhr veranlassten Überwachungs- und Verwaltungskosten dienen.

The preceding dispositions in no way affect the Customs laws concerning the treatment of transit goods, nor the regulations concerning goods which are the subject of an internal duty or of a State monopoly. The transit of such goods shall, however, not be restricted more than is necessary to secure the eventual collection of the internal duty on the goods remaining in the territories of either Party or to assure the object of the monopoly.

Neither Contracting Party shall be bound by this article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport shall be deemed to be in transit across the territory of one of the Contracting Parties when the passage across such territory, with or without transhipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Article 17.

Each of the Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other ; and such vessels, their cargoes, and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 18.

It shall be free to each of the Contracting Parties to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the towns and ports of the territories of the other in which such representatives may be admitted by the respective Governments. Such Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, subjects of the Contracting Party which appoints them, will be exempted from all public service, municipal or other, and in respect of direct taxation of all kinds, levied either by the State or the local authorities, will enjoy the treatment accorded or which may be accorded to similar officials of the most-favoured nation and under the same conditions under which such most-favoured nation enjoys this treatment.

Article 19.

When a subject or citizen of one Contracting Party dies within the territory of the other leaving non-resident heirs, the Consular Representative of the other Party is entitled without express authorisation from such non-resident heirs to represent them, so far as the laws of the country do not expressly prohibit such representation, in all matters pertaining to administration of the property and settlement of the estate, with the right to collect the distributive shares of such heirs.

Die vorstehenden Vereinbarungen berühren in keiner Weise die Bestimmungen der Zollvorschriften über die Behandlung von Durchfuhrsendungen noch auch die Vorschriften betreffend Waren, die den Gegenstand einer inneren Abgabe oder eines Staatsmonopoles bilden. Die Durchfuhr solcher Waren darf jedoch nicht in einem höheren Masse behindert werden, als für die Sicherstellung der allfälligen Einhebung der inneren Abgabe für die in den Gebieten eines der beiden Teile verbleibenden Waren oder für die Sicherung des Monopolzweckes notwendig ist.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird durch diesen Artikel verpflichtet, die Durchreise solcher Personen, denen das Betreten seiner Gebiete verboten ist, oder den Durchgang solcher Güter zu gewährleisten, deren Einfuhr aus Gründen der öffentlichen Gesundheitspflege oder der öffentlichen Sicherheit oder zur Verhütung der Einschleppung von Tier- und Pflanzenkrankheiten untersagt ist.

Im Sinne dieses Artikels gelten als im Durchgangsverkehr durch das Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile befindlichen Personen, Gepäck, Güter sowie See- und Binnenschiffe, Personen und Güterwagen oder andere Beförderungsmittel, deren Beförderung durch dieses Gebiet nur einen Bruchteil der Gesamtbeförderung ausmacht, die ausserhalb der Grenzen des Teiles, durch dessen Gebiet sich der Durchgangsverkehr vollzieht, begonnen hat und enden soll, gleichviel ob diese Beförderung mit oder ohne Umladung, mit oder ohne Einlagerung, mit oder ohne Teilung oder sonstige Behandlung der Ladung, mit oder ohne Änderung der Beförderungsart erfolgt.

Artikel 17.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird die Einfuhr und Ausfuhr von allen Waren, die gesetzmässig eingeführt oder ausgeführt werden dürfen und ebenso die Beförderung von Reisenden von und nach ihren Gebieten auf den Schiffen des anderen gestatten; diese Schiffe, ihre Ladungen und Passagiere werden dieselben Vorrechte geniessen und keinen anderen oder höheren Abgaben oder Lasten unterworfen sein als die heimischen Schiffe, ihre Ladungen und Passagiere oder die Schiffe irgend eines anderen fremden Landes, ihre Ladungen und Passagiere.

Artikel 18.

Jeder der beiden vertragschliessenden Teile wird das Recht haben, Generalkonsuln, Konsuln Vizekonsuln und Konsularagenten mit dem Sitze in Städten und Häfen in den Gebieten des anderen Teiles zu ernennen, in denen solche Vertreter von der betreffenden Regierung zugelassen werden sollten. Diese Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten werden jedoch ihr Amt erst ausüben, nachdem sie von der Regierung, bei der sie beglaubigt sind, in der üblichen Form genehmigt und zugelassen wurden.

Generalkonsuln, Konsuln und Vizekonsuln, die Untertanen des vertragschliessenden Teiles sind, der sie ernennt, werden von jeder Art öffentlicher, Gemeinde- oder sonstiger Dienste befreit sein und hinsichtlich jeglicher Art seitens des Staates oder der Lokalbehörden erhobener direkter Besteuerung die Behandlung geniessen, die den gleichen Beamten des meistbegünstigten Landes zugestanden ist oder zugestanden werden sollte und zwar unter den gleichen Bedingungen, unter denen dieses meistgebünstigte Land diese Behandlung geniesst.

Artikel 19.

Wenn ein Untertan oder Staatsangehöriger eines der beiden vertragschliessenden Teile in dem Gebiete des anderen mit Hinterlassung nicht dort wohnhafter Erben stirbt, ist der Konsularvertreter des ersteren Teiles ohne besondere Ermächtigung seitens solcher nicht dort wohnhafter Erben zu deren Vertretung in allen Fragen, betreffend die Verwaltung des Eigentums und die Regelung des Nachlasses einschliesslich des Rechtes zur Behebung der Anteile dieser Erben insoweit berechtigt, als die Landesgesetze eine solche Vertretung nicht ausdrücklich untersagen.

Article 20.

The subjects or citizens of each of the Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects or citizens of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks and designs, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 21.

All goods bearing marks or descriptions which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the Contracting Parties shall, if such statements or suggestions be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The competent authorities of each Contracting Party shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present article.

Article 22.

This Treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general International Convention to which either of the Contracting Parties are or hereafter may be Parties.

Article 23.

Nothing in this Treaty shall be held to prejudice any rights to deal with Austrian property which may have been conferred on His Britannic Majesty by the Treaty of Peace signed at Saint-Germain-en-Laye on the 10th September, 1919.

Article 24.

The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Vienna of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates shall enjoy in Austria complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Austria are accorded in India or such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 25.

The terms of the preceding article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions and Protectorates shall apply also to any territory in respect

Artikel 20.

Die Untertanen oder Staatsangehörigen jedes der beiden vertragschliessenden Teile werden bei Erfüllung der gesetzlich vorgeschriebenen Formalitäten in den Gebieten des anderen die gleichen Rechte wie die Untertanen oder Staatsangehörigen dieses Teiles hinsichtlich Patenten für Erfindungen, Warenzeichen und Muster haben.

Artikel 21.

Alle Waren, welche Zeichen oder Aufschriften tragen, die angeben oder offenkundig andeuten, dass die Waren ein Natur- oder Gewerbserzeugnis eines der beiden vertragschliessenden Teile sind, werden, falls diese Angaben oder Andeutungen falsch sind, bei der Einfuhr in das Gebiet jedes der beiden vertragschliessenden Staaten beschlagnahmt werden. Die Beschlagnahme kann auch in dem Staate, wo die falsche Herkunftsbezeichung angelegt wurde, oder in jenem, wohin die eine falsche Bezeichnung tragenden Waren eingeführt wurden, vorgenommen werden.

Die Beschlagnahme wird auf Verlangen der zuständigen Behörde oder einer interessierten Partei, sei es einer Einzelperson, sei es einer Gesellschaft, gemäss der einheimischen Gesetzgebung jedes der beiden vertragschliessenden Teile vorgenommen werden ; die Behörden sind jedoch nicht verpflichtet, die Beschlagnahme von Durchfuhrgütern vorzunehmen.

Die zuständigen Behörden jedes vertragschliessenden Teiles werden entscheiden, welche Aufschriften in Anbetracht des ihnen innewohnenden Gattungsbegriffes nicht unter die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels fallen.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag soll nicht dahin ausgelegt werden, als ob dadurch ein Recht erteilt oder eine Verpflichtung auferlegt würde, die mit einem allgemeinen Internationalen Übereinkommen im Widerspruch stünde, an dem einer der beiden Teile beteiligt ist oder in Zukunft beteiligt sein sollte.

Artikel 23.

Keine Bestimmung des gegenwärtigen Vertrages soll als eine Beeinträchtigung irgendwelcher Rechte bezüglich der Behandlung österreichischer Vermögen angesehen werden, die Seiner Britischen Majestät durch den Friedensvertrag von St. Germain-en-Laye vom 10. September 1919 etwa übertragen wurden.

Artikel 24.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages gelten nicht für Indien oder irgend ein sich selbstverwaltendes Dominium, eine Kolonie, eine Besitzung oder ein Protektorat Seiner Britischen Majestät, es sei denn, dass durch Seiner Britischen Majestät Vertreter in Wien der Wunsch Seiner Britischen Majestät zur Kenntnis gebracht wird, dass diese Bestimmungen auf ein solches Gebiet Anwendung finden sollen.

Dessenungeachtet werden Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse Indiens oder eines der sich selbstverwaltenden Dominien, einer der Kolonien, einer der Besitzungen oder eines der Protektorate Seiner Britischen Majestät in Österreich voll und unbedingt die meistbegünstigste Behandlung geniessen, solange Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse Österreichs in Indien oder in diesem sich selbstverwaltenden Dominium, dieser Kolonie, dieser Besitzung oder diesem Protektorat eine ebenso günstige Behandlung wie die Waren, Natur- oder Gewerbserzeugnisse irgend eines anderen fremden Landes geniessen.

Artikel 25.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels betreffend Indien und Seiner Britischen Majestät sich selbstverwaltende Dominien, Kolonien, Besitzungen und Protektorate gelten auch

of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 26.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during ten years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate the present Treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under Article 24, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, in English and German texts, 22nd May, 1924.

(L. S.) J. RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

DECLARATION.

It is understood that nothing in the Treaty signed this day can be invoked by Austria to support a claim for exemption from the following disabilities to which Austrian nationals (in common with the nationals of other Powers with which His Britannic Majesty was at war) are subject by Acts of Parliament of the United Kingdom, so long as those Acts remain in force, namely :

(a) No Austrian national may be employed or act as master, officer or member of the crew of a British ship registered in the United Kingdom (Aliens Restriction (Amendment) Act, 1919).

(b) For a period of five years from the 31st August, 1921, no business connected with certain non-ferrous metals and metallic ores may be carried on in the United Kingdom by, or under the influence or control of, an Austrian national except under licence of the Board of Trade, in accordance with the Non-Ferrous Metal Industry Act, 1918.

(c) For a period of five years from the 31st August, 1921, and thereafter until Parliament may otherwise determine, no banking business may be carried on in the United Kingdom for the benefit or under the control of an Austrian national (Trading with the Enemy (Amendment) Act, 1918).

Done at London, in duplicate, in English and German texts, 22nd May, 1924.

(L. S.) J. RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

für jedes Gebiet, bezüglich dessen ein Mandat des Völkerbundes von Seiner Britischen Majestät übernommen wurde.

Artikel 26.

Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationen werden sobald als möglich in London ausgetauscht werden. Er wird sofort nach Ratifikation in Kraft treten und während 10 Jahren vom Tage seines Inkrafttretens an gelten. Falls keiner der vertragschliessenden Teile dem anderen 12 Monate vor Ablauf des erwähnten Zeitraumes von 10 Jahren seine Absicht, den gegenwärtigen Vertrag zu beendigen, bekanntgegeben hat, wird er bis nach Ablauf eines Jahres vom Tage, an dem er von einem der beiden vertragschliessenden Teile gekündigt wurde, in Kraft bleiben.

Was jedoch Indien oder eines der sich selbstverwaltenden Dominien, eine der Kolonien, eine der Besitzungen, oder ein Protektorat Seiner Britischen Majestät oder ein Territorium betrifft, bezüglich dessen ein Mandat des Völkerbundes von Seiner Britischen Majestät übernommen wurde, hinsichtlich derer die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages gemäss Artikel 24 in Geltung gesetzt wurden, wird jeder der beiden vertragschliessenden Teile das Recht haben, ihn jederzeit getrennt mit vorheriger 12monatlicher Kündigung zu beenden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterfertigt und mit ihren Siegeln versehen.

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 22. Mai 1924.

(L. S.) J. RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

ERKLÄRUNG.

Es besteht Einverständnis darüber, dass keine Bestimmung des am heutigen Tage unterfertigten Vertrages von Österreich zur Unterstützung eines Anspruches auf Ausnahme von den folgenden Beschränkungen angerufen werden kann, denen österreichische Staatsangehörige (zusammen mit den Staatsangehörigen anderer Länder, mit denen sich Seine Britische Majestät in Krieg befand) gemäss Parlamentsakten des Vereinigten Königreiches, solange diese Gesetze in Kraft bleiben, unterliegen, nämlich :

a) kein österreichischer Staatsangehöriger kann als Reeder, Offizier oder Mannschaftsmitglied eines in dem Vereinigten Königreiche registrierten britischen Schiffes angestellt werden oder tätig sein (Aliens Restriction (Amendment) Act, 1919).

b) Während eines Zeitraumes von 5 Jahren ab 31. August 1921 kann keine Erwerbstätigkeit, die mit gewissen nicht eisenhältigen Metallen oder Metallerzen in Verbindung steht, im Vereinigten Königreiche von einem österreichischen Staatsangehörigen oder unter seinem Einfluss oder seiner Kontrolle, ausgenommen mit Bewilligung des Board of Trade, gemäss Non-Ferrous Metal Industry Act, 1918, ausgeübt werden.

c) Während eines Zeitraumes von 5 Jahren vom 31. August 1921 an und darnach, bis das Parlament anders verfügt, kann kein Bankgeschäft im Vereinigten Königreiche zu Gunsten oder unter der Kontrolle eines österreichischen Staatsangehörigen betrieben werden (Trading with the Enemy (Amendment) Act, 1918.)

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 22. Mai 1924.

(L. S.) J. RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

NOTES EXCHANGED BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRITISH GOVERNMENTS CONSTITUTING THE ACCESSION OF SOUTHERN RHODESIA TO THE ANGLO-AUSTRIAN COMMERCIAL TREATY OF MAY 22, 1924. VIENNA, JUNE 8 AND 18, 1925.

Communiquées par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britanniqne le 3 août 1925.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office August 3, 1925.

BRITISH LEGATION

VIENNA, *June 8th*, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation signed at London on May 22nd, 1924, I have the honour, in accordance with instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify to you the accession of the Government of Southern Rhodesia to the Treaty under Article 24 thereof.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

(Signed) A. AKERS DOUGLAS.

Herrn Dr. MATAJA,
Federal Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.
13.873/18.

WIEN, *am 18. Juni*, 1925.

HERR GESANDTER,

Ich beehre mich, Eurer Exzellenz den Empfang der Note vom 8. Juni l. J., womit mir Eure Exzellenz im Auftrage Seiner Majestät Staatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten den Beitritt der Regierung von Süd-Rhodesia zu dem zwischen der Republik Oesterreich und Grossbritannien abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrag gemäss Artikel 24 dieses Vertrages notifizieren, ergebenst zu bestätigen.

Genehmigen, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner vollkommensten Hochachtung.

Für den Bundesminister :
PETER.

Seiner Exzellenz
Honourable Aretas Akers DOUGLAS,
königlich grossbritannischer Gesandter,
Wien.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

FEDERAL CHANCELLOR'S OFFICE
FOREIGN AFFAIRS.
13.873/18.

VIENNA, *June* 18, 1925.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of June 8, 1925, informing me in pursuance of instructions from His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, of the adhesion of the Government of Southern Rhodesia to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Austrian Republic and Great Britain in conformity with Article 24 of the said Treaty.

I have the honour, etc.

For the Federal Chancellor:
PETER.

To His Excellency
The Hon. Aretas Akers DOUGLAS,
His Britannic Majesty's Minister,
Vienna.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 895.— TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRANDE-BRETAGNE, AVEC DÉCLARATION Y AFFÉRENTE, SIGNÉ A LONDRES, LE 22 MAI 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et le PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales existant entre leurs pays respectifs, ont décidé de conclure, à cet effet, un Traité de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

l'Honorable James RAMSAY MACDONALD, M.P., Premier Ministre et principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Georg FRANCKENSTEIN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

La liberté de commerce et de navigation entre les territoires des deux Parties contractantes existera de part et d'autre.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties contractantes pourront se rendre librement, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux et ports des territoires de l'autre Partie, dans lesquels des sujets ou citoyens de cette Partie contractante sont ou pourront être autorisés à se rendre, et ils jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation que ceux dont jouissent ou pourront jouir des sujets de cette Partie contractante.

Il est toutefois entendu que les dispositions qui précèdent n'affectent, en aucune façon, les lois, décrets ou règlements spéciaux relatifs au commerce, à l'industrie, à la police, à la sécurité publique et à l'exercice de certains métiers ou professions qui sont ou pourront éventuellement être en vigueur dans les territoires de chacune des Parties contractantes et rendus applicables à tous les étrangers.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne leurs personnes ou leurs biens, ou leur commerce ou leur industrie, à des taxes quelconques générales ou locales, ou à des impôts ou obligations, de quelque nature que ce soit, autres ou plus lourds que ceux auxquels des sujets de l'autre Partie, ou des sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sont ou pourront être soumis.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Les Parties contractantes conviennent qu'en matière de commerce, de navigation et d'industrie, tout privilège, faveur ou immunité que l'une des Parties contractantes a, en fait, accordé ou pourra dorénavant accorder aux navires et sujets ou citoyens d'un Etat étranger quelconque, sera étendu simultanément et inconditionnellement, sans qu'il y ait lieu de formuler une requête et d'accorder une compensation, aux navires et sujets ou citoyens de l'autre Partie, les Parties désirant que le commerce, la navigation et l'industrie de chaque Partie contractante jouissent, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre Partie auront pleine liberté d'acquérir et de posséder toutes les catégories de biens, meubles et immeubles, que la législation de l'autre Partie contractante permet ou permettra aux sujets ou citoyens d'un autre pays étranger quelconque d'acquérir et de posséder. Ils pourront disposer desdits biens par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière, ou acquérir lesdits biens par succession, sous les mêmes conditions qui sont ou seront établies pour les sujets de l'autre Partie contractante. Dans tous les cas susmentionnés, ils ne seront assujettis à des taxes, impôts ou charges quelconques, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables à des sujets de l'autre Partie contractante.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes seront également autorisés, conformément à la législation de l'autre Partie contractante, à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être assujettis, en leur qualité d'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux dont seraient frappés, dans des circonstances similaires, les sujets ou citoyens de ladite Partie.

Article 4.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre, pourront, sous réserve de se conformer à la législation en vigueur dans ces territoires, se livrer à leur commerce, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'agents qu'ils jugeront à propos d'employer.

Les sujets de chacune des deux Parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre, auront libre accès aux cours de justice pour faire valoir et défendre leurs droits, sans autre condition, restriction ou taxe que celles qui sont imposées aux sujets de l'autre Partie contractante ; ils auront, comme ces derniers, la faculté de choisir, pour tous leurs procès, leurs avocats, fondés de pouvoirs ou agents parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions, conformément à la législation des territoires en question.

Article 5.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre Partie, seront exemptés de tout service militaire obligatoire quelconque, que ce soit dans l'armée, la marine, la garde nationale ou la milice. Ils seront de même exemptés de toutes fonctions judiciaires, administratives et municipales quelconques, autres que celles établies par les lois relatives aux jurys, ainsi que de toutes contributions, soit en argent, soit en nature, imposées à titre de compensation pour un service personnel, et enfin de toute prestation ou réquisition militaire quelconque. Les charges résultant de la possession, à quelque titre que ce soit, de propriétés foncières, sont toutefois exceptées, de même que le logement obligatoire des troupes et les autres prestations ou réquisitions militaires spéciales auxquelles pourront être soumis tous les sujets de l'autre Partie contractante en leur qualité de propriétaires ou d'occupants d'immeubles ou de terres.

En ce qui concerne les prestations susmentionnées, les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, dans les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Parties contractantes et exportés dans les territoires de l'autre, quel que soit le lieu d'expédition, ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes produits, ou articles fabriqués, d'un pays étranger quelconque. Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou établie, en ce qui concerne l'importation, dans les territoires de l'une des Parties contractantes, de tout article produit ou fabriqué dans les territoires de l'autre Partie, quel que soit l'endroit dont ils sont partis, à moins que la même prohibition ou restriction ne s'applique également à l'importation des mêmes articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

Les seules exceptions à cette règle générale seront celles qui concernent les prohibitions sanitaires ou autres qu'il sera nécessaire d'établir pour assurer la protection des personnes, du bétail ou des plantes utiles à l'agriculture, et les mesures applicables dans les territoires de l'une ou l'autre des Parties contractantes à des articles bénéficiant, dans les territoires de l'autre Partie contractante, d'une prime.

Article 7.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Parties contractantes, exportés sur les territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis à des redevances autres ou plus élevées que celles qu'acquittent les mêmes articles exportés sur un autre pays étranger quelconque. De même, aucune prohibition ou restriction d'exportation ne sera établie, pour un article quelconque provenant des territoires de l'une des deux Parties contractantes à destination des territoires de l'autre Partie, à moins que la même prohibition ou restriction ne s'applique également à l'exportation du même article sur un autre pays étranger quelconque.

Article 8.

Aucune taxe intérieure ne sera perçue dans les territoires de l'une ou de l'autre des Parties contractantes pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, sur des marchandises produites ou fabriquées dans les territoires de l'autre Partie, autre ou plus élevée que les taxes perçues dans des circonstances analogues sur des produits nationaux similaires.

Article 9.

Les Parties contractantes conviennent d'adopter et d'appliquer toutes les mesures possibles en vue de réduire au strict minimum les prohibitions d'importation et d'exportation des marchandises. Au cas où il serait délivré des licences par dérogation aux dites prohibitions, les conditions d'octroi de ces licences seront annoncées publiquement et indiquées clairement, de façon à permettre aux négociants intéressés d'en prendre connaissance ; ce système de licences sera aussi simple et aussi permanent que possible ; il sera donné suite aussi rapidement que possible aux demandes de licences.

Les conditions de délivrance de licences pour marchandises, produites ou fabriquées dans les territoires de l'une des Parties contractantes, à destination ou en provenance des territoires de l'autre Partie, seront aussi favorables que les conditions dans lesquelles les licences sont accordées à tout autre pays étranger.

Article 10.

Le Gouvernement autrichien s'engage à ce que tout système temporaire de contrôle du change dont l'établissement pourra être jugé nécessaire, par suite de la situation exceptionnelle de la République d'Autriche, soit organisé et fonctionne de telle façon qu'il cause le moins d'inconvénients possibles au commerce britannique. Les conditions auxquelles les devises étrangères seront rendues disponibles pour le paiement des importations de marchandises, produites ou fabriquées dans les territoires de S. M. Britannique, ne seront pas moins favorables, à tous égards, que celles qui sont applicables aux importations de marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures les plus appropriées, par voie législative ou administrative, pour prévenir l'application arbitraire ou injuste de leur législation ou de leurs règlements en matières douanière et similaires, et pour assurer un recours à ceux qui auront subi un préjudice du fait de tels abus.

Article 12.

Rien, dans le présent Traité, ne sera interprété comme interdisant l'imposition, dans les territoires de S. M. Britannique, de taux spéciaux de droits de douane sur des articles spécifiés, d'origine autrichienne, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur des marchandises similaires, produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger, lorsque ces taux spéciaux de droits de douane sont perçus, conformément à une législation d'application générale permettant d'imposer lesdits droits sur les articles produits ou fabriqués dans un pays quelconque, lorsque ces articles sont vendus ou mis en vente dans la partie des territoires intéressés de S. M. Britannique, à des prix qui, par suite d'une dépréciation par rapport à la livre sterling de la valeur de la monnaie du pays où les articles sont produits ou fabriqués, sont inférieurs aux prix auxquels des articles similaires peuvent être profitablement produits ou fabriqués dans la partie des territoires intéressés de Sa Majesté Britannique.

Toutefois, il ne sera imposé de tarifs douaniers spéciaux sur les marchandises fabriquées en Autriche qu'à l'expiration d'une période de trois mois à partir de la date à laquelle le Gouvernement autrichien aura reçu notification de l'intention du Gouvernement de la partie des territoires intéressés de Sa Majesté Britannique d'imposer ledit droit. En cas d'une telle notification, ce traité, nonobstant les dispositions de l'article 26, cessera, à la requête du Gouvernement autrichien, d'être en vigueur entre l'Autriche et ladite partie des territoires de Sa Majesté Britannique, à partir de la date à laquelle les marchandises autrichiennes en question seront assujetties au droit spécial auquel il est fait allusion.

Article 13.

Les stipulations du présent Traité concernant l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, s'appliquent, sans réserve quelconque, au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. Les certificats pour les voyageurs de commerce seront délivrés, dans les territoires de Sa Majesté Britannique, par les Chambres de Commerce ainsi que par les autres associations de négociants et autres associations commerciales officiellement reconnues qui pourront être autorisées à cette fin. En Autriche, ces certificats seront délivrés par la direction de la Police à Vienne, et par l'autorité politique de première instance dans les autres endroits.

Des articles importés par des voyageurs de commerce comme échantillons, seront admis temporairement en franchise de droits, dans les territoires de chacune des Parties contractantes, à condition que soient observés le règlement douanier et les formalités douanières destinées à assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits, dans le cas où les échantillons ne seraient pas réexportés dans le délai prévu par la loi. Mais le privilège ci-dessus ne s'étendra pas

aux articles qui, étant donné leur quantité ou leur valeur, ne peuvent être considérés comme échantillons ou qui, en raison de leur nature, ne pourraient pas être identifiés lors de leur réexportation.

Article 14.

Aucune redevance ne sera imposée et aucune condition ne sera prescrite par l'une ou l'autre des Parties contractantes, en ce qui concerne les opérations avec les sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante exerçant leur négoce dans ses territoires, qui soient autres ou plus lourdes que les redevances ou conditions auxquelles sont assujetties les opérations faites avec les sujets ou citoyens desdits territoires.

Article 15.

Les sociétés à responsabilité limitée et autres sociétés et associations qui sont déjà ou seront ultérieurement constituées, conformément à la législation de l'une ou de l'autre Partie contractante, sont autorisées à faire valoir leurs droits dans les territoires de l'autre Partie et à exercer une action en justice, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs, conformément à la loi de cette autre Partie.

En outre, chacune des Parties contractantes s'engage à ne créer aucun obstacle à ces sociétés et associations désirant se livrer dans ses territoires, sous réserve des lois en vigueur dans ces territoires, soit par la création de succursales, soit de toute autre manière, à toutes sortes d'opérations commerciales que les sociétés ou associations ou les sujets ou citoyens d'un autre pays étranger quelconque sont ou pourront être autorisés à effectuer.

En aucun cas, le traitement accordé par l'une ou l'autre des Parties contractantes aux sociétés ou associations de l'autre Partie, ne sera moins favorable, en quelque matière que ce soit, que celui qui est accordé aux sociétés et associations du pays étranger le plus favorisé.

Article 16.

Les mesures prises par les Parties contractantes pour régler et développer les transports à travers leurs territoires devront faciliter le libre transit par chemin de fer ou voies navigables, sur les itinéraires en usage convenant au transit international. Aucun traitement différentiel ne sera établi en raison de la nationalité des personnes, du pavillon des navires, du lieu d'origine, d'expédition, d'entrée, de sortie ou de destination, ou de toute circonstance relative à la propriété des marchandises ou des navires, au matériel roulant pour voyageurs ou marchandises, ou à d'autres moyens de transport.

Afin d'assurer l'application des dispositions précédentes, les Parties contractantes autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et avec les réserves habituelles.

Les transports en transit ne seront soumis à aucune taxe spéciale en raison du transit (y compris l'entrée et la sortie), à l'exception des redevances destinées exclusivement à couvrir les dépenses de contrôle et d'administration occasionnées par ce transit.

Les dispositions qui précèdent ne portent aucunement atteinte à la législation douanière relative au traitement des marchandises en transit, ni aux règlements visant les marchandises qui font l'objet d'un droit intérieur ou d'un monopole d'Etat. Toutefois, le transit de ces marchandises ne sera soumis qu'aux restrictions nécessaires pour assurer la perception éventuelle de l'impôt intérieur imposé sur les marchandises qui restent dans les territoires de l'une ou l'autre Partie, ou pour assurer l'exercice du monopole.

Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne sera tenue, en vertu du présent article, d'accorder le transit à des voyageurs auxquels l'entrée dans ses territoires est interdite, ou à des marchandises d'une catégorie dont l'importation est prohibée, soit pour des raisons d'hygiène ou de sécurité publiques, soit à titre de précaution contre les épizooties et les épiphyties.

Au sens du présent article, les personnes, bagages et marchandises, ainsi que les navires et le matériel roulant pour voyageurs et marchandises, et autres moyens de transport, seront considérés comme étant en transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, lorsque le passage à travers le territoire, qu'il y ait ou non transbordement, entreposage, rupture de charge, ou changement du mode de transport, ne constitue qu'une fraction d'un voyage complet dont le point de départ et le lieu de destination se trouvent en dehors des frontières de la Partie à travers le territoire de laquelle s'effectue le transit.

Article 17.

Chacune des Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation de toute marchandise qui pourra être importée ou exportée conformément aux lois, ainsi que le transport de passagers en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs, sur les navires de l'autre Partie ; ces navires, leurs cargaisons et passagers jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que les navires nationaux et leurs cargaisons et passagers, ou que les navires d'un autre pays étranger quelconque et leurs cargaisons et passagers.

Article 18.

Chaque Partie contractante pourra librement nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires résidant dans les villes et ports des territoires de l'autre Partie, pour lesquels ces représentants pourront être agréés par les Gouvernements respectifs. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront toutefois pas entrer en fonctions avant qu'ils n'aient été agréés et n'aient reçu l'exequatur, dans la forme habituelle, du Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ressortissants de l'Etat qui les nomme, seront exempts de toutes fonctions publiques, municipales ou autres et, en matière d'impôts directs de toute nature perçus soit par l'Etat soit par les autorités locales, jouiront du traitement dont bénéficient ou pourront bénéficier des agents du même ordre de la nation la plus favorisée, et dans les conditions mêmes auxquelles ladite nation la plus favorisée bénéficie de ce traitement.

Article 19.

Lorsqu'un sujet ou un ressortissant de l'une des Parties contractantes vient à décéder sur le territoire de l'autre Partie, en laissant des héritiers ne résidant pas dans le pays, le représentant consulaire de l'autre Partie a le droit, sans autorisation expresse des héritiers non résidents, de les représenter, dans la mesure où la législation du pays ne le défend pas expressément, dans toutes les questions relatives à l'administration des biens et à la liquidation de la succession, avec le droit de percevoir la part qui revient à ces héritiers.

Article 20.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits que les sujets ou citoyens de cette Partie contractante, en ce qui concerne les brevets d'invention, marques de commerce et dessins, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article 21.

Toutes marchandises portant des marques ou des désignations qui indiquent ou suggèrent clairement que ces marchandises sont produites ou fabriquées sur les territoires de l'une ou l'autre

des Parties contractantes, seront saisies à l'importation dans les territoires de l'une ou l'autre des deux Parties, si lesdites indications ou suggestions sont fausses. La saisie pourra également être opérée dans l'Etat où la fausse indication d'origine a été appliquée, ou dans l'Etat où les marchandises, faisant l'objet d'une fausse désignation, auront été importées.

La saisie sera effectuée, soit à la requête du Ministère compétent ou d'une Partie intéressée, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une société, conformément à la législation intérieure de chacune des Parties contractantes. Toutefois, les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie de marchandises en transit.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes détermineront quelles sont les désignations, en raison de leur caractère générique, qui ne tombent pas sous les dispositions du présent article.

Article 22.

Le présent Traité ne sera pas considéré comme conférant un droit quelconque ou établissant une obligation quelconque, contraire à toute Convention internationale générale à laquelle chacune des Parties contractantes sont ou pourront ultérieurement devenir Parties.

Article 23.

Rien, dans ce Traité, ne devra être interprété comme portant atteinte aux droits conférés à Sa Majesté Britannique, de disposer de biens autrichiens, en vertu du Traité de Paix, signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.

Article 24.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliqueront pas à l'Inde, ni à aucun des Dominions autonomes, Colonies, Possessions ou Protectorats de Sa Majesté Britannique, à moins que le représentant de Sa Majesté Britannique à Vienne ne notifie le désir de Sa Majesté Britannique que lesdites dispositions soient appliquées à ces territoires.

Néanmoins les marchandises produites ou fabriquées dans l'Inde ou dans l'un quelconque des Dominions, Colonies, Possessions ou Protectorats de Sa Majesté Britannique jouiront, en Autriche, pleinement et sans condition, du traitement de la nation la plus favorisée, tant que l'Inde ou un Dominion, Colonie, Possession ou Protectorat mentionné accordera aux marchandises produites ou manufacturées en Autriche un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Article 25.

Les dispositions du précédent article relatives à l'Inde, aux Dominions autonomes, aux Colonies, Possessions et Protectorats de Sa Majesté Britannique s'appliqueront également à tout territoire pour lequel Sa Majesté Britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

Article 26.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur immédiatement après la ratification et sera exécutoire pendant une période de dix ans, à dater du jour de son entrée en vigueur. Dans le cas où ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre Partie, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention de dénoncer le présent Traité, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à dater du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, en ce qui concerne l'Inde, ou l'un quelconque des Dominions autonomes, Colonies, Possessions ou Protectorats de Sa Majesté Britannique, ainsi que les territoires pour lesquels Sa Majesté Britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, et auxquels auront été étendues les dispositions du présent Traité, en vertu de l'article 24, chacune des Parties contractantes aura le droit de dénoncer séparément le Traité, à une date quelconque, moyennant douze mois de préavis à cet effet.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double expédition, en anglais et en allemand, le 22 mai 1924.

(L. S.) J. RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

DÉCLARATION.

Il reste entendu que rien, dans le Traité signé ce jour, ne peut être invoqué par l'Autriche à l'appui de sa demande d'exemption des incapacités suivantes dont les ressortissants autrichiens (ainsi que les ressortissants d'autres Puissances avec lesquelles Sa Majesté Britannique se trouvait en guerre) sont frappés par les lois du Parlement du Royaume-Uni, aussi longtemps que ces lois resteront en vigueur, savoir :

a) Aucun ressortissant autrichien ne peut être employé comme capitaine, officier ou membre (ou faire fonction de capitaine, officier ou membre) de l'équipage d'un navire britannique enregistré dans le Royaume-Uni (Amendement à la loi de restriction concernant les étrangers, 1919).

b) Pendant une période de cinq ans, à partir du 31 août 1921, aucune opération commerciale relative à certains métaux non ferreux, et à certains minerais de métaux, ne pourra être effectuée dans le Royaume-Uni par l'entremise ou sous la direction d'un ressortissant autrichien, sauf moyennant licence du Ministère du Commerce, conformément à la loi de 1918 sur l'industrie des métaux non ferreux.

c) Pendant une période de cinq ans, à partir du 31 août 1921 et jusqu'à ce que le Parlement en décide autrement, aucune industrie bancaire ne pourra être exercée dans le Royaume-Uni, pour le compte ou sous la direction d'un ressortissant autrichien (loi amendée de 1918 sur le commerce avec l'ennemi).

Fait à Londres, en double exemplaire, en anglais et en allemand, le 22 mai 1924.

(L. S.) J.-RAMSAY MACDONALD.
(L. S.) GEORG FRANCKENSTEIN.

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRITANNIQUE COMPORTANT L'ACCESSION DE LA RHODÉSIE MÉRIDIONALE AU TRAITÉ DE COMMERCE ANGLO-AUTRICHIEN DU 22 MAI 1924. VIENNE, LES 8 ET 18 JUIN 1925.

LÉGATION BRITANNIQUE.

VIENNE, *le* 8 *juin* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions reçues du Premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous notifier l'accession du Gouvernement de la Rhodésie méridionale au Traité anglo-autrichien de commerce et de navigation signé à Londres en date du 22 mai 1924, en vertu de l'article 24 dudit Traité.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. AKERS DOUGLAS.

Monsieur le Dr. MATAJA,
Ministre fédéral des Affaires étrangères,
Vienne.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE
SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
13.873/18.

VIENNE, *le* 18 *juin* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence, réception de la note, en date du 8 juin 1925, par laquelle Votre Excellence, d'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères, m'a notifié l'accession du Gouvernement de la Rhodésie du Sud au Traité de commerce et de navigation conclu entre la République autrichienne et la Grande-Bretagne, conformément à l'article 24 dudit Traité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Chancelier fédéral :
PETER.

Son Excellence
l'Honorable Aretas Akers DOUGLAS,
Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique,
Vienne.

N° 896.

GRANDE-BRETAGNE ET GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Londres, le 28 juillet 1923 et à Luxembourg, le 8 septembre 1923.

GREAT BRITAIN AND GRAND DUCHY OF LUXEMBURG

Agreement for the Exchange of Money-Orders, signed at London, July 28, 1923 and at Luxemburg, September 8, 1923.

No. 896. — AGREEMENT[1] FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, SIGNED AT LONDON, JULY 28, 1923, AND AT LUXEMBURG, SEPTEMBER 8, 1923.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 15 *juin* 1925.

Article 1.

In this Agreement the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands, and the Isle of Man.

Article 2.

Between Great Britain, on the one hand, and the Grand Duchy of Luxemburg, on the other hand, there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article 3.

The Money Order Service between the contracting countries shall be performed exclusively through the medium of Offices of Exchange to be designated by the Administrations concerned. Each Administration shall communicate to the other the Offices of Exchange which it shall have designated.

Article 4.

Each of the contracting Administrations shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration.

The conversion into the money of the country of destination of sums received for transmission shall be effected by the Office of Exchange of the country of origin.

Article 5.

The Post Offices of the two contracting countries shall have the power to fix, by mutual agreement, the maximum amount for which a single Money Order can be issued in their respective countries. This maximum shall not, however, exceed £40 or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 11 février 1925.

No. 896. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE, ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, SIGNÉ A LONDRES, LE 28 JUILLET 1923 ET A LUXEMBOURG, LE 8 SEPTEMBRE 1923.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 15, 1925.

Article 1.

En ce qui concerne cet Arrangement, le terme « Grande-Bretagne » comprend aussi l'Irlande du Nord, les Iles de la Manche et l'Ile de Man.

Article 2.

Entre la Grande-Bretagne, d'une part, et le Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, il y aura un échange régulier de mandats de poste.

Article 3.

Le service des mandats-poste entre les pays contractants se fera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange à désigner par les administrations intéressées. Chaque administration indiquera à l'autre les bureaux d'échange qu'elle aura désignés.

Article 4.

Chacune des administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps en temps, le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle, à la condition de notifier ce taux à l'autre administration.

La conversion dans la monnaie du pays de destination de sommes déposées se fera par le bureau d'échange du pays d'origine.

Article 5.

Les administrations de poste des deux pays contractants auront le droit de fixer, d'un commun accord, le montant maximum pour lequel un mandat individuel peut être émis dans leurs pays respectifs. Ce maximum ne devra pas excéder £40 ou l'équivalent le plus rapproché de cette somme dans la monnaie du pays d'origine.

[1] The exchange of ratifications took place at London, February 11, 1925.

Article 6.

The British Post Office and the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall each have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on the Money Orders which they may respectively issue ; but each Office shall communicate to the other its rates of commission established under the present Agreement. The commission shall belong to the issuing Office ; but the British Post Office shall allow to the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg one half of one per cent. ($^1/_2$ per cent.) on the amount of Money Orders issued in Great Britain and paid in the Grand Duchy of Luxemburg, and the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall make a similar allowance to the British Post Office for Money Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg and paid in Great Britain.

Article 7.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a penny or of ten centimes.

Article 8.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article 9.

In the event of a Money Order miscarrying or being lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the chief Money Order Office of the country where the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article 10.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the chief Office of the country in which the Order was issued.

Article 11.

Repayment of an Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the chief Office of the country where such Order is payable, that the Order has not been paid, and that the said Office authorises the repayment.

Article 6.

L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne et celle du Grand-Duché de Luxembourg sont autorisées à fixer, de temps en temps, les taux de commission à percevoir pour les mandats qu'elles émettront respectivement ; cependant chaque office donnera à l'autre connaissance de ces taux fixés en exécution de la présente Convention. Le droit de commission appartiendra à l'office d'origine ; cependant l'Office britannique payera à l'Office du Grand-Duché de Luxembourg ½ pour cent du montant des mandats de poste émis dans la Grande-Bretagne et payés dans le Grand-Duché de Luxembourg, et l'Office du Grand-Duché de Luxembourg fera la même bonification à l'Office britannique pour les mandats émis dans le Grand-Duché de Luxembourg et payés dans la Grande-Bretagne.

Article 7.

Dans les paiements à faire au public du chef de mandats-poste, les fractions de penny ou de dix centimes (décime) ne seront pas prises en considération.

Article 8.

Le déposant d'un mandat de poste est tenu d'indiquer, si possible en entier, le nom de famille et le prénom (ou au moins les initiales du prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la raison sociale expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse du déposant et du destinataire. Si, cependant, le prénom ou ses initiales ne peuvent pas être indiqués, le mandat peut néanmoins être émis aux risques du déposant.

Article 9.

En cas de perte ou d'égarement d'un mandat, un double sera délivré à la demande écrite du destinataire adressée (avec les renseignements nécessaires) au bureau principal des mandats de poste du pays dans lequel le mandat primitif était payable. L'office qui émet le double est autorisé à percevoir la taxe exigible d'après les dispositions réglementaires sur son service interne, à moins qu'on ait des raisons pour croire que le mandat original ait été égaré en cours de transmission postale.

Dès la réception de la part de l'expéditeur d'une demande contenant de pareils renseignements, il sera donné ordre de suspendre le paiement du mandat.

Article 10.

Les demandes se rapportant soit au redressement d'une erreur dans le nom du bénéficiaire, soit au remboursement du montant du mandat au déposant, devront être adressées par l'expéditeur au bureau principal du pays dans lequel le mandat a été émis.

Article 11.

En tout cas, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration du bureau principal du pays où le titre était payable, que le mandat n'est pas payé et que le remboursement est autorisé.

Article 12.

Orders shall remain payable in each country for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amounts of all Money Orders not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article 13.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the paying Office, and shall be transmitted direct to the Office of issue either by the Office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

Advices of payment of " Through " Orders shall be sent through the Exchange Offices of the two countries, and all applications for advices of payment made subsequent to the issue of the Orders shall be sent in the same manner.

Article 14.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article 15.

The Office of Exchange of the Grand Duchy of Luxemburg shall communicate to the British Office of Exchange the particulars of sums received for payment in Great Britain, and the British Office of Exchange shall communicate to the Office of Exchange of Luxemburg the particulars of the sums received for payment in the Grand Duchy of Luxemburg. Lists similar to the annexed forms " B " and " C " shall be used for the purpose, and the lists shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Orders.

Article 16.

Every Money Order entered upon the lists shall bear a number (to be known as the " International Number ") commencing each month with No. 1.

Similarly, each list shall bear a serial number commencing every year with No. 1.

Article 17.

Any missing list shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such cases, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate list duly certified as such.

Article 12.

Dans les deux pays, les mandats seront valables pendant 12 mois, après l'expiration du mois d'émission, et les montants de tous les mandats non payés dans ce délai seront retournés à l'administration du pays d'origine qui en disposera d'après les prescriptions de son service interne.

Article 13.

Le déposant d'un mandat peut recevoir un avis de paiement en payant d'avance une taxe fixe égale à celle perçue dans le pays d'origine pour un avis de réception d'un objet recommandé. Cette taxe appartient entièrement à l'administration du pays d'origine.

L'avis de paiement sera conforme ou analogue au modèle annexé (Annexe A).

L'avis de paiement sera établi par le bureau payeur et transmis directement au bureau d'origine soit par le bureau payeur soit par le bureau d'échange du pays qui a effectué le paiement.

Les avis de paiement des mandats de transit seront envoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays, et toute demande d'obtenir un avis de paiement, faite ultérieurement à l'émission du mandat, sera envoyée de la même manière.

Article 14.

Les mandats envoyés d'un pays à l'autre sont sujets aux règlements en vigueur dans le pays d'origine pour ce qui concerne l'émission, et aux règlements en vigueur dans le pays destinataire pour ce qui concerne le paiement.

Article 15.

Le bureau d'échange du Grand-Duché de Luxembourg communiquera au bureau d'échange britannique les détails des sommes reçues à fin de paiement dans la Grande-Bretagne, et le bureau d'échange britannique communiquera au bureau d'échange luxembourgeois les détails des sommes reçues à fin de paiement dans le Grand-Duché de Luxembourg. A cette fin, on fera usage de listes analogues aux modèles B et C ci-annexés; ces listes seront expédiées par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats.

Article 16.

Tout mandat renseigné sur les listes doit porter un numéro (dit numéro international) commençant chaque mois par le N° 1.

De même chaque liste portera un numéro de série commençant chaque année par le N° 1.

Article 17.

Toute liste qui ferait défaut devrait immédiatement être réclamée par le bureau d'échange auquel elle aurait dû être envoyée. Le bureau d'échange expéditeur transmettra, dans ces cas, sans retard, au bureau d'échange destinataire, un double de la liste dûment certifié comme tel.

Article 18.

The lists shall be carefully verified by the Office of Exchange to which they are sent, and corrected when they contain manifest errors. The corrections shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

When the lists show other irregularities the Office of Exchange receiving them shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of internal Money Orders relating to the entries on the lists which are found to be irregular shall be suspended.

Article 19.

As soon as the list shall have reached the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the list as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying Offices according to the arrangements existing in the country of payment.

Article 20.

The Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall be at liberty to send Money Order remittances, through the medium of the British Post Office, to any of the foreign countries, British Colonies, etc., with which the British Post Office transacts Money Order business, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall advise the amounts of such " Through " Orders to the British Office of Exchange, which will re-advise them to the Exchange Offices of the countries of payment.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Great Britain.

(c) The particulars of " Through " Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London or on separate sheets, the total amounts of the " Through " Orders being included in the totals of such lists.

(d) The names and addresses of the payees, including the names of the town and country of payment, must be given as fully as possible.

(e) The Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall allow to the British Office of Exchange the same percentage (see Article 6) on " Through " Orders as on Orders payable in Great Britain, the British Office of Exchange crediting the Office of the country of payment with the same percentage for the " Through " Orders as for the Orders issued in Great Britain, and for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the British Post Office.

(f) When the amount of a " Through " Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the British Post Office should desire to send Money Orders through the medium of the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg to any countries with which the latter Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article 18.

Les listes seront vérifiées soigneusement par le bureau d'échange destinataire et rectifiées en cas d'erreur manifeste. Les rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Si les listes présentent d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur, qui donnera ces renseignements dans le plus bref délai possible. Entre temps, l'émission des mandats internes se rapportant aux inscriptions dans les listes trouvées irrégulières sera suspendue.

Article 19.

Dès la réception de la liste, et après avoir vérifié son contenu, le bureau d'échange destinataire dressera des mandats internes en faveur des bénéficiaires et pour le montant renseigné dans la liste comme payable dans la monnaie du pays destinataire, et transmettra ces mandats internes aux bénéficiaires ou aux bureaux payeurs, conformément aux dispositions qui existent dans le pays destinataire.

Article 20.

L'Office du Grand-Duché de Luxembourg peut envoyer, aux conditions suivantes, des mandats par l'intermédiaire de l'Office britannique à des pays étrangers, colonies britanniques, etc., avec lesquels l'Office britannique échange des mandats de poste :

a) L'Office du Grand-Duché de Luxembourg assignera les montants de ces mandats de transit au bureau d'échange britannique, qui les assignera aux bureaux d'échange des pays destinataires.

b) Le maximum de ces mandats ne devra pas dépasser celui qui est fixé pour les mandats originaires de la Grande-Bretagne à destination des mêmes pays.

c) Les détails des mandats de transit seront ou bien renseignés à l'encre rouge à la fin des listes ordinaires à envoyer à Londres ou bien portés sur des listes spéciales ; le montant total des mandats de transit est compris dans le total des listes ordinaires.

d) Les noms et adresses des destinataires, avec les noms de la ville et du pays de destination, doivent être indiqués aussi complètement que possible.

e) L'Office du Grand-Duché de Luxembourg paiera à l'Office d'échange britannique le même pourcentage (voir article 6) pour les mandats de transit que pour les mandats payables dans la Grande-Bretagne. Pour ces mandats de transit, le bureau d'échange britannique, de son côté, créditera l'office destinataire du même pourcentage que pour les mandats originaires de la Grande-Bretagne et déduira, du chef de ses services comme intermédiaire, du montant de chaque mandat réexpédié, une commission spéciale à fixer par l'Office britannique.

f) Si le montant d'un mandat de transit est remboursé au déposant, la commission retenue pour les services d'intermédiaire n'est pas restituée.

Si l'Office britannique désire envoyer des mandats, par l'intermédiaire de l'Office du Grand-Duché de Luxembourg, à des pays avec lesquels ce dernier office entretient un échange de mandats de poste, il peut le faire à des conditions analogues à celles prévues dans les paragraphes précédents.

Chaque administration communiquera à l'autre les noms des pays avec lesquels elle entretient un échange de mandats-poste, le montant maximum admis pour chaque pays et les taux de commission pour services d'intermédiaire.

Article 21.

Telegraph Money Orders, for sums not exceeding the maximum amount allowed in the case of ordinary Money Orders, shall also be exchanged between Great Britain and the Grand Duchy of Luxemburg.

Article 22.

The Postal Administrations of the two countries shall each indicate to the other the Offices which they admit to the exchange of Telegraph Money Orders.

Article 23.

The sender of a Telegraph Money Order shall be required to pay, in addition to the commission to be fixed and retained by the country of origin, the cost of a telegram of advice from one country to the other.

Instead of charging a higher rate of commission (see Article 6) on Telegraph Money Orders than on ordinary Money Orders, the British Post Office reserves to itself the right to levy from the sender of each Telegraph Money Order from Great Britain to the Grand Duchy of Luxemburg a supplementary charge (the amount of which will be fixed and retained by the British Post Office) to cover the additional cost of dealing with a Telegraph Order.

Article 24.

All Telegraph Money Orders payable in Great Britain shall be transmitted to the Central Telegraph Office in London, but those payable in the Grand Duchy of Luxemburg shall be transmitted direct to the paying Offices.

In cases of Telegrams of Advice to places in Great Britain except London, the words " voie Londres " shall appear in the preamble as a service instruction.

The Telegram of Advice shall be in the French language as follows :

Mandat.
Number of the Order at the Post Office of Issue.
Postes.
Name of the Office of Payment.
Avis paiement (if an Advice of Payment is required).
Name of the remitter or remitters in accordance with the regulations for ordinary Money Orders.
Amount in figures and (as regards the units of currency) in words in the money of the country of payment.
Name and address in full of the payee or payees in accordance with the regulations applying to ordinary Money Orders.

If the payee is a woman, the prefix " Mrs. " or " Miss " must appear before the surname, even though accompanied by a Christian name, except in cases where the inclusion of a name of a quality, title, official position or profession clearly showing the personality of the payee makes the addition of the prefix superfluous.

The foregoing particulars must always appear in the Telegram of Advice in the order given above.

The sender and the payee may not be described by an abbreviation or by a registered abbreviated address.

The remitter of a Telegraph Money Order shall be allowed, on paying at the ordinary rate for the extra words required, to add to the Official Telegram of Advice any short communication which he may wish to send to the payee.

Article 21.

Des mandats télégraphiques, dont le montant n'excède pas le maximum fixé pour les mandats ordinaires, seront également échangés entre la Grande-Bretagne et le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 22.

Les administrations postales des deux pays se communiqueront réciproquement les bureaux qui participeront à l'échange de mandats télégraphiques.

Article 23.

L'expéditeur d'un mandat télégraphique devra payer, outre le droit de commission à fixer et à garder par le pays d'origine, le prix d'un télégramme d'avis expédié d'un pays à l'autre.

Au lieu de frapper les mandats télégraphiques d'un droit supérieur à celui des mandats ordinaires (voir article 6), l'Office britannique se réserve le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un mandat télégraphique, envoyé de la Grande-Bretagne au Grand-Duché de Luxembourg, une taxe supplémentaire (dont le montant sera fixé et gardé par l'Office britannique), pour couvrir les frais supplémentaires occasionnés par le maniement d'un mandat télégraphique.

Article 24.

Tous les mandats télégraphiques payables dans la Grande-Bretagne seront transmis au bureau télégraphique central à Londres, tandis que ceux payables dans le Grand-Duché de Luxembourg seront transmis directement aux bureaux payeurs.

Tous les télégrammes d'avis destinés à des localités de la Grande-Bretagne autres que Londres doivent porter dans le préambule, comme indication de service, les mots « voie Londres ».

Les télégrammes d'avis (télégrammes-mandats) doivent être rédigés dans la langue française et dans la forme suivante :

Mandat.
Numéro d'inscription du mandat auprès du bureau d'origine.
Postes.
Nom du bureau payeur.
Avis paiement (dans le cas où un avis de paiement est demandé).
Nom de l'expéditeur ou des expéditeurs, conformément à l'arrangement sur les mandats ordinaires.
Le montant en chffres et, en ce qui concerne les unités, en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.
Nom et adresse complète du destinataire ou des destinataires, conformément à l'arrangement concernant les mandats ordinaires.

Si le destinataire est une femme, le nom, même s'il est accompagné du prénom, doit être précédé du préfixe « Mrs. » (Madame) ou « Miss » (Mademoiselle), excepté dans le cas où l'ajoute d'un nom, d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession, permettant de déterminer clairement la personnalité du destinataire, rend superflue l'ajoute de ce préfixe.

Les détails précédents doivent toujours se suivre dans le télégramme d'avis dans l'ordre indiqué ci-dessus.

L'expéditeur et le destinataire ne peuvent pas être désignés par une abréviation ou par une adresse enregistrée abrégée.

L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter à la formule officielle du télégramme d'avis de petites communications privées qu'il veut adresser au destinataire, pourvu qu'il en paie la taxe d'après le tarif ordinaire.

Article 25.

The regulations of the International Telegraph Convention (Lisbon Revision)[1], or any regulations which may in future be substituted therefor, shall apply to telegrams sent in connection with Money Orders, to the apportionment of the charges on such telegrams, and to the reimbursement of the charges on such telegrams.

Article 26.

As in the case of ordinary Money Orders, the Administration of the country of issue shall account to the Administration of the country of payment for one half of one per cent. on the amount of Telegraph Money Orders paid. To this end the Telegraph Money Orders shall be entered by the respective Offices of Exchange in Advice Lists in the same manner as ordinary Money Orders, but on separate sheets, with the heading " advised by telegraph ".

Article 27.

In cases of fictitious Orders in which it may be impossible to determine in which country a fraud may have been committed, or in cases of fraud or error in connection with the transmission of Telegrams of Advice over the wires of intermediate countries or cable companies, the responsibility for any losses involved, other than the loss of telegraph charges, shall be shared equally by the Postal Administrations of Great Britain and the Grand Duchy of Luxemburg.

Article 28.

In other respects Telegraph Money Orders shall be subject to the same general conditions as ordinary Money Orders.

Article 29.

At the end of every month the Office of Exchange of each of the two countries shall prepare and forward to the other :

(1) A detailed statement, showing the total of each list received from the other country during the month (see Appendix D).

(2) A list showing the particulars of all Orders which it has authorised the other office to repay to the original remitters (see Appendix E).

(3) A list showing the particulars of all Orders issued by the other country which have not been paid within twelve months after the end of the month of issue, and have therefore lost their validity (see Appendix F).

The statements " D " and " E " shall be rendered in duplicate, and one copy of each statement, duly verified by the receiving Office, shall be returned to the despatching Office.

Article 30.

As soon as it shall have received the verified copies of the statements " D " and " E " provided for in Article 29, the Luxemburg Office shall furnish to the British Office of Exchange a Money Order Account (in duplicate), which shall include the following items :

(a) To the credit of Great Britain : The total of the lists which have been dispatched from the Grand Duchy of Luxemburg during the month—less the amount of

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 102, page 214.

Article 25.

Les stipulations de la Convention télégraphique internationale (Révision de Lisbonne)[1], ou toutes autres stipulations qui à l'avenir leur seraient substituées, s'appliquent aux télégrammes envoyés du chef du service des mandats, au partage des taxes de ces télégrammes et au remboursement des taxes de ces télégrammes.

Article 26.

Comme pour les mandats ordinaires, l'administration du pays d'origine bonifiera à l'administration du pays destinataire ½ % du montant des mandats télégraphiques payés. A cette fin, les mandats télégraphiques devront être inscrits par les bureaux d'échange respectifs dans les listes d'avis de la même manière que les mandats ordinaires, mais sur des feuilles spéciales portant la suscription « Avisé par télégraphe ».

Article 27.

Dans le cas d'émission frauduleuse de mandats où il serait impossible de déterminer dans quel pays une fraude aurait été commise, ou dans le cas de fraude ou d'erreur en connexité avec la transmission des télégrammes d'avis sur les fils de pays intermédiaires ou de compagnies de câbles, la responsabilité pour toute perte en résultant, autre que la perte des taxes télégraphiques, incombera par parts égales aux Administrations postales de la Grande-Bretagne et du Grand-Duché de Luxembourg.

Article 28.

Sous les autres rapports, les mandats télégraphiques seront soumis aux mêmes conditions générales que les mandats ordinaires.

Article 29.

A la fin de chaque mois le bureau d'échange de chacun des deux pays établira et adressera à l'autre :

1. Un compte détaillé renseignant le total de chaque liste reçue de l'autre pays pendant le mois afférent (Voir annexe D).

2. Un relevé, avec tous les détails voulus, de tous les mandats dont il a autorisé le remboursement aux déposants (Voir annexe E).

3. Un relevé renseignant les détails de tous les mandats émis par l'autre pays et qui, n'ayant pas été payés dans les douze mois après la fin du mois d'émission, ont de ce fait perdu leur validité (Voir annexe F).

Les relevés « D » et « E » sont à établir en double ; une copie de chaque relevé, dûment vérifiée par l'office récepteur, sera retournée à l'office expéditeur.

Article 30.

Dès la rentrée des copies vérifiées des relevés « D » et « E » dont il est question dans l'article 29, l'Office luxembourgeois fournira au bureau d'échange de Londres un compte général des mandats-poste (en double expédition) qui comprendra les détails suivants :

(a) Avoir de la Grande-Bretagne : Le total des listes expédiées par le Grand-Duché de Luxembourg dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le

[1] De Martens, nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome V, page 208.

Orders authorised to be repaid in the Grand Duchy of Luxemburg and the total amount of the Luxemburg Orders which have become void during the month—and the allowance of one-half per cent. on the amount of Orders paid in Great Britain.

(b) To the credit of the Grand Duchy of Luxemburg : The total of the lists which have been despatched from the British Office of Exchange during the month—less the amount of Orders authorised to be repaid in Great Britain, and the total amount of British Orders which have become void during the month—and the allowance of one-half per cent. on the amount of Orders paid in the Grand Duchy of Luxemburg.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that marked " G " in the Appendix. One copy of the account, duly accepted, shall be returned to the Luxemburg Office.

Article 31.

The balance of the account shall be shown in the currency of the country to which it is due, and in order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rates of exchange in the debtor country for the month to which the account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit. These arrangements may be modified by agreement between the contracting Administrations when they shall consider it desirable.

Article 32.

Whenever during a month it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £1,000 or its equivalent the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former, as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

Article 33.

When the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg has to pay to the British Post Office the balance of the General Account, it shall do so at the same time that it forwards the account to the British Office of Exchange, and when the British Post Office has to pay the balance, it shall do so at the same time that it returns to the Luxemburg Office the duplicate of the account accepted.

In the absence of other arrangements, such payments, as well as any payments required under the provisions of Article 32, when due to be made to the British Post Office shall be effected by means of drafts in sterling on London, and when due to be made to the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg shall be effected by means of drafts in francs on Brussels, the cost of remittance being borne by the Administration of the debtor country.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article 34.

Should it appear at any time that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Great Britain, or in the Grand Duchy of Luxemburg, for the transmission of large sums of money, the British Post Office or the Post Office of the Grand Duchy of Luxemburg, as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend for a time the issue of Money Orders.

remboursement dans le Grand-Duché de Luxembourg a été autorisé et le montant total des mandats luxembourgeois périmés pendant le mois — et la bonification de ½ % du montant des mandats payés dans la Grande-Bretagne.

(*b*) Avoir du Grand-Duché de Luxembourg : Le total des listes expédiées par le bureau d'échange britannique dans le courant du mois — moins le montant des mandats dont le remboursement dans la Grande-Bretagne a été autorisé et le total des mandats britanniques périmés pendant le mois — et la bonification de ½ % du montant des mandats payés dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Le compte général des mandats doit être dressé sur un formulaire analogue à l'annexe « G ». Une copie du compte, dûment acceptée, est à retourner à l'Office luxembourgeois.

Article 31.

Le solde du compte général doit être exprimé dans la monnaie du pays créditeur. A cette fin le montant de la créance la plus faible doit être converti dans la monnaie du pays dont la créance est plus élevée ; cette conversion sera faite au taux moyen des cours de change dans le pays débiteur pendant le mois auquel le compte se rapporte. La balance se fera alors de manière que la créance la plus faible est déduite de la créance la plus forte.

Ces arrangements pourront être modifiés de commun accord entre les administrations contractantes quand celles-ci le jugent désirable.

Article 32.

Si, dans le courant d'un mois, on constate que le montant des mandats tirés sur l'un des deux pays excède de £1.000 ou de l'équivalent de ce montant les mandats tirés sur l'autre pays, ce dernier devra de suite envoyer au premier, à titre d'acompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

Article 33.

Si l'Office du Grand-Duché de Luxembourg doit payer à l'Office britannique le reliquat du compte général, il le fera simultanément avec la transmission du compte au bureau d'échange de Londres ; dans le cas où l'Office britannique doit payer le reliquat, il le transmettra à l'Office luxembourgeois lors du renvoi du double du compte accepté.

Faute d'autres arrangements, ces paiements, ainsi que ceux effectués en vertu de l'article 32, se feront au moyen de traites en livres sterling sur Londres si les paiements se font au profit de l'Office britannique, et au moyen de traites en francs sur Bruxelles si les paiements se font au profit de l'Administration des Postes du Grand-Duché de Luxembourg, les frais étant à charge de l'administration du pays débiteur.

Toute somme restant due par une administration à l'autre, six mois après la période sur laquelle porte le compte afférent, sera productive d'intérêts au taux de 7 % par an.

Article 34.

Du moment qu'il serait constaté que des négociants ou d'autres personnes de la Grande-Bretagne ou du Grand-Duché de Luxembourg se serviraient des mandats de poste pour la transmission de sommes importantes, l'Office britannique ou l'Office du Grand-Duché de Luxembourg, suivant le cas, est autorisé à augmenter le droit de commission et à suspendre, même complètement, pour un certain temps, l'émission de mandats de poste.

Article 35.

Each Administration shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally.

All such additional rules, however, must be communicated to the other Administration.

Article 36.

This Agreement shall supersede the Agreement[1] of the 23rd/24th of January, 1893, and the Articles additional to that Agreement dated the 17th/30th of January, 1900. It shall come into operation on the first day of February 1925, and shall be terminable on a notice by either Party of six months.

Done in duplicate and signed at Luxemburg on the 8th day of September 1923 ; at London on the 28th day of July 1923.

(Signed) L. WORTHINGTON EVANS.

(L. S.)

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 85, page 54.

Article 35.

Chaque administration est autorisée à prendre toutes les dispositions additionnelles qui seraient de nature à fournir plus de garantie contre la fraude ou de mieux faire fonctionner le service en général, à condition que ces dispositions ne soient pas contraires au présent Arrangement.

Toutes ces dispositions supplémentaires sont à communiquer à l'autre administration.

Article 36.

Le présent Arrangement remplace l'Arrangement des 23/24 janvier 1893, et les Articles additionnels des 17/20 janvier 1900. Il entrera en vigueur le 1er février 1925, et cessera ses effets après une dénonciation préalable de six mois de la part d'une des deux Parties.

Fait en double et signé à Luxembourg, le 8 septembre 1923, et à Londres, le 28 juillet 1923.

(Signé) NEYENS.

(L. S.)

APPENDICE A.
APPENDIX A.

LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Avis de Paiement d'un Mandat-Poste.
Advice of Payment of a Money Order.

Le soussigné déclare que la somme de / *The undersigned certifies that the sum of* .....

montant du mandat N° / *the amount of Money Order No.* ..... { émis par le bureau / *issued by the Office* }

..... { le / *on the* } .....19 , { au profit de / *in favour of* }

M..... { a été dûment payé le / *has been duly paid on the* }

..... 19

Timbre du Bureau payeur. / *Stamp of Paying Office.*

Signature ..... { Le Receveur. / *Postmaster.* }

{ Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, / *This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it,*

{ par l'agent du bureau payeur, puis être mis sous enveloppe et envoyé par le premier courrier, au bureau / *by the officer of the Office of Payment, then be placed in an envelope and sent, by the first post, to the*

{ d'origine du mandat qu'il concerne. / *Office of Issue of the Money Order to which it relates.*

N° 896

APPENDIX B.

Money Order Office, Luxemburg-gare.

The ..... of ..... 19...

(Office Stamp.)

LIST OF MONEY ORDERS ADVISED BY THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG TO GREAT BRITAIN.

List No. ..... Sheet No. .....

Date of Issue.	International No. of the Money Order	Original No. of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the Remitter	Name of the Person to whom the money is to be paid	Address of the Person to whom the money is to be paid	Amount received in the Grand Duchy of Luxemburg		Amount to be paid in Great Britain			Advice of payment.	For use by the British Office of Exchange	
							Fr.	c.	£	s.	d.		London No. of the Order	Office where payable.

Entered by ..... Checked by { 1. ..... 2. .....

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE B.

Bureau des Mandats-Poste, Luxembourg-Gare.

Le ..... de ..... 19....

Timbre du Bureau

LISTE DES MANDATS-POSTE ANNONCÉS PAR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG A LA GRANDE-BRETAGNE.

Liste N° ..... Feuille N° .....

Date d'émission	N° international du mandat-poste	N° original du mandat-poste	Bureau où le mandat a été payé.	Nom de l'expéditeur.	Nom de la personne à laquelle le mandat doit être payé	Adresse de la personne à laquelle le mandat doit être payé.	Montant reçu au Grand Duché de Luxembourg		Montant à payer en Grande-Bretagne			Avis de paiement	A l'usage du Bureau de change britannique	
							Fr.	c.	£	s.	d.		N° de Londres du mandat	Bureau où il est payable.

Inscrit par ..... Vérifié par { 1. ..... 2. .....

APPENDIX C.

To the Post Office of Luxemburg-gare. Money Order Department, G.P.O. London.

The ..... of ..... 19.....

(Office Stamp.)

LIST OF MONEY ORDERS ADVISED BY GREAT BRITAIN TO THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG.

List No. ..... Sheet No. .....

Serial No. of Telegraph Money Order	Date of Issue	International No. of the Money Order	Original No. of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the Remitter	Name of the Person to whom the money is to be paid	Address of the Person to whom the money is to be paid	Amount received in Great Britain			Amount to be paid in the Grand Duchy of Luxemburg		Advice of payment	For use by the Luxemburg Office of Exchange		
								£	s.	d.	Fr.	c.		No. of the internal Order	Office of payment	Observations

Entered by ..... Checked by { 1 ..... 2 .....

..... *Controller.*

No. 816

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE C.

Au Bureau de Poste de Luxembourg-Gare.

Service des Mandats-Poste, G. P. O. Londres

Le ..... de ..... 19.....

(Timbre du Bureau)

LISTE DES MANDATS-POSTE ANNONCÉS PAR LA GRANDE-BRETAGNE AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Liste N° .....

Feuille N° .....

N° de série du mandat télégraphique	Date d'émission	N° international du mandat	N° original du mandat	Bureau où le mandat a été payé	Nom de l'expéditeur	Nom de la personne à laquelle le mandat doit être payé	Adresse de la personne à laquelle le mandat doit être payé	Montant reçu en Grande-Bretagne			Montant à payer au Grand-Duché de Luxembourg		Avis de paiement	A l'usage du Bureau de change du Grand-Duché de Luxembourg		
								£.	s.	d.	Fr.	c.		N° du mandat intérieur	Bureau de paiement	Remarques

Inscrit par ..... Vérifié par { 1 ..... 2 .....

..... *Contrôleur.*

APPENDIX D.

Month of ..... 192 .

Detailed Account of Money Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg and payable in Great Britain for the month above mentioned.

Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List	Totals of the Lists			Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List	Totals of the Lists		
			£	s.	d.				£	s.	d.
								Brought forward			
	Total	carried forward						Total			

Month of ..... 192 .

Detailed account of Money Orders issued in Great Britain and payable in the Grand Duchy of Luxemburg for the month above mentioned.

Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List.	Totals of the Lists		Number of List	Date of List	International Numbers of the Orders according to the List	Totals of the Lists	
			Fr.	c.				Fr.	c.
							Brought forward		
	Total	carried forward					Total		

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE D.

Mois de ..... 192 .

Détail des Mandats-poste émis dans le Grand-Duché de Luxembourg et payables en Grande-Bretagne pour le mois indiqué ci-dessus.

N° de la liste	Date de la liste	N°s internationaux des mandats d'après la liste	Totaux des listes			N° de la liste	Date de la liste	N°s internationaux des mandats d'après la liste	Totaux des listes		
			£	s.	d.				£	s.	d.
		Total à reporter						Total			

Mois de ..... 192 .

Détail des Mandats-poste émis en Grande-Bretagne et payables dans le Grand-Duché de Luxembourg pour le mois indiqué ci-dessus.

N° de la liste	Date de la liste	N°s internationaux des mandats d'après la liste	Totaux des listes		N° de la liste	Date de la liste	N°s internationaux des mandats d'après la liste	Totaux des listes	
			Fr.	c.				Fr.	c.
		Total à reporter					Total		

APPENDIX E.

Month of ..... 192 .

List of Money Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg upon Great Britain and beyond, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Destination.

No. of List	Date of List	International No. of Order	Office of Issue	Amount in British Money			Remarks
				£	s.	d.	
			Total				

Month of ..... 192 .

List of Money Orders issued in Great Britain and payable in the Grand Duchy of Luxemburg, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of Destination.

No. of List	Date of List	International No. of Order	Office of Issue	Amount in Money of the Grand Duchy of Luxemburg		Remarks
				Fr.	c.	
			Total			

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE E.

Mois de ..... 192 .

Liste des Mandats-poste émis dans le Grand-Duché de Luxembourg et au delà, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays destinataire.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	Bureau d'émission	Montant en monnaie anglaise			Observations
				£	s.	d.	
			Total				

Mois de ..... 192 .

Liste des Mandats-poste émis en Grande-Bretagne et payables dans le Grand-Duché de Luxembourg, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays destinataire.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	Bureau d'émission	Montant en monnaie du Grand-Duché du Luxembourg		Observations
				Fr.	c.	
			Total			

APPENDIX F.

List of Money Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg on Great Britain and beyond during the Month of ..... 19 , which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have therefore lost their validity.

Number of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	London Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount in British Money		
								£	s.	d.
							Total			

List of Money Orders issued in Great Britain on the Grand Duchy of Luxemburg during the Month of ..... 19 , which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have therefore lost their validity.

Number of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount in Money of the Grand Duchy of Luxemburg	
							Fr.	c.
						Total		

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE F.

Liste des Mandats-poste émis dans le Grand-Duché de Luxembourg sur la Grande-Bretagne et au delà pendant le mois de ..... 19 , qui n'ont pas été remboursés dans un délai de douze mois accomplis suivant le mois au cours duquel ils ont été émis, et qui sont en conséquence périmés.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	N° original	N° de Londres	Date d'émission	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Montant en monnaie anglaise		
								£	s.	d.

Liste des Mandats-poste émis en Grande-Bretagne sur le Grand-Duché de Luxembourg, pendant le mois de ..... 19 , qui n'ont pas été remboursés dans un délai de douze mois accomplis suivant le mois au cours duquel ils ont été émis, et qui sont en conséquence périmés.

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat	N° original	Date d'émission	Lieu d'émission	Lieu de paiement	Montant en monnaie du Grand-Duché du Luxembourg	
							Fr.	c.

APPENDIX G.

Month of ..... 19 .

General Account of Money Order Transactions between Great Britain and the Grand Duchy of Luxemburg.

CREDIT OF GREAT BRITAIN	£	s.	d.	CREDIT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG	Fr.	c.
Total amount of Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg				Total amount of Orders issued in Great Britain		
To be deducted :	£	s.	d.	To be deducted :	Fr.	c.
Repaid Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg				Repaid Orders issued in Great Britain		
Void Orders issued in the Grand Duchy of Luxemburg				Void Orders issued in Great Britain		
Allowance of half per cent. on total Amount of Orders paid.....				Allowance of half per cent. on total Amount of Orders paid		
Total credit of Great Britain.....				Total credit of the Grand Duchy of Luxemburg		
Deduct credit of the Grand Duchy of Luxemburg (converted at the rate of Fr. =£1)				Deduct credit of Great Britain (converted at the rate of £1 = Fr.)		
Balance in favour of Great Britain				Balance in favour of the Grand Duchy of Luxemburg		

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE G.

Mois de ..... 19 .

Compte général des opérations concernant les mandats-poste entre la Grande-Bretagne et le Grand-Duché de Luxembourg.

CRÉDIT DE LA GRANDE-BRETAGNE	£	s.	d.
Montant total des mandats émis dans le Grand-Duché de Luxembourg			
A déduire :	£	s.	d.
Mandats remboursés, émis dans le Grand-Duché de Luxembourg			
Mandats périmés émis dans le Grand-Duché de Luxembourg ...			
Remise d'un demi pour cent sur le montant total des mandats payés			
Crédit total de la Grande-Bretagne			
Déduire le crédit du Grand-Duché de Luxembourg (converti au taux de Fr. = £1)			
Solde en faveur de la Grande-Bretagne			

CRÉDIT DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG	Fr.	c.
Montant total des mandats émis en Grande-Bretagne		
A déduire :	Fr.	c.
Mandats remboursés émis en Grande-Bretagne...		
Mandats périmés émis en Grande-Bretagne...		
Remise d'un demi pour cent sur le montant total des mandats payés		
Crédit total du Grand-Duché de Luxembourg		
Déduire le crédit de la Grande-Bretagne (converti au taux de £1 = Fr.)		
Solde en faveur du Grand-Duché de Luxembourg		

N° 897.

GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE

Traité prolongeant pour une année, à partir du 11 février 1925, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891, signé à Mascate, le 11 février 1925.

GREAT BRITAIN AND MUSCAT

Treaty prolonging for one year, from February 11, 1925, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891, signed at Muscat, February 11, 1925.

No. 897. — ANGLO-MUSCAT TREATY [1] PROLONGING FOR ONE YEAR FROM FEBRUARY 11, 1925, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND MUSCAT OF MARCH 19, 1891 [2], SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11, 1925.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 15 juin 1925.

British Consulate and Political Agency,
Muscat.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows : That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H, corresponding to the 19th March, 1891, will be prolonged by this writing notwithstanding all or any correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1925, corresponding to the 17th Rajab 1343-H, unless a suitable treaty by agreement between His Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6 dated 3rd December, 1923.

In confirmation thereof, we, that is, I, Taimur bin Faisal, C.S.I., Sultan of Maskat and Oman, with my own hand, and I, Lieutenant-Colonel C. G. Crosthwaite, C.B.E., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and five copies and have affixed our seal thereto.

Done at Maskat, this eleventh day of February 1925, corresponding to the 17th Rajab 1343-H.

(Signed) C. G. CROSTHWAITE,
Lieutenant-Colonel, Political Agent, Maskat.

[1] Ce Traité ne comporte pas d'échange de ratifications.

[2] Vol. V, page 59, vol. VIII, page 261, vol. X, page 459, vol. XVII, page 163 et vol. XXV, page 387 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 897. — TRAITÉ [2] ANGLO-MASCATE PROLONGEANT POUR UNE ANNÉE, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1925, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE [3] LE 19 MARS 1891 ; SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1925.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place June 15, 1925.

Consulat britannique et Agence politique,
Mascate.

NOTE.

Nous, soussigné, avons convenu ce qui suit : le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate et signé le huitième jour du Shaban de l'année 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé par le présent écrit, sans tenir compte ni en tout ni en partie de la correspondance échangée entre eux, feu Son Altesse Saiyid Faisal bin Turki et le glorieux Gouvernement britannique, au sujet de la revision du Traité. Il restera en vigueur pendant un an à partir de ce onzième jour de février 1925, correspondant au 17 Rajab 1343 de l'Hégire à moins qu'un nouveau Traité entre Son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le glorieux Gouvernement britannique soit substitué au susdit ancien Traité. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être Parties au dit Traité, sous réserve d'un préavis notifié à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé de participer au Traité ci-dessus mentionné, en vertu d'un avis donné par le représentant de Sa Majesté à Mascate par sa lettre N° 6 du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, nous, Taimur bin Faisal, C.S.I., Sultan de Mascate et d'Oman, et nous, le lieutenant-colonel C.G. Crosthwaite, C.B.E., représentant dûment autorisé à cet effet par le glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit de notre main, ainsi que cinq exemplaires de ce même écrit, et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1925, dix-septième Rajab 1343 de l'Hégire.

(Signé) C.G. CROSTHWAITE,
Lieutenant-Colonel, Représentant politique, Mascate.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] This Treaty does not entail an exchange of ratifications.

[3] Vol. V, page 59, Vol. VIII, page 261, Vol. X, page 459, Vol. XVII, page 163 and Vol. XXV, page 387 of this Series.

N° 898.

HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, signée à Prague, le 13 juillet 1923.

HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention with a view to regulating the Assessment of Internal and Foreign Taxation and in Particular to Prevent Double Taxation in the Field of Direct Taxes, signed at Prague, July 13, 1923.

No. 898. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE EN VUE DE RÉGLER L'ASSIETTE DES IMPOTS INTERNES ET ÉTRANGERS, NOTAMMENT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES, SIGNÉE A PRAGUE, LE 13 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le Directeur du Secrétariat Royal hongrois auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 15 *juin* 1925.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de concilier dans les deux pays les charges résultant des impôts internes et des impôts étrangers en matière de contributions directes, notamment d'éviter la double imposition et d'établir les bases sur lesquelles les Etats se prêteraient mutuellement l'assistance légale et administrative dans les affaires fiscales, ont décidé de conclure une convention y relative.

A cet effet, ont été nommés Plénipotentiaires :

POUR LE ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Iván DE OTTLIK, Conseiller intime, Chambellan, Secrétaire d'Etat ;

POUR LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr Bohumil VLASÁK, Premier Chef de section du Ministère des Finances.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les fonds de terre, les propriétés bâties et les créances hypothécaires, ainsi que les revenus qu'on en retire, ne seront assujettis aux impôts directs que dans le pays où les immeubles sont situés.

Article 2.

1. Les entreprises à but lucratif (professions lucratives), ainsi que les revenus qui en résultent, ne seront soumis aux contributions directes que dans le pays où sont entretenus des établissements d'exploitation destinés à l'exercice de l'entreprise (profession).

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 30 octobre 1924. Voir page 248 de ce volume.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 898. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA WITH A VIEW TO REGULATING THE ASSESSMENT OF INTERNAL AND FOREIGN TAXATION AND IN PARTICULAR TO PREVENT DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXES, SIGNED AT PRAGUE, JULY 13, 1923.

French official text communicated by the Director of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 15, 1925.

The CZECHOSLOVAK REPUBLIC and the KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of adjusting the burden of internal and external taxation in the field of direct taxation, and, in particular, of preventing double taxation, and of laying down rules for mutual legal and administrative assistance in matters relating to taxation, have decided to conclude a Convention on the subject.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Iván DE OTTLIK, Privy Councillor, Chamberlain, Secretary of State ;

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Head of Department in the Ministry of Finance,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

Real estate, buildings and mortgages, and the income derived therefrom shall only be subject to direct taxation in the State in which they are situated.

Article 2.

(1) Business undertakings (lucrative professions), together with the income derived therefrom, shall only be subject to direct taxation in the country in which the business establishments for carrying on the undertakings (professions) are situated.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, October 30, 1924. See page 249 of this Volume.

2. Sont considérés comme établissements d'exploitation: les succursales, ateliers, bureaux d'achat et de vente, magasins, comptoirs et autres installations entretenus dans le but d'exercer une profession, par l'entrepreneur lui-même, son associé commercial, son fondé de pouvoir, ou un autre représentant permanent.

3. S'il se trouve des établissements d'exploitation d'une même entreprise dans chacun des deux pays, l'entreprise en question ne sera assujettie aux contributions directes, sur chacun des deux territoires que dans la mesure de l'exploitation afférente à l'établissement indigène.

4. Sont traitées comme les entreprises à but lucratif, les participations aux entreprises sous forme de sociétés, à l'exception des parts de mines, actions, parts de sociétés et autres papiers-valeurs.

5. Les stipulations précédentes ne s'appliquent pas aux impôts qui frappent le colportage et les métiers ambulants.

Article 3.

En ce qui concerne les gains résultant des occupations scientifiques, artistiques, littéraires, de l'enseignement ou de l'éducation, de la profession de médecin, avocat, architecte, ingénieur, ainsi que de l'exercice des autres professions libres, les dispositions de l'article 2 ne leur sont applicables qu'en tant que la profession en question est exercée dans l'autre Etat d'un centre d'exploitation (établissement d'exploitation) permanent.

Article 4.

Les appointements ou secours payés à termes réguliers par les caisses publiques (caisses d'Etat, des pays, des Comitats, des Départements, des Villes et des Communes etc.) et qui sont accordés en raison d'une fonction ou d'une profession, exercée actuellement ou dans le passé (traitements, retraites, indemnités de stage, pensions et autres similaires), ne seront assujettis aux impôts directs que dans l'Etat où le paiement est effectué.

Article 5.

1. En tant que, d'après les lois de l'Etat tchécoslovaque et de l'Etat hongrois relatives à l'impôt sur les rentes, respectivement sur les intérêts des capitaux et les rentes, les impôts frappant les intérêts, parts de bénéfices et autres revenus du capital seraient perçus par voie de déduction, cet impôt appartiendra seulement à l'Etat sur le territoire duquel la déduction doit être effectuée conformément aux lois susmentionnées. Si l'établissement principal se trouve dans l'un des Etats et une succursale dans l'autre, la déduction de l'impôt des intérêts qui résultent de l'exploitation afférente à la succursale ne pourra être faite qu'au profit de l'Etat sur le territoire duquel ladite succursale est située.

2. La taxe sur les tantièmes sera perçue seulement dans l'Etat où l'entreprise qui verse lesdits tantièmes, a son siège social.

Article 6.

1. Les ressortissants tchécoslovaques ou hongrois ne seront soumis d'ailleurs aux contributions directes que dans le pays où ils ont leur domicile ou, s'ils n'y ont pas de domicile, dans le pays où ils ont leur résidence.

2. Au cas où un domicile est établi dans chacun des deux Etats, c'est le domicile établi dans l'Etat dont le contribuable est ressortissant qui est décisif ; lorsqu'il s'agira de personnes qui possèdent l'indigénat dans les deux Etats, ou qui ne le possèdent dans aucun d'eux, les Hautes Parties contractantes se réservent de s'entendre spécialement dans chaque cas.

(2) The term " business establishment " shall include : branch establishments, workshops, offices where purchases or sales are effected, depôts, counting-houses and other establishments maintained for the purpose of carrying on a profession or trade, either by the owner himself, his commercial partner, his manager, or by any other permanent representative.

(3) If the same undertaking possesses business establishments in each of the two countries, such undertaking shall only be subject to direct taxation in each of the two territories on the basis of the share of the business pertaining to the establishment situated in that country.

(4) The term " business undertakings " includes participation in undertakings in the form of companies, with the exception of mining shares, general shares, partnerships in companies and other securities.

(5) The foregoing provisions shall not apply to the taxes on hawking and other itinerant trades.

Article 3.

In the case of earnings derived from the practice of science, art, letters, teaching or education, or from the profession of physician, lawyer, architect, engineer, or any other liberal profession, the provisions of Article 2 shall only apply in so far as the profession is exercised in the other State from a permanent business centre (business establishment).

Article 4.

Salaries or allowances paid at regular intervals out of public funds (State, Province, District, Department, Town and Communal funds, etc.) granted in respect of offices held or professions exercised at the present time or in the past (salaries, retired pay, maintenance allowances, pensions, and the like) shall only be subject to direct taxation in the country where the payment is made.

Article 5.

(1) In all cases in which the laws of the Czechoslovak State and of the Hungarian State relating to the taxation of unearned income — *i.e.* the taxes on interest derived from capital and on dividends — provide that the taxes on interest, share profits and other income from capital shall be deducted at the source, such taxes shall only be payable to the State in whose territory the deduction has to be effected in accordance with the above-mentioned laws. If the main establishment is situated in one of the countries, and a branch establishment in the other, the tax on interest accruing from the business transacted by the branch establishment shall only be deducted for the benefit of the State in which such branch establishment is situated.

(2) The tax on directors' percentages shall only be levied in the country in which the undertaking paying such percentages is established.

Article 6.

(1) Czechoslovak or Hungarian nationals shall, moreover, only be subject to direct taxation in the country in which they have their domicile, or, if they have no domicile, in the country in which they have their residence.

(2) If a domicile is established in each of the two countries, the domicile in the country of which the taxpayer is a national shall be decisive ; in the case of persons possessing rights of citizenship in both countries or not possessing rights of citizenship in either, the High Contracting Parties reserve the right to decide in each case on its merits by virtue of a special agreement.

3. Une personne a son domicile, au sens de la présente Convention, là où elle possède une habitation dans des circonstances dont on peut conclure qu'elle a l'intention de la conserver.

4. Une personne a sa résidence, au sens de la présente Convention, là où elle séjourne dans des circonstances témoignant de son intention de séjourner non seulement provisoirement à cet endroit ou dans ce pays.

Article 7.

1. Les stipulations des articles 1er et 2, paragraphes 1 à 4 ainsi que celles de l'article 6 s'appliquent aussi aux personnes morales ; celles-ci sont censées être domiciliées au lieu de leur siège et, si elles n'ont pas de siège, au lieu où est établie leur administration centrale.

2. Cela n'empêche pas que les revenus de leurs immeubles et les intérêts de leurs créances hypothécaires ne soient assujettis à l'impôt spécial sur les bénéfices qui frappe les personnes morales.

Article 8.

1. Les dispositions des articles 1er à 4, 6 et 7 de la présente Convention s'appliquent de façon analogue à l'établissement de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices de guerre (impôt de guerre).

2. Pour calculer l'excédent de bénéfices (de revenus) des sociétés indigènes imposable d'après les lois relatives aux impôts sur les bénéfices de guerre (impôts de guerre), il faut pour établir les bénéfices du temps de paix aux termes du § 2 al. 2 et du § 5 de l'ordonnance impériale en date du 16 avril 1916, numéro 103 du Code Impérial, ainsi que de la loi en date du 16 février 1918, numéro 66 du Code Impérial et de la loi XXIX de 1916 respectivement de la loi IX de 1918, calculer le pourcentage de la quote-part du capital mis dans l'exploitation, lequel correspond à la proportion existant entre le capital social entier et la partie de ce capital échéant à l'autre Etat.

3. Les déductions des excédents de revenus provenant d'actions ou de parts de sociétés effectuées conformément au § 8 de l'ordonnance du 16 avril 1916 ainsi qu'aux termes du § 7 de la loi du 16 février 1918 et du § 8 de la loi XXIX de 1916, respectivement, du § 10 de la loi IX de 1918 sont aussi admises relativement aux sociétés séparées de la maison mère qui ont leur siège sur le territoire de l'autre Etat.

Article 9.

1. La taxe sur la fortune en Tchécoslovaquie (dávka z majetku) et l'impôt dit rachat de la fortune en Hongrie (vagyonváltság) sont considérés comme impôts de même nature.

2. L'assiette de ces impôts doit être établie d'après les principes suivants :

1. Les biens mentionnés dans les articles 1er et 2, notamment les marchandises en dépôt sont soumis à la taxe sur la fortune (l'impôt dit rachat de la fortune) conformément aux dispositions énoncées dans ces articles, c'est-à-dire dans l'Etat où ils sont situés.

2. En ce qui concerne les charges que doivent supporter les sociétés anonymes et les coopératives, ce sont les dispositions y relatives en vigueur sur le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes qui sont décisives ; les rigueurs qui pourraient se produire au cours de la mise en exécution desdites dispositions seront évitées d'un commun accord.

3. Les dépôts, créances en compte courant et dépôts en espèces, ainsi que les monnaies étrangères et titres étrangers ne sont soumis à la taxe sur la fortune (l'impôt dit

(3) A person shall be deemed to be domiciled, for the purposes of the present Convention, in the place where he possesses a habitation, provided there are good grounds for assuming that it is his intention to retain the habitation permanently.

(4) A person shall be deemed to have a residence, for the purposes of the present Convention, in the place where he dwells, provided that the circumstances show that it is not his intention to make a merely temporary sojourn in the place or country in question.

Article 7.

(1) The provisions of Articles 1 and 2, paragraphs 1 to 4, and the provisions of Article 6 shall also apply to legal persons ; such persons shall be deemed to be domiciled in the places where their head offices are situated, and, if they have no head offices, in the places where their centres of management and control are situated.

(2) Nothing in this provision shall prevent legal persons from being subject to the special tax on profits which is imposed on the income derived from their real estate and from interest on mortgages.

Article 8.

(1) The provisions of Articles 1 to 4, and 6 and 7, of the present Convention shall apply in like manner to the assessment of taxes on war profits (war tax).

(2) In calculating the excess profits (excess income) of companies domiciled in the respective countries, which are subject to taxation under the laws relating to the taxation of war profits (war taxes), the peace-time profit shall be ascertained in accordance with paragraph 2, sub-paragraph 2, and paragraph 5 of the Imperial Decree of April 16, 1916, No. 103 of the Imperial Code, the Law of February 16, 1918, No. 66 of the Imperial Code, and Law XXIX of 1916 or Law IX of 1918, respectively, by calculating the percentage of the share of the capital invested in the business that corresponds to the ratio between the total capital and the part of this capital that pertains to the other State.

(3) The provisions regarding deductions from excess incomes derived from shares or partnerships in companies in accordance with paragraph 8 of the Decree of April 16, 1916, paragraph 7 of the Law of February 16, 1918, and Section 8 of Law XXIX of 1916, or paragraph 10 of Law IX of 1918, respectively, shall also apply in respect of companies separated from the parent company and having their head offices in the territory of the other country.

Article 9.

(1) The capital levy in Czechoslovakia (dávka z majetku) and the tax known as the Redemption of Capital (rachat de la fortune) in Hungary (vagyonváltság) shall be considered as taxes of the same kind.

(2) The assessment of these taxes shall be determined in accordance with the following principles :

1. The forms of property mentioned in Articles 1 and 2 — in particular, goods in stock — are subject to the capital levy (the tax known as Redemption of Capital) in accordance with the provisions contained in the articles, that is to say, in the State where they are situated.

2. With regard to the charges on limited liability companies and co-operative societies, the relevant provisions in force in the territory of the respective High Contracting Parties shall apply ; any hardships which might arise through the application of these provisions shall be avoided by mutual agreement.

3. In cases where the application of the laws of the two States would result in double taxation, deposits, credits on current accounts, cash deposits and foreign money and

rachat de la fortune) au cas où l'application des lois des deux Etats aboutirait à une double imposition que dans l'Etat qui y est autorisé par les articles 6 et 7 ci-dessus.

4. Par ailleurs, seront appliquées sans restrictions les prescriptions relatives à la taxe sur la fortune ou à l'impôt dit rachat de la fortune qui sont en vigueur dans les deux Etats.

Article 10.

Les biens appartenant à une succession non réglée seront traités comme si le *de cujus* était encore vivant.

Article 11.

Les représentants diplomatiques, consulaires et autres représentants des Hautes Parties contractantes qui sont fonctionnaires de profession et n'exercent, en dehors de leur service, aucune profession lucrative sur le territoire de l'Etat où ils sont accrédités sont, aussi bien que les fonctionnaires qui leur sont attachés et les personnes qui se trouvent à leur service ou à celui de leurs fonctionnaires, exemptés des contributions directes dans l'Etat où ils sont accrédités. L'exemption n'a lieu que si les personnes susnommées sont ressortissantes de l'Etat qui les envoie. L'exemption ne concerne pas les biens et les revenus mentionnés aux articles 1er à 4, ni les taxes et impôts indiqués à l'article 5 et perçus par déduction.

Article 12.

Les dispositions de l'article 11 s'appliquent d'une façon analogue aux personnes qui sont au service des administrations de la douane et des chemins de fer d'une des Hautes Parties contractantes et qui ont été chargées par ces administrations d'une mission officielle dans un lieu situé sur le territoire de l'autre Etat et n'y résident que pour ce motif, aussi bien qu'aux personnes et aux serviteurs vivant avec elles en ménage commun, si les personnes susnommées sont ressortissantes de l'Etat qui les envoie.

Article 13.

Les entreprises de navigation sur le Danube ne sont soumises aux impôts sur les gains professionnels d'après leur exploitation de navigation que dans l'Etat où se trouve le siège de l'entreprise.

Article 14.

Afin d'éviter les rigueurs qui pourraient résulter de l'application de la présente Convention ou celles qu'elle n'aurait pas écartées, les deux Ministres des Finances des Hautes Parties contractantes sont autorisés à conclure des accords pour en changer ou compléter les dispositions ; cela s'applique particulièrement aux cas qui pourraient se produire à propos de la taxe sur les fortunes (de l'impôt dit rachat de la fortune) à cause de la différence des dates décisives fixées.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes se prêteront un concours réciproque pour déterminer la mesure de la matière imposable concernant les impôts visés par la présente Convention et pour effectuer les remises de documents. Un échange de notes entre les deux Ministres des Finances réglera d'accord les détails de la mise en exécution.

securities shall only be subject to the capital levy (the tax known as Redemption of Capital) in the States authorised to make the levy in accordance with Articles 6 and 7 above.

4. In other respects the provisions relating to the capital levy or to the tax known as Redemption of Capital, which are in force in the two countries, shall be applied without restriction.

Article 10.

Estates in regard to which probate has not yet been granted shall be treated as if the testator or devisor were still alive.

Article 11.

The diplomatic, consular and other representatives of the High Contracting Parties, provided that they are officials by profession and do not engage in any lucrative occupation outside their office in the territory of the State to which they are accredited, and the officials who are attached to them and the persons in their service or in the service of their subordinate officials shall be exempt from direct taxation in the country to which they are accredited. Such exemption shall only apply in so far as the aforesaid persons are nationals of the country by which they are accredited. The exemption shall not apply to the property and income mentioned in Articles 1 to 4 or to the taxes and duties mentioned in Article 5 which are deducted at the source.

Article 12.

The provisions of Article 11 shall apply in like manner to persons in the service of the Customs and railway administrations of one of the High Contracting Parties who are employed by these administrations on official business in a place situated in the territory of the other State and who only reside there for that reason, and to the persons and servants living with them in the same household, provided that the persons mentioned above are nationals of the country which employs them.

Article 13.

Shipping undertakings on the Danube are only subject to taxes on the profits derived from their shipping business in the State in which the centres of management and control of the undertakings are established.

Article 14.

With a view to preventing hardships which might arise from the application of the present Convention or which are not removed by the Convention, the Finance Ministers of the High Contracting Parties are authorised to conclude agreements with a view to modifying or amplifying the provisions ; this applies in particular to cases which might arise in respect of the capital levy (the tax known as Redemption of Capital) on account of the difference between the decisive dates fixed.

Article 15.

The High Contracting Parties shall give assistance to each other as regards the assessing of the taxes which form the subject of this Convention and as regards the serving of summonses. The two Finance Ministers shall, by an exchange of notes, settle the details for putting this provision into operation.

Article 16.

Si les biens des personnes qui ne sont pas soumises à la taxe sur la fortune en vertu des stipulations de la présente Convention ont été mis sous séquestre dans un des deux Etats, ces séquestres seront levés sur la demande qui en sera faite.

Article 17.

La présente Convention est applicable :

a) pour la taxe sur la fortune (l'impôt dit rachat de la fortune) ;
b) pour les autres contributions directes concernant la période depuis le 1er janvier 1919.

Article 18.

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest, le plus tôt possible. La présente Convention entrera en vigueur le jour de la ratification et restera en vigueur tant qu'elle ne sera pas dénoncée. Si la dénonciation de la Convention, que chacun des deux Etats est en droit de faire, a lieu avant le 1er juillet d'une année, la Convention cesse d'être en vigueur déjà l'année suivante, autrement à dater du 1er janvier de la deuxième année.

2. La Convention ratifiée sera publiée dans les recueils officiels des lois des deux Etats en texte authentique français.

Fait en français, en deux exemplaires originaux, dont un a été remis à chacun des deux Gouvernements.

PRAHA, *le* 13 *juillet* 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr BOHUMIL VLASÁK m. p.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention, conclue à la date de ce jour entre le Royaume de Hongrie et la République Tchécoslovaque en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations mutuelles suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même :

1. Comme contributions directes sont considérées, aux termes de cette Convention de l'un et de l'autre côté, les impôts sur les revenus, sur les bénéfices et sur les fortunes qui tombent dans les caisses de l'Etat. Les doutes qui pourraient s'élever sur l'appartenance d'un impôt à une des classes d'impôts dans le sens de la présente Convention, seront réglés d'accord par les Ministres des Finances des deux Etats.

2. Lors de la rédaction de l'article 9, il a été tenu compte de la loi tchécoslovaque du 8 avril 1920 numéro 309 du recueil des lois (sauf en ce qui concerne les clauses relatives

Article 16.

If the property of persons who are not subject to the capital levy by virtue of the provisions of the present Convention has been sequestrated in either State, such sequestration shall be raised, on application being made.

Article 17.

The present Convention shall apply:

(a) to the capital levy (the tax known as Redemption of Capital) ;
(b) to the other direct taxes as from January 1, 1919.

Article 18.

(1) The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Budapest. The present Convention shall come into force on the date on which it is ratified and shall remain in force until it is denounced. Each of the two States shall have the right to denounce the Convention and if such denunciation takes place before July 1st in any year the Convention shall cease to apply in the following year ; otherwise, it shall cease to apply from January 1st of the second year.

(2) When the Convention has been ratified the authentic French text shall be published in the Statute Books of the two States.

Done in duplicate in French, one copy being sent to each of the two Governments.

PRAGUE, *July* 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK.

For the Republic of Czechoslovakia ;
Dr. BOHUMIL VLASÁK.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Convention concluded this day between the Kingdom of Hungary and the Czechoslovak Republic for the adjustment of internal and external taxation and, in particular, for the prevention of double taxation in the case of direct taxes, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations which shall form an integral part of the Convention.

1. For the purposes of the present Convention direct taxation shall be deemed to include, in both countries, taxes which are levied by the State on income, on profit and on capital. Any question which may arise as to whether a tax falls within one or other class of taxes, for the purposes of the present Convention shall be determined by agreement between the Finance Ministers of the two States.

2. In drawing up Article 9 account has been taken of the Czechoslovak Law of April 8, 1920, No. 309 of the Statute-book (except as regards the clauses relating to the tax

à la taxe sur l'accroissement de la fortune — dávka z přírůstku na majetku —) ainsi que des lois hongroises XV et XLV de 1921.

3. La disposition prévue dans la deuxième phrase de l'article 14, a pour but d'atténuer l'imposition double éventuelle, si un changement constatable et décisif pour l'imposition, touchant soit le domicile (la résidence), soit le placement de parties déterminées de la fortune, a eu lieu à l'époque, tombant entre les dates décisives fixées dans les deux Etats. (Par exemple, quelqu'un aurait le 1er mars 1919 pour toute fortune imposable une maison à Praha, puis la vendrait et placerait la somme réalisée à une banque de Budapest où cette somme serait soumise à l'impôt dit rachat de la fortune.)

4. Les ressortissants de la République Tchécoslovaque ne peuvent pas être traités en Hongrie, pour ce qui concerne l'impôt dit rachat de la fortune (vagyonváltság), d'une manière moins favorable qu'en général les ressortissants des Puissances alliées et associées.

5. Il a été constaté du côté hongrois que la séquestration effectuée en 1920 au détriment des ressortissants de l'Etat tchécoslovaque a été levée par un décret du Ministère des Finances hongrois en date du 1er avril 1922, numéro 9506.

6. En établissant en Tchécoslovaquie le montant de la taxe sur la fortune, sur les créances hypothécaires, il sera déduit de la somme imposable le montant des obligations hypothécaires qui auraient été émises sur la base de ces créances.

7. Par entente entre les deux Ministres des Finances, sera réglée la question de savoir dans quelle mesure les services financiers peuvent entrer en contact direct en vue de l'exécution de la présente Convention.

Fait à Praha, le 13 juillet 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr BOHUMIL VLASÁK m. p.

PROTOCOLE

dressé à Budapest, au Ministère Royal hongrois des Affaires étrangères, le 30 octobre 1924, au sujet de l'échange des instruments de ratification des conventions et protocoles ci-dessous énumérés.

M. Coloman de KÁNYA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, de la part du Gouvernement Royal hongrois, et

M. Hugues VAVRECKA Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Budapest, de la part du Gouvernement tchécoslovaque, ont échangé aujourd'hui les instruments de ratification des conventions et protocoles suivants :

1. le Protocole [1] établi à Prague, le 13 juillet 1923 concernant la libération des dépôts et la manière du règlement des obligations résultant des titres et de leurs coupons ;

2. la Convention [2] conclue à Prague, le 13 juillet 1923, en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes ;

3. la Convention [3] conclue à Prague, le 13 juillet 1923, concernant le traitement réciproque des entreprises d'assurance privées et le règlement financier des anciens contrats d'assurance sur la vie, conclus en anciennes couronnes hongroises et autrichiennes, en vertu de l'article 198 du Traité de Trianon ;

[1] Voir page 271 de ce volume.
[2] Voir page 237 de ce volume.
[3] Voir page 253 de ce volume.

on increment of capital — dávka z přírůstku na majetku) and of the Hungarian Laws XV and XLV of 1921.

3. The provisions of the second part of Article 14 aim at reducing any double taxation which may arise if, between the decisive dates fixed in the two States, any manifest change having a decisive effect on taxation takes place in respect either of the domicile (residence) or of the investment of definite parts of the capital. (For instance, on March 1, 1919, a person's sole taxable fortune might consist of a house at Prague ; this house might be sold and the proceeds deposited in a bank at Budapest and would be subject to the tax known as the Redemption of Capital.)

4. Nationals of the Czechoslovak Republic shall not receive less favourable treatment in connection with the tax known as Redemption of Capital (vagyonváltság) in Hungary than that which is applicable to the nationals of the Allied and Associated Powers generally.

5. It has been confirmed, on the part of Hungary, that the sequestration which was imposed in 1920 to the detriment of nationals of the Czechoslovak State has been raised by Decree of the Hungarian Ministry of Finance No. 9506, dated April 1, 1922.

6. When determining the amount of the capital levy on mortgages in Czechoslovakia, the amount of any mortgage bonds issued in connection with these mortgages shall be deducted.

7. The question to what extent financial departments may enter into direct communication with each other with a view to carrying out the present Convention shall be settled by agreement between the two Finance Ministers.

Done at Prague, July 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK.

For the Republic of Czechoslovakia :
Dr. BOHUMIL VLASÁK.

PROTOCOL

drawn up at Budapest at the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs on October 30, 1924, regarding the exchange of the instruments of ratification of the Conventions and Protocols enumerated hereunder.

M. Coloman de KÁNYA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, for the Royal Hungarian Government, and

M. Hugo VAVRECKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Budapest, for the Czechoslovak Government, have this day exchanged the instruments of ratification of the following Conventions and Protocols :

1. Protocol [1] drawn up at Prague, July 13, 1923 regarding the release of deposits and the method of adjusting obligations arising out of bonds and their coupons.

2. Convention [2] concluded at Prague, July 13, 1923, with a view to regulating the assessment of internal and foreign taxation, and in particular to prevent double taxation in the field of direct taxes ;

3. Convention [3] concluded at Prague, July 13, 1923, regarding the reciprocal treatment of private insurance undertakings and the financial adjustment of former life-insurance contracts, concluded in old Hungarian and Austrian crowns, in virtue of Article 198 of the Treaty of Trianon ;

[1] See page 271 of this Volume.

[2] See page 237 of this Volume.

[3] See page 253 of this Volume.

4. le Protocole établi à Prague, le 13 juillet 1923, au sujet du recensement supplémentaire des mises de fonds (créances), conformément aux ordonnances de la République Tchécoslovaque du 4 mars 1919, respectivement du 10 avril 1919, N° 110, respectivement 185 R. des L. et O.;

5. le Protocole établi à Prague, le 13 juillet 1923, concernant le recensement des créances et obligations mutuelles nées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises ;

6. la Convention conclue à Prague, le 8 mars 1924, concernant la libération du patrimoine des pupilles et des caisses tutélaires (caisses des orphelins), de même que la répartition du patrimoine des caisses tutélaires dont le rayon d'activité a été divisé par la frontière d'Etat.

Au moment de procéder à l'échange des instruments de ratification, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes :

I. Etant donné que le Gouvernement de la République Tchécoslovaque est d'avis que le Protocole final général dressé à Prague, le 13 juillet 1923, sur les négociations financières entre la Hongrie et la République Tchécoslovaque n'est qu'un protocole interne sur les négociations et une constatation interne de leur résultat, de sorte, que, suivant les stipulations constitutionnelles tchécoslovaques, il n'est pas besoin de le ratifier, d'autant moins que, dans le texte même du Protocole, la ratification n'est pas prévue ;

Etant donné d'autre part que le Gouvernement Royal hongrois attribue au contenu de l'article V de ce Protocole final général une portée méritoire,

Il a été constaté d'accord que la différence existant entre ces deux points de vue ne porte nullement atteinte à la validité dudit Protocole final général signé par les Plénipotentiaires dûment autorisés des Parties contractantes.

II. Les ordonnances à émettre selon les Annexes A et B au Protocole concernant le recensement des créances et obligations mutuelles, nées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises, seront publiées le 1er novembre 1924.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, le 30 octobre 1924, en deux exemplaires originaux.

COLOMAN DE KÁNYA. VAVRECKA.

4. Protocol drawn up at Prague, July 13, 1923, regarding the supplementary return of investments (claims) in accordance with the decrees of the Czechoslovak Republic of March 4, 1919, and April 10, 1919, Nos. 110 and 185 respectively of the Collection of Laws and Decrees.

5. Protocol drawn up at Prague, July 13, 1923, regarding the return to be made of mutual claims and obligations contracted in former Hungarian or Austrian crowns ;

6. Convention concluded at Prague, March 8, 1924, regarding the release of the property of wards and of guardians' funds (orphan's funds) and also regarding the apportionment of the guardians' funds of the office, the area of juridiction of which was divided up by the State frontier.

At the moment of exchanging the instuments of ratification the undersigned Plenipotentiaries have made the following statements :

I. Whereas the Government of the Czechoslovak Republic is of opinion that the Final General Protocol drawn up at Prague, July 13, 1923, regarding the financial negotiations between Hungary and the Czechoslovak Republic is merely a domestic protocol on the negotiations and a domestic record of their result and that therefore in accordance with the stipulations of the Czechoslovak Constitution there is no need to ratify this instrument more particularly inasmuch as the text of the Protocol does not provide for ratification ;

Whereas on the other hand the Royal Hungarian Government considers that the contents of Article V, of the Final General Protocol has an effective bearing.

It is agreed that the divergence between these two points of view in no way affects the validity of the said Final General Protocol signed by the duly authorised Plenipotentiaries of the Contracting Parties.

II. The Decrees to be issued in accordance with Annexes A and B to the Protocol regarding the return to be made of mutual claims and obligations contracted in former Austrian and Hungarian crowns shall be promulgated on November 1, 1924.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, October 30, 1924, in two original copies.

COLOMAN DE KÁNYA. VAVRECKA.

N° 899.

HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant le traitement réciproque des entreprises d'assurances privées, et le règlement financier des anciens contrats d'assurance sur la vie, conclus en anciennes couronnes hongroises et autrichiennes, en vertu de l'article 198 du Traité de Trianon, signée à Prague, le 13 juillet 1923.

HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding the Reciprocal Treatment of Private Insurance Undertakings and the Financial Adjustment of Former Life Insurance Contracts concluded in old Hungarian and Austrian Crowns, in virtue of Article 198 of the Treaty of Trianon, signed at Prague, July 13, 1923.

No. 899. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES PRIVÉES ET LE RÈGLEMENT FINANCIER DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE, CONCLUS EN ANCIENNES COURONNES HONGROISES ET AUTRICHIENNES, EN VERTU DE L'ARTICLE 198 DU TRAITÉ DE TRIANON, SIGNÉE A PRAGUE, LE 13 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le Directeur du Secrétariat Royal hongrois auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 15 juin 1925.

Les Délégués plénipotentiaires présents :

Pour le ROYAUME DE HONGRIE :

Iván DE OTTLIK, Conseiller Intime et Chambellan, Secrétaire d'Etat ;

Pour la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr Bohumil VLASÁK, Premier Chef de Section du Ministère des Finances.

Lesquels après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme ont convenu de ce qui suit :

I.

Chacun des deux Etats contractants traitera les entreprises d'assurances privées, dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Etat, de la même façon que les entreprises de même nature d'un tiers Etat. Ce même traitement portera sur les concessions d'exploitation à accorder aux entreprises d'assurances privées, respectivement à leurs succursales (représentations, agences principales, agences), de plus sur leur exploitation, ainsi que sur les impôts, droits, taxes et autres charges publiques auxquelles ces entreprises sont soumises.

Les dispositions sus-mentionnées ne portent pas atteinte aux stipulations de l'article 255 du Traité de Trianon.

II.

Toute entreprise d'assurance privée, dont le siège social se trouve sur le territoire de l'un des deux Etats et qui, avant le 26 février 1919, a opéré sur le territoire de l'autre Etat, pourra transférer

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 30 octobre 1924. Voir page 248 de ce volume.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 899. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA REGARDING THE RECIPROCAL TREATMENT OF PRIVATE INSURANCE UNDERTAKINGS AND THE FINANCIAL ADJUSTMENT OF FORMER LIFE INSURANCE CONTRACTS CONCLUDED IN OLD HUNGARIAN AND AUSTRIAN CROWNS, IN VIRTUE OF ARTICLE 198 OF THE TREATY OF TRIANON, SIGNED AT PRAGUE, JULY 13, 1923.

French official text communicated by the Director of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 15, 1925.

The Plenipotentiaries here present :

For the KINGDOM OF HUNGARY :

Iván DE OTTLIK, Privy Councillor and Chamberlain, Secretary of State ;

For the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Head of Section, Ministry of Finance,

who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

I.

Each of the two Contracting States shall accord to private insurance companies whose head offices are situated in the territory of the other State the same treatment as it accords to similar companies of a third State. This provision shall also apply to the granting to private insurance companies or their branches (representatives, principal and other agencies) of permission to carry on business, to the operations of these companies and to the imposts, duties, taxes and other public charges to which they may be subject.

Nothing in the foregoing provisions shall prejudice the provisions of Article 255 of the Treaty of Trianon.

II.

Any private insurance company the head offices of which are situated in the territory of one of the Contracting States and which, prior to February 26, 1919, had carried on business in

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, October 30, 1924. See page 249 of this Volume.

le portefeuille, résultant de cette exploitation, à une entreprise d'assurance privée, éligible au libre choix du cédant, et qui est concessionnaire et originaire de l'Etat où ledit transfert aura lieu. Les arrangements privés, relatifs audit transfert, seront approuvés par les autorités de surveillance compétentes, — en tant qu'ils seront conformes aux prescriptions légales du pays du cessionnaire.

III.

Les entreprises d'assurance privées dont le siège se trouve en Hongrie et qui, avant le 26 février 1919, ont conclu des assurances sur la vie, sur le territoire de la République Tchécoslovaque, sépareront de leur autre portefeuille des assurances sur la vie, les contrats d'assurance sur la vie et ceux des rentes viagères (y compris les assurances des rentes en cas d'accidents), — résumés ci-dessous sous le nom de portefeuille tchécoslovaque — conclus, avant le jour sus-mentionné, par leurs maisons-mères ou par leurs succursales, se trouvant dans n'importe quel Etat, et échéants à la République Tchécoslovaque. Au sens de la présente Convention, ne seront pas incorporés dans le portefeuille tchécoslovaque les assurances sur la vie (quote-parts de rentes) échues avant le 26 février 1919.

Cette séparation du portefeuille et le règlement des obligations résultant desdits contrats d'assurances sur la vie seront effectués, de la part des entreprises d'assurances privées hongroises intéressées, en conformité des dispositions prévues dans les articles IV—X de la présente Convention.

Au cas où, en vertu de l'article II de cette Convention, l'entreprise respective transférerait son portefeuille tchécoslovaque à une compagnie d'assurance tchécoslovaque, les arrangements privés y relatifs devront également être conformes à ces dispositions.

IV.

1. Seront incorporés dans le portefeuille tchécoslovaque — sans tenir compte de la nationalité de l'assuré — les contrats conclus par les assurés dont le domicile permanent (en cas qu'il s'agit de personnes morales : siège) se trouvait sur le territoire de la République Tchécoslovaque, tant le 26 février 1919 que le 31 décembre 1922. Seront exclus de l'incorporation, les contrats des assurés qui, n'ayant pas été, le 31 décembre 1922, ressortissants tchécoslovaques, formuleraient, dans un délai de quatre mois, à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, une réclamation contre ladite incorporation.

2. Les contrats conclus par les assurés dont le domicile (siège) permanent ne se trouvait pas, à l'une ou à toutes les deux dates sus-mentionnées, sur le territoire de la République Tchécoslovaque, seront incorporés dans le portefeuille tchécoslovaque si l'assuré, au 31 décembre 1922, était ressortissant tchécoslovaque, et :

a) s'il a payé, à un bureau de l'entreprise hongroise respective, établi sur le territoire de la République Tchécoslovaque, tant la dernière prime échue avant le 26 février 1919, que la dernière prime échue avant le 31 décembre 1922 ;

b) ou si l'assuré, ayant payé, sous réserve, les primes, visées dans l'alinéa *a)*, à un bureau établi hors de la République Tchécoslovaque, a réclamé, dans un délai de trois mois, à partir du jour de la mise en vigueur de cette Convention, l'incorporation de son contrat dans le portefeuille tchécoslovaque ;

c) ou si l'assuré — en tant que les primes, visées dans l'alinéa a), aient bénéficié d'un délai de payement — a demandé, dans les trois mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, l'incorporation de son contrat dans le portefeuille tchécoslovaque.

Ces dispositions sont à appliquer par analogie, aux assurances de rentes.

the territory of the other State, may transfer its holdings in insurance policies arising from such transactions to a private insurance company of its own choice, which is registered as a national company in the State to which the policies are to be transferred. All private agreements concerning such transfers shall be approved by the competent authorities, provided that they are in conformity with the national laws of the transferee.

III.

Private insurance companies, the head offices of which are in Hungary and which, before February 26, 1919, had concluded life insurance contracts in the territory of the Czechoslovak Republic, shall separate from their other life insurance policy holdings all life insurance and life annuity contracts (including accident annuity contracts) — described hereinafter as Czechoslovak policy holdings — concluded before the aforesaid date by their head offices or branches, wherever situated, and pertaining to the Czechoslovak Republic. For the purposes of the present Convention, life insurance contracts (annuity payments) due before February 26, 1919, shall not be included in the Czechoslovak policy holdings.

This separation of policies and the settlement of obligations incurred under the above life insurance contracts shall be effected by the Hungarian private insurance companies concerned in conformity with the provisions laid down in Articles IV-X of the present Convention.

Should a company, under the provisions of Article II of this Convention, transfer its Czechoslovak policy holdings to a Czechoslovak insurance company, the private agreements regarding such transfer must also be in conformity with these provisions.

IV.

Contracts concluded by persons whose permanent domicile, or in the case of legal entities, head office, was situated in the territory of the Czechoslovak Republic both on February 26, 1919, and on December 31, 1922, shall, irrespective of the nationality of the insured person, be included in the Czechoslovak policy holdings. Czechoslovak policy holdings shall not include contracts in respect of insured persons who were not Czechoslovak nationals on December 31, 1922, and who, within a period of four months as from the coming into force of the present Convention, file an objection to inclusion of their contracts.

(2) Contracts concluded by insured persons whose permanent domicile (head office) was not, on both or either of the two aforesaid dates, in the territory of the Czechoslovak Republic, shall be included in the Czechoslovak policy holdings if, on December 31, 1922, the insured person was a Czechoslovak national and

(a) had paid to an office belonging to the Hungarian company in question and established in the territory of the Czechoslovak Republic the last premium due before February 26, 1919, and the last premium due before December 31, 1922 ;

(b) or if the insured person, having, subject to reservations, paid the premiums referred to in paragraph *(a)* to an office established outside the territory of the Czechoslovak Republic, applies, within a period of three months as from the date of the entry in to force of the present Convention for the inclusion of his contract in the Czechoslovak policy holdings ;

(c) or if, when an extended time-limit has been accorded for the payment of the premiums referred to in paragraph *(a)*, he applies, within three months as from the date of the coming into force of the present Convention, for the inclusion of his contract in the Czechoslovak policy holdings.

These provisions shall similarly apply to annuity policies.

Si la police est échue dans l'intervalle entre le 26 février 1919 et le 31 décembre 1922, ou si elle a été rachetée, la date de son échéance respectivement celle de son rachat sera substituée à la postérieure des deux dates (31 décembre 1922) sus-mentionnées (Points 1 à 2).

Contrairement aux règles ci-dessus, ne pourront pas être incorporés dans le portefeuille tchécoslovaque les contrats des assurés qui ont payé les primes, de leur propre gré, depuis le 26 février 1919, en couronnes hongroises ou autrichiennes, de même que les contrats où l'entreprise d'assurance a liquidé des échéances (rachats etc.) déjà exigibles, en couronnes hongroises ou autrichiennes avec consentement de l'ayant-droit.

V.

Seront aussi incorporées dans le portefeuille tchécoslovaque, — en vertu de toutes les dispositions de l'article IV — les assurances sur la vie, libellées en titres d'emprunts de guerre, hongrois ou autrichiens (assurances d'emprunts de guerre), ayant été en vigueur le 31 décembre 1922. A l'occasion de la conclusion des arrangements privés, mentionnés dans l'article III, lesdites assurances devront être converties en assurances, libellées en espèces, de telle manière que 75% des primes échues, respectivement payées (déduction faite des taxes accessoires), depuis le commencement de l'assurance jusqu'au 31 décembre 1922, seront mises en compte à titre de prime unique.

VI.

Les réserves mathématiques afférentes au portefeuille tchécoslovaque, fixé dans les articles IV et V de la présente Convention, seront calculées au 31 décembre 1922, et libellées en couronnes tchécoslovaques, en tenant compte des acquittements d'assurance échus depuis le 26 février 1919.

Pour le calcul des réserves de primes, le service des intérêts et les tables de mortalité à employer etc. il faut appliquer les principes qui étaient en vigueur pour l'établissement des réserves de primes des assurances sur la vie, dans les entreprises des assurances privées, originaires des deux Etats de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

Sera considéré comme réserve mathématique des assurances visées à l'article V le montant équivalant à 75% des primes échues, respectivement payées depuis le commencement de l'assurance jusqu'au 31 décembre 1922.

VII.

Seront employées en couverture des réserves mathématiques, visées à l'article VI, ainsi que de leurs intérêts depuis le 31 décembre 1922 jusqu'au jour de la mise en vigueur des arrangements privés sus-mentionnés, les actifs suivants, dans l'ordre ci-après :

a) les titres de la dette publique, émis par la République Tchécoslovaque,
b) les prêts sur les polices d'assurance sur la vie, afférantes au portefeuille tchécoslovaque,
c) les immeubles se trouvant sur le territoire de la République Tchécoslovaque,
d) les titres de tout repos (lettres de gages, obligations communales etc.), émis par des instituts (instituts financiers etc.) publics ou privés dont le siège est situé sur le territoire de la République Tchécoslovaque.
e) les titres de la dette publique, traités dans l'article 186, point 1, du Traité de Trianon, respectivement dans l'article 203, point 1, du Traité de St. Germain, en tant que ces titres appartiennent à la dette publique de la République Tchécoslovaque, au sens des dispositions des Traités sus-mentionnés.
f) les titres de la dette publique, mentionnés dans le point 2 de l'article 186 du Traité de Trianon, respectivement dans le point 2 de l'article 203 du Traité de St. Germain, savoir :

If the policy has matured within the period between February 26, 1919, and December 31, 1922, or has been redeemed, the date on which it matured or was redeemed shall, as the case may be, be substituted for the second of the two dates mentioned above (December 31, 1922) (Paragraphs 1 and 2).

Notwithstanding the above provisions, the Czechoslovak policy holdings shall not include contracts of insured persons who have, subsequent to February 26, 1919, voluntarily paid their premiums in Hungarian or Austrian crowns ; nor shall they include contracts in respect of which the insurance company has paid out sums (redemption, etc.) already due, in Hungarian or Austrian crowns, with the consent of the claimant.

V.

The Czechoslovak policy holdings shall also, in virtue of the provisions of Article IV, include life insurance contracts expressed in terms of Hungarian or Austrian war loan bonds (War Loan insurances) existing on December 31, 1922. On the conclusion of the private agreements referred to in Article III, these insurance contracts shall be converted into insurance contracts expressed in terms of cash, so that 75% of the premiums which have fallen due or been paid, as the case may be (after deducting incidental charges), between the date upon which the insurance contract was concluded and December 31, 1922, shall be capitalised as a gross sum.

VI.

The proportional reserves required to cover the Czechoslovak policy holdings as defined in Articles IV and V of the present Convention shall be calculated as on December 31, 1922, and shall be expressed in terms of Czechoslovak crowns, taking into account the insurance payments which have matured since February 26, 1919.

The reserves for premiums, the rate of interest, the mortality tables to be employed, etc., shall be calculated in accordance with the methods followed by the private insurance companies in fixing their life insurance premium reserves, whether the companies in question have been first regstered in one or the other of the two Succession States of the former Austro-Hungarian Monarchy.

The proportional reserves for the insurance contracts referred to in Article V shall be equal to 75% of the premiums payable or paid, as the case may be, between the date upon which the insurance contract was concluded and December 31, 1922.

VII.

The following assets shall be employed, in the order given below, as cover for the proportional reserves referred to in Article VI and for the interest on such reserves as from December 31, 1922, until the above-mentioned private agreements come into force :

(a) Public Debt bonds issued by the Czechoslovak Republic.
(b) Loans on life insurance policies, forming part of the Czechoslovak policy holdings.
(c) Immovable property situated in the territory of the Czechoslovak Republic.
(d) Gilt-edged securities (mortage loans, communal stock, etc.) issued by public or private institutions (financial institutions, etc.) whose head offices are situated in the territory of the Czechoslovak Republic.
(e) Public Debt bonds referred to in Article 186, paragraph 1, of the Treaty of Trianon, or Article 203, paragraph 1, of the Treaty of St. Germain, in so far as such bonds are included in the Public Debt of the Czechoslovak Republic under the provisions of the said Treaties.
(f) Public Debt bonds referred to in paragraph 2 of Article 186 of the Treaty of Trianon or paragraph 2 of Article 203 of the Treaty of St. Germain, namely :

1. les titres munis du timbre de nostrification de la République Tchécoslovaque,

2. les titres ne portant aucun signe distinctif apposé en vertu de l'exécution des articles sus-mentionnés des Traités de Paix.

Le total de la valeur nominale des titres, visés dans le point *f)* 2 du présent article, employés par les entreprises d'assurance privées hongroises respectives, comme couverture des réserves mathématiques du portefeuille tchécoslovaque, ne devra pas dépasser le montant de 50.000.000 de couronnes.

VIII.

En tant que les actifs, mentionnés dans l'article précédent, ne suffiraient pas à couvrir entièrement les réserves mathématiques du portefeuille tchécoslovaque, le montant manquant pourra être couvert par les titres de la dette publique, mentionnés dans l'article 188 du Traité de Trianon, respectivement dans l'article 205 du Traité de St. Germain. Ces titres seront traités par la République Tchécoslovaque conformément à ses propres prescriptions légales.

IX.

Les valeurs mentionnées dans les points *a), d), e)* et *f)* 1. de l'article VII devront être évaluées d'après leur valeur nominale.

L'évaluation des actifs mentionnés dans le point *c)* de l'article VII, sera réservée aux arrangements privés sus-mentionnés.

Les titres mentionnés dans le point *f)* 2. de l'article VII, seront évalués d'après leur valeur nominale, en comptant chaque couronne pour une couronne tchécoslovaque.

X.

Après la mise en vigueur de la présente Convention, les entreprises d'assurance privées hongroises sus-mentionnées rempliront, à partir du 26 février 1919, les obligations résultant des contrats d'assurance appartenant au portefeuille tchécoslovaque, en couronnes tchécoslovaques, en comptant une couronne tchécoslovaque pour chaque couronne hongroise ou autrichienne, supposé que les réserves mathématiques du portefeuille tchécoslovaque des entreprises sus-mentionnées seront entièrement couvertes par les actifs mentionnés dans les articles VII et VIII.

Par analogie, cette disposition est aussi à appliquer aux remboursements des primes et des prêts sur polices de la part des assurés.

XI.

Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque nostrifiera en pleine valeur nominale les titres mentionnés dans l'article VII, point *f)* 2, dans la mesure nécessaire pour la couverture des réserves mathématiques, au 31 décembre 1922, jusqu'à concurrence de 50.000.000 de couronnes nominales, au maximum. Les coupons de ces titres seront honorés par le Gouvernement tchécoslovaque à partir du moment de la mise en vigueur des Traités de Paix.

XII.

Dans les six mois à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les autorités de surveillance des deux Etats établiront, par le moyen de révisions des entreprises d'assurances privées y intéressées, à faire sur le territoire des deux Etats contractants, si les arrangements privés, visés par l'article III de la présente Convention, ont été conclus conformément aux dispositions (IV—X)

(1) bonds endorsed with the stamp of the Czechoslovak Republic;

(2) bonds not bearing any distinctive mark in virtue of the aforesaid articles of the Treaties of Peace.

The total nominal value of the bonds referred to in paragraph *(f)* (2), of the present article which are employed by the Hungarian private insurance companies in question as cover for the proportional reserves of the Czechoslovak policy holdings shall not exceed 50,000,000 crowns.

VIII.

Should the assets referred to in the preceding article not be sufficient to cover the proportional reserves for the Czechoslovak policy holdings, the deficit may be covered by the public debt securities referred to in Article 188 of the Treaty of Trianon and Article 205 of the Treaty of St. Germain respectively. Such securities shall be dealt with by the Czechoslovak Republic in accordance with its legislation.

IX.

The securities referred to in paragraphs *(a)*, *(d)*, *(e)* and *(f)* (1) of Article VII shall be valued at their nominal value.

The valuation of the assets referred to in paragraph *(c)* of Article VII shall be effected under the aforesaid private agreements.

The bonds referred to in paragraph *(f)* (2) of Article VII shall be valued at their nominal value, each crown being regarded as equivalent to a Czechoslovak crown.

X.

When the present Convention has come into force, the Hungarian private insurance companies referred to above shall, as from February 26, 1919, pay in Czechoslovak crowns, at the rate of one Czechoslovak crown for every Hungarian or Austrian crown, all claims arising out of the insurance contracts included in the Czechoslovak policy holdings, provided that the proportional reserves for the Czechoslovak policy holdings of the aforesaid companies are completely covered by the assets referred to in Articles VII and VIII.

This provision shall similarly apply to the payment by insured persons of premiums and loans on policies.

XI.

The Government of the Czechoslovak Republic shall endorse at their full nominal value the bonds referred to in Article VII, paragraph *(f)* 2, so far as may be necessary to cover the proportional reserves as at December 31, 1922, up to a maximum of 50,000,000 crowns nominal. Dividend warrants for such bonds shall be honoured by the Czechoslovak Government as from the date of the coming into force of the Treaties of Peace.

XII.

Within six months as from the coming into force of the present Convention the competent authorities in the two States shall determine, by inspecting within their own territory the operations of the private insurance companies concerned, whether the private agreements referred to in Article III of the present Convention have been concluded in conformity with the above provisions

ci-dessus. Les écarts éventuels devront être rectifiés dans les douze mois à partir de la mise en vigueur de la présente Convention.

XIII.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie permettra l'exportation, sur le territoire de la République Tchécoslovaque, des valeurs à employer, en raison desdits arrangements privés, à la couverture des réserves mathématiques du portefeuille tchécoslovaque, en tant que ces valeurs se trouvent sur le territoire de l'Etat hongrois.

Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque permettra l'importation desdites valeurs, exemptes de taxe.

XIV.

Au cas où une entreprise d'assurance privée hongroise, tombant sous les dispositions de la présente Convention, n'aurait pas conclu, dans les quatre mois à partir de la mise en vigueur de cette Convention, un arrangement privé, mentionné dans l'article III, concernant son portefeuille tchécoslovaque, respectivement, au cas où les autorités de surveillance n'auraient pas approuvé un tel arrangement privé, lesdites autorités de surveillance des deux Etats, d'un commun accord, prendront en vertu des dispositions légales en vigueur dans les deux Etats les mesures nécessaires dans l'intérêt des assurés des deux Etats.

XV.

Les dispositions contenues dans les articles III—XIV sont à appliquer par analogie aux contrats de réassurance respectifs.

XVI.

L'approbation par l'autorité de surveillance tchécoslovaque des arrangements privés mentionnés dans l'article III entraînera pour les entreprises d'assurances privées hongroises en question la libération de tous leurs engagements envers les assurés respectifs.

Le Gouvernement tchécoslovaque informera le Gouvernement hongrois de ce fait.

XVII.

Par analogie les dispositions des articles III—V sont à appliquer au portefeuille hongrois, d'assurances sur la vie afférant aux entreprises d'assurance privées dont le siège actuel est dans la République Tchécoslovaque et qui, avant le 26 février 1919, ont conclu des assurances sur la vie sur le territoire du Royaume de Hongrie (article XX). Les réserves mathématiques de ces portefeuilles seront converties en espèces et les anciens contrats d'assurance en question conclus en anciennes couronnes hongroises et autrichiennes, seront exécutés en courones hongroises.

XVIII.

En ce qui concerne les dispositions de l'article 198 du Traité de Trianon, relatives aux entreprises d'assurance, la présente Convention devra être considérée comme un règlement financier conclu entre les deux Etats. Par conséquent, les deux Etats renoncent, en ce qui concerne les entreprises d'assurance originaires de leurs pays respectifs, au droit de faire appel à la Commission des Réparations, comme il est prévu par les dispositions de l'article mentionné.

Ce règlement ne préjuge pas à d'autres règlements financiers et ne porte pas atteinte aux dispositions des Traités de Paix.

(IV-X). Any irregularities shall be rectified within twelve months as from the date of the coming into force of the present Convention.

XIII.

The Hungarian Government shall permit the export to Czechoslovak territory of any securities in Hungarian territory which are to be employed, under the aforesaid private agreements, to cover the proportional reserves for the Czechoslovak holdings.

The Czechoslovak Government shall permit the importation of such securities duty-free.

XIV.

If, within four months from the date of the entry into force of this Convention, a Hungarian private insurance company coming under the provisions of the present Convention has not concluded a private agreement under Article III in respect of its Czechoslovak policy holdings, or if the competent authorities have not approved a private agreement so concluded, the authorities of the two States shall by common agreement and under their respective legislations, take such measures as may be necessary in the interests of the insured persons in either State.

XV.

The provisions of Articles III-XIV shall similarly be applicable to the respective re-insurance contracts.

XVI.

Approval by the competent Czechoslovak authorities of the private agreements referred to in Article III shall release the Hungarian private insurance companies in question from all their obligations in respect of the insured persons.

The Czechoslovak Government shall inform the Hungarian Government of such approval.

XVII.

The provisions of Articles III-V shall be applicable in the same way to Hungarian life insurance policy holdings belonging to private insurance companies the present head offices of which are in the Czechoslovak Republic and which, before February 26, 1919, had concluded life insurance contracts in the territory of the Kingdom of Hungary (Article XX). The proportional reserves for these policy holdings shall be converted into cash and payment under the old insurance contracts which were concluded in old Hungarian and Austrian crowns shall be effected in Hungarian crowns.

XVIII.

In so far as the provisions of Article 198 of the Treaty of Trianon regarding insurance companies are concerned, the present Convention shall be considered as a financial adjustment concluded between the two States. Consequently the two States renounce the right to appeal to the Reparation Commission under the terms of the said article in matters connected with the insurance companies belonging to their respective countries.

This adjustment shall not prejudice other financial adjustments or invalidate the provisions of the Treaties of Peace.

XIX.

Pour faciliter l'exécution des dispositions contenues dans cette Convention, chacun des deux Gouvernements prendra, dans les quatre semaines à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, par la voie des prescriptions légales à émettre par chacun deux, les mesures suivantes :

Toute action en justice déjà intentée ou à introduire, en ce qui concerne les créances résultant de contrats d'assurance sur la vie, de rentes viagères ou en cas d'accidents, conclus avant le 26 février 1919, et libellés en anciennes couronnes hongroises et autrichiennes, devra être suspendue pour une durée de quatre mois à dater la mise en vigueur de la présente Convention, en tant qu'en qualité de créancier et de débiteur, d'une part se présente une entreprise d'assurance privée (y compris les succursales, quel qu'en soit le siège), dont le siège se trouve sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, et, de l'autre, un ressortissant de l'autre Etat ou une personne dont le domicile permanent, respectivement le siège, se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

Les mesures conservatoires et celles de l'exécution forcée ne pourront pas être effectuées au profit de telles créances ; telles mesures déjà pendantes sont à suspendre d'office.

L'espace de temps pendant lequel l'action en justice, concernant les créances mentionnées dans le deuxième alinéa du présent article, sera suspendue, ne pourra être compris ni dans le délai de prescription, ni dans le délai légal, fixé pour l'intention de l'action en vue de faire valoir les droits.

Le Gouvernement tchécoslovaque se déclare disposé à donner son assentiment à une prolongation, de quatre mois à douze, du délai fixé dans le premier alinéa du présent article, pour le cas où toutes les entreprises d'assurance, tombant sous les dispositions de la présente Convention, concluraient les arrangements privés, prévus par l'article III.

XX.

Partout où dans la présente Convention il est fait mention du territoire d'Etat, est compris, sous ce terme le territoire respectif, dans l'étendue déterminée par les Traités de Trianon, St. Germain et Versailles, respectivement déterminée ou à déterminer par les conventions et mesures d'exécution, conclues et convenues entre les Etats intéressés, en vertu de ces Traités.

XXI.

Toutes questions controverses résultant de la présente Convention entre les deux Gouvernements seront jugées par un tribunal arbitral. Les deux Gouvernements délégueront chacun un membre dudit tribunal.

Les deux arbitres éliront, d'un commun accord, le président. En cas de désaccord au sujet de la personne du président, ce dernier sera délégué par le Président du Conseil Fédéral Suisse.

Ce tribunal connaîtra aussi des frais de procédure.

XXII.

La présente Convention entrera en vigueur au jour de l'échange des instruments de ratification entre les deux Etats, à Budapest.

Fait en français, en deux exemplaires originaux, dont un a été remis à chacun des deux Gouvernements.

PRAHA, *le* 13 *juillet* 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr BOHUMIL VLASÁK m. p.

XIX.

In order to facilitate the application of this Convention, both Governments shall, within four weeks from the coming into force of the Convention, and by enacting appropriate legislation, take the following measures :

All legal proceedings already pending or to be instituted in respect of claims arising out of life insurance contracts, life annuity contracts or accident insurance contracts concluded before February 26, 1919, and expressed in terms of old Hungarian or Austrian crowns shall be suspended for a period of four months as from the date of the coming into force of the present Convention, when one of the parties, either as debtor or creditor, is a private insurance company (including branches wherever situated) whose head offices are situated in the territory of one of the Contracting States, and the other is a national of the other State or a person whose permanent domicile or principal place of business is situated in that State.

No conservatory measures or measures for the forced execution of such claims may be taken; any such measures already pending shall be officially suspended.

The period during which legal proceedings concerning the claims referred to in the second sub-paragraph of the present article are suspended shall not count as part of the period of prescription or the legal time-limit fixed for the institution of proceedings for the enforcement of claims.

The Czechoslovak Government declares its readiness to assent to the prolongation, from four months to twelve, of the period fixed in the first sub-paragraph of the present article, should all the insurance companies coming under the provisions of the present Convention conclude the private agreements laid down in Article III.

XX.

Wherever, in the present Convention, mention is made of the territory of the State, this term shall be taken to mean the territory as defined by the Treaties of Trianon, St. Germain and Versailles, or as fixed, or to be fixed by the Conventions and executory measures concluded and agreed to between the States concerned in virtue of these Treaties.

XXI.

Any disputes arising out of the present Convention between the two Governments shall be decided by an arbitral tribunal. The two Governments shall each appoint a member of this tribunal.

The two arbitrators shall elect the President by common agreement. In case of failure to reach an agreement, the President shall be designated by the President of the Swiss Federal Council.

The tribunal shall also be competent to give a decision concerning the costs of the proceedings.

XXII.

The present Convention shall come into force on the date upon which the instruments of ratification are exchanged between the two States at Budapest.

Done in French, in duplicate : one copy has been delivered to each of the two Governments.

PRAGUE, *July* 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK, m. p.

For the Czechoslovak Republic :
Dr. BOHUMIL VLASÁK. m. p.

PROTOCOLE FINAL

RELATIF A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES PRIVÉES ET LE RÈGLEMENT FINANCIER DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE, CONCLUS EN ANCIENNES COURONNES HONGROISES ET AUTRICHIENNES, EN VERTU DE L'ARTICLE 198 DU TRAITÉ DE TRIANON.

Les Délégués plénipotentiaires présents :

pour le ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Iván de OTTLIK, Conseiller Intime, Chambellan, Secrétaire d'Etat ;

pour la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr Bohumil VLASÁK, premier Chef de section du Ministère des Finances.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés du Royaume de Hongrie et de la République Tchécoslovaque sont convenus des arrangements suivants, respectivement ont fait les déclarations suivantes :

§ 1.

Par les Etats, mentionnés dans l'article I de cette Convention, il faudra entendre aussi les tiers Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou lesquels sont nés du démembrement de la monarchie.

§ 2.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie a manifesté le désir que la disposition suivante soit insérée comme deuxième alinéa de l'article II :

> « Dans le cas où lesdites entreprises désireraient transférer leur portefeuille à une nouvelle entreprise, se constituant dans l'autre Etat, cet Etat ne pourra refuser la concession d'exploitation à la nouvelle entreprise qu'au cas ou cette entreprise ne répondrait pas aux prescriptions légales du pays. »

Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare le désir du Gouvernement du Royaume de Hongrie sans objet, en regard aux concessions déjà accordées par lui. A la seule entreprise d'assurances, entrant ici en considération, à savoir au « Domov », société anonyme d'assurances générales à Bratislava, le Gouvernement de la République Tchécoslovaque — en connexion avec la conclusion de cette Convention — accordera la concession très prochainement.

§ 3.

Les Gouvernements des deux Etats emploieront tous les moyens, dont ils disposent, pour que les arrangements privés, mentionnés dans l'article III de la présente Convention, soient conclus le plus tôt possible, mais au plus tard dans les quatre mois à partir de la mise en vigueur de cette Convention.

§ 4.

Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare qu'il considérera comme non estampillés les titres, mentionnés dans le point f) 2 de l'article VII de la Convention, ayant déjà

FINAL PROTOCOL

RELATING TO THE CONVENTION CONCLUDED IN VIRTUE OF ARTICLE 198 OF THE TREATY OF TRIANON BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE RECIPROCAL TREATMENT OF PRIVATE INSURANCE UNDERTAKINGS AND THE FINANCIAL ADJUSTMENT OF FORMER LIFE INSURANCE CONTRACTS CONCLUDED IN OLD HUNGARIAN AND AUSTRIAN CROWNS.

The undersigned Plenipotentiaries here present :

For the KINGDOM OF HUNGARY :

H. E. Iván DE OTTLIK, Privy Councillor, Chamberlain, Secretary of State ;

For the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Chief of Section of the Ministry of Finance,

At the moment of signing the Convention concluded this day have agreed to the arrangements and have made the declarations hereinafter described :

Paragraph 1.

The States mentioned in Article 1 of this Convention shall be taken to include also the third States to which territory of the former Austro-Hungarian Monarchy has been transferred, or which have been formed as a result of the partition of the Monarchy.

Paragraph 2.

The Hungarian Government has expressed a desire that the following provision should be inserted as a second paragraph of Article II :

" Should the said companies desire to transfer their policy holdings to a new company which may be founded in the other State, the latter shall not have power to refuse to such new company permission to carry on business, unless the company fails to comply with the laws of the country."

In view of the concessions which it has already granted, the Czechoslovak Government declares the Hungarian Government's suggestion unnecessary. In virtue of the Convention about to be concluded, it will in the near future grant such permission to the " Dómov ", a general insurance limited liability company of Bratislava, which is the only insurance company coming within the scope of the Convention.

Paragraph 3.

The Governments of the two States will employ all means at their disposal to ensure that the private agreements referred to in Article III of the present Convention shall be concluded as soon as possible and at latest within four months from the date of the entry into force of this Convention.

Paragraph 4.

The Czechoslovak Government declares that it will regard as unstamped any of the bonds referred to in paragraph *(f)* (2) of Article VII of the Convention which have been stamped and

été munis du timbre de nostrification de Hongrie, d'Autriche, ou d'un autre Etat cessionnaire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, mais dont l'estampillage a été annulé (dénostrifié) supplémentairement par l'Etat respectif.

Au cas où l'exécution de cette Convention rendrait nécessaire une nostrification ou dénostrification supplémentaire des titres mentionnés dans le point f) 2 de l'article VII, ayant déjà été estampillés par le Royaume de Hongrie ou par la République Tchécoslovaque, les Parties contractantes interviendront auprès de la Commission des Réparations pour obtenir le consentement respectif, éventuellement nécessaire.

§ 5.

En raison d'une proposition de la « Gazdák Biztosító Szövetkezete » (Société coopérative d'Assurances des Cultivateurs) à Budapest, le Gouvernement du Royaume de Hongrie a communiqué au Gouvernement de la République Tchécoslovaque que, déjà avant la signature de la présente Convention, ladite compagnie a transféré son portefeuille tchécoslovaque tout entier, ainsi que ses réserves mathématiques y afférantes, à la « Karpathia, Société coopérative d'Assurance Agricole pour la Slovaquie et la Russie subcarpathique » à Bratislava.

Le Gouvernement tchécoslovaque prend acte de cette communication et après la présentation par la Société coopérative « Gazdák », des documents originaux respectifs, il examinera cette affaire avec soin, dans le sens des dispositions de cette Convention, et en prenant en considération les justes intérêts de ladite Société coopérative.

Le présent Protocole final, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue en date de ce jour, devra être considéré comme partie intégrante de la présente Convention et possédera, en conséquence, la même force et valeur.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Etats ont signé de leur propre main le présent Protocole, rédigé en français en deux exemplaires originaux, dont un a été remis à chacun des deux Gouvernements.

PRAHA, *le* 13 *juillet* 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr BOHUMIL VLASÁK m. p.

subsequently cancelled by Hungary, Austria or a State to which any part of the former Austro-Hungarian Monarchy has been ceded.

Should it be necessary in application of this Convention subsequently to endorse or annul the endorsement on bonds referred to in paragraph *(l)* (2) of Article VII which have already been stamped by the Kingdom of Hungary or the Czechoslovak Republic, the Contracting Parties will apply to the Reparation Commission in order to obtain its consent, if necessary.

Paragraph 5.

At the instance of the " Gazdák Biztosító Szövetkezete " (Farmers' Co-operative Insurance Society) of Budapest, the Hungarian Government has informed the Czechoslovak Government that, prior to the conclusion of the present Convention, the said company has transferred all its Czechoslovak policy holdings, together with the proportional reserves thereof, to the " Karpathia Agricultural Co-operative Insurance Society for Slovakia and Sub Carpathian Russia ", of Bratislava.

The Czechoslovak Government hereby notes the communication of this information and, after the " Gazdák " Co-operative Society has submitted its original documents, will carefully examine the matter in the light of the provisions of this Convention, and with due regard for the rightful interests of the Society.

The present Final Protocol, which shall be ratified at the same time as the Convention concluded this day, shall be regarded as forming an integral part of the Convention, and consequently shall have the same force and value as the latter.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Protocol, drawn up in French, in duplicate; one copy has been delivered to each of the two Governments.

PRAGUE, *July* 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK, m. p.

For the Czechoslovak Republic :
Dr. BOHUMIL VLASÁK, m. p.

N° 900.

HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Protocole et Convention concernant la libération des dépôts et la manière du règlement des obligations résultant des titres et de leurs coupons, signés à Prague, le 13 juillet 1923.

HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA

Protocol and Convention concerning the Release of Deposits and the Settlement of Liabilities Arising out of Securities and Dividend Warrants, signed at Prague, July 13, 1923.

No. 900. — PROTOCOLE ET CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LA LIBÉRATION DES DÉPOTS ET LA MANIÈRE DU RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS RÉSULTANT DES TITRES ET DE LEURS COUPONS, SIGNÉS A PRAGUE, LE 13 JUILLET 1923.

Texte officiel français communiqué par le Directeur du Secrétariat Royal hongrois auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 15 juin 1925.

Les Délégués plénipotentiaires présents :

Pour le ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Iván DE OTTLIK, Conseiller intime et Chambellan, Secrétaire d'Etat ;

Pour la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr Bohumil VLASÁK, premier Chef de Section du Ministère des Finances.

Les Délégués des Parties contractantes, sous réserve de la ratification par leurs Gouvernements, sont convenus de la Convention, jointe à ce Protocole sub A), concernant la libération des dépôts et la manière du règlement des obligations, résultant des titres et de leurs coupons. En ce qui concerne l'interprétation respectivement l'exécution de cette Convention, les délégués sont convenus du texte de la note annexe B) ainsi que de ce qui suit :

1. Les deux Gouvernements sont d'accord sur ce que les ressortissants de l'autre Partie contractante, doivent avoir les mêmes droits, dans les deux Etats, en ce qui concerne la communication des données relatives à leurs dépôts, que leurs propres ressortissants. Par conséquent, les deux Gouvernements s'appliqueront, dans les limites des lois en vigueur sur leurs territoires, à ce que les sociétés commerciales et coopératives communiquent, aux parties intéressées, dans l'autre Etat, à leur demande, toutes les données relatives à leurs dépôts.

2. Sous le terme « institut financier » sont comprises aussi les sociétés de crédit coopératives.

3. Les dispositions de cette Convention s'appliquent aussi, sous les conditions fixées à l'article I respectivement II, aux dépôts des autorités de l'Etat. Au cas où des doutes existeraient quant à la propriété des valeurs contenues dans de tels dépôts, la libération ne pourra avoir lieu qu'après la constatation obligatoire de la propriété.

4. Les deux Gouvernements se communiqueront mutuellement les autorités (article III de la Convention), qui auront à décider au sujet des preuves produites de la propriété,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 30 octobre 1924. Voir page 248 de ce volume.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 900. — PROTOCOL AND CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA CONCERNING THE RELEASE OF DEPOSITS AND THE SETTLEMENT OF LIABILITIES ARISING OUT OF SECURITIES AND DIVIDEND WARRANTS, SIGNED AT PRAGUE, JULY 13, 1923.

French official text communicated by the Director of the Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 15, 1925.

The Plenipotentiary Delegates here present :

For the KINGDOM OF HUNGARY :

H.E. Iván DE OTTLIK, Privy Councillor and Chamberlain, Secretary of State;

For the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Chief of Section of the Ministry of Finance,

as Delegates of the Contracting Parties, have agreed, subject to ratification by their Governments, to the Convention annexed to this Protocol under heading A, concerning the release of deposits and the settlement of liabilities arising out of securities and dividend warrants. For the purposes of the interpretation or execution of this Convention, the Delegates have agreed on the text of the Note annexed under heading B and to the following provisions :

1. The two Governments are agreed that the nationals of both Contracting Parties shall have equal rights within the respective States in so far as concerns the communication of information relating to their deposits. Each of the Governments, therefore, will use its best endeavours, within the limits of its national legislation, to ensure that commercial and co-operative societies shall communicate such information to the competent authorities in the other State, if so requested by the latter.

2. The term " financial institution " shall include co-operative credit societies.

3. The provisions of this Convention shall apply, subject to the conditions laid down in Article I or Article II, as the case may be, to the deposits of the State authorities. Should doubt exist as to the ownership of the securities contained in such deposits, the latter shall be released only after proof of ownership has been established.

4. The two Governments shall inform one another as to the authorities (Article III of the Convention) which are competent to give decisions concerning the proofs of

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, October 30, 1924. See page 249 of this Volume.

et se promettent mutuellement de procéder d'une manière bienveillante lors du jugement des preuves à produire relativement à la propriété.

Ce Protocole a été fait en texte français, en deux exemplaires originaux dont un a été remis à chacun des deux Gouvernements.

PRAHA, *le* 13 *juillet* 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK, m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr BOHUMIL VLASÁK, m. p.

ANNEXE A

CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LA LIBÉRATION DES DÉPOTS ET LA MANIÈRE DU RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS RÉSULTANT DES TITRES ET DE LEURS COUPONS.

Les Délégués plénipotentiaires présents :

Pour le ROYAUME DE HONGRIE :

S. E. Iván DE OTTLIK, Conseiller intime et Chambellan, Secrétaire d'Etat ;

Pour la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Dr Bohumil VLASÁK, premier Chef de Section du Ministère des Finances.

Lesquels après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article 1.

1. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer, sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts qui au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, auprès des caisses d'Etat, auprès des notaires publics ou auprès des instituts de crédit, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies étrangères, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, après le remboursement des frais grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente Convention et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes :

a) que les valeurs sus-mentionnées constituaient le 26 juillet 1921 la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande sont des ressortissants tchécoslovaques, en vertu du Traité de Trianon, respectivement de St-Germain, et qui n'ont aucun domicile sur le territoire du Royaume de Hongrie. Concernant la libération, il ne fait aucune différence, si le propriétaire a acquis la nationalité tchécoslovaque en vertu des dispositions du Traité de Trianon ou de celui de St-Germain, respectivement en vertu des conventions conclues ou à conclure

ownership adduced, and undertake to exercise every consideration when the validity of such proofs is under examination.

The present Protocol has been drawn up in French in two original copies, one of which has been delivered to each of the two Governments.

PRAGUE, *July* 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK.

For the Czechoslovak Republic :
Dr. BOHUMIL VLASÁK.

ANNEX A

CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE RELEASE OF DEPOSITS AND THE SETTLEMENT OF LIABILITIES ARISING OUT OF SECURITIES AND DIVIDEND WARRANTS.

The Plenipotentiary Delegates here present :

For the KINGDOM OF HUNGARY :

H.E. Iván DE OTTLIK, Privy Councillor and Chamberlain, Secretary of State ;

For the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Chief of Section of the Ministry of Finance,

Having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article I.

1. The Hungarian Government undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe-deposits, which, on the date upon which application is made for their release, are deposited within its territory, with any authority, in State banks or with notaries public or credit institutions, in so far as such deposits contain paper securities, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies or other documents, or foreign currency, precious metals, whether minted or unminted (whether worked or unworked), pearls or precious stones, after payment of the costs chargeable on such deposits and subject to the provisions of the present Convention, provided that it can be shown :

(a) Either that the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of individuals who, on the date of the application, are Czechoslovak nationals in virtue of the Treaty of Trianon or the Treaty of Saint Germain and who have no domicile within the territory of the Kingdom of Hungary. The release shall not be affected by the fact that the owner has *ipso facto* acquired Czechoslovak nationality under the Treaty of Trianon or the Treaty of Saint Germain or the Conventions concluded or to be concluded under these treaties, or by official

en base de ces Traités *ipso facto*, ou par suite d'une autorisation officielle conformément à l'article 62 du Traité de Trianon ou à l'article 76 du Traité de St-Germain ou par la voie de l'option, ou bien,

b) que les valeurs sus-mentionnées constituaient le 26 juillet 1921 la propriété de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues (önálló gazdasági alanyok = obdobné samostatné subjekty hospodářské), dont le siège se trouvait le 26 juillet 1921 sur le territoire de la République Tchécoslovaque. Les paragraphes 6 et 7 de cet article stipulent dans quelle mesure cette disposition doit être appliquée aux legs, donations, bourses, fondations et aux municipes et communes.

Si les valeurs en dépôt, se trouvaient déposées depuis le 26 juillet 1921, sans interruption, auprès d'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article comme le dépôt d'un ressortissant tchécoslovaque, aucune autre preuve de la propriété ne sera plus nécessaire. Des contrepreuves sont admissibles. Dans les autres cas, quant aux valeurs acquises jusqu'au 1er mars 1919, suffisent les listes de recensement, présentées dans le but de la taxe sur la fortune. (Ordonnance du Gouvernement tchécoslovaque du 12 mars 1919, N° 126, R. des L. et O.). Quant à toutes les autres valeurs, des preuves de pleine validité sont à produire par les certificats officiels, livres de commerce, ou autres documents admissibles d'après le code de procédure civile.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer même d'autres dépôts, si des preuves de pleine validité seront produites de la manière sus-mentionnée.

En tant que, d'après les dispositions de cette Convention, des cas quelconques n'auraient pas encore trouvé de solution, le Gouvernement du Royaume de Hongrie, donnera une suite satisfaisante le plus tôt possible aux demandes qui lui seront présentées, ayant égard aux nécessités de la vie économique et en garantissant une bienveillante considération des intérêts économiques y relatifs.

L'article VI de la présente Convention arrête la mesure, dans laquelle les dispositions de cet article sont applicables aux titres de la dette publique hongroise.

2. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie n'est pas obligé à libérer les dépôts de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, auxquels, dans la suite, en vertu du Traité de Trianon, ou en vertu des autres conventions à conclure, en base de ce Traité, entre les deux Etats, le caractère de sujets hongrois doit être attribué.

En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse des Orphelins (Caisse des Tutelles), ou administrées par une telle Caisse, une convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée auprès du lieu de dépôt, mentionné au premier alinéa de cet article, où ce dépôt est gardé, ou auprès de l'autorité des impôts de première instance (Administration des Impôts, Direction des Finances) tchécoslovaque, compétente d'après le domicile (siège) du solliciteur qui est obligé à transmettre la demande respective, dans les quinze jours, à la Direction des Finances Royales hongroises, compétente d'après le lieu de dépôt (à Budapest, à l'Inspecteur des Impôts Royal hongrois).

Le Ministre des Finances Royal hongrois pourra, quatre mois après la mise en vigueur de la présente Convention, statuer une forclusion de soixante jours pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération en en informant préalablement le Gouvernement tchécoslovaque. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité tchécoslovaque par la voie de l'autorisation officielle, ou par la voie de l'option, auront en tout cas, à leur disposition un délai de trois mois, à compter de l'obtention de l'autorisation officielle ou de l'acceptation de la déclaration de l'option, pendant lesquels ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des lieux hongrois, mais sont gardées hors du territoire de l'Etat hongrois, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à admettre, respectivement à prendre les mesures nécessaires afin que les documents de disposition nécessaires soient dressés respectivement remis.

5. Les valeurs à libérer au sens de cet article, ne sont à soumettre ni à un impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Seront également exclues d'autres mesures de l'Administration de

permit under Article 62 of the Treaty of Trianon or Article 76 of the Treaty of Saint Germain, or by exercise of the right of option. Or, alternatively,

(b) That the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of juridical persons or other similar economic corporate bodies (önálló gazdasági alanyok = obdobné samostatné subjekty hospodářské) whose principal place of business was, on July 26, 1921, in the territory of the Czechoslovak Republic. Paragraphs 6 and 7 of this Article lay down the extent to which this provision shall be applicable to legacies, donations and funds and to municipalities and communes.

If the securities or valuables have been continuously deposited since July 26, 1921, as the deposit of a Czechoslovak national, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this article, no further proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible. In other cases, for securities acquired previous to March 1, 1919, the returns sent in for the purposes of the capital levy shall be sufficient (Decree of the Czechoslovak Government dated March 12, 1919, No. 126, Legal Gazette). For all other securities or valuables, proof of ownership must be established by means of official certificates, commercial books or other documents admissible under the Code of Civil Procedure.

The Hungarian Government undertakes to release other deposits also, on production of proof, as stated above.

Should any cases remain unprovided for by the terms of this Convention, the Hungarian Government will give favourable consideration, with all possible despatch and with due regard to the economic requirements of the community and a just appreciation of the economic interests involved, to any applications which may be submitted to it.

Article VI of the present Convention lays down the extent to which the provisions of this article are applicable to the Hungarian Public Debt bonds.

2. The Hungarian Government shall not be bound to release the deposits of juridical persons or similar economic corporate bodies which, in virtue of the Treaty of Trianon or of the other conventions to be concluded thereunder between the two States, will subsequently acquire the status of Hungarian nationals.

A separate convention shall be concluded concerning securities or valuables belonging to or administered by Orphans' Banks (Wards' Banks).

3. Application for the release of a deposit shall be submitted to the depositary (paragraph 1 of this article) entrusted therewith or to the Czechoslovak Taxation Authorities of the first instance (Administration of Taxes, Department of Finance) which are competent, having regard to the domicile (place of business) of the applicant ; such Authorities shall be bound to transmit the application, within fifteen days, to the Royal Hungarian Department of Finance, which is competent, having regard to the place of deposit (at Budapest, to the Royal Hungarian Inspector of Taxes).

Four months after the entry into force of the present Convention, the Royal Hungarian Minister of Finance shall be entitled, after previously notifying the Czechoslovak Government, to fix a period of grace of sixty days for the submission of any further applications for the release of deposits. In case of a period of grace being thus appointed, persons who have acquired Czechoslovak nationality in virtue of an official permit, or by option, will in any case be allowed a period of grace of three months, reckoned from the date upon which the official permit was obtained or the declaration of option accepted, in which to submit their application for the release of deposits.

4. If the securities or valuables to be released are deposited, not with the aforesaid Hungarian depositaries but outside the territory of the Hungarian State, the Hungarian Government undertakes to permit or to take the necessary measures for the delivery or drawing up, as the case may be, of the documents determining the disposal.

5. Securities and valuables to be released under this article shall not be subject to a capital levy or to any other tax. Nor shall any measures be taken by the State Administration which might

l'Etat, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie contraires et autres mesures semblables seront annulées de la part du Gouvernement du Royaume de Hongrie.

Au cas où un ressortissant tchécoslovaque aurait acquis, après le 20 décembre 1920, d'une personne soumise en Hongrie à l'impôt, dit rachat de la fortune (Vagyonvaltság) des titres de la dette d'avant-guerre), relativement auxquels l'impôt hongrois, dit rachat de la fortune n'a pas été payé en son temps, cet impôt devra être payé avant la remise effective.

Quant aux autres valeurs acquises par un ressortissant tchécoslovaque après le 20 décembre 1920 d'un ressortissant hongrois, la personne demandant la libération est obligée à faire connaître, par écrit leur ancien possesseur (nom et domicile), avant la remise effective, si ces valeurs, au jour mentionné, ne se trouvaient pas dans un dépôt ouvert à un des lieux de dépôt, indiqués à l'article I, paragraphe I, ou si elles n'avaient pas été acquises à la bourse, ou, d'une des personnes mentionnées à l'article I, paragraphe 1.

Dans tous les cas la manière de l'acquisition est à déclarer d'une manière digne de foi.

6. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent, analoguement aux dépôts des legs, donations, bourses et fondations, en tant qu'il sera constaté, en vertu de l'article 249 du Traité de Trianon, ou autrement, d'une manière obligatoire pour le Royaume de Hongrie, que les valeurs respectives échoient à la République Tchécoslovaque.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 de cet article), ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation, justement mentionnée, aura lieu d'une manière obligatoire.

7. Les dépôts des municipes et communes, qui, en vertu du Traité de Trianon, ont été transférés avec tout leur territoire à la République Tchécoslovaque, seront aussi libérés par le Gouvernement du Royaume de Hongrie, en tant que les conditions y relatives arrêtées par la présente Convention existent.

8. Sous la libération au sens de la présente Convention, est comprise la permission de livraison et d'exportation, accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de livraison et d'exportation n'affecte, en aucune manière, la question à résoudre d'après le droit privé ou administratif en vigueur, s'il existe une obligation de la part du dépositaire à délivrer les valeurs et à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier hypothécaire, etc.) la livraison doit avoir lieu.

9. Seront considérées comme dépôts au sens de la présente Convention, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent article, même au cas où elles n'auraient pas été déposées auprès du dépositaire actuel en vertu d'un contrat de déposition, mais, où elles auraient été transférées, pour quelle raison que ce fût, du territoire de l'Etat tchécoslovaque dans celui de l'Etat hongrois.

10. Afin que les personnes tchécoslovaques obtiennent la libre possession des titres à libérer, conformément à la présente Convention, qui étaient affectés à des cautionnements ou à d'autres buts semblables, ou qui, pour d'autres raisons, étaient liés par une clause (vinculés), le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à simplifier et à accélérer, dans la mesure du possible, toute avant-procédure (décharge de la clause) nécessaire.

En tant que des titres de la dette d'avant-guerre, liés par une clause (vinculés) se trouveraient sur le territoire de l'Etat tchécoslovaque, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à mettre à la disposition du Gouvernement de la République Tchécoslovaque des données nécessaires, et éventuellement, à la demande de ce dernier, à reproduire et à délivrer les titres y relatifs, contre remboursement du prix de revient.

Article II.

1. Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque s'engage à libérer, sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts qui, au jour de la demande relative à leur libération, se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, auprès des caisses d'Etat, auprès des notaires publics, ou auprès des instituts de crédit, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres

impede or prevent release. The Hungarian Government shall revoke all measures of guarantee and all other measures of a similar character which may constitute a bar to surrender.

Should a Czechoslovak national have purchased, after December 20, 1920, from a person subject in Hungary to the tax known as the " Redemption of Capital " (Vagyonvaltság), Hungarian Public Debt bonds issued before July 28, 1914 (pre-war Debt bonds) in respect of which this tax has not been paid when due, the said tax shall be paid before the actual surrender of the bonds.

As regards the release of other securities or valuables purchased by a Czechoslovak national after December 20, 1920, from a Hungarian national, the applicant shall be bound, before the actual surrender takes place, to state in writing the name and domicile of the former owner, unless on the aforesaid date the said securities or valuables were in open deposit with one of the depositaries referred to in Article I, paragraph 1, or had been purchased on the Stock Exchange or from one of the persons referred to in Article I, paragraph 1.

In every case a reliable statement as to the method of purchase shall be required.

6. The provisions of the present Convention shall apply similarly to deposits of legacies, donations and funds, if it be established in a manner binding upon the Kingdom of Hungary, in virtue of Article 249 of the Treaty of Trianon or otherwise, that the securities or valuables in question pertain to the Czechoslovak Republic.

As regards these deposits, the period of grace of sixty days (paragraph 3 of this article) shall only begin to run on the date upon which the aforesaid proof has been established in a binding manner.

7. The deposits of municipalities and communes which, in virtue of the Treaty of Trianon, have been transferred with all their territory to the Czechoslovak Republic, shall also be released by the Hungarian Government, in so far as the conditions relating to them laid down in the present Convention are fulfilled.

8. The term release, for the purposes of the present Convention, shall include the granting of permission by the Government authority to deliver and export. Such permission shall in no way affect the question, which must be decided by reference to the existing private law or administrative regulations, whether any obligation exists on the part of the depositary to surrender the securities or valuables and, if so, to which persons (depositor, owner, mortgagee, etc.) they should be surrendered.

9. The term deposits, for the purposes of the present Convention, shall include the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present Article, even if they have not been deposited with the present depositary under a contract of deposit but have been transferred, for any reason whatsoever, from the territory of the Czechoslovak State to that of the Hungarian State.

10. In order that Czechoslovak persons may obtain full possession of securities which are to be released under the present Convention and which were assigned as pledges or for other similar purposes or which, for other reasons, were subject to some restrictive provision, the Hungarian Government undertakes as far as possible to simplify and expedite such preliminary proceedings (release from the restrictive provision) as may be necessary.

Should there be any pre-war debt bonds in the territory of the Czechoslovak State which are subject to restrictive provisions, the Hungarian Government undertakes to supply the necessary information to the Czechoslovak Government and, should the latter so request, to produce and deliver the bonds in question on payment of the cost price.

Article II.

1. The Czechoslovak Government undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe-deposits, which, on the date upon which application is made for their release, are deposited within its territory, with any authority, in State banks or with notaries public or credit institutions, in so far as such deposits contain paper securities, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies or other documents, or foreign currency, precious metals, whether minted

documents, ainsi que des monnaies étrangères, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, après le remboursement des frais grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente Convention, et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes :

a) que les valeurs sus-mentionnées constituaient le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, sont des ressortissants hongrois, et qui n'ont aucun domicile sur le territoire de la République Tchécoslovaque, et cela aussi dans le cas, où les personnes respectives possédaient la nationalité hongroise déjà avant la mise en vigueur du Traité de Trianon, ou la possèdent en vertu des dispositions du Traité de Trianon, respectivement en vertu des conventions conclues ou à conclure en base de ce Traité, au moyen de l'option,

ou bien

b) que les valeurs sus-mentionnées se trouvaient, le 26 juillet 1921, dans la propriété de telles personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, dont le siège se trouvait, le 26 juillet 1921, sur le territoire du Royaume de Hongrie. Les paragraphes 6 et 7 de cet article stipulent, dans quelle mesure cette disposition doit être appliquée aux legs, donations, bourses, fondations et aux municipes et communes.

Si les valeurs en dépôt se trouvaient déposées depuis le 26 juillet 1921, sans interruption, auprès d'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, comme le dépôt d'un ressortissant hongrois, aucune preuve de la propriété ne sera plus nécessaire. Des contre-preuves sont admissibles. Dans les autres cas, quant aux valeurs acquises jusqu'au 20 décembre 1920, suffisent les copies des déclarations de l'impôt ou de l'impôt dit rachat de la fortune, légalisées par une autorité financière. Quant à toutes les autres valeurs, des preuves de pleine validité sont à produire par les certificats officiels, livres de commerce ou autres documents admissibles d'après le code de procédure civile.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à libérer même d'autres dépôts, si des preuves de pleine validité seront produites de la manière sus-mentionnée.

En tant que, d'après les dispositions de cette Convention, des cas quelconques n'auraient pas encore trouvé une solution, le Gouvernement tchécoslovaque donnera une suite satisfaisante le plus tôt possible, aux demandes analogues qui lui seront présentées, ayant égard aux nécessités de la vie économique et en garantissant une bienveillante considération des intérêts économiques y relatifs.

L'article VI de la présente Convention arrête la mesure dans laquelle les dispositions de cet article sont applicables aux titres de la dette publique hongroise.

2. Le Gouvernement tchécoslovaque n'est pas obligé à libérer les dépôts des personnes morales et autres organismes d'ordre économique analogues, auxquels, dans la suite, en vertu du Traité de Trianon ou en vertu des autres conventions à conclure en base de ce Traité, le caractère de sujets tchécoslovaques doit être attribué.

En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse des Orphelins (Caisse des Tutelles), ou administrées par une telle Caisse, une convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée auprès du lieu de dépôt, mentionné au premier alinéa de cet article, où ce dépôt est gardé, ou auprès de la Direction des Finances Royales hongroises (à Budapest, auprès de l'Inspecteur des Impôts Royal hongrois), compétente d'après le domicile (siège) du solliciteur, qui est obligée à transmettre la demande respective, dans les quinze jours, à l'autorité des impôts de première instance (Administration des Impôts, Direction des Finances) tchécoslovaque, compétente d'après le lieu de dépôt.

Le Ministre des Finances tchécoslovaque pourra, quatre mois après la mise en vigueur de la présente Convention, statuer une forclusion de soixante jours, pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération, en en informant préalablement le Gouvernement du Royaume de Hongrie. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité hongroise par la voie de l'option, auront, en tout cas, à leur disposition un délai de trois

or unminted (whether worked or unworked), pearls or precious stones, after payment of the costs chargeable on such deposits and subject to the provisions of the present Convention, provided that it can be shown :

(a) Either that the aforesaid securities or valuables constituted, on July 26, 1921, the property of individuals who, on the date of application, are Hungarian nationals and who have no domicile within the territory of the Czechoslovak Republic, including cases in which the individuals in question possessed the status of Hungarian nationals before the entry into force of the Treaty of Trianon or acquired it under the Treaty of Trianon or the conventions concluded or to be concluded under this Treaty, or by exercise of the right of option. Or, alternatively,

(b) That the aforesaid securities or valuables constituted, on July 26, 1921, the property of juridical persons or other similar economic corporate bodies, whose principal place of business was, on July 26, 1921, in the territory of the Kingdom of Hungary. Paragraphs 6 and 7 of this article lay down the extent to which this provision shall be applicable to legacies, donations and funds and to municipalities and communes.

If the securities or valuables have been continuously deposited since July 26, 1921, as the deposit of a Hungarian national, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this article, no further proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible. In other cases, for securities or valuables acquired previous to December 20, 1920, the returns sent in for the purpose of taxation or for the tax known as the " Redemption of Capital tax " and authenticated by a financial authority shall be sufficient. For all other securities or valuables proof of ownership must be established by means of official certificates, commercial books or other documents admissible under the Code of Civil Procedure.

The Czechoslovak Government undertakes to release other deposits on production of proofs as stated above.

Should any cases remain unprovided for by the terms of this Convention, the Czechoslovak Government will give favourable consideration with all possible despatch and with due regard to the economic requirements of the community and a just appreciation of the economic principles involved, to any application which may be submitted to it..

Article VI of the present Convention lays down the extent to which the provisions of this article are applicable to Hungarian Public Debt Bonds.

2. The Czechoslovak Government shall not be bound to release the deposits of juridical persons or similar economic corporate bodies which, in virtue of the Treaty of Trianon or of the other conventions to be concluded thereunder between the two States, will subsequently acquire the status of Czechoslovak nationals.

A separate convention shall be concluded concerning securities belonging to or administered by Orphans' Banks (Wards' Banks).

3. Application for the release of a deposit shall be submitted to the depositary (paragraph 1 of this article) entrusted therewith or to the Royal Hungarian Department of Finance (at Budapest, to the Royal Hungarian Inspector of Taxes) which is competent having regard to the domicile (place of business) of the applicant ; such Authorities shall be bound to transmit the application, within fifteen days, to the Czechoslovak Taxation Authorities of the first instance (Administration of Taxes, Department of Finance) which are competent having regard to the place of deposit.

Four months after the entry into force of the present Convention, the Czechoslovak Minister of Finance shall be entitled, after previously notifying the Hungarian Government, to fix a period of grace of sixty days for the submission of any further applications for the release of deposits. In case of a period of grace being thus appointed, persons who have acquired Hungarian nationality by option will in any case be allowed a period of three months, reckoned from the date upon which

mois, à compter de l'acceptation de la déclaration de l'option, pendant lequel ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des lieux tchécoslovaques, mais sont gardées hors du territoire de l'Etat tchécoslovaque, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à admettre respectivement à prendre les mesures nécessaires afin que les documents de disposition nécessaires soient dressés, respectivement remis.

5. Les valeurs à libérer au sens de cet article, ne sont à soumettre ni à un impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Seront également exclues d'autres mesures de l'Administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie contraires et autres mesures semblables seront annulées de la part du Gouvernement tchécoslovaque.

Les titres à exporter, acquis avant le 1er mars 1919, par un ressortissant hongrois, sont à déclarer, avant leur délivraison effective, au recensement, en tant qu'ils n'eussent pas été déclarés en son temps. Ce recensement pour lequel le Gouvernement tchécoslovaque mettra à disposition les formulaires nécessaires, n'a aucune autre signification que de tenir simplement en évidence les titres respectifs.

Quant aux valeurs acquises après le 1er mars 1919, le solliciteur est obligé à faire connaître, par écrit, leur ancien possesseur (nom et domicile), avant la remise effective, si ces valeurs, au jour de l'acquisition, ne se trouvaient pas dans un dépôt ouvert à un des lieux de dépôt cités dans l'article 1, paragraphe 1, ou si elles n'avaient pas été acquises à la bourse, ou d'une des personnes mentionnées à l'article 1, paragraphe 1.

Dans tous les cas, la manière de l'acquisition est à déclarer d'une manière digne de foi.

6. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent analoguement, aux dépôts des legs, donations, bourses et fondations, en tant qu'il sera constaté, en vertu du Traité de Trianon, ou autrement, d'une manière obligatoire pour la République tchécoslovaque, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Hongrie, respectivement à des ressortissants hongrois.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 de cet article), ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation justement mentionnée aura lieu d'une manière obligatoire.

7. Les dépôts des municipes et communes qui, en vertu du Traité de Trianon, sont restés avec tout leur territoire auprès du Royaume de Hongrie, seront aussi libérés par le Gouvernement tchécoslovaque, en tant que les conditions relatives, arrêtées par la présente Convention, existent.

8. Sous la libération au sens de la présente Convention, est comprise la permission de livraison et d'exportation, accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivraison et d'exportation n'affecte, en aucune manière, la question à résoudre d'après le droit privé ou administratif en vigueur, s'il existe une obligation de la part du dépositaire à délivrer les valeurs et à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier hypothécaire, etc.) la délivraison doit avoir lieu.

9. Seront considérées comme dépôts, au sens de la présente Convention, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 de cet article, même au cas, où elles n'auraient pas été déposées auprès du dépositaire actuel en vertu d'un contrat de déposition, mais, où elles auraient été transférées, pour quelle raison que ce fût, du territoire de l'Etat hongrois dans celui de l'Etat tchécoslovaque.

10. Afin que les personnes hongroises obtiennent la libre possession des titres à libérer conformément à la présente Convention, qui étaient affectés à des cautionnements ou à d'autres buts semblables, ou qui, pour d'autres raisons, étaient liés par une clause (vinculés), le Gouvernement de la République tchécoslovaque s'engage à simplifier et à accélérer, dans la mesure du possible, toute avant-procédure (décharge de la clause) nécessaire.

Article III.

La constatation de ce que les preuves, exigées au sens des articles I et II de la présente Convention, ont été produites, appartient, sans passer par une autre instance, à l'autorité désignée par le

the declaration of option was accepted, in which to submit their applications for the release of deposits.

4. If the securities or valuables to be released are deposited, not with the aforesaid Czechoslovak depositaries but outside the territory of the Czechoslovak State, the Czechoslovak Government undertakes to permit or to take the necessary measures for the delivery or drawing up, as the case may be, of the documents determining the disposal.

5. Securities or valuables to be released under this article shall not be subject to a capital levy or to any other tax. Nor shall any measures be taken by the State Administration which might impede or prevent release. The Czechoslovak Government shall revoke all measures of guarantee and all other measures of a similar character which may constitute a bar to surrender.

Securities to be exported, which were acquired before March 1, 1919, by a Hungarian national; must be declared for registration purposes before the actual surrender takes place, unless such declaration has already been made in due course. The purpose of this registration, for which the Czechoslovak Government will supply the necessary forms, is simply to provide a record of the securities or valuables in question.

As regards the release of securities or valuables purchased after March 1, 1919, the applicant shall be bound, before the actual surrender takes place, to state in writing the name and domicile of the former owner, unless on the date of purchase the said securities or valuables were in open deposit with one of the depositaries referred to in Article 1, paragraph 1, or had been purchased on the Stock Exchange or from one of the persons referred to in Article 1, paragraph 1.

In every case a reliable statement as to the method of purchase shall be required.

6. The provisions of the present Convention shall apply similarly to deposits of legacies, donations and funds if it be established, in a manner binding upon the Kindom of Hungary, in virtue of the Treaty of Trianon or otherwise, that the ownership of securities or valuables in question devolves upon the Kingdom of Hungary or upon Hungarian subjects, as the case may be.

As regards these deposits, the period of grace of sixty days (paragraph 3 of this article) shall only begin to run on the date upon which the aforesaid proof adjudication was established in a binding manner.

7. The deposits of municipalities and communes which, in virtue of the Treaty of Trianon, continue, together with all their territory, to form a part of the Kingdom of Hungary, shall also be released by the Czechoslovak Government, in so far as the conditions relating to them laid down in the present Convention are fulfilled.

8. The term release, for the purposes of the present Convention, shall include the granting of permission by the Government authority to deliver and export. Such permission shall in no way affect the question, which must be decided by reference to the existing private law or administrative regulations, whether any obligation exists on the part of the depositary to surrender the securities or valuables, and, if so, to which persons (depositor, owner, mortgagee, etc.) they should be surrendered.

9. The term deposits, for the purposes of the present Convention, shall include the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present article, even if they have not been deposited with the present depositary under a contract of deposit but have been transferred, for any reason whatsoever, from the territory of the Hungarian State to that of the Czechoslovak State.

10. In order that Hungarian persons may obtain full possession of the securities which are to be released under the present Convention and which were assigned as pledges or for other similar purposes or which, for other reasons, were subject to some restrictive provision, the Czechoslovak Government undertakes as far as possible to simplify and expedite such preliminary proceedings release from the restrictive provision) as may be necessary.

Article III.

It shall rest with the authority designated by the Government of the State where the deposit is being kept, without reference to any other authority, to decide whether the proofs required

Gouvernement de l'Etat où le dépôt est gardé. Les décisions déclinatoires devront être motivées. Il va sans dire qu'une réclamation, adressée au préposé Ministère des Finances chargé de la surveillance, est admissible, excepté le cas où ce Ministère lui-même est l'autorité constatante.

Quant aux dépôts cumulatifs, c'est-à-dire tels dépôts qui apparaissaient comme cumulatifs à cause des circonstances de leur déposition (consignation, couverts séparés, etc.), le déposant (par exemple, institut financier) pourra présenter une demande relative à la libération, mais accompagnée en tout cas d'une consignation, et devra, concernant toutes les valeurs demandées, prouver que les conditions mentionnées à l'article I, respectivement II de la présente Convention, existent.

Article IV.

Sous réserve des dispositions des articles 249 et 250 du Traité de Trianon, les deux Gouvernements s'engagent à ne pas traiter les ressortissants de l'autre Haute Partie contractante moins favorablement, en ce qui concerne les valeurs formant l'objet de la présente Convention, que les propres ressortissants.

Tous les avoirs échus depuis le 26 février 1919 (capital, intérêts, dividendes, etc.), résultant des titres tchécoslovaques se trouvant en possession hongroise sont à rembourser en somme totale et sans déduction, après avoir subi le recensement et l'estampillage visés à l'alinéa suivant, sans égard si ces titres se trouvent sur territoire hongrois ou tchécoslovaque.

Pour effectuer le recensement et l'estampillage supplémentaires de ces titres, le Gouvernement tchécoslovaque accordera un délai de six mois, commençant par le jour de la mise en vigueur de cette Convention, et prendra en même temps les mesures nécessaires afin que le recensement et l'estampillage des titres, se trouvant sur le territoire de l'Etat hongrois, puissent être effectués auprès des autorités de la représentation tchécoslovaque en Hongrie. Cet estampillage supplémentaire se fera de manière tout à fait égale à celui fait en son temps par le Gouvernement tchécoslovaque.

Les autorités de la représentation tchécoslovaque en Hongrie, muniront les titres tchécoslovaques déposés en Hongrie, de même que leurs talons et coupons devenus échus jusqu'au 10 mai 1923, à la demande d'un ressortissant hongrois, comme leur propriétaire, de l'estampille de recensement tchécoslovaque, si le propriétaire prouve d'une manière digne de foi que, conformément aux dispositions en vigueur (N° 126, R. des L. et O. tchécoslovaque de 1919) :

a) Ces titres se trouvaient déposés le 12 mars 1919, ainsi que depuis ce jour sans interruption hors du territoire de la République tchécoslovaque, et que,

b) le ressortissant hongrois qui est le propriétaire de ces titres, pendant l'espace de temps entre le 12 mars 1918 et le 12 mars 1919 séjournait quelque temps hors du territoire actuel de la République tchécoslovaque.

Cette preuve pourra être produite par un certificat officiel, par livres de commerce, ou par un autre document admissible d'après le code de procédure civile.

Toutefois, pour faire face aux nécessités de la vie économique et, en égard à la situation qui régnait en Hongrie dans les années 1918 et 1919, le Gouvernement tchécoslovaque admettra une preuve de probabilité, dans les cas dignes de considération, dont l'examen bienveillant est réservé au Ministère des Finances tchécoslovaques. Seront jugés comme dignes de considération entre autres : la petitesse du montant, la pauvreté et la détresse du propriétaire, ou si celui-ci se montre absolument digne de confiance, de même que surtout les cas, où les anciens fonctionnaires publics hongrois ont transféré leur domicile du territoire de l'ancienne Haute-Hongrie, appartenant à présent à la République tchécoslovaque, dans le territoire de la Hongrie. En ce qui concerne les cas dernièrement mentionnés, le Gouvernement tchécoslovaque donnera à ses autorités de représentation en Hongrie, des instructions appropriées en vertu desquelles ces autorités procéderont conformément aux intentions du présent alinéa et directement, sans passer par une autre instance.

Si pourtant des cas de refus se présentaient, qui devront être motivés dans les décisions respectives, un tel refus aura pour conséquence, sous réserve des droits appartenant aux ressortissants

under Articles I and II of the present Convention have been produced. Adverse decisions shall be accompanied by a statement of reasons. Any protest submitted to the competent Ministry of Finance shall as a matter of course be admissible, unless that Ministry is itself the authority responsible for the decision.

As regards cumulative deposits, that is deposits which were clearly cumulative in view of the circumstances under which they were effected (conditional deposit, separate covers, etc.), the depositor (for example, a financial institution) may submit an application for their release, accompanied in every case by a certain payment on deposit, but must prove, in respect of any such securities or valuables, that the conditions mentioned in Article I or Article II of the present Convention are fulfilled.

Article IV.

Subject to the provisions of Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon, each Government undertakes not to treat the nationals of the other High Contracting Party less favourably than its own nationals, in so far as concerns securities and valuables coming under the present Convention.

All assets (capital, interest, dividends, etc.) accruing since February 26, 1919, from Czechoslovak securities in Hungarian possession shall be restored intact and without deduction, after completion of the registration and stamping formalities referred to in the following paragraph, no matter whether the securities in question are in Hungarian or Czechoslovak territory.

The Czechoslovak Government shall allow a period of grace of six months, reckoned from the date of the entry into force of this Convention, for the completion of the formalities relating to the supplementary registration and stamping of these securities and shall likewise take the necessary steps in the case of securities in the territory of the Hungarian State to enable the said formalities to be effected by the duly authorised Czechoslovak representatives in Hungary. This supplementary stamping shall be in all respects equivalent to that carried out by the Czechoslovak Government.

At the request of a Hungarian national applying as owner, the Czechoslovak representatives in Hungary shall stamp with the Czechoslovak registration stamp Czechoslovak securities deposited in Hungary and the counterfoils and dividend warrants of such dating up to May 10, 1923, provided that the owner furnishes satisfactory proof that, in accordance with the regulations in force (No. 126, Czechoslovak Legal Gazette 1919);

(a) These securities have been continuously deposited since March 12, 1919, inclusive, outside the territory of the Czechoslovak Republic, and that

(b) The Hungarian national who is the owner of these securities was living at some time between March 12, 1918, and March 12, 1919, outside the present territory of the Czechoslovak Republic.

Such proof may be established by means of an official certificate, commercial books or any other documents admissible under the Code of Civil Procedure.

Notwithstanding, in order to meet the economic requirements of the community, and in view of the situation which prevailed in Hungary during the years 1918 and 1919, the Czechoslovak Government will accept circumstantial evidence in cases deserving of consideration, the examination of which in a benevolent spirit shall rest with the Czechoslovak Ministry of Finance. The following, among other factors, shall be judged deserving of consideration : the smallness of the sum involved, the poverty and distress of the owner, and the absolute trustworthiness of the latter : cases in which Hungarian ex-public officials have transferred their domicile to the territory of Hungary from the territory which was formerly Upper Hungary and now belongs to the Czechoslovak Republic shall be held as particularly deserving of consideration. As regards the last-mentioned cases, the Czechoslovak Government shall give its Representatives in Hungary instructions empowering them to apply the provisions of the present paragraph directly and without reference to any other authority.

In the event, however, of an application being rejected — in which case the decision must be accompanied by a statement of the reasons for rejection — subject to the rights of Hungarian

hongrois en vertu de l'article 250 du Traité de Trianon, que les coupons échus jusqu'au 10 mai 1923 de même que les pièces tirées jusqu'à ce jour des titres non admis à l'estampillage supplémentaire, ne seront pas remboursées. Ce refus n'affecte pas les autres droits (droit de prendre part à une nouvelle émission en base des anciens titres, etc.). Après le 10 mai 1923, à la demande du propriétaire, un tel titre sera aussi admis à l'estampillage supplémentaire, excepté les coupons et les pièces tirées, mentionnés ci-dessus, contre le versement de la taxe de manipulation d'un demi pou rcent de la valeur nominale.

L'estampillage fait moyennant l'estampille tchécoslovaque n'est à considérer que comme une simple marque de contrôle, et le Gouvernement du Royaume de Hongrie prendra des mesures pour empêcher que cet estampillage ne fasse aucun obstacle ni au remboursement des titres et de leurs échéances, ni à l'exercice des autres droits y adhérents, ni au commerce y relatif.

La prescription des créances des ressortissants hongrois résultant des titres tchécoslovaques sera suspendue, — en tant qu'elle n'a pas eu lieu déjà avant le 28 octobre 1918 — à partir du jour mentionné, jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente Convention. Le délai de prescription recommencera à courir dès le jour dernièrement mentionné, et expirera, au plus tôt, deux années après la mise en vigueur de la présente Convention.

Pour couvrir les frais de l'estampillage, une taxe de manipulation d'un demi pour cent de la valeur nominale des titres sera perçue.

Les livrets ne tombent pas sous les dispositions de cet article.

Les dispositions en vigueur concernant les titres de la dette d'avant-guerre et ceux de la dette de guerre de l'Etat hongrois et de l'Etat autrichien, ne sont pas affectées par cet article.

Article V.

Les payements sur les titres payables dans un des deux Etats seront effectués dans la monnaie de l'Etat où le débiteur a son siège et cela même au cas où le payement effectif devrait avoir lieu à l'étranger, par exemple à Budapest en ce qui concerne un titre tchécoslovaque, ou à Praha en ce qui concerne un titre hongrois.

Les livrets ne tombent pas sous les dispositions de cet article.

Les dispositions en vigueur concernant les titres de la dette d'avant-guerre et ceux de la dette de guerre de l'Etat hongrois et de l'Etat autrichien ne sont pas affectées par cet article.

Article VI.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie libérera les titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914, si ces titres sont marqués de la lettre «B», comme signe de l'acceptation de la protestation faite de la part d'un ressortissant tchécoslovaque contre l'estampillage officiel hongrois.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie prendra les mesures nécessaires, afin que ces titres soient éliminés du bloc territorial hongrois (article 186, Annexe du Traité de Trianon), pour rendre possible leur incorporation dans le bloc territorial tchécoslovaque.

Les titres de la dette publique hongroise, munis d'une autre estampille territoriale hongroise, de même que les obligations de l'Emprunt des Portes de Fer non estampillées, seront libérés pour l'exportation et l'affranchissement éventuel du bloc territorial hongrois, sous les conditions arrêtées à l'article I de la présente Convention.

La présente Convention ne préjuge pas des décisions éventuelles de la Commission des Réparations réglant d'une autre manière la question de l'appartenance des titres de la dette publique hongroise à un bloc territorial.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie libérera, sous les conditions fixées à l'article I de la présente Convention, les titres de la dette hongroise d'avant-guerre, même sans l'estampillage territorial hongrois, en tant qu'il ne s'agisse pas de titres qui, par la Commission des Réparations, ont été rangés dans la catégorie des dettes publiques non gagées.

nationals under Article 250 of the Treaty of Trianon, the dividend warrants which have fallen due up to May 10, 1923, and such part of the bonds not included in the supplementary stamping as have been drawn, shall not be refunded, such rejection shall not affect any other rights (right to participate in a new issue in virtue of old bonds, etc.). After May 10, 1923, on the application of the owner, such bonds shall also be accepted for supplementary stamping, with the exception of the aforesaid dividend warrants and bonds drawn, on payment of a registration fee of one-half per cent. of the nominal value.

Stamping with the Czechoslovak official stamp shall simply be regarded as a mark of control and the Hungarian Government shall take measures to prevent such stamping from constituting an obstacle to the refunding of bonds or of the interest thereon or to the exercise of other rights or commercial transactions connected therewith.

The period of prescription for claims of Hungarian nationals arising out of Czechoslovak bonds shall be suspended — in so far as it had not already occurred before October 28, 1918 — as from the date referred to until the date of the entry into force of the present Convention. The period of grace shall begin again as from the last-mentioned date and shall expire at earliest two years after the entry into force of the present Convention.

A fee of one-half per cent. of the nominal value of the bonds shall be levied to cover the cost of stamping.

Depositors' books shall not come under the provisions of this article.

The existing provisions concerning pre-war debt bonds and war debt bonds of the Hungarian State and Austrian State shall not be affected by this article.

Article V.

Payment in respect of bonds redeemable in one or other of the two States shall be effected in the currency of the State in which the debtor has his place of business, even if the actual payment has to be effected abroad, as, for example, at Budapest in the case of a Czechoslovak bond, or at Prague in that of a Hungarian bond.

Depositors' books shall not come under the provisions of this article.

The existing provisions concerning Hungarian and Austrian pre-war debt bonds and war debt bonds shall not be affected by this article.

Article VI.

The Hungarian Government shall release Hungarian Public Debt bonds issued before July 28, 1914, if such bonds are marked with the letter " B ", as a sign of the acceptance of a protest on he part of a Czechoslovak national against the Hungarian official stamping.

The Hungarian Government shall take the necessary measures to separate these bonds from the portion retained by the Hungarian State (Article 186, Annex of the Treaty of Trianon), in order that they may be incorporated in the portion allocated to the Czechoslovak State.

Hungarian public debt bonds restamped with another Hungarian territorial stamp and unstamped Iron Gates Loan bonds shall be released, for export or with a view to their separation from the portion retained by the Hungarian State, subject to the conditions laid down in Article I of the present Convention.

The present Convention shall not prejudice any decisions which the Reparation Commission may take providing otherwise for the incorporation of the Hungarian public debt bonds in the portion assigned to any State.

Subject to the conditions laid down in Article I of the present Convention, the Hungarian Government shall release Hungarian pre-war debt bonds, even if such be not stamped with the Hungarian territorial stamp, except in the case of bonds which have been included by the Reparation Commission in the category of unsecured public debts.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage aussi à libérer, sous les conditions fixées à l'article I de la présente Convention, les titres de la dette publique hongroise (emprunts de guerre, bons de caisse), émis depuis le 28 juillet 1914, en vertu du § 17 de la loi LXIII de 1912, et non munis d'une clause de nostrification de la part de l'Etat hongrois, si la valeur nominale des titres, dont l'exportation est envisagée, de même que les lettres et numéros dont ils sont marqués, ont été déclarés à l'autorité financière hongroise compétente (Direction des Finances Royale Hongroise, Inspecteur des Impôts Royal Hongrois).

Le Gouvernement tchécoslovaque libérera les titres de la dette publique hongroise, émis avant le 28 juillet 1914, sous les conditions fixées à l'article II de la présente Convention.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage aussi à libérer, sous les conditions fixées à l'article II de la présente Convention, les titres de la dette publique hongroise, émis depuis le 28 juillet 1914.

Article VII.

Les deux Gouvernements sont d'accord sur ce que l'article 191, avant-dernier alinéa, du Traité de Trianon, doit être interprété de manière que les biens et propriétés quelconques se trouvant dans l'autre Etat des municipes et communes, mentionnés au paragraphe 7 des articles I et II, resteront dans leur propriété.

Article VIII.

Les deux Gouvernements obligeront les autorités de toute sorte, se trouvant sur leurs territoires, les caisses d'Etat, les notaires publics et les instituts financiers, à donner communication des dépôts gardés chez eux et appartenant aux ressortissants de l'autre Etat, dont la libération admissible au sens de la présente Convention, n'a pas eu lieu faute d'une demande, par la voie pe leur propre administration des finances, à celle de l'autre Etat, en tant qu'ils connaissent les supdositions nécessaires pour juger la chose.

Article IX.

Partout, où dans la présente Convention il est fait mention du territoire d'Etat, est compris sous ce terme le territoire respectif, dans l'étendue déterminée par les Traités de Versailles, de St-Germain et de Trianon, respectivement déterminée ou à déterminer par les conventions et mesures d'exécution, conclues et convenues entre les Etats intéressés, en vertu de ces Traités.

Article X.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification entre les deux Etats, à Budapest.

Cette Convention a été rédigée en français, en deux exemplaires originaux dont un a été remis à chacun des deux Gouvernements.

PRAHA, *le* 13 *juillet* 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :
IVÁN DE OTTLIK m. p.

Pour la République Tchécoslovaque :
Dr. BOHUMIL VLASÁK m. p.

The Hungarian Government also undertakes to release, subject to the conditions laid down in Article I of the present Convention, Hungarian Public Debt bonds (War bonds notes) issued since July 28, 1914, in virtue of § 17 of Law LXIII of 1912 and not nationalised (nostrification) by the Hungarian State, if the nominal value of the bonds which it is proposed to export and their distinguishing letters and numbers have been notified to the competent Hungarian financial authority (Royal Hungarian Department of Finance, Royal Hungarian Inspector of Taxes).

The Czechoslovak Government shall release Hungarian Public Debt bonds issued before July 28, 1914, subject to the conditions laid down in Article II of the present Convention.

The Czechoslovak Government also undertakes to release, subject to the conditions laid down in Article II of the present Convention, Hungarian Public Debt bonds issued after July 28, 1914.

Article VII.

The two Governments are agreed that the last paragraph but one of Article 191 of the Treaty of Trianon shall be interpreted as meaning that any property or possession referred to in paragraph 7 of Articles I and II belonging to the municipalities or communes and situated in the other State shall remain within the ownership of such municipalities and communes.

Article VIII.

The two Governments shall instruct all authorities within their respective territories, State banks, notaries public and financial institutions, in so far as these possess the necessary data, to forward returns of the deposits in their keeping which are the property of nationals of the other State and the release of which, although admissible under the present Convention, has not been effected owing to no application having been made through their own financial administration to that of the other State.

Article IX.

Wherever, in the present Convention, mention is made of the territory of the State, this term shall include the territory as defined by the Treaties of Versailles, St. Germain and Trianon or as fixed or to be fixed by the conventions and executory measures concluded and agreed to as between the States concerned, in virtue of these Treaties.

Article X.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification between the two States at Budapest.

This Convention has been drawn up in French in two original copies, one of which has been delivered to each of the two Governments.

PRAGUE, *July* 13, 1923.

For the Kingdom of Hungary :
IVÁN DE OTTLIK.

For the Czechoslovak Republic :
Dr. BOHUMIL VLASÁK.

ANNEXE B.

TEXTE CONVENU

d'une note du Gouvernement de la République Tchécoslovaque au Gouvernement du Royaume de Hongrie relative à l'exécution de l'article IV de la Convention sur les dépôts, concernant l'estampillage supplémentaire des titres.

Pour dissiper les craintes manifestées de la part de la Délégation du Gouvernement du Royaume de Hongrie à l'occasion des négociations ayant eu lieu ici au sujet de l'article IV de la Convention sur les dépôts concernant la production des preuves y mentionnées, dans le but de l'estampillage des titres tchécoslovaques se trouvant dans la propriété des ressortissants hongrois, le Ministère des Finances tchécoslovaque a l'honneur de déclarer que, dans tous les cas, où au cours de la procédure régulière de production des preuves, les preuves mentionnées dans l'article IV point *a)* et *b)*, n'auraient pas été produites, la procédure d'enquête aura lieu de la manière la plus bienveillante ; un refus de la demande d'admission au recensement supplémentaire et à l'estampillage des titres tchécoslovaques se trouvant dans la propriété hongroise, ne doit avoir lieu qu'exceptionnellement dans les cas qui donnent cause à des doutes particulièrement graves.

PRAHA, *le*

ANNEX B.

ACCEPTED TEXT

of a Note from the Government of the Czechoslovak Republic to the Government of the Kingdom of Hungary with regard to the execution of Article IV of the Convention relating to deposits, which Article concerns the supplementary stamping of bonds.

In order to dispel the apprehension manifested by the Delegation of the Hungarian Government on the occasion of the negotiations which took place here with reference to Article IV of the Convention relating to deposits, which Article concerns the production of proofs specified therein, for the purposes of the stamping of Czechoslovak bonds in the ownership of Hungarian nationals, the Czechoslovak Ministry of Finance has the honour to declare that if, in the course of the regular proceedings, the proofs mentioned in Article IV, paragraphs *(a)* and *(b)* are not forthcoming, the investigations shall be conducted in the most friendly spirit ; application for the supplementary registration and stamping of Czechoslovak bonds in Hungarian ownership shall not be refused, except in cases open to particularly grave doubts.

PRAGUE (date).

ANNEXE XI.

ANNEX XI.

ANNEXE XI.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No. 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION [1], SIGNED AT LONDON, JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 22, 1925.

IRISH FREE STATE.

TANGANYIKA TERRITORY.

Since the previous statement of the 15th, January 1924, the following accessions to the Convention have been notified to His Britannic Majesty's Government as from the dates mentioned below :

IRISH FREE STATE	April 22, 1924.
TANGANYIKA TERRITORY	March 5, 1924.

Foreign Office,
May 9, 1924.

LITHUANIA.

Since the previous statement of the 9th, May 1924, the following accession to the Convention has been notified to His Britannic Majesty's Government as from the date mentioned below :

LITHUANIA	January 24, 1925.

Foreign Office,
March 10, 1925.

---

[1] Vol. I, page 133 ; vol. III, page 255 ; vol. XI, page 356 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 et vol. XXIV, page 138 de ce Recueil.

ANNEX XI.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 13. — CONVENTION [1] RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ACCESSIONS.

Communiquées par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 22 avril 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ETAT LIBRE D'IRLANDE.

TANGANYIKA.

Depuis la dernière notification du 15 janvier 1924, les accessions suivantes à la Convention ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à la date mentionnée ci-après :

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... ... 22 avril 1924.
TANGANYIKA ... ... 5 mars 1924.

Foreign Office.
Le 9 *mai* 1924.

LITHUANIE.

Depuis la dernière notification du 9 mai 1924, l'accession suivante à la Convention a été notifiée au Gouvernement de Sa Majesté Britannique à la date mentionnée ci-après :

LITHUANIE ... ... 24 janvier 1925.

Foreign Office,
Le 10 *mars* 1925.

---

[1] Vol. I, page 133; Vol. III, page 255; Vol. XI, page 356, Vol. XV, page 282; Vol. XIX, page 266, and Vol. XXIV, page 138, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Nos 15 et 16. — CONVENTION [1] DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉ A BERNE, LE 20 MARS 1914.

ADHÉSIONS au Protocole Additionnel du 20 mars 1914.

ETATS DE LA FÉDÉRATION SYRIENNE.

(Territoire sous mandat du Gouvernement de la République Française).

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 25 avril 1925.

BERNE, *le 23 avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 28 mars dernier, l'Ambassade de France à Berne nous a fait savoir que la France adhérait, au nom de la Syrie et du Liban, au Protocole du 20 mars 1914 additionnel à la Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

A teneur de l'article 25 de ladite Convention, cette double adhésion a pris effet dès le 28 mars 1925, date de la notification de l'Ambassade au Conseil Fédéral.

A toutes fins utiles, nous avons l'honneur de rappeler que, par note du 18 juin 1924, le Gouvernement français avait déclaré adhérer à la Convention de Berne revisée pour le compte de la Syrie et du Liban. Votre Excellence en avait été informée par note-circulaire du 1er août de la même année, dont la présente peut être considérée comme le complément.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, nous saisissons cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération :
(Signé) J. MUSY.

Le Chancelier de la Confédération :
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

ETAT DU GRAND LIBAN.

(Territoire sous mandat du Gouvernement de la République Française.)

(Voir lettre ci-dessus).

---

[1] Vol. I, pages 217 et 243 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 et vol. XXIV, page 138 de ce Recueil.

Nos. 15 and 16. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS (REVISING THAT SIGNED AT BERNE SEPTEMBER 9, 1886), SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ADHESIONS to the Additional Protocol of March 20, 1914.

STATES OF THE SYRIAN FEDERATION.

(Territory under Mandate of the Government of the French Republic.)

Communicated by the Swiss Federal Council, April 25, 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *April* 23, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated March 28 last, the French Embassy at Berne informed us that France adhered on behalf of Syria and the Lebanon to the additional Protocol of March 20, 1914, to the Berne revised Convention concerning the protection of literary and artistic works of November 13, 1908.

Under the terms of Article 25 of the said Convention, this double adhesion took effect as from March 28, 1925, date of the notification adressed by the Embassy to the Federal Council.

For all special purposes, we beg to remind you that, by a note of June 18, 1924, the French Government has declared its adhesion to the Berne revised Convention on behalf of Syria and the Lebanon. Your Excellency has been informed of that fact by circular letter of August 1 of the same year, to which the present letter may be considered as complementary.

In bringing the foregoing facts to Your Excellency's notice, we avail ourselves, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

The President of the Confederation :
(Signed) J. MUSY.

The Chancellor of the Confederation :
(Signed) KAESLIN.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

STATE OF THE GREAT LEBANON.

(Territory under Mandate of the Government of the French Republic.)

(See letter above.)

---

[1] Vol. I, pages 217 and 243 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; and Vol. XXIV, page 138, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 171. — CONVENTION [1] ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT, BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION.

Le Membre suivant a effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention à la date ci-dessous :

ESTHONIE... ... ... 6 juin 1925.

ADHÉSION.

VILLE LIBRE DE DANTZIG ... ... 3 avril 1925.

No. 202. — CONVENTION [2] PORTANT REVISION DE L'ACTE GÉNÉRAL DE BERLIN DU 26 FÉVRIER 1885 ET DE L'ACTE GÉNÉRAL ET DE LA DÉCLARATION DE BRUXELLES DU 2 JUILLET 1890, SIGNÉE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1919.

RATIFICATION.

Communiquée par le Service français de la Société des Nations.

PORTUGAL ... ... 7 octobre 1922.

No. 222. — CONVENTION [3] INTERNATIONALE DE L'OPIUM, SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912.

Les signatures et la ratification ci-après ont été communiquées au Secrétariat de la Société des Nations par le Ministre des Pays-Bas à Berne.

États	Signatures de la Convention	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium.	Ratifications de la Convention.	Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention. (Dates de l'entrée en vigueur.)
Costa-Rica	—	—	—	29 juillet 1925.
Mexique	—	—	2 avril 1925.	8 mai 1925.
Monaco	—	—	—	26 mai 1925.

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 et vol. XXXI, page 244 de ce Recueil.

[2] Vol. VIII, page 25 et vol. XXIV, page 160 de ce Recueil.

[3] Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 et vol. XXXI, page 244 de ce Recueil.

No. 171. — CONVENTION [1] AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT, BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

The following Member has effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the date given below :

ESTHONIA... ... ... June 6, 1925.

ADHESION.

FREE CITY OF DANZIG ... ... April 3, 1925.

No. 202. — CONVENTION [2] REVISING THE GENERAL ACT OF BERLIN, FEBRUARY 26, 1885, AND THE GENERAL ACT AND DECLARATION OF BRUSSELS, JULY 2, 1890, SIGNED AT SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

RATIFICATION.

Communicated by the " Service français " of the League of Nations.

PORTUGAL ... ... October 7, 1922.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION [3], SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

The following signatures and ratification were communicated to the Secretariat of the League Nations by the Netherlands Minister at Berne.

States	Signatures of the Convention.	Signatures of the Protocol of the Powers not represented at the Conference.	Ratifications of the Convention.	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention. (Dates of entry into force.)
Costa-Rica	—	—	—	July 29, 1925.
Mexico	—	—	April 2, 1925.	May 8, 1925.
Monaco	—	—	—	May 26, 1925.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154; and Vol. XXXI, page 244, of this Series.

[2] Vol. VIII, page 25, and Vol. XXIV, page 160 of this Series.

[3] Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 414 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282, Vol. XXIV, page 162, and Vol. XXX, page 244, of this Series.

No. 269. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS, GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

ACCESSION

DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE pour :

L'IRAK ... ... 15 mai 1925.

Le Gouvernement de l'Irak désire se réserver le droit de fixer l'âge-limite au-dessous de celle qui est spécifiée à l'article 5 de la Convention.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉCLARATION

DU GOUVERNEMENT JAPONAIS.

(Déposée au Secrétariat de la Société des Nations, le 27 juin 1925.)

« Le délégué du Japon auprès de la Seconde Assemblée de la Société des Nations a réservé le droit, au nom de son Gouvernement, d'ajourner la confirmation de l'article 5 de la Convention internationale pour la répression de la Traite des Femmes et des Enfants en date du 30 septembre 1921 et a déclaré en même temps que sa signature n'engage ni la Corée, ni Formose, ni le territoire à bail de Kouang-Toung. »

« Par la présente, le Gouvernement japonais, tout en maintenant ladite réserve, modifie la déclaration ci-dessus de son délégué et déclare ce qui suit :

« Le Gouvernement japonais se réserve le droit de fixer à 18 ans révolus les limites d'âge prévues à l'article 5 de la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants et au paragraphe B du Protocole final de la Convention en date de 4 mai 1910 ; en outre, comme les conditions qui s'appliquent à la Corée, à Formose et au Kouang-Toung, s'appliquent également à la section japonaise de l'Ile Sakhaline et au territoire des îles du Pacifique dont le mandat a été confié au Japon, la signature du délégué du Japon qui n'engageait ni la Corée, ni Formose, ni le territoire à bail du Kouang-Toung, n'engage pas non plus la section japonaise de l'Ile de Sakhaline, ni le territoire des îles du Pacifique dont le mandat a été confié au Japon.

PARIS, *le 23 juin* 1925. »

No. 390. — ECHANGE DE NOTES [3] ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. CHRISTIANIA, LES 25 MAI 1921, 24 AVRIL ET 5 MAI 1922.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 27 mars, 1925.

[1] Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 et vol. XXIV, page 162 de ce Recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[3] Vol. XV, page 165 de ce Recueil.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN, GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

ACCESSION

BY HIS BRITANNIC MAJESTY for :

IRAQ ... ... May 15, 1925.

The Government of Iraq desire to reserve to themselves the right to fix an age-limit lower than that specified in Article 5 of the Convention.

DECLARATION

OF THE JAPANESE GOVERNMENT.

(Deposited with the Secretariat of the League of Nations, June 27, 1925.)

" On behalf of his Government, the Japanese Delegate to the Second Assembly of the League of Nations reserved the right to defer confirmation with regard to Article 5 of the International Convention of September 30th, 1921, for the Suppression of Traffic in Women and Children, and declared at the same time that his signature does not include Chosen, Taiwan and the Leased Territory of Kwantung.

" The Japanese Government, now in maintaining the reservation and modifying the declaration thus made by their Delegate, hereby declare :

" That the Japanese Government reserve the right to substitute eighteen completed years of age for the age limits prescribed in Article 5 of the International Convention of September 30th, 1921, for the Suppression of Traffic in Women and Children and in Paragraph B of the final Protocol of the Convention of May 4th, 1910 ; and further, that conditions in the Japanese portion of Saghalien Island and in Japan's Mandated Territory in the South Seas being similar to those prevailing in Chosen, Taiwan and the Leased Territory of Kwantung, the signature of the Japanese Delegate does not include the Japanese portion of Saghalien Island and Japan's Mandated Territory in the South Seas in addition to Chosen, Taiwan and the Leased Territory of Kwantung. "

PARIS, *June 23rd*, 1925. "

No. 390. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. CHRISTIANIA, MAY 25, 1921, APRIL 24 AND MAY 5, 1922.

Presented for registration by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, March 27, 1925.

[1] Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol XIX, page 282 ; and Vol. XXIV, page 162, of this Series.

[2] Vol. XV, page 165, of this Series.

No. 445. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRITISH GOVERNMENTS RESPECTING THE CUSTOMS CLEARANCE OF COMMERCIAL TRAVELLERS' SAMPLES. VIENNA, MARCH 28, 1923.

NOTES EXCHANGED ON FEBRUARY 11 AND APRIL 23, 1925, RESPECTING THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH DOMINIONS, COLONIES, POSSESSIONS AND INDIA TO THIS AGREEMENT.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 15, 1925.

THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE AUSTRIAN MINISTER.

FOREIGN OFFICE.

February 11, 1925.

SIR,

I have the honour to refer to your note No. Z 1, 782, of the 12th May last, in which you informed my predecessor that the Austrian Government were anxious that the Agreement signed at Vienna on the 28th March, 1923, between His Majesty's Government and themselves, respecting the Customs clearance of commercial travellers' samples, should be extended to the British Dominions, Colonies, Possessions and India.

(2) Certain of the Governments of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions have, in reply to the invitation which has been addressed to them, expressed their willingness to accede to the above Agreement, and, subject to the concurrence of the Austrian Government, it is proposed that such accession may be effected by means of a formal exchange of notes recording the accession. It would be understood that the Agreement applies reciprocally to the acceding British Dominions, Colonies and Possessions in the same manner and on the same conditions as it applies to Great Britain.

(3) I have the honour, therefore, to notify that the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, Southern Rhodesia and Malta, and also India, accede to the above-mentioned Agreement. In the case of the Union of South Africa, it is nevertheless understood that the amount of duty payable on the samples must be deposited in cash with the Customs authorities and cannot be refunded until these samples have actually been exported, which must take place within one year of the date of importation, since under existing law it is not permissible to allow a refund of duty on their being placed in bond.

(4) In the event of any other of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions desiring to accede to the Agreement in future, His Majesty's Government hereby agree that a similar formal notification of their accession to the Austrian Government and the acceptance of such accession by the latter will suffice for the purpose.

(5) If the above course meets with the approval of the Austrian Government, I would suggest that the present note and your reply thereto should be regarded as placing on record the understanding arrived at in the matter.

I have, &c.

AUSTEN CHAMBERLAIN.

[1] Vol. XVII, page 385 de ce Recueil.

No. 445. — ÉCHANGE [1] DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRITANNIQUE, RELATIF A DES EXEMPTIONS RÉCIPROQUES DE DROITS DE DOUANE POUR CERTAINS ÉCHANTILLONS DE MARCHANDISES. VIENNE, LE 28 MARS 1923.

ÉCHANGE DE NOTES DU 11 FÉVRIER ET 23 AVRIL 1925, CONCERNANT L'ACCESSION DE CERTAINS DOMINIONS, COLONIES ET POSSESSIONS BRITANNIQUES ET DE L'INDE A CET ACCORD.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de sa Majesté Britannique, le 15 juin 1925.

[2] TRADUCTION — TRANSLATION.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE D'AUTRICHE.

FOREIGN OFFICE.

le 11 février 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note N° Z 1.782 du 12 mai dernier, par laquelle vous avez bien voulu informer mon prédécesseur que le Gouvernement autrichien était désireux de voir étendre l'application de l'Accord signé à Vienne le 28 mars 1923 entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement autrichien, relativement à des exemptions réciproques de droits de douanes pour certains échantillons de marchandises, aux Dominions, Colonies et Possessions britanniques et à l'Inde.

2. Certains des Gouvernements des Dominions, Colonies et Possessions de Sa Majesté ont, en réponse à l'invitation qui leur a été adressée exprimé le désir d'accéder à cet Accord, et sous réserve de confirmation par le Gouvernement autrichien, il est proposé que cette accession soit effectuée au moyen d'un échange officiel de notes l'enregistrant. Il serait entendu que l'Accord s'applique réciproquement aux Dominions, Colonies et Possessions britanniques qui y ont accédé, de la même manière et dans les mêmes conditions qu'en ce qui concerne la Grande-Bretagne.

3. J'ai donc l'honneur de vous notifier que le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande, Terre-Neuve, la Rhodésie méridionale et Malte accèdent à l'Accord mentionné ci-dessus, ainsi que l'Inde. Dans le cas de l'Union Sud-Africaine, il est néanmoins entendu que le montant des droits doit être déposé en argent auprès des autorités douanières et que la somme versée ne peut être remboursée avant que les échantillons n'aient été effectivement exportés dans le délai d'une année à partir de la date d'importation, parce que les lois en vigueur n'autorisent pas le remboursement des droits pour les marchandises mises en entrepôt de douane.

4. Dans le cas où tout autre Dominion, Colonie ou Possession de Sa Majesté désirerait, à l'avenir, accéder à l'Accord, le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît, par la présente, qu'une notification officielle semblable de leur accession, adressée au Gouvernement autrichien et l'acceptation de cette accession par ce dernier, suffiront à cet effet.

5. Si la procédure indiquée ci-dessus est approuvée par le Gouvernement autrichien, je proposerai que la présente note et votre réponse soient considérées comme enregistrant l'Accord réalisé en cette matière.

Veuillez agréer, etc...

AUSTEN CHAMBERLAIN.

---

[1] Vol. XVII, page 385, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

THE AUSTRIAN MINISTER TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

AUSTRIAN LEGATION, LONDON.

April 23, 1925.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of the 11th February, 1925, No. C. 1848/852/3, and, in conformity with instructions received from the Austrian Federal Government, to take note that the Dominions of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland, Southern Rhodesia and Malta, and also India, accede to the Agreement signed at Vienna on the 28th March, 1923, between His Majesty's Government and the Austrian Government respecting the Customs clearance of commercial travellers' samples.

In the case of the Union of South Africa, it is understood that the amount of duty payable on the samples must be deposited in cash with the Customs authorities and cannot be refunded until these samples have actually been exported, which must take place within one year of the date of importation. It is further understood that the Agreement applies reciprocally to the acceding British Dominions, Colonies and Possessions in the same manner and on the same conditions as it applies to Great Britain.

In the event of any other of His Majesty's Dominions, Colonies and Possessions desiring to accede to the Agreement in future, the Austrian Federal Government hereby agree that a similar formal notification of their accession to the Austrian Government and the acceptance of such accession by the latter will suffice for the purpose.

I have, &c.

G. FRANCKENSTEIN.

No. 585. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. PRAGUE, LE 31 JANVIER 1924.

ÉCHANGE DE NOTES DU 18 AVRIL 1925 COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LE DANEMARK ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

Communiqué par le Ministre de Danemark à Berne, le 6 *mai* 1925.

Les termes de cet accord sont identiques à ceux de l'Accord du 31 janvier 1924. Seul, l'avant-dernier paragraphe est différent. Il est conçu comme suit :

« L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le 1er mai 1925 et continuera ses effets jusqu'à ce que les dispositions y convenues soient rendues superflues par le susdit traité définitif. Après le 30 juillet 1925, il pourra être dénoncé par une des deux Parties moyennant un préavis de trois mois. Le présent Arrangement cesse d'être en vigueur trois mois après avoir été dénoncé de la façon susmentionnée. »

---

[1] Vol. XXIII, page 139 et vol. XXXI, page 253 de ce Recueil.

LE MINISTRE D'AUTRICHE AU SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION D'AUTRICHE A LONDRES.

23 *avril* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note du 11 février 1925, N° C. 1848/852/3, et conformément aux instructions reçues du Gouvernement Fédéral d'Autriche, je prends acte, par la présente, que le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande, Terre-Neuve, la Rhodésie méridionale et Malte accèdent, ainsi que l'Inde, à l'Accord signé à Vienne, le 28 mars 1923, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement autrichien relativement aux exemptions réciproques de droits de douane pour certains échantillons de marchandises.

Dans le cas de l'Union Sud-Africaine, il est entendu que le montant des droits doit être déposé auprès des autorités douanières, en argent, et que la somme versée ne peut être remboursée avant que les échantillons n'aient été effectivement exportés dans le délai d'une année, à partir de la date d'importation.

Il est également entendu que l'Accord s'applique réciproquement aux Dominions, Colonies et Possessions britanniques qui y ont accédé, de la même manière et dans les mêmes conditions qu'en ce qui concerne la Grande-Bretagne.

Dans le cas où tout autre Dominion, Colonie ou Possession de Sa Majesté désirerait à l'avenir accéder à l'Accord, le Gouvernement Fédéral d'Autriche reconnaît par la présente qu'une notification officielle semblable de leur accession, adressée au Gouvernement autrichien et l'acceptation de cette accession par ce dernier, suffiront à cet effet.

Veuillez agréer, etc.

G. FRANCKENSTEIN.

No. 585. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE DANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. PRAGUE, JANUARY 31, 1924.

EXCHANGE OF NOTES OF APRIL 18, 1925, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN DENMARK AND CZECHOSLOVAKIA.

Communicated by the Danish Minister at Berne, May 6, 1925.

The terms of that Agreement are similar to those of the January 31, 1924, Agreement. Only the penultimate paragraph differs. It is drafted as follows :

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

" The above provisional Arrangement shall come into force on May 1, 1925, and shall remain in force until superseded by the aforesaid definitive Treaty.

" After July 30, 1925, it may be denounced by either of the Contracting Parties with three months' notice. The present Arrangement shall be terminated three months after having been denounced in the above-mentioned way. "

---

[1] Vol. XXIII, page 139, and Vol. XXXI, page 253, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 597. — CONVENTION [1] BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1922.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DES DISPOSITIONS DE CETTE CONVENTION A LA RHODÉSIE DU SUD.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 22 avril 1925.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 11911/579/371.

December 2, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of Article 14 *(a)* of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention of June 21st, 1922, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Southern Rhodesia are desirous that the Convention should be extended to that Colony.

(2) The Registrar of the High Court of Southern Rhodesia at Salisbury will act, in the same way as the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England, as the authority to whom applications for the service of process or for the taking of evidence should be addressed. It is suggested that communications and documents from the Belgian Courts to be dealt with in Southern Rhodesia under the terms of the Convention should be accompanied by translations in English.

(3) In requesting that you will be so good as to acknowledge this communication on behalf of your Government, I have the honour to suggest that the exchange of notes thus constituted should be regarded as placing the matter on formal record, and that the extension of the terms of the Convention to Southern Rhodesia should be considered as coming into force one month after the date of your reply.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency
Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

AMBASSADE DE BELGIQUE.
No. 262.

LONDRES, *le 27 janvier* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à la lettre de Votre Excellence en date du 2 décembre dernier, Nos. T 11911/579/371, j'ai l'honneur de Lui faire connaître que, sous les réserves formulées ci-après, le Gouvernement du Roi acquiesce volontiers à la demande du Gouvernement de la Rhodésie du Sud de voir étendre à cette colonie l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 sur la transmission des actes judiciaires et l'établissement des preuves.

Le Consul de Belgique à Salisbury sera chargé d'assurer la transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires au « Registrar » de la Haute Cour de la Rhodésie du Sud.

Toutefois, la question des traductions des communications et documents à transmettre à cette autorité judiciaire soulève les mêmes remarques que celles dont j'ai eu l'honneur de faire part

[1] Vol. XXIV, page 91 et vol. XXXI, page 254 de ce Recueil.

No. 597. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THIS CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 22, 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 11911/579/371.

2 décembre 1924.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En exécution de l'article 14 (*a*) de la Convention anglo-belge sur la procédure en matière civile du 21 juin 1922, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la Rhodésie méridionale désire que la Convention soit étendue à cette colonie.

2. Les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions seront adressées au Greffier de la Haute Cour de la Rhodésie du Sud à Salisbury, qui aura, à cet égard, les mêmes attributions que le « Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England », et on propose que les documents et communications émanant des tribunaux belges et destinés, aux termes de la Convention, a être utilisés en Rhodésie méridionale, soient accompagnés d'une traduction en anglais.

3. En priant Votre Excellence de vouloir bien accuser réception de la présente communication au nom de votre Gouvernement, j'ai l'honneur de suggérer que cet échange de notes soit considéré comme constatant formellement l'accord réalisé sur ce point entre nos deux Gouvernements et qu'il soit entendu que l'extension à la Rhodésie méridionale des dispositions de la Convention entrera en vigueur un mois après la date de votre réponse.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence
le Baron MONCHEUR, G. C. V. O.,
etc., etc., etc.

BELGIAN EMBASSY.
No. 262.

LONDON, *January* 27, 1925.

SIR,

With reference to your letter of December 2, 1924, No. T. 11911/579/371, I have the honour to inform you that, subject to the reservations formulated below, His Majesty's Government willingly accedes to the request made by the Government of Southern Rhodesia for the application to that Colony of the Anglo-Belgian Convention dated June 21, 1922, respecting the transmission of judicial documents and the taking of evidence.

The Belgian Consul at Salisbury will be instructed to ensure the transmission of judicial acts and letters rogatory to the Registrar of the High Court of Southern Rhodesia.

Nevertheless, the question of translations of communications and documents to be transmitted to this judicial authority calls for the same observations as I had the honour to make to Your

---

[1] Vol. XXIV, page 91 and Vol. XXXI, page 254, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

à Votre Excellence par ma lettre en date du 26 septembre dernier, No. 2330, à propos de l'extension de la Convention dont il s'agit à la Colonie de Terre-Neuve et à la Palestine.

Mon Gouvernement propose que l'application à la Rhodésie du Sud de la Convention du 21 juin 1922 ait lieu un mois après la date de la communication par laquelle Votre Excellence aura bien voulu me marquer l'accord du Gouvernement de Sa Majesté Britannique au sujet des considérations que j'ai été chargé de Lui soumettre.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) BN. MONCHEUR.

Son Excellence
The Right Honourable
Austen CHAMBERLAIN,
Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères,
Foreign Office, S. W. 1.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. 1857/991/371.

25th *February*, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note No. 15/262 of the 27th ultimo regarding the extension of the provisions of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention to Southern Rhodesia, I have the honour to inform you that, as no suggestion was made by the Government of Southern Rhodesia itself regarding the supply of English translations of legal documents, it is not anticipated that any difficulty will arise as to acceptance by that Government of the reservations referred to by Your Excellency. In the circumstances there appears to be no reason to delay the application of the Convention to Southern Rhodesia.

I have the honour to be, with the highest consideration,
Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency
Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

AMBASSADE DE BELGIQUE.
No. 713.

LONDRES, *le* 12 *mars* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à la lettre de Votre Excellence en date du 25 février dernier, No. T 1857/991/371, j'ai l'honneur de porter à Sa connaissance que mon Gouvernement est d'accord pour étendre à la Rhodésie du Sud la Convention anglo-belge du 21 juin 1922, concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves ; cette extension entrera en vigueur le 25 de ce mois.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) BN. MONCHEUR.

Son Excellence
The Right Honourable Austen CHAMBERLAIN, M. P.,
Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires étrangères.

Excellency in my letter of September 26 last, No. 2330, with regard to the extension of the same Convention to Newfoundland and Palestine.

My Government proposes that the application of the Convention of June 21, 1922, to Southern Rhodesia should have effect one month after Your Excellency has communicated to me the agreement of His Britannic Majesty's Government to the considerations which I have been instructed to submit to you.

I have, &c...

(Signed) BN. MONCHEUR.

The Rt. Hon.
Austen CHAMBERLAIN,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office, London, S. W. 1.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
1857/991/371.

25 *février* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note de Votre Excellence N° 15/262 du 27 janvier dernier sur l'extension des dispositions de la Convention anglo-belge sur la procédure en matière civile à la Rhodésie méridionale, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement de cette colonie n'ayant fait aucune suggestion en ce qui concerne la transmission de traductions en langue anglaise des documents, il n'est pas à prévoir que des difficultés soient soulevées en ce qui concerne l'acceptation, par ce Gouvernement des réserves formulées par Votre Excellence. Dans ces circonstances, il ne pourrait pas y avoir de raison pour retarder la mise en application de la Convention à la Rhodésie méridionale.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence
le Baron MONCHEUR, G.C.V.O.
etc., etc., etc.

BELGIAN EMBASSY.
No. 713.

LONDON, *March* 12, 1925.

SIR,

With reference to your letter dated February 25, 1925, No. T. 1857/991/371, I have the honour to inform you that my Government agrees to the extension to Southern Rhodesia of the Anglo-Belgian Convention dated June 21, 1922, respecting the transmission of judicial and extra-judicial documents and the taking of evidence. This will take effect on the 25th of this month.

I have, &c.

(Signed) BN. MONCHEUR.

The Rt. Hon.
Austen CHAMBERLAIN, M. P.,
Principal Secretary of State for Foreign Affairs.
Foreign Office,
London, S. W. 1.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-BELGE DU 21 JUIN 1922, A TERRE NEUVE ET A LA PALESTINE.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 22 avril 1925.

No. T. 5462/579/371.
FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

11th *July*, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of Article 14 (*b*) of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention of June 21st, 1922, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Newfoundland are desirous that the Convention should be extended to that Island.

(2) The Registrar of the Supreme Court of Newfoundland will act, in the same way as the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England, as the authority to whom applications for the service of process or for the taking of evidence should be addressed. It is suggested that communications and documents from the Belgian Courts to be dealt with in Newfoundland under the terms of the Convention should be accompanied by translations in English.

(3) His Majesty's Government are further desirous of notifying the accession of Palestine to the Convention. The President of the District Court is the official in Palestine who will act as the authority to whom requests for the service of process or the taking of evidence should be addressed. The official languages of the Court are English, Arabic and Hebrew, and it is suggested that documents sent to it from the Belgian Courts should be accompanied by translations in English.

(4) In requesting that you will be so good as to acknowledge this communication on behalf of your Government, I have the honour to suggest that the exchange of notes thus constituted should be regarded as placing the matter on formal record, and that the extension of the terms of the Convention to Newfoundland and Palestine should be considered as coming into force one month after the date of your reply.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) J. RAMSAY MACDONALD.

His Excellency
Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

AMBASSADE DE BELGIQUE.
No. 15. 2330.

LONDRES, *le 26 septembre* 1924.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 11 juillet dernier, No. T 5462/579/391, j'ai l'honneur de l'informer de ce que sous les réserves formulées ci-après, le Gouvernement du Roi acquiesce volontiers à la demande du Gouvernement de Sa Majesté Britannique d'étendre à la Colonie de Terre-Neuve et à la Palestine l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922, concernant la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

Le Consul général de Belgique à Ottawa et le Consul de Belgique à Jérusalem seront chargés d'assurer la transmission des exploits et des commissions rogatoires respectivement au « Registrar » de la Cour suprême de Terre-Neuve et au Président de la Cour de district en Palestine.

Dans sa communication précitée, Votre Excellence exprime le désir que les communications et documents provenant des autorités judiciaires belges et destinés à être envoyés aux magistrats désignés ci-dessus, soient accompagnés d'une traduction anglaise.

Le Gouvernement belge comprend cette demande en ce qui concerne les commissions rogatoires et il y sera satisfait dans la mesure du possible. Toutefois il y a lieu de remarquer que,

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-BELGIAN CONVENTION OF JUNE 21, 1922, TO NEWFOUNDLAND AND PALESTINE.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 22, 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T 5462/579/371.

11 *juillet* 1924.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En exécution de l'article 14 *b)* de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 sur la procédure en matière civile, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement de Terre-Neuve désire que l'application de la Convention soit étendue à cette île.

2. Les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions seront adressées au Greffier de la Cour suprême de Terre-Neuve (Registrar of the Supreme Court) qui aura, à cet égard, les mêmes attributions que le « Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England ». On propose que les documents et communications émanant des tribunaux belges et destinés, aux termes de la Convention, à être utilisés en Terre-Neuve, soient accompagnés d'une traduction en anglais.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté est en outre désireux de vous notifier l'accession de la Palestine à la Convention. Les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions seront adressées au Président du Tribunal des districts. Les langues officielles du Tribunal sont l'anglais, l'arabe et l'hébreu, et il est suggéré que les documents qui lui seront adressés par les tribunaux belges soient accompagnés de traductions en anglais.

4. En vous priant de vouloir bien m'accuser réception de cette communication au nom de votre Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer de considérer l'échange de notes auquel nous procédons comme constituant un accord officiel et l'extension des termes de la Convention à Terre-Neuve et à la Palestine comme entrant en vigueur un mois après la date de votre réponse.

Veuillez agréer, etc...

Son Excellence
le Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

(Signé) J. RAMSAY MACDONALD.

BELGIAN EMBASSY.
No. 15. 2330.

LONDON, *September* 26, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of July 11, 1924, No. T. 5462/579/391, I have the honour to inform you that, subject to the reservations formulated below, His Majesty's Government willingly accedes to the request by His Britannic Majesty's Government to extend to Newfoundland and Palestine the application of the Ango-Belgian Convention dated June 21, 1922, respecting the transmission of judicial and extra-judicial documents and the taking of evidence.

The Belgian Consul-General at Ottawa and the Belgian Consul at Jerusalem will be instructed to ensure the transmission of writs and letters rogatory to the Registrar of the Supreme Court of Newfoundland and to the President of the District Court in Palestine respectively.

In your letter Your Excellency expressed the wish that communications and documents emanating from Belgian judicial authorities and intended for despatch to the judicial authorities mentioned above should be accompanied by an English translation.

The Belgian Government appreciates this request as far as concerns letters rogatory and will do its best to comply with it. It should, however, be observed that, in conformity with Article

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

conformément à l'article 9 *b)* de la Convention en question, la commission rogatoire peut ne pas être accompagnée d'une traduction dans la langue de l'autorité requise ; cette traduction est alors établie par les soins de l'Etat requis.

Quant aux actes judiciaires et extrajudiciaires, mon Gouvernement regrette de ne pouvoir satisfaire au désir exprimé par Votre Excellence. Il n'est pas possible, en effet, de charger les agents consulaires belges d'en effectuer une traduction anglaise. Il n'est tout d'abord pas certain que ces agents connaîtront toujours suffisamment la langue anglaise pour traduire des documents de cette espèce. Ensuite, cela constituerait un travail non rémunéré fait dans l'intérêt, surtout, des personnes assignées, lesquelles, souvent, seront de nationalité étrangère. Il n'est pas non plus possible de recourir, à cet effet, à un traducteur juré ; ce serait imposer à la partie requérante des débours dont elle désire évidemment se dispenser.

D'autre part, la Convention du 21 juin 1922 ne contient aucune disposition qui exige cette traduction. L'article 14 *b*), deuxième paragraphe, dit bien « que la notification (d'extension aux Dominions, Colonies etc...) indiquera... la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites », mais cela n'implique pas que les actes judiciaires doivent toujours être accompagnés d'une traduction puisque, conformément à l'article 3 *b)*, seule la demande de notification adressée à l'autorité requise désignée doit être rédigée dans la langue de cette autorité, l'acte lui-même ne devant être traduit que dans le cas de l'article 3 *e)*, c'est-à-dire quand l'autorité requérante exprime, dans sa demande, le désir que l'exploit soit signifié dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis pour la signification de documents analogues, ou dans une forme spéciale.

Il y a lieu de noter à ce propos que le « Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England » avait réclamé au Consul général de Belgique à Londres une traduction anglaise des actes judiciaires qui lui avaient été transmis aux fins de notification ; sur les observations que M. Pollet lui a présentées en se basant sur les dispositions citées ci-dessus, ce haut magistrat britannique y a renoncé.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire part de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté Britannique au sujet des considérations qui précèdent.

Etant donné le retard que cet échange de correspondance va occasionner, j'ai été chargé de suggérer à Votre Excellence que l'application à l'Ile de Terre-Neuve et à la Palestine de la Convention dont il s'agit n'ait lieu qu'un mois après la date de la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir et à condition, toutefois, cela va de soi, que celle-ci soit conforme à la manière de voir du Gouvernement belge.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) BN. MONCHEUR.

Son Excellence
The Right Hon. J. Ramsay MACDONALD, M. P.,
Premier Ministre, Secrétaire d'Etat principal pour les
Affaires étrangères.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 1036/991/371.

YOUR EXCELLENCY, 4th *February* 1925.

With reference to your note No. 2330 of the 26th September last respecting the extension to Newfoundland of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention, I have the honour to inform Your Excellency that the Newfoundland Government are prepared to accept the reservations contained in your note under reference, and agree that the arrangements shall take effect one month from the date of this notification.

I have the honour to be, with the highest consideration.

Your Excellency's obedient Servant.

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency,
Baron MONCHEUR, G. C. V. O.,
etc., etc., etc....

9 *(b)* of the Convention in question, letters rogatory need not be accompanied by a translation in the language of the authority applied to ; this translation is then made by the State applied to.

As regards judicial and extra-judicial documents, my Government regrets that it cannot accede to Your Excellency's wish. It is not possible to instruct Belgian consular agents to make an English translation of these documents. In the first place, it is doubtful whether these agents would in all cases know English sufficiently well to translate documents of this kind. Secondly, the work would be unpaid and would be performed mainly on behalf of persons upon whom writs are to be served, many of whom would be of foreign nationality. Nor is it possible to have recourse to a sworn translator, for this would involve the party applying in expenses which it would obviously desire to avoid.

Moreover, the Convention of June 21, 1922, contains no provision which requires this translation to be made. It is true that the second paragraph of Article 14 *(b)* says that " the notification (of the extension to the Dominions, Colonies, &c.) shall state . . . . . the language in which communications and translations are to be made ", but this does not mean that judicial documents must always be accompanied by a translation, since in virtue of Article 3 *(b)* only the request for notification addressed to the appointed authority in the country applied to must be drawn up in the language of that authority, the document itself only having to be translated in the circumstances provided for in Article 3 *(e)*, that is to say, when the authority making the application expresses in its request a wish that the writ should be served in the manner prescribed by the municipal law of the State applied to for the service of similar documents or in a special form.

It should be noted in this connection that the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England applied to the Belgian Consul-General in London for an English translation of judicial documents which had been transmitted to him for purposes of notification. Consequently upon observations which M. Pollet submitted in virtue of the provisions mentioned above, this distinguished British Judge waived his claim.

I should be very grateful if Your Excellency would inform me of the opinion of His Britannic Majesty's Government concerning the foregoing considerations.

In view of the delay which this exchange of correspondence will involve, I have been instructed to propose to Your Excellency that the Convention in question shall not be applied to Newfoundland and Palestine until one month after I have received Your Excellency's reply and on condition, of course, that that reply accords with the views of the Belgian Government.

I have, &c.

(Signed) BN. MONCHEUR.

His Excellency the Right Hon.
J. Ramsay MACDONALD, M.P.,
Prime Minister and Secretary of State
for Foreign Affairs.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 1036/991/371.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR, *Le 4 février* 1925.

Me référant à votre note N° 2330 du 26 septembre dernier, relative à l'extension à Terre-Neuve des dispositions de la Convention anglo-belge sur la procédure en matière civile, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Terre-Neuve est disposé à accepter les réserves contenues dans votre note et que les accords entreront en vigueur un mois après la date de cette notification.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence
Le Baron MONCHEUR, G. C. V. O.
etc., etc., etc...

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 1358/991/371.

13th *February*, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to your note No. 2330 of the 26th September last, respecting the extension to Newfoundland and Palestine of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Palestine are prepared to accept the reservations contained in your note, and that they agree that the arrangements shall take effect one month from the date of this notification.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency,
Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

No. 678. — PROTOCOLE[1] RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE, SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURE.

SIAM.

The Siamese Government in signing this Protocol does so under reservation that it thereby assumes no obligation to enforce the provisions of this Convention in violation of existing or future Treaty provisions granting to foreigners exemption from Siamese jurisdiction.

PHYA SANPAKITCH PREECHA. 19th *May*, 1925.

RATIFICATIONS.

DANEMARK	6 avril 1925.
PAYS-BAS	6 août 1925.
INDES NÉERLANDAISES SURINAM ET CURAÇAO	

ACCESSION.

TERRE NEUVE	22 juin 1925.

No. 685. — CONVENTION[2] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATIONS.

Les Etats suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification à la date ci-dessous :

ALLEMAGNE	11 mai 1925.
MONACO	11 mai 1925.
FINLANDE	29 juin 1925.

[1] Vol. XXVII, page 157 et vol. XXXI, page 260 de ce Recueil.

[2] Vol. XXVII, page 213 et vol. XXXI, page 260 de ce Recueil.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 1358/991/371.

Le 13 février 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à nouveau à votre note N° 2330 du 26 septembre dernier, relative à l'extension à Terre-Neuve et à la Palestine des dispositions de la Convention anglo-belge sur la procédure en matière civile, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la Palestine est disposé à accepter les réserves contenues dans votre note et que les accords entreront en vigueur un mois après la date de cette notification.

Veuillez agréer, etc..

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence
Le Baron MONCHEUR, G.C.V.O,
etc., etc., etc.

No. 678. — PROTOCOL [1] ON ARBITRATION CLAUSES, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURE.

SIAM.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le Gouvernement siamois signe le présent Protocole, avec la réserve qu'il n'assume par là aucune obligation de mettre en vigueur les dispositions de la présente Convention en violation de dispositions présentes ou futures de traités exemptant des étrangers de la juridiction siamoise.

PHYA SANPAKITCH PREECHA, 19 mai 1925.

RATIFICATIONS.

DENMARK	April 6, 1925.
THE NETHERLANDS NETHERLANDS, INDIES, SURINAM AND CURACAO	August 6. 1925.

ACCESSION.

NEWFOUNDLAND	June 22, 1925.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION [3] FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, GENEVA SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATIONS.

The following States have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

GERMANY	May 11, 1925.
MONACO	May 11, 1925.
FINLAND	June 29, 1925.

[1] Vol. XXVII, page 157, and Vol. XXXI, page 260, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[3] Vol. XXVII, page 213, and Vol. XXXI, page 260, of this Series.

No. 722. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION[1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND POLAND, SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26, 1923.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THIS TREATY TO PALESTINE.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 15, 1925.

BRITISH LEGATION.
(N 2072/7/55)
No. 104.

WARSAW, 19th *June*, 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Under the terms of Article 8 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Poland, I have the honour to inform Your Excellency that the Palestine Government are desirous of acceding to the Treaty, and to request that the necessary notification be given to the competent authorities.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

His Excellency
Count ZAMOYSKI,
Minister for Foreign Affairs.

RZECZPOSPOLITA POLSKA
RÉPUBLIQUE POLONAISE.
MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. P. II. 20. 580/25.

WARSZAWA, *dn.* / VARSOVIE, *le* 6 *mars* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre note No. 104 du 19 juin 1924, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais, après avoir pris acte de la notification qui lui a été faite par cette note, de la part de Sa Majesté Britannique, du désir du Gouvernement palestinien d'étendre à la Palestine le Traité de commerce et de navigation polono-britannique du 26 novembre 1923, en vertu des dispositions des articles IX et VIII de ce Traité, vient de donner suite à la démarche précitée, au moyen d'une déclaration du Ministre des Affaires étrangères, datée du 3 mars courant, qui sera insérée sous peu au « Journal des Lois de la République de Pologne ». Dès la publication de ladite déclaration, les stipulations du Traité de Commerce polono-britannique s'étendront au territoire mandataire de la Palestine.

Le Gouvernement polonais se voit néanmoins obligé de renouveler à cette occasion, les réserves déjà formulées dans la note du Ministre des Affaires étrangères No. O. II. T. 250 du 19 septembre 1924, que lui inspire l'absence d'une définition législative de la nationalité palestienne. Aussi entend-il

---

[1] Vol. XXVIII, page 427 de ce Recueil.

No. 722. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION[1] ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA POLOGNE, SIGNÉ A VARSOVIE LE 26 NOVEMBRE 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ A LA PALESTINE.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. le 15 *juin* 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.
(N 2072/7/55)
No. 104.

VARSOVIE, 19 *juin* 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux termes de l'article 8 du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Palestine est désireux d'accéder au Traité et demande que la notification nécessaire soit adressée aux autorités compétentes.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc...

(Signé) W. G. MAX MULLER.

Son Excellence
Le Comte ZAMOYSKI,
Ministre des Affaires étrangères.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. P. II. 20. 580/25.

WARSAW, *March* 6, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note No. 104. dated June 19, 1924, I have the honour to inform you that the Polish Government, after taking note of the communication made by His Britannic Majesty's Government of the desire on the part of the Palestinian Government to extend to Palestine the Anglo-Polish Treaty of Commerce and Navigation of November 26, 1923, in virtue of the provisions of Articles IX and VIII of that Treaty has now taken the necessary steps, in reply to the above-mentioned notification, by a declaration on the part of the Minister for Foreign Affairs dated March 3, 1925, which will shortly be published in the " Journal of the Laws of the Polish Republic." As soon as this declaration has been published, the provisions of the Anglo-Polish Treaty of Commerce will extend to the mandated territory of Palestine.

At the same time, in view of the absence of any legal definition of Palestinian nationality, the Polish Government is compelled to renew the reservations already expressed in the note from the Minister for Foreign Affairs No. O. II. T. 250, dated September 19, 1924. Hence it proposes

---

[1] Vol. XXVIII, page 427, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

préciser expressément, d'accord avec la suggestion que contient votre note No. 182 du 5 décembre 1924, qu'en vertu des instructions administratives données aux autorités polonaises compétentes, la mise en application pratique des dispositions du Traité du 26 novembre 1923, en ce qui concerne les droits et les privilèges à accorder aux ressortissants palestiniens, restera subordonnée au règlement antérieur par la législation de la Palestine des questions afférentes à la nationalité palestinienne.

En vous communiquant ce qui précède, j'ai, par conséquent, l'honneur de vous prévenir en toute loyauté qu'au cas où la solution ainsi adoptée de l'adhésion de la Palestine au Traité de commerce polono-britannique viendrait à présenter des inconvénients d'application, ou que la législation palestinienne sur la nationalité une fois introduite, ne répondrait point aux préoccupations du Gouvernement polonais à ce sujet, celui-ci n'hésiterait pas à faire usage du droit que lui confère le deuxième alinéa de l'article X dudit Traité pour le dénoncer en ce qui concerne la Palestine. Dans ces conditions, je vous serais particulièrement obligé de bien vouloir me tenir au courant du règlement par la législation de la Palestine de la nationalité palestinienne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre et par autorisation :
(Signé) C. BADER,
Directeur du Département politique et économique.

S.E. Sir William GRENFELL MAX MULLER,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique
à Varsovie.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THIS TREATY TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 15, 1925.

BRITISH LEGATION.
(N 575/7/55)
No. 13.

MONSIEUR LE MINISTRE, WARSAW, *22nd January*, 1925.

Under the terms of Articles eight and nine of the Anglo-Polish Commercial Treaty signed at Warsaw on the 26th of November, 1923, I have the honour, on instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify Your Excellency of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of this Treaty shall apply to the under-mentioned Crown Colonies, Protectorates and Mandated Territory :

NYASALAND PROTECTORATE	NIGERIA	BARBADOS
SOMALILAND PROTECTORATE	SIERRA LEONE	BRITISH GUIANA
UGANDA PROTECTORATE	CYPRUS	BRITISH HONDURAS
TANGANYIKA TERRITORY	CEYLON	TRINIDAD AND TOBAGO
GOLD COAST AND THE BRITISH SPHERE OF TOGOLAND	SEYCHELLES	WINDWARD ISLANDS (Grenada, St. Lucia, St. Vincent).

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

His Excellency
Count SKRZYNSKI,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

to state expressly, in accordance with the suggestion contained in your note No. 182 of December 5, 1924, that, in virtue of administrative instructions given to the competent Polish authorities, the practical application of the provisions in the Treaty of November 26, 1923, will, as regards the rights and privileges to be granted to Palestinian nationals, be conditional upon the previous settlement by the Palestine legislature of questions relating to Palestinian nationality.

Accordingly, in communicating to you the above, I have the honour to point out to you in all good faith that, should the adhesion of Palestine to the Anglo-Polish Treaty of Commerce in the manner thus adopted lead to difficulties in its application, or should the Palestine laws on nationality, when they are introduced, not conform to the views of the Polish Government in this matter, the latter would not hesitate to make use of the right conferred upon it by the second paragraph of Article X in the Treaty to denounce that Treaty as regards Palestine. In these circumstances I should be particularly grateful if you would keep me informed of the steps taken by the legislature of Palestine to settle the question of Palestinian nationality.

I have, etc.

For the Minister and by order,
(Signed) C. BADER.
Director of the Political and Economic Department.

His Excellency Sir William Grenfell MAX MULLER,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty at
Warsaw.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ A CERTAINES COLONIES, PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 15 juin 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.
(N 575/7/55)
No. 13.

MONSIEUR LE MINISTRE, VARSOVIE, *22 janvier* 1925.

Conformément aux termes des articles VIII et IX du Traité de commerce anglo-polonais, signé à Varsovie, le 26 novembre 1923, j'ai l'honneur, en exécution des instructions reçues du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de S. M. Britannique, de notifier à Votre Excellence que Sa Majesté Britannique serait désireuse de voir les stipulations de ce Traité s'appliquer aux colonies de la Couronne, Protectorats et territoires sous mandats mentionnés ci-dessous :

PROTECTORAT DU NYASSALAND,	LE NIGER	BARBADE
PROTECTORAT DU SOMALILAND	SIERRA-LEONE	GUYANE BRITANNIQUE
PROTECTORAT DE L'OUGANDA	CHYPRE	HONDURAS BRITANNIQUE
TERRITOIRE DE TANGANYIKA	CEYLAN	TRINITÉ ET TOBAGO
CÔTE DE L'OR ET LA ZONE BRITANNIQUE DU TOGO	SEYCHELLES	ILES DU VENT (Grenade, Ste-Lucie et St-Vincent).

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc...

(Signé) W. G. MAX MULLER.

Son Excellence
Le Comte SKRZYNSKI,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

RÉPUBLIQUE POLONAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(N 2063/7/55)
No. O. II. T. 196/25.

VARSOVIE, *le 27 février* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note No. 13 en date du 22 janvier dernier vous avez bien voulu me communiquer le désir exprimé par Sa Majesté Britannique, d'appliquer les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni, signé le 26 novembre 1923, aux colonies, protectorats et territoires sous mandat britanniques, énumérés dans la note précitée, à savoir :

NYASALAND PROTECTORATE	NIGERIA	BARBADOS
SOMALILAND PROTECTORATE	SIERRA LEONE	BRITISH GUIANA
UGANDA PROTECTORATE	CYPRUS	BRITISH HONDURAS
TANGANYIKA TERRITORY	CEYLON	TRINIDAD AND TOBAGO
GOLD COAST, AND THE BRITISH SPHERE OF TOGOLAND	SEYCHELLES	WINDWARD ISLANDS (Grenada, St.-Lucia, St.-Vincent).

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais se déclare prêt à voir appliquer les dispositions du Traité en question aux territoires susmentionnés ; toutefois, il attacherait du prix à connaître si les droits ou taxes de douane à prélever sur les marchandises polonaises à destination du Royaume-Uni, ainsi que de chacun des dits territoires, seraient identiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) AL. SKRZYNSKI.

A Son Excellence
Sir William Grenfell MAX MULLER
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique
à Varsovie.

BRITISH LEGATION.

No. 53.

WARSAW, *4th April*, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. O. II. T. 196/25 of February 27th last, from which I note that the Polish Government are willing that the stipulations of the Anglo-Polish Commercial Treaty of 1923 should apply to the Crown Colonies, Protectorates and Mandated Territory enumerated in my note No. 13 of January 22nd last.

In your note under reference Your Excellency was also good enough to enquire whether the Customs duties levied in these territories on Polish goods would be identical with the duties levied on Polish goods in the United Kingdom. In reply to this question, I am now directed by His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency

POLISH REPUBLIC,
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

(N 2063/7/55)
No. O. II. T. 196/25.

WARSAW, *February* 27, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. 13 dated January 22, 1925, you communicated to me His Britannic Majesty's wish to apply the provisions of the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and the United Kingdom, which was signed on November 26, 1923, to the Colonies, Protectorates and Territories under British mandate, enumerated in the note referred to :

NYASALAND PROTECTORATE	NIGERIA	BARBADOS
SOMALILAND PROTECTORATE	SIERRA LEONE	BRITISH GUIANA
UGANDA PROTECTORATE	CYPRUS	BRITISH HONDURAS
TANGANYIKA TERRITORY	CEYLON	TRINIDAD AND TOBAGO
GOLD COAST AND THE BRITISH SPHERE OF TOGOLAND	SEYCHELLES	WINDWARD ISLANDS (Grenada, St.-Lucia, St.-Vincent).

In acknowledging the receipt of Your Excellency's note, I have the honour to state that the Polish Government expresses itself willing to see the provisions of the Treaty in question applied to the above-mentioned territories. It would, however, be glad to know whether the Customs duties or taxes to be levied upon Polish goods exported to the United Kingdom and to each of the said territories, would be the same.

I have the honour to be, etc...

(Signed) AL. SKRZYNSKI.

His Excellency Sir William Grenfell MAX MULLER,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty at
Warsaw.

LÉGATION BRITANNIQUE.

No. 53.

VARSOVIE, 4 *avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note No. O. II. T. 196/25 du 27 février dernier, de laquelle il résulte que le Gouvernement polonais est désireux de voir appliquées aux Colonies de la Couronne, Protectorats et territoires sous mandat énumérés dans ma note du 22 janvier dernier, No. 13, les stipulations du Traité de commerce anglo-polonais de 1923.

Dans la note sus-mentionnée, Votre Excellence a bien voulu me demander si les droits de douanes prélevés dans ces territoires sur les marchandises polonaises seraient identiques aux droits prélevés sur les marchandises polonaises dans le Royaume-Uni. En réponse à cette question, j'ai l'honneur de vous informer, conformément aux instructions reçues du Principal Secrétaire d'Etat aux

that the Customs duties on merchandise imported from Poland into the Crown Colonies, Protectorates and Mandated Territories which accede to the Anglo-Polish Commercial Treaty will be levied in accordance with the respective Customs tariffs of the Colonies, etc., concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

His Excellency
Count SKRZYNSKI.

BRITISH LEGATION.
(N. 2062/7/55)
No. 51.

WARSAW, 4th *April*, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my Note No. 13 of January 22nd last and under the terms of the Anglo-Polish Commercial Treaty signed at Warsaw on November 26th, 1923, I have the honour, on instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify Your Excellency of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of this Treaty shall apply to the under-mentioned Crown Colonies :

JAMAICA (including Turks and Caicos Islands and the Cayman Islands).
LEEWARD ISLANDS.
MAURITIUS.
GAMBIA.
MALTA.
FALKLAND ISLANDS.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

His Excellency
Count SKRZYNSKI.

RÉPUBLIQUE POLONAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
(N. 2498/7/55)
No. O. II. T. 863/25.

VARSOVIE, *le 27 avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note No. 51 en date du 4 courant, Vous avez bien voulu me communiquer le désir, exprimé par Sa Majesté Britannique, d'appliquer les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni, signé le 26 novembre 1923, aux colonies britanniques énumérées dans la note précitée, à savoir :

JAMAICA (y compris les îles turques et Caicas, ainsi que les îles Caymans).
ILES LEEWARD.
MAURITIUS.
GAMBIA.
MALTA.
ILES FALKLAND.

Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, que les droits de douane sur les marchandises importées de Pologne dans les Colonies de la Couronne, les Protectorats et territoires sous mandat accédant au Traité de commerce anglo-polonais seront prélevés conformément aux tarifs douaniers respectifs des Colonies, etc..., intéressées.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc...

(Signé) W. G. MAX MULLER.

Son Excellence
Le Comte SKRZYNSKI.

LÉGATION BRITANNIQUE.
(N. 2062/7/55).
No. 51.

VARSOVIE, 4 *avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à ma note No. 13 du 22 janvier dernier, et conformément aux termes du Traité de commerce anglo-polonais signé à Varsovie, le 26 novembre 1923, j'ai l'honneur, en exécution des instructions reçues du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de S. M. Britannique, de notifier à Votre Excellence que Sa Majesté Britannique serait désireuse de voir les stipulations de ce Traité s'appliquer aux Colonies de la Couronne mentionnées ci-dessous :

LA JAMAIQUE (y compris les îles Turques, Caïques et Caymans).
LES ILES SOUS LE VENT.
Ile MAURICE.
LA GAMBIE.
MALTE.
LES ILES FALKLAND.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc...

(Signé) W. G. MAX MULLER.

Son Excellence
Le Comte SKRYZNSKI.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
(N. 2498/7/55.)
No. O. II. T. 863/25.

WARSAW, *April* 27, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. 51 dated April 4, 1925, you communicated to me his Britannic Majesty's desire for the application of the provisions in the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and the United Kingdom, signed on November 26, 1923, to the British Colonies enumerated in that note, namely :

JAMAICA (including the Turks and Caicas Islands and the Cayman Islands).
THE LEEWARD ISLANDS.
MAURITIUS.
GAMBIA.
MALTA.
THE FALKLAND ISLANDS.

En Vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement polonais se déclare prêt à voir appliquer les dispositions du dit Traité aux colonies en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) AL. SKRZYNSKI.

A Son Excellence
Sir William Grenfell MAX MULLER,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Sa Majesté Britannique,
à Varsovie.

No. 767. — UNION POSTALE PAN-AMÉRICAINE [1]. — CONVENTION PRINCIPALE CONCLUE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LE CHILI, LA COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉQUATEUR, LE GUATÉMALA, LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LE PARAGUAY, LE PÉROU, LE SALVADOR, L'URUGUAY ET LE VENEZUELA, SIGNÉE A BUENOS-AIRES, LE 15 SEPTEMBRE 1921.

RATIFICATIONS.

Communiquées par le Représentant de l'Espagne au Conseil de la Société des Nations, le 2 avril 1925.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	14 juin	1922.
RÉPUBLIQUE ARGENTINE	31 juillet	1922.
COSTA-RICA	20 septembre	1922.
EQUATEUR	30 janvier	1923.
SALVADOR	30 septembre	1922.
GUATÉMALA	30 juin	1923.
MEXIQUE	31 juillet	1922.
NICARAGUA	30 novembre	1924.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE (Convention principale seulement)	12 septembre	1922.
URUGUAY	31 octobre	1922.

No. 775. — CONVENTION INTERNATIONALE [2] POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

RATIFICATIONS.

EGYPTE	23 mars	1925.
ALLEMAGNE	1er août	1925.
PAYS-BAS, INDES NÉERLANDAISES, SURINAM ET CURAÇAO	30 mai	1935.

ADHÉSION.

PERSE	8 mai	1925.

---

[1] Vol. XXX, page 141 de ce Recueil.

[2] Vol. XXX, page 371 de ce Recueil.

In acknowledging the receipt of your note, I have the honour to inform you that the Polish Government expresses its willingness that the provisions of the said Treaty should be applied to the Colonies in question.

I have, etc...,

(Signed) AL. SKRZYNSKI.

His Excellency Sir William Grenfell MAX MULLER
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty at
Warsaw.

No. 767. — PAN-AMERICAN POSTAL UNION [1]. — PRINCIPAL CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE, BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, COLUMBIA, COSTA RICA, CUBA, DOMINICAN REPUBLIC, ECUADOR, GUATEMALA, MEXICO, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, SALVADOR, URUGUAY AND VENEZUELA, SIGNED AT BUENOS AIRES, SEPTEMBER 15, 1921.

RATIFICATIONS.

Communicated by the Spanish Representative on the Council of the League of Nations, April 2, 1925.

UNITED STATES OF AMERICA	June 14, 1922.
ARGENTINE REPUBLIC	July 31, 1922.
COSTA RICA	September 20, 1922.
ECUADOR	January 30, 1923.
SALVADOR	September 30, 1922.
GUATEMALA	June 30, 1923.
MEXICO	July 31, 1922.
NICARAGUA	November 30, 1924.
DOMINICAN REPUBLIC (the main Convention only)	September 12, 1922.
URUGUAY	October 31, 1922.

No. 775. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

RATIFICATIONS.

EGYPT	March 23, 1925.
GERMANY	August 1, 1925.
THE NETHERLANDS NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURACAO	May 30, 1925.

ADHESION.

PERSIA	May 8, 1925.

[1] Vol. XXX, page 141, of this Series.
[2] Vol. XXX, page 371, of this Series.

貴公使查照須至照會者

右照會

大英國欽命駐華全權公使麻

中華民國十三年十一月二十六日

hereby certify that I have checked this copy with the original document and that it s a correct copy.

W. A. ALEXANDER,
Acting Consul.

PEKIN British Legation, *April* 21, 1925.

No. 818. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET CHINOIS, DÉNONÇANT, A PARTIR DU 16 JANVIER 1925, LA CONVENTION ANGLO-CHINOISE SIGNÉE A PÉKIN, LE 23 MAI 1905, CONCERNANT LE RACCORDEMENT DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES CHINOISES ET BIRMANES. PÉKIN, LES 16 JANVIER ET 26 NOVEMBRE 1924.

No. 818. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE BRITISH AND CHINESE GOVERNMENTS DENOUNCING AS FROM JANUARY 16, 1925, THE ANGLO-CHINESE CONVENTION SIGNED AT PEKING, MAY 23, 1905, RESPECTING THE JUNCTION OF THE CHINESE AND BURMESE TELEGRAPH LINES. PEKING, JANUARY 16 AND NOVEMBER 26, 1924.

Texte original de la Note du Ouai Tchiao Pu, du 26 novembre 1924.

Original Text of the Wai Chiao Pu Note, of November 26, 1924.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

外交次長代理部務沈爲照會事關於廢止中緬電綫報接合同一事准一月十六日照開各節當經本部咨行交通部核辦去後茲准復稱本部對於廢止一千九百零五年五月二十三日中英兩國所紫之中緬接綫遞電合同另由中國電政總局與印度英國郵電總局商紫辦法各節均表同意除逕與該郵電總局接洽辦理外請照復英國公使查照等因相應照復

[1] Vol. XXXII, page 281 de ce Recueil.

[1] Vol. XXXII page 281 of this Series.

No. 844. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION ENTRE LA SUÈDE ET LA SUISSE, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 2 JUIN 1924.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Suède, le 28 juillet 1925.

No. 2 *a*. — CONVENTION [2] INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE, SIGNÉE A BERNE, LE 26 SEPTEMBRE 1906.

POSITION

DE LA HONGRIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 10 juillet 1925.

BERNE, *le 6 juillet* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de communiquer ci-après à Votre Excellence la note que la Légation Royale de Hongrie à Berne nous a adressée en date du 23 juin 1925, par laquelle la Hongrie reconnaît être liée par la Convention du 26 septembre 1906 pour la suppression du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et déclare qu'elle l'appliquera à l'avenir vis-à-vis de tous les Etats qui en sont Parties contractantes :

« Conformément à un ordre reçu de mon Ministère préposé, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Département Politique fédéral, Division des Affaires étrangères, ce qui suit :

« Parmi les traités, conventions et accords plurilatéraux qui, dès la mise en vigueur du Traité de Trianon et sous réserve des dispositions qui y sont contenues, seront seuls appliqués entre la Hongrie et celles « des Puissances alliées et associées » qui en sont Parties, l'article 217 du Traité de Paix désigne sous le N° 13 la Convention du 26 septembre 1906 pour la suppression du travail de nuit pour les femmes.

« Etant donné que le Traité de Trianon a été conclu entre les Puissances alliées et associées d'une part et la Hongrie de l'autre, ses dispositions ainsi que celles concernant l'application renouvelée de certains traités, conventions et accords plurilatéraux ne sont pas applicables aux relations existant entre la Hongrie et les Etats qui ont souscrit aux traités, conventions et accords énumérés aux articles sus-mentionnés ou qui y ont adhéré, mais ne sont pas « Puissances alliées et associées ».

En conséquence et pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinion sur la question du maintien desdits traités, conventions et accords en ce qui concerne les relations de la Hongrie vis-à-vis des Etats qui n'appartiennent pas à la catégorie des Puissances alliées et associées, le soussigné, au nom du Gouvernement royal de Hongrie, a l'honneur de déclarer que la Hongrie, malgré la dissolution de la monarchie austro-hongroise et sans égard à l'article 217 du Traité de Paix, reconnaît

---

[1] Vol. XXXIII, page 199 de ce Recueil.

[2] Vol. III, page 271 et vol. XI, page 414 de ce Recueil.

No. 844. — CONCILIATION[1] TREATY BETWEEN SWEDEN AND SWITZERLAND, SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 2, 1924.

Presented for registration by the Swedish Minister for Foreign Affairs, July 28, 1925.

No. 2 *a.* — INTERNATIONAL CONVENTION[2] RESPECTING THE PROHIBITION OF NIGHTWORK FOR WOMEN IN INDUSTRY EMPLOYMENT, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

POSITION

OF HUNGARY.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 10, 1925.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *July* 6 1925.

SIR,

I have the honour to communicate herewith to your Excellency, the note which the Royal Hungarian Legation at Berne sent to us on June 23, 1925, informing us that Hungary recognises that she is bound by the Convention of September 26, 1906, for the suppression of night work for women in industry and declares that she will in future apply it with reference to all the States who are Contracting Parties :

" By order of my Government, I have the honour, to inform the Federal Political Department, Division for Foreign Affairs, of the following :

" Among the treaties, conventions and plurilateral agreements which, since the coming into force of the Treaty of Trianon and subject to the conditions contained therein, will alone be applicable between Hungary and those of the Allied and Associated Powers' who are Parties thereto, Article 217 of the Treaty of Peace mentions, under Number 13, the Convention of September 26, 1906, for the suppression of night work for women.

Seeing that the Treaty of Trianon was concluded between the Allied and Associated Powers of the one part and Hungary of the other part, its conditions as well as those respecting the renewed application of certain treaties, conventions and plurilateral agreements are not applicable to the relations existing between Hungary and the States who have signed the treaties, conventions and agreements enumerated in the above-mentioned articles, or who have acceded thereto, but who are not " Allied and Associated Powers ".

Therefore, and in order to meet the difficulties which might arise from a divergency of opinion on the question of the maintenance in force of the said treaties, conventions and agreements in matters concerning the relations of Hungary with the States which do not belong to the category of Allied and Associated Powers, the undersigned, in the name of the Royal Hungarian Government, has the honour to state that Hungary, in spite of the dissolution of the Austro-Hungarian monarchy and irrespective of Article

---

[1] Vol. XXXIII, page 199, of this Series.

[2] Vol. III, page 271, and Vol. XI, page 414, of this Series.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

être liée par la Convention du 26 septembre 1906 pour la suppression du travail de nuit pour les femmes et elle l'appliquera à l'avenir vis-à-vis de tous les Etats qui en sont Parties contractantes.

La présente notification doit être regardée comme ayant seulement un caractère déclaratif de façon à ne laisser subsister aucun doute concernant le maintien de la Convention en question de la part de la Hongrie, laquelle — quoique diminuée par le Traité de Paix — au point de vue du droit constitutionnel hongrois, est identique à l'ancien Royaume de Hongrie, lequel, au temps du dualisme, formait auprès de l'Autriche l'autre partie composante de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Il s'ensuit donc que la dissolution de la monarchie, c'est-à-dire l'extinction de la connexion constitutionnelle entre l'Autriche et la Hongrie, en elle-même, n'a pas modifié la vigueur des traités et conventions qui ont été conclus au temps du dualisme par l'accession constitutionnelle de la Hongrie.

Je me permets en outre d'avoir recours à l'obligeance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, en le priant de bien vouloir me renseigner quels sont, selon l'état de choses actuel, les Etats qui ont confirmé la Convention pour la suppression du travail de nuit pour les femmes ou qui y ont adhéré, sous quelle réserve l'ont-ils fait, éventuellement quels sont les Etats qui l'ont dénoncée.

Je saisis l'occasion pour renouveler au Département politique fédéral, Division des Affaires étrangères, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) PARCHER
Chargé d'Affaires de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération :
J. MUSY.

Le Chancelier de la Confédération :
KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 4 *a*. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, SIGNÉE A PARIS, LE 20 MARS 1883, REVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, ET A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, AVEC SON PROTOCOLE DE CLOTURE.

ADHÉSIONS.

CANADA.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 14 *mai* 1925.

BERNE, *le* 12 *mai* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 21 août 1923, la Légation de Sa Majesté Britannique a notifié au Conseil Fédéral Suisse l'adhésion, à partir du 1er septembre 1923, du Gouvernement du Dominion du Canada

---

[1] Vol. III, pages 275 et 277 ; vol. XI, page 426 ; vol. XV, page 326 ; vol. XXIV, page 200 et vol. XXVII, page 451 et vol. XXXV. page 347, de ce Recueil.

217 of the Treaty of Peace, recognises that she is found by the Convention of September 26, 1906, for the suppression of night work for women, and will in future apply the Convention in relation to all the States who are Contracting Parties thereto.

" The present notification should be regarded as being in the nature of a declaration with the object of leaving no doubt concerning the maintenance in force of the said Convention by Hungary, which — though reduced in size by the Treaty of Peace — is identical from the point of view of Hungarian constitutional law with the old Kingdom of Hungary which at the time of the dual monarchy formed, in conjunction with Austria, the former Austro-Hungarian monarchy. It follows therefore that the dissolution of the monarchy, that is to say, the severance of the constitutional connection between Austria and Hungary, has not in itself modified the force of the treaties and conventions which were concluded during the period of dualism by the constitutional accession of Hungary.

" I venture further to ask the Division for Foreign Affairs of the Federal Political Department, whether it would be so good as to inform me which at the present moment are the States which have ratified the Convention for the suppression of night work for women, or have acceded thereto, what reservations if any, they have made, and which are the States if any, which have denounced the Convention.

" I avail myself, etc.

(Signed) PARCHER
Hungarian Chargé d'Affaires.

I have the honour, etc.,

In the name of the Swiss Federal Council :

J. MUSY
President of the Confederation.

KAESLIN
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

No. 4 *a*. — INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, SIGNED AT PARIS, MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, TOGETHER WITH THE FINAL PROTOCOL ANNEXED THERETO.

ADHESIONS.

CANADA.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 14, 1925.

BERNE, *May* 12, 1925.

SIR,

By my note of August 21, 1923, His Britannic Majesty's Legation notified the Swiss Federal Council of the adhesion as from September 1, 1923, of the Government of the Dominion of Canada

---

[1] Vol. III, pages 275 and 277; Vol. XI, page 426; Vol. XV, page 326; Vol. XXIV, page 200, Vol. XXVII, page 451, and Volume XXXV, page 347, of this Series.

à la Convention de Paris du 20 mars 1883, revisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900 et à Washington, le 2 juin 1911, pour la protection de la propriété industrielle. Cette adhésion a été portée à la connaissance des Gouvernements des pays de l'Union par note-circulaire du 1er septembre 1923.

En complément de cette notification., la Légation de Sa Majesté Britannique a fait savoir au Conseil Fédéral Suisse, par note du 22 avril dernier, que le Canada doit être considéré, au point de vue de son adhésion, comme Partie contractante, en vertu de l'article 16 de la Convention de Paris, et que, conformément à l'article 13 de celle-ci, il doit être rangé en seconde classe pour la contribution aux frais du Bureau international.

Nous avons l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre note de l'information qui précède, et nous saisissons cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) J. MUSY.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LETTONIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 23 juillet 1925.

BERNE, *le 20 juillet* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 6 de ce mois, la Légation de Lettonie a notifié au Conseil Fédéral Suisse l'adhésion de son Gouvernement aux Actes de l'Union pour la Protection de la Propriété industrielle, savoir :

1. Convention de Paris, du 20 mars 1883, revisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900 et à Washington, le 2 juin 1911 ;

2. Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, revisé à Bruxelles et à Washington concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce ;

3. Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, revisé à Washington, concernant la répression des fausses indications de provenance.

En ce qui concerne la contribution aux frais du Bureau international, le Gouvernement letton a demandé à être inscrit dans la VIe classe.

Conformément à l'article 16, alinéa 3 de la Convention de l'Union, cette adhésion prendra effet un mois après l'envoi de la présente notification, soit à partir du 20 août 1925.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de cette adhésion, nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Vice-Président :
HÄBERLIN.

Le Chancelier de la Confédération :
KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

to the Paris Convention of March 20, 1883, revised at Brussels on December 14, 1900 and at Washington on June 2, 1911, for the Protection of Industrial Property. This adhesion has been notified to the Governments of the countries of the Union by circular note of September 1, 1923.

In addition to that notification, His Britannic Majesty's Legation has informed the Swiss Federal Council, by a note of April 22 last, that Canada shall be considered, as regards its adhesion, as a Contracting Party in accordance with Article 16 of the Paris Convention and that, in accordance with Article 13 thereof, it shall be placed in the second category for the contribution to the International Bureau's expenses.

We beg Your Excellency to take note of the above information, and we have, &c...

In the name of the Swiss Federal Council :

The President of the Confederation :
(Signed) J. MUSY.

The Chancellor of the Confederation :
(Signed) KAESLIN.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

LATVIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 23, 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *July* 20, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform your Excellency that in a Note, dated 6th instant, the Latvian Legation notified the Swiss Federal Council of the adhesion of its Government to the following Acts concerning the Union for the Protection of Industrial Property :

(1) The Paris Convention of March 20, 1883, as revised at Brussels on December 14, 1900 and at Washington on June 2 1911.

(2) The Madrid Agreement of April 14, 1891 as revised at Brussels and Washington concerning International Registration of Trade Marks.

(3) Madrid Agreement of April 14, 1891, as revised at Washington, concerning the prevention of false indication on origin of goods.

As regards its contribution towards the funds of the International Bureau, the Latvian Government requests to be included in the VIth class.

In conformity with Article 16, paragraph 3, of the Convention of the Union this adhesion will take effect one month after the despatch of the present notification, that is to say as from August 20, 1925.

We have the honour etc.,

In the name of the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN
Vice-President.

KAESLIN
Chancellor of the Federation.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 5 *a*. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, SIGNÉ A MADRID, LE 14 AVRIL 1891, REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, ET A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911.

ADHÉSION.

LETTONIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 23 juillet 1925.

(Voir lettre ci-dessus N° 4 a.)

No. 8 *a*. — CONVENTION [2] RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES, SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

ADHÉSION.

IRAK.

Communiquée par le Service français de la Société des Nations, le 29 mai 1925.
effective à partir du 7 mai 1925.

« Le Gouvernement de l'Irak désire se réserver le droit de fixer la limite d'âge au-dessous de celle qui est spécifiée au paragraphe 13 du Protocole final de la Convention. »

No. 23 *a*. — CONVENTION [3] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 6 JUILLET 1906.

ADHÉSION.

ISLANDE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 28 mars 1925,

BERNE, *le 25 mars 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 16 de ce mois, la Légation de Danemark à Berne a fait connaître au Département Politique Fédéral que le Gouvernement Royal demande à adhérer, au nom de l'Islande, à la Con-

[1] Vol. III, page 276; vol. XV, page 324; vol. XXIV, page 204, vol. XXVII, page 451, et vol. XXXV, page 347, de ce Recueil.

[2] Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 et vol. XXIV, page 206 de ce Recueil.

[3] Vol. XI, page 440 ; vol. XV, page 326 ; vol. XIX, page 290 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXI, page 262 de ce Recueil.

No. 5 *a.* — AGREEMENT CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF TRADE MARKS, SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911.

ADHESION.

LATVIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 23, 1925.

(See letter above No. 4 a.)

No. 8 *a.* — CONVENTION [2] FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC, SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

ADHESION.

IRAQ.

Communicated by the " Service français " of the League of Nations, May 29, 1925, to take effect as from May 7, 1925.

" The Government of Iraq desire to reserve to themselves the right to fix an age-limit lower than that specified in paragraph 13 of the Final Protocol of the Convention ."

No. 23 *a.* — CONVENTION [3] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE SICK AND WOUNDED OF ARMIES IN THE FIELD, SIGNED AT GENEVA, JULY 6, 1906.

ADHESION.

ICELAND.

Communicated by the Swiss Federal Council, March 28, 1925.

[4] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *March 25, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

By note of the 16 instant, the Danish Legation at Berne notified the Federal Political Department that the Royal Government desired to adhere on behalf of Iceland to the Convention

[1] Vol. III, page 276 ; Vol. XV, page 324 ; Vol. XXIV, page 204 ; Vol. XXVII, page 451, and Vol. XXXV, page 347, of this Series.

[2] Vol. III, page 278, Vol. XI, page 428, and Vol. XXIV, page 206, of this Series.

[3] Vol. XI, page 440 ; Vol. XV, page 326 ; Vol. XIX, page 290 ; Vol. XXIV, page 206 ; Vol. XXXI, page 262, of this Series.

[4] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[4] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vention signée à Genève, le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

La demande d'adhésion de l'Islande ne produira effet, conformément aux termes de l'article 32, alinéa 3, de cet Acte international, que si, dans le délai d'un an à partir de la présente notification, le Conseil Fédéral Suisse n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, nous saisissons cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) J. MUSY.

Le Vice-Chancelier,
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

No. 35 *a.* — ARRANGEMENT[1] CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, SIGNÉ A MADRID, LE 14 AVRIL 1891, REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911.

ADHÉSIONS.

ALLEMAGNE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 14 mai 1925.

BERNE, *le 12 mai 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, par note du 29 avril dernier, la Légation d'Allemagne à Berne nous a notifié la décision de son Gouvernement d'adhérer à l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, revisé à Washington, le 2 juin 1911, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.

L'entrée de l'Allemagne dans l'Union restreinte formée par l'Arrangement dont il s'agit doit, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention générale d'Union, être considérée comme effective à partir du 12 juin 1925, c'est-à-dire un mois après la date de la présente circulaire.

En priant Votre Excellence de vouloir bien prendre note de ce qui précède, nous saisissons cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération :
(Signé) J. MUSY.

Le Chancelier de la Confédération :
(Signé) KAESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

---

[1] Vol. XI, page 469 ; vol. XV, page 338 et vol. XXIV, page 208 de ce Recueil.

for the Amelioration of the Condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, which was signed at Geneva on July 6, 1906.

Under Article 32, paragraph 3, of this international instrument, Iceland's request to adhere shall only be effective if within a period of one year from the present notification the Swiss Federal Council has not been advised of any opposition on the part of any of the Contracting Parties.

We have, &c.

In the name of the Swiss Federal Council :

The President of the Confederation :
(Signed) J. MUSY.

The Vice-Chancellor :
(Signed) KAESLIN.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

No. 35 *a*. — ARRANGEMENT [1] FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911.

ADHESIONS.

GERMANY.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 14, 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *May* 12, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform Your Excellency that, in a Note dated April 29 last, the German Legation at Berne advised us of the decision of its Government to adhere to the Madrid Arrangement dated April 14, 1891, revised at Washington on June 2, 1911, for the prevention of false indications of origin on goods.

The admission of Germany to the limited Union constituted by the said Arrangement must therefore be regarded as taking effect as from June 12, 1925, that is to say, one month after the date of this notification, in accordance with the provisions of Article 16 of the General Convention of Union.

We beg Your Excellency to be good enough to note the foregoing, and have, etc...

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) J. MUSY,
President of the Confederation.

(Signed) KAESLIN,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

---

[1] Vol. XI, page 469 ; Vol. XV, page 338, and Vol. XXIV, page 208, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LETTONIE avec effet à partir du 20 août 1925.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 23 juillet, 1925.
(Voir N° 4a, page 332 de ce volume, lettre datée 20 juillet 1925.)

No. 45 *a*. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 22 FÉVRIER 1843 ENTRE LA GRÈCE ET LES PAYS-BAS ET CONVENTION ADDITIONNELLE DES 18/30 JUIN 1851.

ECHANGE DE NOTES DES 9, 12 ET 18 DÉCEMBRE 1924 PROROGEANT LE SUSDIT TRAITÉ JUSQU'AU 28 FÉVRIER 1925.

Communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 24 mars 1925.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 47046.

ATHÈNES, *le 9 décembre* 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de Vous informer que par une loi votée en date de hier, l'Assemblée Nationale a prorogé l'application de l'ancien tarif douanier jusqu'au 28 février prochain.

Le Gouvernement de la République a décidé, à la suite de cette loi, de maintenir en vigueur, malgré sa dénonciation, le Traité de commerce existant entre la Grèce et les Pays-Bas jusqu'à la même date du 28 février 1925, à condition que le Gouvernement néerlandais accepte cette prorogation pour ce qui le concerne.

Le Gouvernement de la République se réserve le droit de procéder à l'application du nouveau tarif douanier, même avant le 28 février prochain, en cas où, avant cette date, un nouvel accord commercial pourrait être conclu entre les deux pays. Ce nouvel accord aura un caractère provisoire en ce sens qu'il ne pourra avoir une durée dépassant six mois, renouvelable tacitement pour le temps qui sera fixé par la même convention et dans les conditions qui y seront stipulées.

Je Vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me faire avoir au plus tôt la réponse de Votre Gouvernement auquel communication a dû déjà être faite par notre Légation à La Haye sur les instructions données par ce Département.

Veuillez agréer, etc.

G. ROUSSOS.

Son Excellence
Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Ministre des Pays-Bas,
Athènes.

ATHÈNES, *le 12 décembre* 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date du 9 décembre dernier, No. 47046, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que, par une loi votée en date du 8 de ce mois, l'Assemblée Nationale a prorogé l'application de l'ancien tarif douanier jusqu'au 28 février

[1] Vol. XXVII, page 452 de ce Recueil.

LATVIA to take effect as from August 20, 1925.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 23, 1925.
(See N° 4a, page 333 of this Volume, letter dated July 20, 1925.)

No. 45 *a.* — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION[1], CONCLUDED FEBRUARY 22, 1843, BETWEEN GREECE AND THE NETHERLANDS, AND SUPPLEMENTARY CONVENTION OF JUNE 18/30, 1851.

EXCHANGE OF NOTES OF DECEMBER 9, 12, AND 18, 1924, RELATING TO THE PROLONGATION OF THAT TREATY UNTIL FEBRUARY 28, 1925.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, March 24, 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 47046.

ATHENS, *December* 9, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, by a law passed yesterday, the National Assembly has extended the application of the former Customs tariff until February 28 next.

In pursuance of this law, the Government of the Republic has decided to maintain in force the Treaty of Commerce between Greece and the Netherlands until the same date, i.e. February 28, 1925, in spite of this Treaty having been denounced, on condition that the Netherlands Government as far as it is concerned agrees to this extension.

The Government of the Republic reserves the right to apply the new Customs tariff, even before February 28 next, should a new Commercial Agreement have been concluded between the two countries before that date. This new Agreement will have a provisional character, in the sense that it may not have a duration exceeding six months, and will be tacitly renewable for the period fixed and on the terms provided therein.

I should be obliged if you would be so good as to forward to me the reply of your Government, to which, in accordance with instructions given by this Department, a communication has no doubt already been sent by our Legation at The Hague.

I have, etc.

G. ROUSSOS.

His Excellency
M. C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Minister of the Netherlands,
Athens.

ATHENS, *December* 12, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of December 9 last, No. 47046, in which Your Excellency was good enough to inform me that, by a law passed on the 8 instant, the National Assembly has extended the application of the former Customs tariff until February 28 next,

---

[1] Vol. XXVII, page 452, of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

prochain et que le Gouvernement de la République a décidé, à la suite de cette loi, de maintenir en vigueur, malgré sa dénonciation, le Traité de commerce existant entre la Grèce et les Pays-Bas jusqu'à la même date du 28 février 1925, à condition que le Gouvernement néerlandais accepte cette prorogation pour ce qui le concerne.

D'ordre de Son Excellence, le Ministre des Affaires étrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a pris bonne note de la communication susmentionnée et qu'en conséquence il reste entendu que le Traité du 22 février 1843, dénoncé par la Grèce pour la date du 10 décembre 1924, est prolongé de part et d'autre, jusqu'au 28 février 1925, à moins qu'avant la susdite date un nouvel accord ne soit intervenu entre les deux pays.

Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente lettre afin qu'elle puisse constituer, avec la réponse de Votre Excellence, la réciproque constatation de la remise en vigueur provisoire du Traité qui avait été dénoncé.

Je saisis, etc.

C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

Son Excellence
Monsieur G. ROUSSOS,
Ministre des Affaires étrangères,
à Athènes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 47303.

ATHÈNES, *le* 18 *décembre* 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser, en date du 12 courant, et de prendre acte de l'acceptation y formulée au nom de votre Gouvernement relative à la prorogation du Traité de commerce du 22 février 1843 entre la Grèce et les Pays-Bas.

Il est donc bien entendu que le Traité précité du 22 février 1843, dénoncé par la Grèce pour la date du 10 décembre 1924, sera prorogé dans les rapports respectifs de la Grèce et des Pays-Bas jusqu'au 28 février 1925, à moins qu'un nouvel accord ne soit intervenu dans cet intervalle entre les deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. ROUSSOS.

Son Excellence
Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Ministre des Pays-Bas,
En Ville.

and that, in pursuance of this law, the Government of the Republic has decided to maintain the Treaty of Commerce between Greece and the Netherlands in force until the same date, i.e. February 28, 1925, in spite of this Treaty having been denounced, on condition that the Netherlands Government, so far as it is concerned, agrees to this extension.

Under instructions from His Excellency the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands has taken note of the above-mentioned communication, and that it is consequently understood that the Treaty of February 22, 1843, which was denounced by Greece as from December 10, 1924, is extended by both Parties until February 28, 1925, unless a new agreement has in the meantime been arrived at between the two countries.

I should be obliged if you would be so good as to acknowledge the receipt of this letter, so that, together with Your Excellency's reply, it may form the reciprocal confirmation that the Treaty which had been denounced has again been provisionally put into operation.

I have, etc.

C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency
M. G. ROUSSOS,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 47303.

ATHENS, *December* 18, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 12 instant, and to take note of your Government's agreement to the extension of the Treaty of Commerce of February 22, 1843, between Greece and the Netherlands.

It is therefore understood that the above-mentioned Treaty of February 22, 1843, which was denounced by Greece as from December 10, 1924, will be extended as far as Greece and the Netherlands are concerned until February 28, 1925, unless a fresh agreement has in the meantime been arrived at between the two countries.

I have, etc.

G. ROUSSOS.

His Excellency,
C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

ECHANGE DE NOTES DES 27 FÉVRIER ET 9 MARS 1925 PROROGEANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ JUSQU'AU 1er JUIN 1925.

Communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 mai 1925.

ATHÈNES, *le 27 février* 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 21 de ce mois sub No. 5478, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement de la République a été autorisé, par un décret de l'Assemblée Nationale, en date du 17 février courant, de proroger le régime conventionnel en vigueur pour un nouveau délai de trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er juin 1925, et que le Gouvernement hellénique prendra des mesures en vue de la continuation d'application du régime découlant du Traité de commerce conclu entre la Grèce et les Pays-Bas le 22 février 1843 jusqu'au 1er juin 1925, sous condition de réciprocité.

Le Gouvernement de la Reine à qui j'ai communiqué à son temps le contenu de la lettre précitée, vient de m'autoriser de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il adhère à la proposition du Gouvernement hellénique et qu'il prendra aussi de son côté les mesures nécessaires. en vue de la continuation de l'application du régime découlant du Traité de commerce conclu entre la Grèce et les Pays-Bas le 22 février 1843, jusqu'à la date susmentionnée du 1er juin 1925.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me confirmer le contenu de la présente, je saisis cette occasion pour Lui réitérer les assurances de ma très haute considération.

C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

Son Excellence
Monsieur André MICHALAKOPOULOS,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 6634.

ATHÈNES, *le 9 mars* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En Vous accusant réception de Votre lettre du 27 février dernier, j'ai l'honneur de Vous informer que je prends acte de l'adhésion du Gouvernement de S. M. à la proposition du Gouvernement hellénique tendant à la prorogation du régime conventionnel en vigueur, pour un nouveau délai de trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er juin 1925.

En conséquence, le Gouvernement de la République a pris des mesures pour la continuation d'application de ce régime.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. MICHALAKOPOULOS.

Son Excellence
Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Ministre des Pays-Bas,
Athènes.

EXCHANGE OF NOTES OF FEBRUARY 27, AND MARCH 9, 1925, RELATING TO THE PROLONGATION OF THAT TREATY UNTIL JUNE 1, 1925.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 19, 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ATHENS, *February 27, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 5478, dated the 21 instant, in which you were good enough to inform me that the Government of the Republic had been authorised by Decree of the National Assembly, dated February 17 last, to prolong the treaty regime in force for a further period of three months, i.e. until June 1, 1925, and that, subject to reciprocity, the Hellenic Government would take steps to provide for the continuance in force until June 1, 1925, of the regime established by the Treaty of Commerce concluded between Greece and the Netherlands on February 22, 1843.

Her Majesty's Government, to which I duly communicated the contents of the above-mentioned letter, has now authorised me to inform you that it accepts the Hellenic Government's proposal and will also take the necessary steps to provide for the continuance in force until the above-mentioned date (June 1, 1925) of the regime established by the Treaty of Commerce concluded between Greece and the Netherlands on February 22, 1843.

I should be glad if you would be good enough to confirm the substance of this note.

I have, etc.

C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency
M. André MICHALAKOPOULOS,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 6634.

ATHENS, *March 9, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of February 27 last, and to inform you that I have taken note of the Royal Government's acceptance of the Hellenic Government's proposal for the prolongation of the treaty régime in force for a further period of three months, i. e. until June 1, 1925.

The Government of the Republic has accordingly taken steps to provide for the continuance in force of that regime.

I have, etc.

A. MICHALAKOPOULOS.

His Excellency
M. C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Netherlands Minister,
Athens.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 46 *a.* — CONVENTION [1] INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION DES AUTOMOBILES, SIGNÉE A PARIS, LE 11 OCTOBRE 1909.

ADHÉSION.

TERRITOIRE DE LA SARRE.

Communiquée par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre, le 28 avril 1925.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE DE LA SARRE.
LE PRÉSIDENT.
S. G.=2648/25.

SARREBRUCK, *le 27 avril* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Commission de Gouvernement a fait adhésion à la Convention relative à la circulation internationale des automobiles, signée à Paris, le 11 octobre 1909. Les lettres distinctives des voitures sarroises sont : S.A. Les certificats internationaux de route sont délivrés par le Service de circulation (Direction de l'Intérieur).

La Convention produira effet pour la Sarre à dater du 1er mai 1925.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

Pour le Président de la Commission et p. o. :
Le Secrétaire général,
(Signé) J. MORIZE.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

No. 47 *a.* — CONVENTION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UNE STATISTIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE, SIGNÉE A BRUXELLES, LE 31 DÉCEMBRE 1913.

ADHÉSION.

PAYS-BAS.

Le 11 mars 1925, effective à partir du 1er janvier 1926.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne, le 26 mai 1925.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 834.

No. 46 *a.* — CONVENTION [1] WITH RESPECT TO THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF MOTOR VEHICLES, SIGNED AT PARIS, OCTOBER 11, 1909.

ADHESION.

SAAR TERRITORY.

Communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission, April 28, 1925.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION.

THE CHAIRMAN.

S. G. = 2648/25.

SAARBRUCK, *April 27, 1925.*

SIR,

I have the honour to bring to your notice that the Governing Commission has adhered to the Convention with respect to the International Circulation of Motor Vehicles signed at Paris on October 11, 1909. The distinctive letters of the Saar motor-cars shall be : S. A. The international travelling passes shall be issued by the Circulation Service (Direction of the Interior).

The Convention shall enter into effect for the Saar Territory as from May 1, 1925.

I have, etc.

For the Chairman of the Commission and p. o. :

(Signed) J. MORIZE.
Secretary-General.

To the Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva.

No. 47 *a.* — CONVENTION CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF INTERNATIONAL COMMERCIAL STATISTICS, SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 31, 1913.

ADHESION.

THE NETHERLANDS.

On March 11, 1925, to take effect as from January 1, 1926.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 26, 1925.

---

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 102, page 64.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ERRATA.

Volume XVI.

Ligne 37, page 418, ajouter :

Si l'Administration des Postes britanniques désire envoyer, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes de Lettonie, des fonds par mandats-poste à un pays quelconque avec lequel cette Administration effectue des opérations par mandats-poste, elle aura la faculté de le faire aux mêmes conditions que celles établies aux paragraphes précédents.

Volume XVI.

Line 37, page 418, add :

Si l'Administration des Postes britanniques désire envoyer, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes de Lettonie, des fonds par mandats-poste à un pays quelconque avec lequel cette Administration effectue des opérations par mandats-poste, elle aura la faculté de le faire aux mêmes conditions que celles établies aux paragraphes précédents.

Volume XXV.

Ligne 5, page 388, lire :

RELATIVE THERETO CONCERNING...

Volume XXV.

Line 5, page 388, read :

RELATIVE THERETO CONCERNING...

Ligne 6, page 389, lire :

.....AU RETRAIT DE L'AUSTRALIE

Line 6, page 389, read :

.....AU RETRAIT DE L'AUSTRALIE

Volume XXVII.

Lignes 12 et 24, page 451, lire :

ROUMANIE... ... ... 20 août 1924.
ROUMANIA... ... ... August 20, 1924.

Volume XXVII.

Line 12 and 24, page 451, read :

ROUMANIE... ... ... 20 août 1924.
ROUMANIA... ... ... August 20, 1924.

Volume XXIX.

Ligne 6, page 429, lire :

18 août 1921.

Volume XXIX.

Line 6, page 429, read :

18 août 1921.

Ligne 11, page 429, lire :

and August 18, 1921.

Line 11, page 429, read :

and August 18, 1921.

Ligne 6, page 430, lire :

29. JUNI UND 18. AUGUST 1921.

Line 6, page 430, read :

29. JUNI UND 18. AUGUST 1921.

Ligne 9, page 432, lire :

LES 29 JUIN ET 18 AOUT 1921.
JUNE 29, AND AUGUST 18, 1921.

Line 9, page 432, read :

LES 29 JUIN ET 18 AOUT 1921.
JUNE 29, AND AUGUST 18, 1921.

Volume XXX.

Article 3, ligne 1, page 329, lire :

.....shall adapt the station.....

Volume XXX.

Article 3, line 1, page 329, read :

.....shall adapt the station.....

Volume XXXII.

Ligne 9, page 121, lire :

.....*of this Declaration took place February* 2, 1925.

Volume XXXII.

Line 9, page 121, read :

.....*of this Declaration took place February* 2, 1925.

Volume XXXIII.

Ligne 10, page 274, lire :

.....*took place on March* 27, 1925.

Volume XXXIII.

Line 10, page 274, read :

.....*took place on March* 27, 1925.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)